

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

-----  
*Paix-Travail-Patrie*  
-----

REGION DU CENTRE

-----  
DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU

-----  
COMMUNE DE MAKENENE  
-----

REPUBLIC OF CAMEROUN

-----  
Peace-Work-Fatherland  
-----

CENTER REGION

-----  
MBAM AND INOUBOU DIVISION

-----  
MAKENENE COUNCIL  
-----



## **PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE MAKENENE**

*REALISE AVEC L'APPUI DU PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT*



**Agriculture, Environnement et Foresterie.**

Téléphone : (237) 22 18 01 19 / 76 08 31 20 / 97 59 81 58 E-mail: aef\_1@yahoo.fr

Récepissé N° 00039/RDA/J06/BAPP Association à but non lucratif

## RESUME

Le Programme National de Développement Participatif apporte un appui aux Communes pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités dans le processus progressif de décentralisation, et aux populations rurales de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

Dans ce cadre, et en raison des nouveaux défis auxquels les Communes encore fragiles et peu outillées devront faire face, le PNDP a contractualisé l'OAL AEF pour accompagner la Commune de MAKENENE dans le processus d'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD) dont l'objectif principal est de renforcer les capacités d'intervention de la Commune en vue d'améliorer le cadre et les conditions de vie des populations, valoriser les ressources naturelles et les gérer durablement à l'horizon 2035.

L'approche méthodologique utilisée lors du processus d'élaboration du Plan de Développement, est celle présentée dans le guide du MINEPAT. Les principales étapes sont les suivantes ;

- Préparation du Processus
- Diagnostic participatif (DIC, DEUC, DNV, consolidation des données et cartographie)
- Planification
- Mobilisation des ressources
- Programmation
- Mise en œuvre
- Suivi-évaluation

Le diagnostic s'est déroulé de manière participative sur vingt neuf secteurs d'activités en présence de l'ensemble du conseil municipal, les membres du comité de pilotage et les représentants des CDV, des organisations de la société civile, des autorités administratives et traditionnelles, des opérateurs économiques ..., ainsi que l'ensemble des forces vives de la Commune. A l'issue du diagnostic, de nombreux freins au développement mis en relief peuvent être classés en deux catégories notamment :

Les contraintes relevant du domaine social et économique ;

- l'insuffisance des moyens de communication (mauvais état de route) ;
- l'insuffisance des points d'eau potable ;
- la faible couverture du réseau électrique ;

Les contraintes liées au fonctionnement de la Commune (institutionnelles)

- l'incivisme fiscal ;
- l'inefficacité du système de recouvrement ;
- la sous exploitation de certaines ressources naturelles de la Commune ;

Cependant, la Commune dispose d'énormes ressources et potentialités ; naturelles, physiques, agricoles et humaines au rang desquelles :

- les carrières (sable, pierre) ;
- La disponibilité des terres fertiles et un climat favorable à l'agriculture et;
- La présence d'un marché périodique à MOCK Centre et d'un marché permanent à vocation sous régionale (marché de MAKENENE- Est)

De manière globale, des stratégies d'intervention ont été dégagées dans les différents secteurs d'activités. Ces stratégies sont inscrites dans les tableaux synoptiques du PIA, CDMT et Cadres Logiques avec des coûts estimatifs successifs de **123 180 000, 1 278 485 000 et 7 748 241 000 F CFA**. Nonobstant, les forces vives se proposent de contribuer activement à la croissance des richesses et emplois dans la Commune, qui sont des leitmotivs de l'action gouvernementale. Ce à travers la mise en œuvre des actions de développement social et économique notamment ; la construction d'infrastructures marchand, le bitumage et réhabilitation des pistes, la construction et réhabilitation des points d'eau, le dépiage et la prise en charge des malades souffrant des IST/VIH/SIDA.

Pour que les conditions de vie soient durablement améliorées dans les communautés, les populations devront pouvoir garantir avec l'appui des pouvoirs publics et privés, toutes les prestations en mesure de concourir à la réalisation des résultats ci-dessous:

- Une meilleure commercialisation des produits ;
- Une meilleure valorisation des ressources et potentialités ;
- Une meilleure protection de l'environnement ;

Ces résultats ne seront atteints qu'à condition que la remise en état du réseau de pistes et le maintien d'un niveau de service minimum soit réalisée pour améliorer la compétitivité de l'économie locale, désenclaver les populations et mener une véritable politique d'aménagement du territoire.

Au terme de la phase du diagnostic et de la planification, un Comité de suivi d'exécution des actions planifiées dans le PCD a été mis en place. De tout ceci, en a découlé le Plan Communal de Développement (PCD) de MAKENENE.

## SOMMAIRE.

## LISTE DES ABREVIATIONS

<b>APE :</b>	Association des Parents d'Elèves
<b>AES SONEL :</b>	American Energy Society - Société Nationale d'Electricité du Cameroun
<b>BEAC :</b>	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
<b>AGOA :</b>	American Growth Opportunity Act
<b>AVZ :</b>	Agent de Vulgarisation de Zone
<b>CTD :</b>	Communauté Territoriale Décentralisée
<b>CES :</b>	Collège d'Enseignement Secondaire
<b>CMA :</b>	Centre Médical d'Arrondissement
<b>C.L. :</b>	Cadre logistique
<b>CLLS :</b>	Comité Local de Lutte contre le Sida
<b>CRTV :</b>	Cameroon Radio and Télévision
<b>CEA :</b>	Commission Economique de l'Afrique
<b>DSCN :</b>	Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
<b>CEMAC :</b>	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CDMT :</b>	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
<b>CODE CIMA :</b>	Code de la Conférence Interafricaine du Marché des Assurances
<b>CSI :</b>	Centre de Santé Intégré
<b>CA :</b>	Compte Administratif
<b>CAC :</b>	Centimes Additionnels Communaux
<b>CDV :</b>	Comité de Développement Villageois
<b>CNPS :</b>	Caisse National de Prévoyance Sociale
<b>CSI :</b>	Centre de Santé Intégré
<b>DIC :</b>	Diagnostic Institutionnel Communal
<b>ECAM :</b>	Enquête camerounaise auprès des Ménages
<b>EIE :</b>	Etude d'Impact Environnementale
<b>GIC :</b>	Groupement d'Initiative Commune
<b>IDE :</b>	Infirmier Diplômé d'Etat
<b>MC2 :</b>	Mutuelle Communautaire de Croissance
<b>MINADER :</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MTN :</b>	Mobile Télécommunication Network
<b>OMD :</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>IBA :</b>	Infirmier Breveté Adjoint
<b>ISS :</b>	Interview Semi Structurée
<b>IST :</b>	Infection Sexuellement Transmissible
<b>O.A.L. :</b>	Organisme d'Appui Local
<b>OEV :</b>	Orphelins et Enfants Vulnérables
<b>OMS :</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>P.N.D.P. :</b>	Programme National de Développement Participatif
<b>PEV :</b>	Programme Elargie de Vaccination
<b>PNVRA :</b>	Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole
<b>PAJER-U :</b>	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
<b>PFNL :</b>	Produits Forestiers Non Ligneux
<b>PIBA :</b>	Produit Intérieur Brut de l'Agriculture
<b>PNUD :</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PVVS :</b>	Personne Vivant avec le VIH
<b>PST :</b>	Plan Sectoriel des Transport
<b>RDPC :</b>	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
<b>RGPH :</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>SIDA :</b>	Syndrome Immuno Déficience Acquis
<b>SAF :</b>	Service Administratif et financier
<b>SAR/SM :</b>	Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
<b>SEPO :</b>	Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles
<b>SNV :</b>	Organisation Néerlandaise de Développement
<b>SOECAO :</b>	Société de Développement du Cacao
<b>UE :</b>	Union Européenne
<b>UICN :</b>	Union Internationale de Conservation de la Nature

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1</b>	Animaux présent dans l'espace communal
<b>Tableau 2</b>	Situation 2010 de la production agricole dans la Commune se MAKENENE
<b>Tableau 3</b>	Animaux présent dans l'espace communal
<b>Tableau 4</b>	Les PFNL récoltés par les populations et leurs utilisations
<b>Tableau 5</b>	Les principales infrastructures présentes dans la Commune de MAKENENE
<b>Tableau 7</b>	Matrice de diagnostic de ressources naturelles
<b>Tableau 8</b>	Forces de l'Institution communale
<b>Tableau 9</b>	Faiblesses de l'Institution communale
<b>Tableau 10</b>	Besoins en formation de l'équipe communale
<b>Tableau 11</b>	Budget estimatif du Plan Communal de Développement
<b>Tableau 12</b>	Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT)
<b>Tableau 13</b>	Liste des impacts négatifs, des mesures d'atténuation et des indicateurs de mise en œuvre
<b>Tableau 14</b>	PGE : Périodicité, responsables de mise en œuvre des mesures proposées et leurs coûts
<b>Tableau 15</b>	Plan d'Investissement Annuel (PIA)
<b>Tableau 16</b>	Plan de passation de marche (année 2011)
<b>Tableau 17</b>	Liste des membres du comité de suivi du PCD

## LISTE DES PHOTOS

<b>Photo 1</b>	Savane périforestière forestière
<b>Photo 2</b>	Savane arbustive
<b>Photo3</b>	Savane herbeuses à Imperata
<b>Photo 4</b>	Tubercules de patate
<b>Photo 5</b>	Transformation artisanale du manioc
<b>Photo 6</b>	Espèces pêchées: Silures, Poisson vipère, Carpes etc.
<b>Photo 7</b>	Petit élevage de chèvres en divagation
<b>Photo 8</b>	Petit commerce au marché de MAKENENE-Est
<b>Photo 9</b>	Biche abattue par des chasseurs lors d'un campement
<b>Photo 10</b>	Campement de chasse
<b>Photo 11</b>	Crâne de Buffle non loin d'un campement de chasse
<b>Photo 12</b>	Forêt secondaire
<b>Photo 13</b>	Fabrication de nattes de raphia
<b>Photo 14</b>	Butin de deux chasseurs après une partie de chasse
<b>Photo 15</b>	Cuvette de macabo
<b>Photo 16</b>	Récolte des chenilles dont l'usage est multiple
<b>Photo 17</b>	Hôtel de ville de MAKENENE
<b>Photo 18</b>	CMA de MAKENENE
<b>Photo 19</b>	Séchage du djangsang
<b>Photo 20</b>	Femme rurale de MAKENENE
<b>Photo 21</b>	Parcelle en jachère

## LISTE DES CARTES

Cartes thématiques de référence,  
Planification spatiale des infrastructures prioritaires à construire

## LISTE DES FIGURES

<b>Figure 1</b>	Intervenants clés de l'approche globale de la méthodologie d'élaboration du PCD
<b>Figure 2</b>	Transect
<b>Figure 3</b>	Arbre à problème
<b>Figure 4</b>	Taille de la population par tranche d'âge
<b>Figure 5</b>	Population par village
<b>Figure 6</b>	Rendement des principales cultures

**Figure 7** situation 2010 des surfaces emblavées par les cultures  
**Figure 8** Répartition séquentielle des emplois par secteur

## LISTE DES ANNEXES

Fiches de projets du PIA  
 Atlas des cartes (cartes thématiques de référence, Planification spatiale des infrastructures prioritaires à construire)

### Corps du PCD

<b>CHAPITRE I : INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
1.1. Contexte et justification de l'intervention.....	8
1.2. Objectifs et résultats de l'intervention.....	8
1.3. Structure du PCD.....	9
<b>CHAPITRE II : METHODOLOGIE</b>	<b>10</b>
2.1. Préparation de l'ensemble du processus.....	11
2.2. Collecte des informations et traitement.....	12
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	14
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	14
2.5. Mise en œuvre du mécanisme de suivi-évaluation.....	15
<b>CHAPITRE III : PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE</b>	<b>16</b>
3.1. Localisation géographique de la Commune.....	17
3.2. Milieu physique .....	17
a. Climat.....	17
b. Relief.....	18
c. Sols .....	18
d. Hydrographie.....	18
e. Végétation et flore.....	18
f. Faune .....	19
g. Carte de ressources naturelles.....	20
3.3. Milieu humain.....	21
a. Histoire et population.....	21
b. Culture et religions.....	21
c. La démographie.....	21
d. Les activités économiques.....	23
i) Secteur agriculture.....	23
ii) Secteur élevage et pêche.....	25
iii) Secteur commerce .....	26
iv) Secteur de la forêt et de la faune.....	27
v) Secteur de l'environnement .....	29
vi) Secteur des Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat.....	29
3.4. Principales infrastructures par secteur .....	31
3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune .....	33
3.6. Synthèse des résultats du diagnostic	35
3.6.1. Synthèse du DIC .....	36
a. Gestion des ressources humaines.....	36
b. Gestion des ressources financières.....	36
c. Gestion du patrimoine communal;.....	36
d. Gestion des relations;.....	37
e. Axes de renforcement de la commune.....	37
3.6.2. Développement de l'économie locale	
3.6.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.....	38

<b>CHAPITRE IV : PLANIFICATION STRATEGIQUE</b>		<b>52</b>
4.1.	<i>Vision et objectifs du PCD</i> .....	53
4.2.	<i>Cadre logique par secteur</i> .....	54
4.3.	<i>Coût estimatif du PCD</i> .....	122
4.4.	<i>Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal</i> .....	123
<b>CHAPITRE V : PROGRAMMATION</b>		<b>124</b>
5.1.	<i>Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires</i> .....	125
5.2.	<i>Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT</i> .....	142
5.2.1.	<i>Principaux impacts (positifs et négatifs) socio-environnementaux potentiels et Mesures d'optimisation ou d'atténuations envisageables</i> .....	142
5.2.2.	<i>Plan sommaire de gestion de l'environnement</i> .....	147
5.3.	<i>Plan d'investissement annuel (PIA)</i> .....	148
5.3.1.	<i>Ressources mobilisables et échéances</i> .....	148
5.3.2.	<i>Programmation annuelle des projets prioritaire (première année)</i> .....	149
5.3.3.	<i>Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables</i> .....	154
5.4.	<i>Plan de Passation des marchés du PIA</i> .....	155
<b>CHAPITRE VI : MECANISME DE SUIVI-EVALUATION</b>		<b>156</b>
6.1.	<i>Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD</i> .....	157
6.2.	<i>Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)</i> .....	157
6.3.	<i>Dispositif, outils et fréquence du reporting</i> .....	158
6.4.	<i>Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD</i> .....	160
6.5.	<i>Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD</i>	
<b>CONCLUSION</b>		<b>161</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>		
<b>ANNEXES</b> .....		
Fiches de projets du PIA.....		
Document A : Atlas des cartes (cartes thématiques de référence, Planification spatiale des infrastructures prioritaires à construire).....		
Document B : Rapport consolidé du Diagnostic participatif.....		

# CHAPITRE I

## INTRODUCTION

- 1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'INTERVENTION
- 1.2. OBJECTIFS ET RESULTATS DE L'INTERVENTION
- 1.3. STRUCTURE DU PCD

# 1. INTRODUCTION

## 1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'INTERVENTION

Le Cameroun à l'aube du vingt et unième millénaire, a connu de profondes mutations politiques, économiques, sociales et culturelles. L'Etat du Cameroun a adopté après un large consensus, une nouvelle constitution pour faciliter la mise en œuvre du processus de démocratisation et de Participation des collectivités locales aux affaires de la nation. Cette démarche s'est concrétisée par l'adoption d'une nouvelle approche de gouvernance : la décentralisation.

Pour mettre en œuvre cette politique, l'état a mis en place un ensemble de réformes institutionnelles en vue de préparer les collectivités locales à la prise en charge de leur développement.

Compte tenu du contexte actuel, marqué par la crise économique, et l'émergence de la pauvreté, l'Etat dans un combat commun avec les institutions internationales a centré sa stratégie sur la création des richesses et compte s'appuyer sur la création d'emplois pour assurer une bonne redistribution des fruits de la croissance. Toutefois, plaçant le défi de la croissance et de la création d'emplois au centre de ses actions en faveur de la réduction de la pauvreté, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) élaboré pour une vision de développement économique du Cameroun à l'horizon 2035 est désormais, le cadre de référence de la politique et de l'action Gouvernementale ainsi que le lieu de convergence de la coopération avec les partenaires techniques et financiers en matière de développement.

C'est dans cet ordre d'idées que s'inscrit le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Ce programme a pour objectif de définir et de mettre en œuvre les mécanismes visant à responsabiliser les populations à la base et les Collectivités Territorialement Décentralisées afin de les rendre initiatrices et actrices de leur propre développement.

Dans un souci d'impliquer effectivement les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans ce processus de développement des collectivités, le PNDP en tant qu'outil du Gouvernement, a sélectionné l'OAL : Espace pour l'Agriculture, l'Environnement et Foresterie (AEF) pour accompagner la Commune de MAKENENE dans ce processus de développement participatif

En effet, pour rendre la Commune de MAKENENE capable d'agir et de conduire les missions auxquelles elle est appelée à remplir dans le cadre de la nouvelle politique sur la décentralisation, il a semblé utile de mobiliser tous les acteurs intervenant au niveau communal dans la salle des actes de la Commune de MAKENENE du 24 au 26 Juin 2011 afin de rendre compatible la vision des populations et du Conseil municipal avec les politiques sectorielles.

## 1.2 OBJECTIFS ET RESULTATS DE L'INTERVENTION

L'objectif global de l'intervention était de doter la Commune de MAKENENE, d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif. De manière plus spécifique, il s'agissait de :

- Réaliser la monographie de la Commune ;
- Mener un diagnostic participatif ;
- Elaborer une planification stratégique ;
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune ;
- Programmer les interventions ;
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT ;
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre.

Au terme de l'intervention, les résultats obtenus ont été les suivants :

- une planification sur vingt neuf secteurs d'activités ;
- les facteurs qui influencent chaque ressource appréhendés et analysés ;
- les sources de revenus de la Commune clairement identifiées ;
- un plan de financement élaboré ;
- les Cadres Logiques, CDMT, PIA validés et disponibles ;

### 1.3 STRUCTURE DU PCD

Ce plan de développement a été élaboré dans une vision de la Commune à l'horizon 2035. Cependant, les CDMT ont été programmés pour une durée de trois ans et les actions planifiées commencent en Juin 2011 pour finir en Décembre 2013. Il comporte six (6) chapitres notamment :

1. INTRODUCTION
2. METHODOLOGIE
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE
4. PLANIFICATION STRATEGIQUE
5. PROGRAMMATION
6. MACANISMES DE SUIVI-EVALUATION

# CHAPITRE 2

## METHODOLOGIE

- 2.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS
- 2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT
- 2.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE
- 2.4. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION
- 2.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF

## 2. METHODOLOGIE

L'approche globale retenue pour l'accompagnement dans l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD) englobe quatre types d'intervenants clé tel qu'illustrée par la figure ci-dessous :

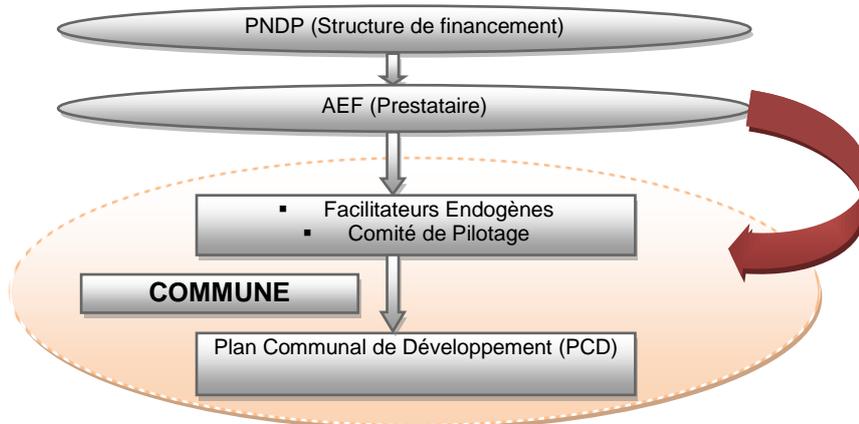


Figure 1: Les intervenants clés de l'approche globale de la méthodologie d'élaboration du PCD de MAKENENE

### 2.1. PREPARATION DU PROCESSUS DE PLANIFICATION

La préparation du processus de planification s'est effectuée en quatre séquences : mise en place du dispositif institutionnel de la planification, adoption du programme de planification par le Conseil municipal, l'information, la sensibilisation des populations et la collecte de données. Celle-ci visait à rechercher l'adhésion de toutes les parties prenantes au processus de planification, définir le rôle de chacun dans le processus, favoriser la participation effective de toutes les parties prenantes à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du plan.

#### a) Mise en place du dispositif institutionnel

Le dispositif institutionnel de planification mis en place au démarrage du processus comprend quatre entités :

- le Comité de Pilotage ;
- l'équipe technique pluridisciplinaire composée de représentants Sectoriels ;
- les populations représentées.

> *Le Comité de Pilotage* a été mis en place par l'exécutif communal afin d'appuyer le processus de planification. De manière spécifique, ce comité avait pour mission de définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan, veiller au bon déroulement du processus de planification dans l'espace communal et de s'assurer de la participation effective des populations à toutes les étapes. A cet effet, le Maire de la Commune a signé un arrêté portant création, attributions, composition et fonctionnement de ce Comité.

> *L'Equipe technique pluridisciplinaire* est l'organe d'exécution du Comité de Pilotage. Elle est composée des responsables techniques sectoriels. Cette équipe technique est sous la responsabilité du Préfet du Département du MBAM et INOUBOU et est chargée notamment de ; mettre à la disposition de l'OAL des informations de base, veiller à la cohérence du plan avec les politiques sectorielles, approuver les termes de référence de toutes les activités menées dans le cadre de la planification, approuver la qualité technique du plan et valider les produits intermédiaires issus du processus de planification.

> *Les populations* des 16 villages que compte la Commune quant à elles ont identifié en leur sein avec l'appui des facilitateurs de l'OAL, un groupe de 02 facilitateurs endogènes par village. Ces derniers avaient pour mission de veiller à la prise en compte des points de vue de toutes les sensibilités durant le processus.

#### b) Adoption du programme de planification par l'équipe technique pluridisciplinaire

Un projet-programme détaillé mentionnant les zones de planification (espace urbain, villages), le calendrier prévisionnel des différentes étapes de la planification et les membres de la mission de l'OAL a été soumis à l'appréciation de la CR-PNDP pour le Centre, ainsi qu'à l'équipe technique pluridisciplinaire pour examen et adoption après avis favorable du Comité de Pilotage.

Ce programme du plan adopté par l'équipe technique pluridisciplinaire a été transmis à l'autorité administrative de tutelle notamment, le Préfet du MBAM et INOUBOU pour information. Il s'en est suivi une campagne de sensibilisation de toutes les parties prenantes.

**c) Information et sensibilisation des autorités et des populations**

Cette séquence visait à susciter la participation des autorités et des populations à l'élaboration du plan. De façon spécifique, il était question pour les facilitateurs de l'OAL, appuyés par le Maire de la Commune et les membres du Comité de Pilotage ; d'expliquer et justifier aux autorités administratives et coutumières des villages concernés et dont la contribution était requise, les objectifs et la démarche d'élaboration du plan postulé en insistant sur l'implication et la nécessité de participation de toutes les sensibilités, en suite la mission a consulté et sollicité les populations pour la désignation des facilitateurs endogènes pour le démarrage du processus dans les villages. De même, elle a pu recueillir les avis, les suggestions et les appréhensions des populations, en suite elle a fait connaissance avec le milieu physique concerné par la planification, appréhender les atouts/ potentialités/contraintes et en fin convenir d'un calendrier de travail.

**d) L'organisation de l'atelier de lancement officiel du processus**

L'atelier de lancement officiel du processus d'élaboration du PCD s'est tenu dans la salle des actes de la Commune de MAKENENE sous le haut patronage du Préfet du MBAM et INOUBOU et animé par l'Organisme d'Appui Local EAF. Cet atelier auquel ont pris part l'ensemble du conseil municipal, les membres du comité de pilotage et les représentants des CDV, des organisations de la société civile, des autorités traditionnelles, des opérateurs économiques ..., ainsi que l'ensemble des forces vives de la Commune, avait pour objectifs d'informer les participants sur les enjeux de l'élaboration du plan et sensibiliser les participants sur la nécessité d'une mobilisation sociale autour du processus et surtout sa mise en œuvre.

Au terme de l'atelier de lancement, un calendrier de travail de chaque unité de planification est adopté et l'engagement de la population locale à participer aux différentes étapes du processus est acquis.

**e) Collecte des données de base**

Elle vise à recueillir auprès des structures techniques déconcentrées des informations qualitatives et quantitatives essentielles relatives à leurs secteurs d'activités et se rapportant notamment ; aux cadres institutionnels, objectifs, stratégies et mesures prises pour le développement du secteur, aux différentes réalisations physiques et projets en cours ou envisagés ainsi qu'aux atouts, potentialités et problèmes rencontrés dans le secteur sur l'espace géographique communal. La collecte d'informations s'est portée sur les 28 secteurs d'activités y compris les données relatives à l'institution communale.

La démarche à ce niveau a été marquée par des entretiens individuels et groupés (à travers l'utilisation des outils de collecte fournis par la CR-Centre et la collecte des informations secondaires (exploitation des documents tels que le BP, CA de la commune). La nature des données à collecter et les critères d'appréciation étant déjà prédéfinis, une liste exhaustive de documents susceptibles de nous fournir les informations recherchées ont été préalablement expédiée. Les données collectées ont fait en suite l'objet de traitements et d'analyses en vue de disposer d'informations pertinentes pour le processus de planification. Ces données recueillies ont été compilées et synthétisées dans un document intitulé « Situation de référence ». Cette dernière a été synthétisée, restituée et validée en séance plénière devant toute l'équipe technique communale.

**2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT**

L'étape vise à identifier et analyser les atouts, problèmes et contraintes sur les 28 secteurs d'activités, amener les populations à prendre conscience des atouts et des potentialités dont elles disposent, et en suite des contraintes à lever pour leur développement. A ce titre, la mission a conduit la collecte de ces informations à trois niveaux dans l'espace communal notamment :

**a) Au niveau de l'Institution Communale (DIC)**

Le Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) a été conduit pendant sept jours concomitamment avec la collecte des données de base. Les informations collectées ont été analysées et synthétisées avec un accent particulier sur :

- *la gestion des ressources humaines avec une appréciation de la situation du personnel communal, sa composition et le fonctionnement des organes (exécutif et conseil municipal) ;*

- la gestion des ressources financières, notamment le processus d'élaboration du budget, sa structure ainsi que les modalités de mobilisation des ressources financières et la gestion des dépenses ;
- le patrimoine communal, plus précisément sa composition et le système de sa gestion ;
- la gestion des relations avec une appréciation des relations internes et externes à la commune.

**b) Au niveau de l'Espace Urbain (DEUC)**

Le Diagnostique Participatif de l'Espace Urbain Communal (DEUC) à été conduit pendant sept jours. L'objectif à ce niveau vise à planifier le développement de l'espace urbain communal, comprendre la morphologie actuelle des tissus et d'en estimer les potentiels d'évolution et aborder les enjeux territoriaux, environnementaux, économique et sociaux de la Commune de MAKENENE.

La démarche a consistée à faire une visite guidée dans la ville, ponctuée par des entretiens individuels ou groupés avec les corps de métier et les couches vulnérables sur la base du guide d'entretien, afin de collecter les données socio économique et environnemental sommaire des activités, des Problèmes/contraintes, atouts/potentialités de la ville et des parties prenantes. Les principaux corps des métiers identifiés sont; les motos taximen, les coiffeurs, les braiseuses de poisson. Les principaux secteurs d'activités sont les suivants: *Agriculture, Élevage, Commerce, Tourisme, Éducation, Santé, Hydraulique, Eau et Energie, Promotion de la femme et de la famille, Transport, etc.* La liste des problèmes et atouts sera complété en atelier à travers les outils de la MARP ci-après : cartographie participative de la ville avec unités de paysage, le Guide d'ISS par secteur, l'Entretien avec les corps de métiers et les couches vulnérables à travers un guide d'entretien, statistiques obtenues sur les dommages et sur la situation sociale et économique de la ville, la fiche de l'enquête socio économique et environnementale, le Transect, la matrice des atouts/potentialités/ problèmes/contraintes et le profil historique.

	MOOK CENTRE	Centre - Barrière	MOOK BUD
Zone			
Climat (en végétation)			
Sol			
Culture			
Problèmes			
Tendances			
Solutions immédiates			
Solutions à moyen terme			

Figure 2: Transect

Les problèmes identifiés ont été reformulés et analysés par secteur en groupe mixte. L'analyse a abouti à la détermination des causes et des effets à travers l'arbre à problème. La restitution et validation en plénière, ont suivi. Les solutions réalistes ont été identifiées et les idées de projets envisageables retenues.

**c) Au niveau des villages**

Le diagnostic de niveau village s'est fait de manière participative en trois (03) jours/village durant lesquels le déroulement des outils s'est fait en plénière et en sous ateliers selon le type d'outil. A ce titre l'équipe des planificateurs de l'OAL a utilisé les outils conventionnels de la MARP tels que ; *le profil historique, le diagramme de Venn, le Transect, la carte ressources, etc....*

La démarche à ce niveau a été marquée par des entretiens individuels et groupés (à travers ISS par secteur), l'élaboration des cartes participatives avec unités de paysage et vulnérabilité. Le déroulement de ces outils a permis de recueillir la première partie des données statistiques relatives aux dommages et atouts, ainsi que la situation sociale et économique du village. La liste des dommages rencontrés dans les 28 secteurs a été complété par groupe socio- professionnel, suivi d'une synthèse ou priorisation par secteur et au besoin à une reformulation en plénière. L'ensemble des problèmes sera en suite traité de façon transversale afin d'aboutir à la liste des problèmes du village. Il s'en est suivi une analyse de ces problèmes a travers les outils participatifs ci-après :

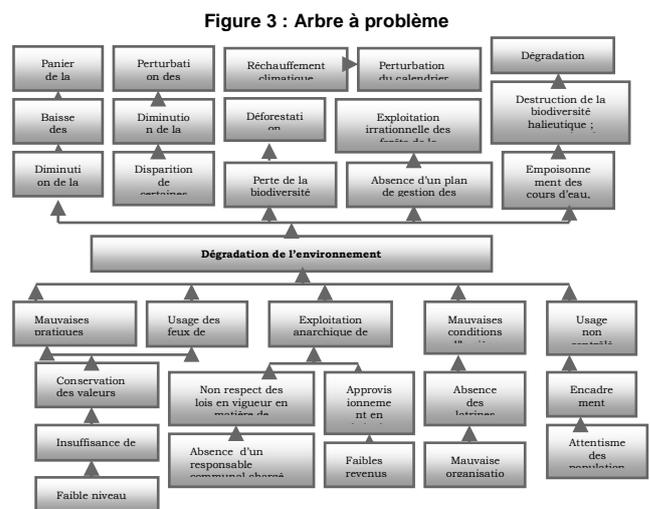


Figure 3 : Arbre à problème

- L'arbre et tableaux d'analyse à problèmes qui permettent d'analyser en groupes mixtes la situation vécue en ressortant le problème central, ses causes et ses effets, suivi d'une restitution en plénière,
- Les diagrammes de Venn des trois groupes socioprofessionnels qui permettent de connaître les intervenants internes et externes.

Sur la base de chaque arbre à problèmes, la population a choisi les causes et effets sur lesquels elle peut et veut agir avec l'appui de l'équipe de planificateurs. Les tableaux de solutions endogènes ou d'actions à entreprendre localement ont été dressés en vue d'atteindre la situation souhaitée dans le village. Une liste des besoins/idées de microprojets par secteurs à été élaborée à la suite de cette séquence.

Les actions à mener par la population ont été classées, puis programmées dans le temps tout en précisant les résultats attendus, les indicateurs, la période d'exécution (programmes stratégique et annuel), les responsabilités, le coût estimatif, les ressources nécessaires (humaines, matérielles). Au terme du diagnostic, des Comités de Concertation ont été mis en place dans chaque village en vue de mettre en œuvre les actions planifiées et d'en assurer le suivi-évaluation.

### 2.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE

L'approche méthodologique utilisée englobe les séquences ci-après :

#### a) Synthèse par secteur, des données du diagnostic réalisé dans les villages

A la suite de l'étape de collecte des informations, une synthèse de toutes les données collectées dans les villages a été élaborée. Toutefois, des regroupements ont été opérés en tenant compte des thématiques (Santé, Education, Agriculture, Elevage, Tourisme, etc.). Pour chaque thématique, une problématique a été proposée. Les différentes synthèses ont en suite été consolidées.

#### b) Elaboration d'un projet de plan d'utilisation et de gestion durable des terres.

Les plaintes des unités de paysages dans les villages ainsi que dans le périmètre urbain ont été identifiées tout au long du processus à travers les outils de la MARP notamment : la matrice de diagnostic des ressources naturelles et la cartographie participative. Au terme du processus, toutes les matrices diagnostic des ressources naturelles ont été consolidées, les cartes thématiques et les cartes des ressources naturelles élaborées, les données géo référencées des ressources identifiées collectées. Un plan d'utilisation et de gestion durable des terres (PUGT) a été élaboré et proposé au COPIL pour amendement et validation.

#### c) Mise en commun de tous les produits du diagnostic

Les feedback des différents diagnostics (DIC, DEUC et DSV) ont en fin été mis en commun et le rapport de synthèse des résultats du diagnostic participatif a été restitué au COPIL comme besoins prioritaires de la Commune, suivi de l'amendement, l'enrichissement et la validation. Le résultat global de ce diagnostic participatif a permis de définir les axes stratégiques par secteur du plan. Ces axes devront contribuer à la réalisation de la vision globale du développement de la Commune.

### 2.4. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION

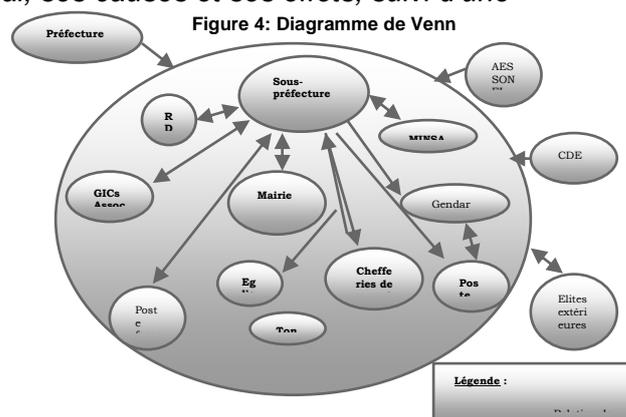
La planification vise à déterminer les stratégies et les actions pour atteindre les objectifs de développement, hiérarchiser les actions à mener et susciter l'adhésion et l'implication effective des populations dans le processus d'identification et de mise en œuvre des actions de développement.

La démarche à ce niveau a consisté à reprendre les résultats consolidés de l'étape du diagnostic participatif à chaque phase du processus de planification afin de capitaliser les acquis.

#### a) Préparation des ateliers de planification

La préparation des ateliers de planification a consisté à :

- Identifier, informer et mobiliser tous les acteurs clés de la Commune (les autorités administratives, traditionnelles et religieuses, les conseillers municipaux, les Organisations de la Société Civile et les autres parties prenantes)



- *déterminer les objectifs par rapport aux grands axes du diagnostic participatif : atouts, contraintes et dynamiques ;*
- *analyser les objectifs et les axes stratégiques qui déclinent la vision du conseil municipal ;*
- *rendre compatible la vision des populations et du Conseil municipal avec les politiques sectorielles.*

#### **b) Ateliers de planification par secteur d'activités**

La planification découle de la définition d'objectifs à atteindre dans un horizon temporel donné, du choix de stratégies à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis. Pour ce faire, la mission a préparé en prélude à ces ateliers, une planification de la vision de développement de la Commune par secteur notamment les tableaux synoptiques ; Cadres Logiques (CL) et les Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sur 3ans. Ces tableau ont été enrichis et validés en sous ateliers constitués suivant les normes sectorielles, pour la programmation définitives et l'adoption par les parties prenantes.

#### **c) Atelier de mobilisation des ressources**

La mise en œuvre et la gestion du plan de développement nécessitent des ressources importantes qu'il faut identifier et mobiliser. A cet effet, cette étape vise à identifier et évaluer les différentes sources de financement, amener l'Exécutif communal et les populations à mobiliser des ressources pour la réalisation des projets et renforcer leurs capacités en matière de recherche de financement. Toutefois, l'Exécutif communal a pu identifier au cours d'un atelier restreint ; les ressources mobilisables affectées et en cours d'affectation issues des CAC, recettes propres, prévisions du BIP, les contributions d'autres partenaires au développement et les allocations PNDP, ainsi que leurs échéances.

#### **d) Atelier de programmation**

Les ateliers de programmation ont été organisés par secteur d'activités. Au terme des travaux, la mission a pu obtenir une liste de projets par village, des fiches projets ont été également remplies par les populations bénéficiaires, avec l'appui technique de l'OAL, ainsi que les Cadres Logiques par secteur. De même, la programmation annuelle des projets prioritaires (première année) a été élaborée.

Le Plan Communal de Développement issu de la phase de programmation a été soumis au Conseil Municipal élargi aux Sectoriels (COMES) pour validation et adoption, puis à la tutelle pour approbation.

### **2.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF**

La démarche à ce niveau a été marquée l'élaboration d'un plan de passation de marchés pour la mise en œuvre des projets contenus dans la programmation annuelle, la mise en place d'un Comité communal de suivi et le renforcement des organes du Conseil municipal. Ces deux organes sont responsables entre autre de :

- *s'assurer de la conformité des actions conformément au plan d'opérations*
- *déterminer de la façon la plus systématique et la plus objective possible la pertinence, l'efficacité, l'effet et l'impact des activités au regard de leurs objectifs.*
- *donner l'autorisation de la mise en œuvre selon les procédures en vigueur.*

Toutefois, pour une bonne utilisation de ce document il a été recommandé au Comité communal de suivi de procéder à :

- *La diffusion du plan ;*
- *La rédaction des plans mensuels ;et*
- *Le suivi-évaluation périodique à travers les indicateurs objectivement vérifiables du PIA*

# CHAPITRE 3

## PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE MAKENENE

- 3.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE
- 3.2. MILIEU PHYSIQUE
- 3.3. MILIEU HUMAIN
- 3.4. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR
- 3.5. PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE

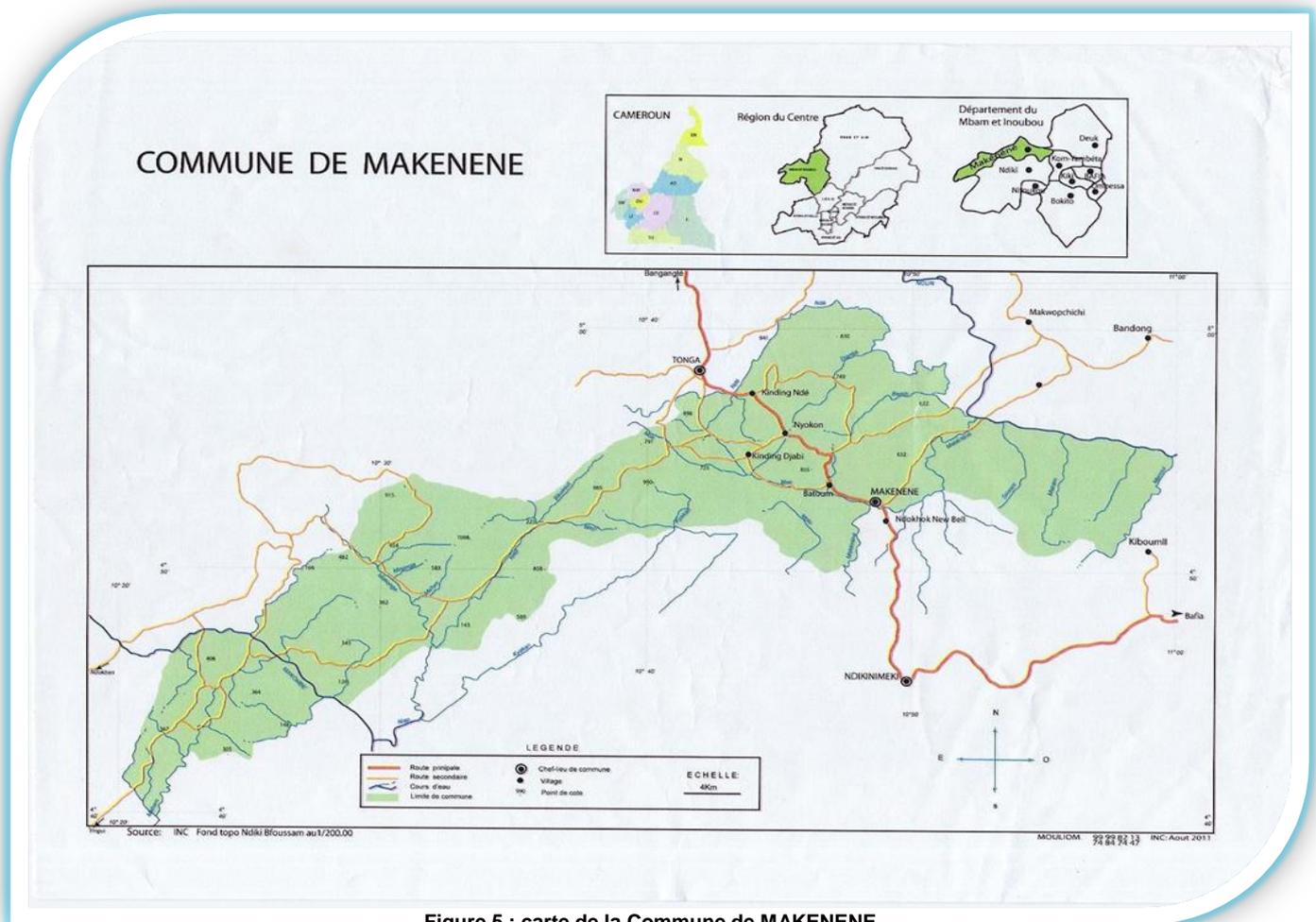
### 3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

#### 3.1. Localisation géographique de la Commune

La Commune de MAKENENE est située dans le département du Mbam et Inoubou, Région du Centre. Elle a été créée par le décret N° 92/127 du 26 Juin 1992 et couvre une superficie de 885 km<sup>2</sup>. MAKENENE est distante de BAFIA, le chef lieu du département d'environ 100 km et est limitrophe :

- au Nord par la Commune de MASSANGAM ;
- au Sud par les Communes de YABASSI et de NDIKINIMEKI;
- à l'Ouest par les Communes de DEUK et DE KON YAMBETA ;
- et à l'Est par la Commune de TONGA.

La Collectivité Territorialement Décentralisée (CTD) compte seize (16) villages d'attache uniformément réparties sur son espace géographique notamment ; notamment : MOCK-Centre, MOCK-Sud, NGOKOP, BARRIERE, CARRIERE, MYOKON II, MAKENENE-Centre, HOPITAL, MAKENENE-Est, TOWN WATER, MYOKON I, MYOKON III (MBALAM), MYOKON IV, KINDING-NDE, KINDING-NDJABI et NYINGO.



#### 3.2. Milieu physique

##### a. Climat

Le climat de la région est équatorial, de type guinéen avec des températures variant de 20°C entre Juillet-Août et 30°C entre Janvier-Février.

La pluviométrie moyenne au cours de l'année 2006 a été de 130mm par mois. Les pluies se sont étalées au cours de cette année, de Février à Novembre et les mois les plus pluvieux ont été

ceux notamment ; d'Avril avec 340,7mm, Octobre avec 233,1mm et Septembre avec 228,95mm. Le régime pluviométrique se décompose en quatre saisons d'inégales durées :

- La grande saison sèche (mi- Octobre à mars)
- La petite saison sèche (Juin à mi- Août)
- La grande saison de pluie (de mi-Août à Octobre)
- La petite saison de pluie (de mars à juin).

Le réchauffement de la planète observé ces dernières années induit des changements climatiques avec comme corollaire, le décalage des saisons, ce qui perturbe de plus en plus le calendrier agricole.

#### **b. Relief**

Le relief de la Commune est assez diversifié. Sa topographie présente des zones de plaines, des vallées et collines. La zone Ouest (1098 m) est marquée par des pentes relativement importantes qui culminent les collines de la Région de l'Ouest (environ 1500 m). Ces pentes sont tapissées de lit de cours d'eau (*Mefom et Minanga*) à débit variable par le bas. Par contre le reste de la Commune constitue dans son ensemble une vaste plaine présentant par endroit des ondulations avec de nombreux bas fonds. Cette topographie différenciée présentant des zones de plaines, des vallées et collines, fait de la Commune une zone dans laquelle toutes les techniques agricoles sont favorables, de même les potentialités de chacune de ces zones de plaines, des vallées et collines (sable, pierre et sites naturelles) peuvent induire des défis qui découlent des opportunités spécifiques à saisir par chacune d'elles.

#### **c. Sols**

Les sols de la Commune sont en majorité ferrallitiques, argilo sablonneux ou argilo limoneux que l'on retrouve généralement dans les plaines. Ils se caractérisent par leur faible capacité de rétention des éléments nutritifs et s'épuisent rapidement. On note cependant, la présence des sols hydromorphes rencontrés dans les bas fonds de *KINDING-NDE*, *MBALAM* et de *MOCK-Centre*, très riches en matière organique mais sont, le plus souvent inondés d'eau pendant les saisons de pluies et peu drainés en saisons sèches. De même, cette diversité des sols fait de la Commune une zone dans laquelle toutes les techniques agropastorales sont favorables. Cependant, les zones à fort potentiel agropastoral ci-après : *NGOYA*, *NGOKOP*, *TEUH MOUAH*, *MOUTCHOUO*, *YAKA*, *BANTOUM*, *MANTOUM II*, *MANTOUM BAMBI* et *MORO* sont enclavées, empêchant de ce fait le plein emploi de la main d'œuvre agricole ainsi que l'optimisation des revenus des producteurs et occasionnant en outre les pertes post récoltes. La pratique de l'écobuage et des feux de brousse pourrait en outre menacer l'équilibre du sol et remettre en question sa fertilité légendaire. Bien que la faible occupation des terres cultivables constitue un important potentiel

#### **d. Hydrographie**

La Commune est côtoyée au Nord par les fleuves *Noun* et le *Ndé*, et à l'Ouest par la rivière *Manoui*, qui par endroit constituent les limites naturelles.

En son sein, les cours d'eau les plus notables sont les rivières *Makombé*, *Makongo*, *Mock* et *Makéné* rivière, d'écoulement Est-Ouest et de nombreux ruisseaux (*Managa*, *Mefom*, *Niep*, *Bokokeut*, *Kyakan*, *Mayi*, *Molo*, *Makam*, *Sinsam*, *Bambi*, *Djanka*, *Eau de canard* et *Bourieu*) qui se jettent principalement dans la rivière *Mock* et le fleuve *Noun*. Ces ruisseaux et marigots tarissent durant la grande saison sèche. En plus on trouve dans la Commune des zones marécageuses à *KINDING-NDE*, *MBALAM* et *MOCK-Centre* qui très souvent restent humides en toutes saisons à cause de la proximité de la nappe phréatique. Ces dernières sont à ce jour très peu valorisées par les populations, qui y pratiquent les cultures maraichères et de contre saison. De même, elles pourraient induire des défis qui découlent des opportunités spécifiques notamment, l'aquaculture.



Photo1 : savane périforestière forestière

#### **e. Végétation et flore**

Selon R. LETOUZEY (1985) la MAKENENE est située dans la région floristique guinéo - congolaise-Domaine de la forêt dense humide semi-caducifoliée. Proche de la limite forêt – savane, elle présente des unités phytogéographiques relevant de deux sous-ensembles : le secteur guinéo-soudanien avec ses différents faciès de savane, et le secteur forestier semi-caducifolié.

Les savanes péri forestières, avec toutes gradations entre savanes boisées et savanes herbeuses, représentent l'élément dominant de ce secteur. C'est ainsi que nous distinguons :

- > Savanes périforestières arbustives à *Terminalia glaucescens*. Ces savanes sont rarement densément boisées. A côté de *Terminalia glaucescens*, n'atteignant que 8 à 10 mètres de hauteur, on trouve *Annona senegalensis*, *Bridelia ferruginea*, *Crossopteryx febrifuga*, *Cussonia arborea*, *Ficus sur*, *Hymenocardia acida*,... Le tapis herbacé est constitué pour majeure partie d'*Hyparrhenia diplandra* accompagnée d'autres espèces du même genre, et atteint 2 à 3 mètres de hauteur en fin de saison des pluies. Par embroussaillage et développement d'un dense recru ligneux, ces savanes peuvent se transformer en jeune forêt dense des zones marécageuses certainement marquées par la teneur en eau du sol et du réseau hydrographique.



Photo 2 : savane arbustive

- > Savanes intra- et périforestières herbeuses à *Imperata cylindrica*. Elles représentent le plus souvent un stade évident de jachères après cultures.

- > Les forêts semi caducifoliée à Sterculiacée et Ulmacée révélateur d'un potentiel forestier et faunique encore à ce jour inexploité à grande échelle, sont effectivement bien représentées. Les essences forestières les plus représentées sont notamment ; le Sapelli (*Entandrophragma cylindricum*), Iroko (*Chlorophora exelsa*), Ayous (*Triplochytton sceroxylon*), Moabi (*Baillonella toxisperma*), Landa, Kana, *Pachyloba* ainsi que *Terminalia superba*, fortement présenté, a un tempérament similaire à l'Ayous, et son pouvoir colonisateur de la forêt toujours verte est encore plus important. Toutefois, la pratique du braconnage et la coupe anarchique du bois dans les forêts de NYINGO, HOUNG et KINDING-NDJABI pourraient menacer à terme cette biodiversité..



Photo 3 : savane herbeuses à Imperata

Les principaux PFNL présent dans la Commune sont : le raphia dont on se sert pour les toitures des maisons, les tabourets, étagères et lits ; le rotin très utile dans l'ameublement ; les feuilles de marantacée dans l'emballage du bâton de manioc ; le Djangsang (*Riccinodendron heudelottii*), l'okok (*Gnetum africanum*), Ndoe (*Irvingia gabonensis*), le vin de palme, les termites, les champignons, le miel et la Cola (*Garcinia cola*, sp) qui sont aussi bien vendus dans les villages qu'au niveau des marchés de MAKENENE.

#### **g. Ressources fauniques et halieutiques**

La Commune compte plusieurs espèces biologiques, à savoir : les mammifères, les oiseaux, les amphibiens, les reptiles, les papillons etc. Les plus importantes sont listées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 1 : Animaux présent dans l'espace communal**

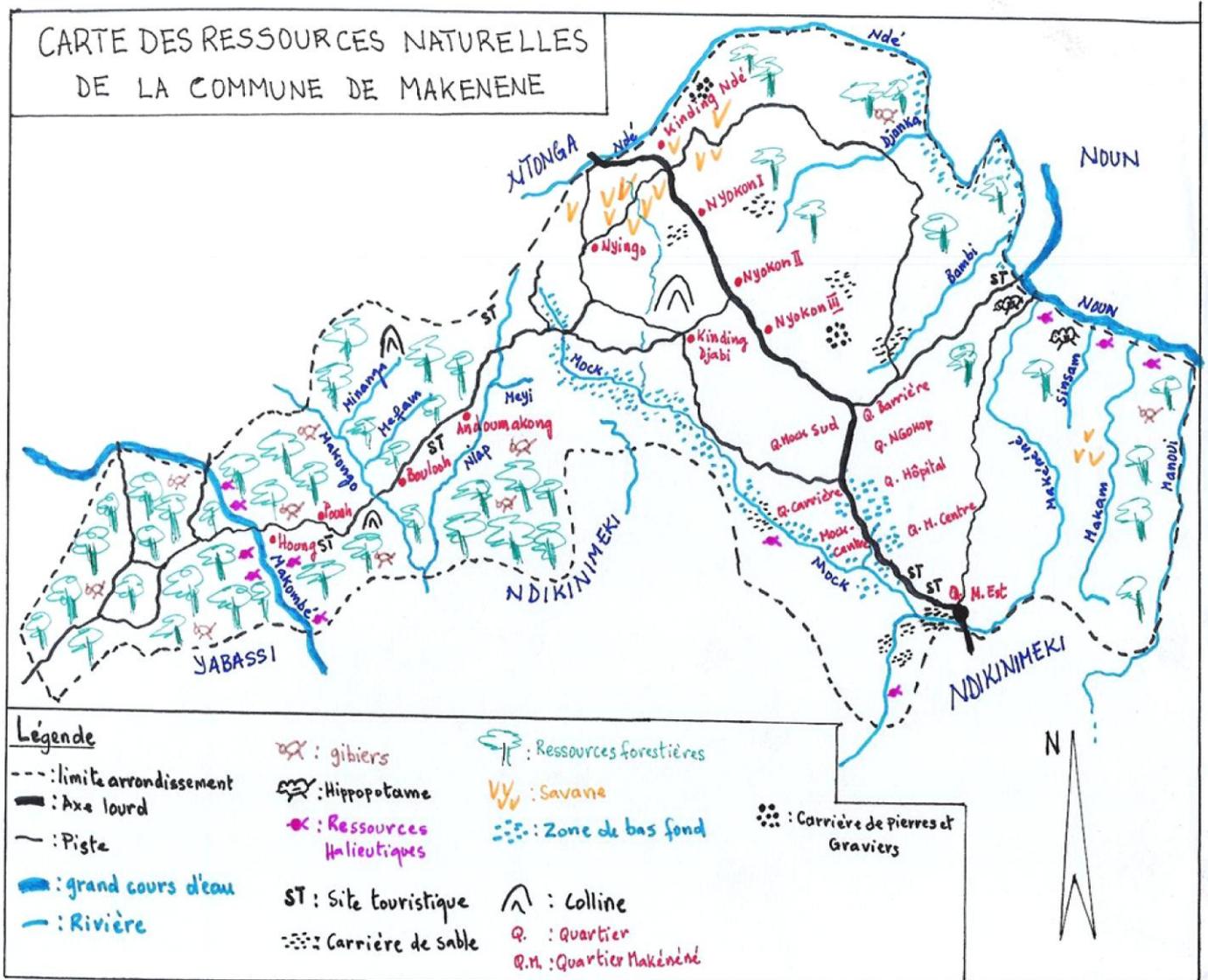
Nom commun	Nom scientifique	Prix de vente (en FCA)	Statut UICN
Biche	<i>Neotragus batesi</i>	25 000	
Buffle	<i>Syncerus cafer nanus</i>	160 000	Intégralement Protégée
Civettes	<i>Viverra civetta</i>	5 000	
Chimpanzé	<i>Pan troglodytes</i>	20 000	Intégralement Protégée
Cynocéphale	<i>Papio anubis</i>	8 000	
Ecureuil à pattes rouges	<i>Funisciunus pyrrhopus</i>	1 000	
Hérisson	<i>Tryonomis swinderianus</i>	5 000	
Pangolin	<i>Manis tricuspis</i>	3 500	Protégé
Pangolin géant	<i>Manis gigantea</i>	25 000	Protégé
Perroquet gris à queue rouge	<i>Psittacus erithacus</i>	4 000	Protégé
Singe	<i>Ceropithecus sp./cercocebus sp</i>	4 5000	
Sanglier		18 000	Protégé
Vipère	<i>Bitis gabonica</i>	10 000	

Source : enquête par sondage de l'OAL auprès des populations

La faune domestique quant à elle est très pauvre et peu diversifiée. Elle est constituée de volailles (poulets, canard), de porcs, chèvres et d'animaux de compagnie (chiens, chat). La faune

aquatique concerne une dizaine d'espèces de poissons identifiée dans les principaux cours d'eau ; Makombé, Makongo, Mock et Makénéne rivière qui traversent la Commune. Les plus représentatifs de ces espèces sont : le tilapia, les silures, les carpes, les crabes et le poisson serpent. Aussi, on trouve particulièrement dans le fleuve Noun, des hippopotames et des crocodiles. La pêche artisanale est pratiquée à l'aide des filets et à la ligne par les hommes, ainsi qu'aux barrages pendant la saison sèche par les femmes. Les produits de la pêche sont consommés sec ou frais. Parmi les espèces pêchées dans ces cours d'eau, aucune ne fait partie des espèces classées par l'UICN et qui font l'objet d'une protection.

**h. Carte des ressources naturelles**



### 3.3. Milieu humain

#### a. Quelques repères historiques de la Commune

Le nom MAKENENE provient d'une part de la rivière qui sert de limite avec la Commune de NDIKINIMEKI. En effet, les premiers habitants de MAKENENE étaient les Bamoun, puis les Bantoum les rejoignirent. Par la suite, le Chef KITCHABO NDJABI fut arrêté par le Chef de Subdivision pour n'avoir pas reversé la totalité de l'argent perçu au titre de l'impôt forfaitaire. Pour le délivrer, les Bantoum et les Bamoun ont organisé une quête à raison de 60 francs par personne aux fins de combler ce déficit et plaider pour sa libération. Au terme de ce plaidoyer, le Chef de Subdivision a donné une indépendance aux Bantoum et a délimité le territoire entre les Bamoun, les Bantoum et le Nyokon. Ceci a favorisé la création de cinq (05) groupements qui aujourd'hui constituent le territoire communal défini par le décret présidentiel.

Le District de MAKENENE a été créé par le Décret N° 65/DF/365 du 17 Août 1965 et dépendait de l'Arrondissement de NDIKINIMEKI. La Commune quant à elle fut créée par le décret N° 92/127 du 26 Juin 1992 et couvre l'actuel Arrondissement de MAKENENE.

#### Culture et religions

La religion chrétienne d'obédience catholique est la plus importante, et représente près de 60% des adeptes religieux. Les autres religions sont aussi présentées au sein de la Commune : l'Eglise Evangélique Luthérienne (EEL), l'Union des Eglises Baptistes du Cameroun (UEBC), l'Eglise Presbytérienne Camerounaise (EPC), Islam, les Pentecôtistes, Témoins de Jéhovah ainsi que les églises d'éveil.

Au plan culturel, l'attachement des populations aux pratiques et autres rites culturels reste très variable, définissant la Commune de MAKENENE comme un berceau d'une grande diversité culturelle. Les danses folkloriques NYOKON et bamilékes rythment la vie communautaire au cours des grands rassemblements.

#### b. Caractéristiques démographiques

##### i). Structure de la population

La population de la Commune de MAKENENE s'élève à 16 564 habitants avec une croissance moyenne de 2,8 %/an (source : RGP 2005). Au taux actuel de croissance observée, cette population pourrait atteindre 20201 habitants en 2015 et 29105 habitants en 2035.

Globalement, il s'agit d'une population inégalement répartie sur l'espace géographique communal dont 27,2% et 72,8% vivent respectivement en zones rurale et urbaine. En effet, 71% est concentrée sur moins de 20% de l'espace Communale et, la densité moyenne de 19 habitants/km<sup>2</sup> varie selon les différentes zones.

Sa répartition par sexe/tranche d'âge est constituée à 30,3% des femmes, 28,7% des enfants de 5-16 ans, 22,2% des hommes et connaît un rajeunissement de 18,7%, suite à la réduction de la mortalité infantile. On n'enregistre pas assez d'effectifs entre 20 et 39 ans. Cette situation serait liée à l'émigration des jeunes en âge d'activité. Par contre, on observe une augmentation des effectifs au-delà de 40 ans ayant pour corollaire le vieillissement de la main

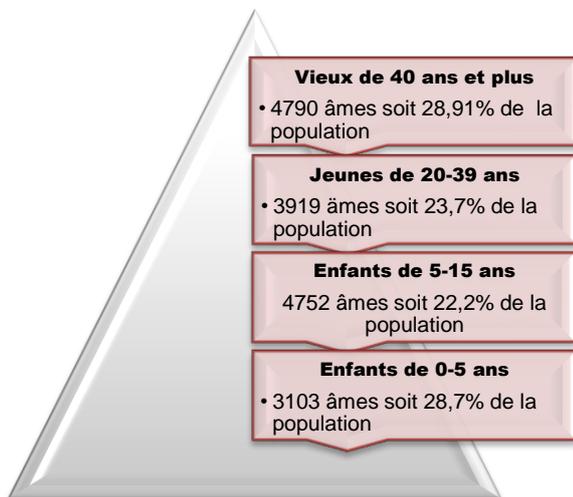


Figure 6: Taille de la population par tranche d'âge

d'œuvre.

##### ii). Les jeunes

La population de MAKENENE est caractérisée par sa forte croissance et son rajeunissement rapide. Ces deux caractéristiques engendrent d'énormes problèmes et difficultés dont les plus importants au niveau des jeunes sont notamment ;

❖ *l'exode rural croissant et continu* : En moyenne 76 jeunes, soit 3,2% quittent chaque année les villages pour l'espace urbain communal ou les grandes métropoles (YAOUNDE, BAFOUSSAM et DOUALA). Parmi ces jeunes qui quittent les villages, 20 % vont en ville pour poursuivre leurs études

secondaires, 25% pour apprendre un métier précis et 55% y vont pour rechercher un emploi hypothétique et/ou pour une aventure leur permettant d'échapper à l'environnement global austère et peu attrayant du village (Source : carte de mobilité des populations),

❖ *l'insuffisance d'infrastructures de loisir, le manque d'emplois pour les jeunes et pauvreté* : le taux de chômage dans la Commune de MAKENENE est évalué à 2,3% dans les villages contre 18,9% dans l'espace urbain ce qui traduit le fait selon lequel le manque d'emploi n'est pas la cause première de l'exode rural, mais plutôt et surtout la précarité du cadre de vie à travers une insuffisance d'infrastructures sociales. En outre, sur le plan socio-économique, la jeunesse est confrontée à de nombreux problèmes dont les principaux sont :

- les multiples comportements à risques (sexualité irresponsable, alcoolisme, tabagisme, violences diverses, etc.) ;
- le manque de qualification professionnelle pour prétendre à un emploi décent ;
- l'insuffisance des structures socio-éducatives et collectives dans les villages.

### **iii).Le genre**

La population féminine à l'échelle communale constitue à 50,4% le groupe humain dominant. Sa distribution par secteur de résidence fait apparaître des disparités entre espace urbain et villages ; 2 500 hommes pour 3 500 femmes dans l'espace urbaine communal contre 1 180 pour 1 529 dans les sept (07) villages. La population féminine rurale/village constitue la principale force de travail agricole, jouant ainsi un rôle déterminant dans l'autosuffisance et la sécurité alimentaires dans la Commune de MAKENENE. Les femmes de la Commune font l'objet d'une préoccupation constante dans les diverses politiques économiques. Toutefois, elles restent dans leur grande majorité, tributaires de l'économie de subsistance à cause de nombreux obstacles d'ordres économique, social, culturel, et infrastructurel. D'une manière générale, leurs activités économiques se caractérisent principalement par :

- Le manque d'information et d'éducation sur leurs droits ;
- Les contraintes socio-culturelles souvent réfractaires à la modernité ;
- Leur très grande vulnérabilité face à la pandémie du VIH/SIDA.

Toutes ces contraintes influencent négativement les rendements des femmes rurales ainsi que leurs ressources, et réduisent leurs possibilités d'accès aux services sociaux de base que sont l'éducation et la santé, l'énergie et l'eau potable.

### **iv).Les populations vulnérables**

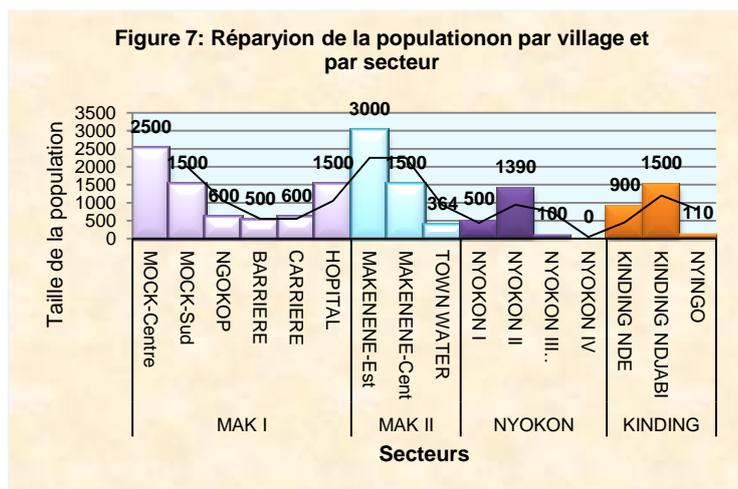
Il n'existe pas de phénomène d'enfant de la rue dans la Commune en raison du caractère semi-rural de la localité. Par contre, il y a lieu de souligner la présence des :

- catégories d'Enfants ayant Besoin des Mesures Spéciales de Protection (EBMSP) notamment les Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV). Il s'agit des enfants sans acte de naissance et vulnérables dans le contexte du VIH/SIDA, des jeunes enfants employés pour la vente à la sauvette des denrées de consommation courante pendant les week-ends ou les congés scolaires, sous prétexte d'accompagnement des parents à la prise en charge de leurs scolarités.
- personnes âgées et handicapées évaluées respectivement à 1 000 et 145 âmes (Source : Service Social de MAKENENE). Ce groupe fait partie des couches de populations marginalisées en raison de leur inactivité.

### **v).Groupes ethniques**

La Commune de MAKENENE compte plusieurs ethnies réparties en cinq grands groupes sociologiques notamment : les *Kinding et Nyokon*, qui sont les autochtones. Ils représentent en moyenne 27,2% de la population totale. En suite, les *Bamileke, Bamoun, Bantoum et Anglophone*, considérés comme allogènes. Ces derniers représentent les 72,8% de la population de la Commune. Les *Bamiléké* sont plus représentatif parmi les allogènes, soit 61,8% de l'effectif total. Tous ces groupes cohabitent parfaitement dans les quatre (04) secteurs qui regroupent les seize (16) villages que compte la Commune notamment : MOCK-Centre, MOCK-Sud, NGOKOP, BARRIERE, CARRIERE, MYOKON II, MAKENENE-Centre, HOPITAL, MAKENENE-Est, TOWN WATER, MYOKON I, MYOKON III (MBALAM), MYOKON IV, KINDING-NDE, KINDING-NDJABI et NYINGO (Cf. figure 7) Malgré cette diversité ethnique, les populations possèdent un fond socioculturel commun notamment en ce qui

concerne le mariage et la famille. En plus, elles sont pro-natalistes dans leur majorité, du fait des coutumes, des mentalités et de la tradition.



Au plan linguistique, les populations font usage de plus de 12 langues dialectales. Toutefois, cette diversité idiomatique ne remet nullement en cause la coexistence pacifique des différents groupes. Malgré cette richesse linguistique, les langues héritées de la colonisation, notamment le français et l'anglais, sont les seules langues officielles et de scolarisation, tout en servant principalement de véhicule des échanges à travers la Commune.

#### d. Les activités économiques

L'économie de la Commune de MAKENENE est essentiellement primaire, à prédominance agricole et commerciale. En plus il faut ajouter la chasse et la récolte des PFNL qui sont florissant depuis le passage de la Nationale N° 4 dans les années 1980. Les produits vivriers sont d'abord destinés à l'autoconsommation des populations et l'excédent est commercialisé afin de disposer des revenus additionnels. L'artisanat, le commerce des PFNL et le sciage sauvage du bois viennent au second rang. Les autres secteurs (élevage, agro industrie, artisanat, tourisme) sont embryonnaires. On note une absence quasi-totale de l'organisation des activités de fait du caractère cosmopolite de la Commune.

##### i) Secteur de l'Agriculture

Les populations de la Commune de MAKENENE, estimées à 16 564 habitants (Source : données du RGPH 2005), dont 8 709 soit 52,6% de ces populations sont actives. Toutefois, 7 838 soit 90% d'entre elles sont regroupées au sein des Groupes avec lien formel ou non et pratiquent l'agriculture et le petit élevage. L'agriculture dans la Commune de MAKENENE, joue un rôle de premier plan dans l'économie locale car, elle génère des revenus, garantit l'autosuffisance alimentaire, représente une source d'emplois pour la population active estimée à 65% rurale. Les productions agricoles dans la Commune s'appréhendent essentiellement en deux grands ensembles: les cultures d'exportation ou de rente et les cultures vivrières.

S'agissant des cultures de rente, on constate à quelques exceptions près que les productions des principales cultures (cacao et café robusta) ont stagné lorsqu'elles n'ont pas simplement régressé au cours de ces dernières années, comme le révèle le tableau ci-dessous.

Les cultures vivrières, quant à elles sont réparties en quatre (04) grands groupes : (i) les céréales ; le Maï (*Zea mays*) et riz, (ii) les légumineuses à graine ; arachide (*Arachis hypogea*), soja et haricot (*Phaseolus*), (iii) les plantes à tubercules et racines comestibles ; Manioc (*Manihot esculenta*), Patate douce (*Ipomea batatas*) Taro (*Colocasia esculenta*) et Igname (*Dioscorea sp.*), (iv) l'horticulture ; Manguier (*Mangifera indica*), Prunier, Papayer (*Carica papaya*) Orangier (*Citrus sinensis*), Goyavier (*Psidium guajava*), Citronnier (*Citrus limon*), Avocat (*Persea americana*), Pastèque, Piment (*Capsicum frutescens*), Légumes et tomate (*Lycopersicon esculentum*). L'importance relative de ces cultures vivrières s'est accrue considérablement au détriment des cultures de rente et d'exportation, témoignant ainsi de la capacité d'adaptation des exploitations paysannes à leur environnement socio-économique, face à la chute régulière des cours mondiaux



Photo 4: Les tubercules de patate



Photo 5: Transformation artisanale du manioc

des produits de rente. Il importe à cet effet de noter que la plupart d'entre elles ont connu des améliorations sensibles de productivité et de production grâce à l'encadrement rapproché PNVRA et de certains Programmes spécifiques notamment le Programme maïs logé au MINADER et le PACA dont les subventions sont en cours, pour la production du maïs semencier et de consommation, pour un coût globale de 43 millions de francs CFA. Le tableau ci-dessous donne les grandes tendances des rendements de quelques unes des cultures vivrières.

De ce tableau, il vient que la plus part d'**exploitants agricoles** s'adonnent à un nombre relativement élevé de cultures vivrières traduisant par là, une stratégie de diversification des productions pour limiter les risques liés aux aléas climatiques et faire face aussi bien à l'insécurité alimentaire qu'à la fluctuation des cours des productions de rente. Ainsi relève-t-on 74 % d'entre eux cultivent du plantain, 71% le manioc, 69% de maïs, 69% l'arachide, 22 % du cacao, 20% du haricot, 4% des cultures maraîchères etc.

**Tableau 2: Situation 2010 de la production agricole dans la Commune de MAKENENE**

Spécifications	Nbre d'actifs agricoles	Superficies emblavées (Ha)	Rendement maxi (t/Ha)	Situation 2010 (en tonne)	Unité	Prix Unitaire	Estimation des recettes 2010 (x1000)
Maïs	5 365	1 050	1,96	2 058,00	Kg	120	247
Haricot	1 570	20	1,24	24,80	Kg	350	9 000
Arachide	5 365	240	0,89	213,60	Seau	3500	749
Riz	1 700	10	2,36	24	Kg	400	9 600
Manioc	5 565	300	10,83	3 249,90	Cuvette	2500	8 125
Patate	830	50	7,06	353,00	Cuvette	1500	101
Macabo	1 560	50	10,56	528	Cuvette	4000	211
Igname	1 820	75	11,14	835,50	Cuvette	5000	4 178
Palmier à huile	300	100	2,32	232	Litre	600	1 392
Piment	15	20	1,5	30	Panier	10000	300
Agrume/fruitier	0	100		0	Cuvette	15 000	0
Tomate	254	80	17,5	1400	Panier	5000	7 000
Café	300	200	0	0	Kg	100	0
Cacaoyer	1 680	550	0,8	440	Kg	900	396 000
Banane/plantain	5 800	230	13,6	3 128	Régime	1500	4 692
<b>TOTAL</b>	<b>32 124</b>	<b>3 075</b>		<b>12 516</b>			<b>441 594</b>

Source : DAADER de MAKENENE

Les **rendements annuels** (année 2010) des principales cultures vivrières tel qu'illustre la figure ci-contre, sont dominées à 40% par les tubercules comestibles avec une production annuelle de 4 965,5 tonnes, contre 2 319,8 tonnes soit 19% pour les céréales et les légumineuses à graines.

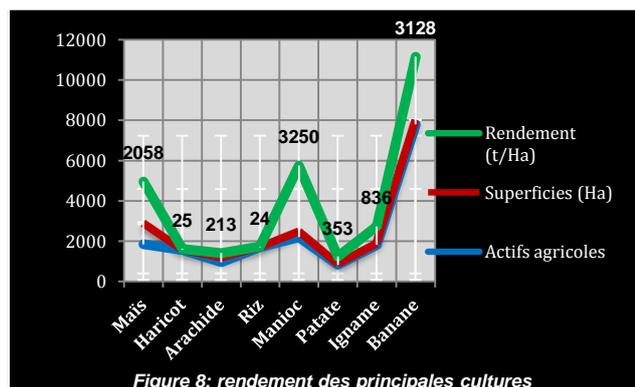


Figure 8: rendement des principales cultures

Les différentes productions vivrières fournissent la matière première aux trois (03) petites unités artisanales de transformation d'huile de palme et des racines et tubercules installées dans l'espace urbain communal. Les cultures des rentes sont dominées par le cacao

avec une production annuelle estimée à 440 tonnes. La production caféière quant à elle n'a pas eu de production, consécutive à la variation importante des prix tel que fixé sur le marché international, qui a conduit au délaissement des plantations, faute de rentabilité.

L'horticulture a aussi pris de l'ampleur suite aux contre-performances notées dans toute la filière des céréales et légumineuses à graines.

L'analyse de la **compétitivité du secteur agricole** a relevé des contre-performances de toutes ces filières, résultant de ; la non utilisation des équipements/intrants améliorés et performants, des mauvaises pratiques culturales, une organisation de l'exploitation familiale sur de petites superficies, la déficience des voies d'accès et du vieillissement des vergers et la population active rurale. D'autres limites non directement imputables au secteur sont le manque de structures de financement appropriées et la déficience des infrastructures de stockage, transformation et commercialisation. Pourtant, la Commune de MAKENENE dispose de réelles **potentialités agricoles** au rang des quelles:

- de vastes terres agricoles d'une superficie moyenne d'environ 29 500Ha et dont 10 à 20% sont occupés principalement par le maïs, suivi du cacao, manioc, arachide, banane plantain et café ;
- la diversité de ces sols (ferralitiques, hydro morphes et argilo sablonneux ou argilo limoneux que l'on retrouve dans les plaines et bas fonds) dont la mise en valeur intensive pourrait accroître considérablement la production agricole et pastorale de la Commune

En matière de **sécurité alimentaire**, la Commune de MAKENENE se situerait parmi les villes du Cameroun les moins performants. La ration alimentaire actuelle (2.260 calories/jour/hab.) y est à peine supérieure à la ration moyenne estimée pour l'Afrique subsaharienne (2.200 calories) et reste bien inférieure à celle calculée pour l'ensemble des pays en voie de développement (2.680 calories). En effet, selon le DSDSR (2005), les céréales, les fruits, les légumes, et les tubercules représentent 50% de la demande totale en matière d'alimentation, tandis que les productions animales contribuent pour 23%. Les céréales restent les denrées de base avec 36,2% d'apport calorique et 40% d'apport protéinique, suivies par les racines, tubercules et féculents qui apportent respectivement 30,1% et 13,8%. Malgré une part importante de l'autoconsommation locale des principales productions vivrières, on observe des excédents commercialisés, allant de 54% pour le manioc, 31,1% pour le plantain et 23,4% pour le maïs. Dès lors, une productivité agricole plus élevée et une commercialisation plus efficace pourraient avoir un effet de levier important sur la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus des populations de la Commune.

Par ailleurs, le secteur de l'agriculture est le premier **employeur** dans la Commune avec 60 % de la population active bien que celle-ci diminue du fait de la faible rémunération des activités et de la précarité du cadre de vie dans les villages. Au titre de premier employeur, elle assure un rôle irremplaçable dans la création des revenus ; en nature et en numéraires dans les villages. Cependant, les contributions indirectes à l'emploi, en termes d'emplois générés en aval sont mal connues, en particulier à cause de l'importance des activités « informelles » de commercialisation.



Photo 7 : Espèces pêchées: Silures, Poisson vipère, Carpes etc.

## ii) Secteur de l'Élevage et Pêche

### > Sous secteur des Pêches

La pêche est restée une activité périodique dans la Commune. La saison sèche constitue un espace temporaire par excellence pour le déploiement de cette activité. Elle est pratiquée dans les principaux cours d'eau notamment: Makombé, Makongo, Manoui, Makam, Mock et Makénéne par une frange moins importante (en moyenne 5% de la population) constituée des hommes et des femmes. La performance de ce sous secteur fait état d'une production annuelle de 1,5 tonne de poissons au cours des années 1980 (Source : rapport d'activités du DD-MINEPIA), qui à ce jour culmine à peine à 0,3 tonnes, contre une demande estimée à 285 tonnes. Une tendance similaire est observée pour la production des poissons fumés commercialisés sur les marchés de la Commune. En général les captures proviennent à 100% de la pêche artisanale. Les techniques et les outils utilisés sont principalement ; le filet dormants, la ligne et le barrage, qui malencontreusement est une pratique incompatible avec la gestion durable des ressources de la faune ichtyologique. Les principales espèces collectées sont : les silures, les poissons vipère, les carpes, les carpiens etc. Ces produits de pêche sont consommés ou vendus frais.

Nonobstant, le milieu naturel regorge dans sa partie Est, des ressources importantes en eaux et l'espace communal bénéficie d'une bonne pluviométrie, qui induit un réseau hydrographique dense, ce qui offre de grandes possibilités pour la pisciculture. Cependant, les productions aquacoles sont absentes, ce qui amène les populations à faire recourir aux poissons congelés pour faire face à leurs besoins de consommation en protéines animales et sels minéraux.



Photo 8 : petit élevage de chèvres en divagation

### > **Sous secteur Elevage :**

L'élevage domestique constitué essentiellement de petits ruminants, porcs et volaille, est pratiqué de manière traditionnelle dans tous les villages. Ces animaux sont laissés en divagation, avec pour corollaires ; la destruction des cultures dans les jardins de case et l'hygiène et salubrité dans les villages. L'activité constitue une source de protéines toujours disponible et une garantie de revenus pour les populations (70% sont destinés à l'autoconsommation, 20% à la réception des étrangers, l'organisation des mariages, dots, deuils et des fêtes diverses, et 10% à la commercialisation). Malgré l'absence de statistiques fiables, il est admis que ce cheptel n'a pas connu une nette amélioration ses dernières années, s'estimant à :

Poules	Canards	Porcs	Chèvres
4 326	1 500	2 550	2 660

Source : DAEPIA de MAKENENE

Toutefois, ce système d'élevage nécessite rarement les interventions des services spécialisés et par conséquent, ouvre la voie à de nombreuses maladies aux rangs desquelles :

- Volaille : *Newcastle (pseudo peste aviaire) et la bronchite qui sévissent davantage pendant le changement de saison ;*
- Caprins : *la Peste de petits ruminants,*
- Porcins : *la peste porcine africaine, le rouget*

A ce titre, **les performances** du sous secteur de l'élevage culminent à peine une production annuelle de 109,5 tonnes de viande contre une demande estimée à 427,5 tonnes. En marge des abattages contrôlés des bovins et dont 83 animaux ont été recensés pour le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2011 par les services techniques, on note des abattages clandestins d'animaux. Tandis que dans les villages de la Commune, les bovins ne sont pas représentatifs, car ici les caprins dominant et l'abattage est non contrôlé du point de vue de la qualité.

En effet, **les productions** animales et halieutiques dans la Commune contribuent pour 23% de la demande totale en matière d'alimentation. Toutefois, la norme internationale prévoit une consommation moyenne annuelle de 43 kg per capita de protéines d'origine animale, soit 17,2kg/an et 25,8Kg/an de protéines d'origines halieutique et animale. A MAKENENE, ce taux est aujourd'hui en moyenne à 16kg per capita ; les produits de chasse (viandes provenant pour la plupart du braconnage, une activité qui est défendue) comptant pour 8,11Kg, celle de la chèvre pour 1,7kg, le poulet et canard pour 2,2kg, le porc pour 2,7Kg et les autres produits (œuf criquets et termites) pour près de 0,5Kg. Le déficit de 27kg devrait être comblé par les produits halieutiques. Or le poisson d'eau douce ne compte que 0,3kg équivalents viande par habitant par an, ce qui suppose que la quantité de poisson d'eau douce disponible devrait être multipliée au moins par 90 pour espérer atteindre le taux indiqué. Le grand déficit de 447,3t/an, soit 178,9t/an et 268,4t/an de protéines d'origines halieutique et animale est couvert par les poissons congelés, porc et viande de bœuf achetés par les populations dans les Communes voisines notamment, BAFIA afin de couvrir les besoins en protéines et sels minéraux principalement auprès des enfants, des femmes enceintes et allaitantes.

Le **potentiel naturel** peu valorisé, propice au développement du secteur est constitué notamment de zones de pâturage localisées dans les vastes savanes herbeuses (14 750ha) à l'Est de la Commune, bas fonds de MBALAM, MOCK-Centre et de KINDING-NDJABI ainsi que du dense réseau hydrographique composé de dix (10) cours d'eau à régime permanent.

### iii) **Secteur du commerce**

L'activité commerciale est assez développée dans la Commune de fait du passage de la nationale reliant YAOUNDE-BAFOUSSAM. En effet, pour la voyageurs MAKENENE est reconnue pour est une escale gastronomique important. L'espace urbain est le pole commercial de la Commune, par contre dans les villages, on rencontre des boutiques, échoppes, buvettes ou cafétéria. Le commerce est exercé majoritairement par 3 757 femmes, soit 45% contre 1 069 hommes soit 13% de la population active. L'activité s'effectue tous les vendredis sur la place des marchés périodiques



Photo 9: Petit commerce au marché de MAKENENE-Est

de MOCK-Centre et tous les jours au marché de MAKENENE-Est ; point d'arrêt obligatoire pour tous les voyageurs en transit pour la Région du Centre ou de l'Ouest. Malgré leur taux de fréquentation élevé, ces marchés ne disposent pas d'équipements marchands adéquats (insuffisance des magasins de stockage des marchandises, insuffisance des boutiques). Le flux des échanges est animé par les braiseuses de poisson, les vendeurs ambulants, call boxer et les revendeuses (Bayam Sélam) qui fonctionnent presque 24h/24 au marché de MAKENENE-Est. Ce dernier groupe est spécialisé dans l'achat des produits agricoles et fauniques divers (fruits, légumes, gibier, etc...) auprès des producteurs des villages et villes environnants (NDIKINIMEKI et TONGA) qui sont revendus sur les marchés de MAKENENE. La commercialisation des produits de rente (cacao) reste la principale source de revenus pour les hommes. La construction d'un complexe commercial à MAKENENE-Est est en cours. Le montant de ce projet cofinancé par le PNDP (94 000 000) et la Commune (16 850 000) est de 110 850 000 F CFA.



Photo 10: Biche abattue par des chasseurs lors d'un campement



Photo 11: Campement de chasse

#### iv) Secteur de la Forêt et Faune

Les ressources naturelles exploitables par les populations, sont en rapport avec les essences forestières ligneuses et fauniques. Les activités économiques concernent la chasse et le sciage du bois :

##### > La chasse

L'activité de chasse mobilise un grand nombre de jeunes dans la Commune. Elle est pratiquée toute l'année et fait partie de l'alimentation protéique des populations dont le surplus est revendu sur le marché. Les techniques cynégétiques pratiquées principalement autour des plantations ou dans les marécages régulièrement fréquentés par les animaux et même dans les forêts sont : la chasse au fusil, le piégeage, la chasse à courue. L'intensité de chasse a légèrement diminué à cause des barrières des agents du Poste Forestier qui fouillent régulièrement les véhicules. Les espèces les plus prélevées sont :



Photo 12 : Crâne de Buffle non loin d'un campement de chasse

Tableau 3: Animaux présent dans l'espace communal

Nom commun	Nom scientifique	Prix de vente (en FCA)	Statut UICN
Biche	<i>Neotragus batesi</i>	25 000	
Buffle	<i>Syncerus cafer nanus</i>	160 000	Intégralement Protégée
Civettes	<i>Viverra civetta</i>	5 000	
Chimpanzé	<i>Pan troglodytes</i>	20 000	Intégralement Protégée
Cynocéphale	<i>Papio anubis</i>	8 000	
Ecureuil à pattes rouges	<i>Funisciunus pyrrhopus</i>	1 000	
Hérisson	<i>Tryonomis swinderianus</i>	5 000	
Pangolin	<i>Manis tricuspis</i>	3 500	Protégé
Pangolin géant	<i>Manis gigantea</i>	25 000	Protégé
Perroquet gris à queue rouge	<i>Psittacus erithacus</i>	4 000	Protégé
Singe	<i>Ceropithecus sp./cercocebus sp</i>	4 5000	
Sanglier		18 000	Protégé
Vipère	<i>Bitis gabonica</i>	10 000	

Source : enquête par sondage de l'OAL auprès des populations

Du tableau ci-dessus, il vient que la chasse concerne toutes les espèces présentes dans la zone y compris les grands mammifères protégés et répertoriés dans la liste UICN des espèces menacées. Ce comportement s'explique par la forte demande en viande de brousse sur le marché permanent de MAKENENE-Est, ainsi que les centres urbains de YAOUNDE et BAFUSSAM. A ce titre, elle constitue une menace sérieuse pour la faune sauvage. Celle devient de plus en plus rare à cause de l'exploitation des forêts de même que les feux de brousse. La circulation et la commercialisation faciles des munitions et des armes de fabrication traditionnelle intensifient

l'activité de chasse illégale. La chasse au câble représente également une menace pour les espèces protégées étant donné que cette technique de chasse n'est pas sélective.

Par ailleurs, la sensibilisation anti braconnage qui a suivi la promulgation par le Gouvernement de la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, ne s'est pas accompagnée de mesures alternatives à l'égard des populations de la zone.

> **La récolte des PFNL** d'origine végétale ou animale fait le quotidien des populations riveraines et même pour une grande partie des populations urbaines. Ces produits peuvent être d'origine végétale ou animale. Les PFNL d'origine végétale sont des plantes ou parties de plantes (les écorces, les feuilles, les fruits, les amandes, les tiges, les racines, les tubercules, les bulbes, les résines, les sèves, les fleurs et le fourrage) et de champignons. Ceux d'origine animale regroupent les parties d'animaux. Ce sont des peaux, des plumes, des cornes, des griffes, des dents, des os, des excréments, du sang, de la soie, du miel, différents organes, des animaux eux-mêmes jusqu'aux termites. Ces produits sont destinés à :

Tableau 4: Les PFNL récoltés par les populations et leurs utilisations

Utilisation	Origine végétale			
	Ecorces/racines	Feuilles/ tiges	Amandes/fruits	sèves
Alimentation humaine ou du bétail (renforcement de la sécurité alimentaire)	Lumteum ( <i>Xanthoxylon leprieuri</i> )	Okok ( <i>Gnetum africanum</i> ),	Cola ( <i>Garcinia cola</i> , sp)	Vin de palme
	Tchumte ( <i>Mondia whitéi</i> )	Ndoe ( <i>Irvingia gabonensis</i> )	Djangsang ( <i>Riccinodendron heudelottii</i> )	-
	Kwodje ( <i>Pentadiplandra brazzeaha</i> )	Marantacée	Bongo Lisse ( <i>Aframomum citratum</i> )	-
	-	Champignons	Quatre Cotes ( <i>Tetrapleura tetrapleura</i> )	-
Pharmacopée (plantes médicinales)	-	-	Bikui ( <i>Xylopiya SP</i> )	-
Artisanat/Pratiques religieuses ou socioculturelles (plantes de service : fabrication des meubles et d'objets divers)	-	Raphia	-	-
	-	-	-	-
Utilisation	Origine animale			
	Reptiles	Oiseaux	Poissons	Mammifères
Alimentation humaine ou du bétail (renforcement de la sécurité alimentaire)	Vipère	Tous les produits de chasse	poissons vipère, carpes, carpiens	Buffle, Biche, Civette, Chimpanzé, Hérisson, Cynocéphale, Ecreuil, Pangolin
Pharmacopée (plantes médicinales)	Os de vipère	Plumes Perroquet gris à queue rouge	-	Soie Civette
	-	-	-	Griffes
	-	-	-	Os de Chimpanzé
	-	-	-	Excréments
Artisanat/Pratiques religieuses ou socioculturelles (plantes de service : fabrication des meubles et d'objets divers)	-	Plumes Perroquet gris à queue rouge	-	Peaux d'Ecreuil de buffle
	-	-	-	Cornes de buffle

Source : Enquête auprès des populations

### > Le sciage du bois d'œuvre et du bois de chauffage

La superficie du patrimoine forestier de la Commune est en moyenne de 26 550 ha soit 30% de l'espace communal. IL est constitué principalement des essences ci-après : *Mansonia altissima*, *Nesogordonia papaverifera*, *Pterygota macrocarpa* et *Sterculia rhinopetala* localisées pour l'essentiel dans la partie Sud. Selon les inventaires réalisés dans la zone de l'UFA 004, le potentiel ligneux compte près de 80 espèces exploitables dans les conditions actuelles du marché. Cette exploitation permettrait théoriquement, de prélever plus de 500m<sup>3</sup>/an, sur près de 15 ans sans entamer le capital sur pied (source : Poste Forestier de MAKENENE). Mais, dans la réalité, les



Photo 13: forêt secondaire

perspectives font état de ce que :

- (i) la forêt régresse de façon significative au tour des villages notamment ; NYINGO, KINDING-NDJABI et KINDIN-NDE en raison des défrichements agricoles, des feux de brousse incontrôlés et de l'exploitation artisanale du bois d'œuvre et de chauffe ;
- (ii) les actions anthropiques ne porte que sur 5% de ce potentiel et concerne seulement une dizaine d'essences, dont trois seraient menacées de disparition et représentent environ 40% du produit (l'Ayous, l'Azobé, et le Sapelli). Cela pourrait à terme compromettre le « mix » des essences à exploiter ultérieurement dans le cadre d'une gestion durable des ressources.

Ainsi, la consommation locale est orientée vers les travaux de construction, équipement mobilier et la satisfaction des besoins énergétiques, quoique la consommation en bois-énergie (bois de chauffe et charbon de bois) soit encore mal connue dans la nomenclature budgétaire de la Commune, en raison de la nature essentiellement informelle et de sa finalité majeure d'autoconsommation. En effet, les populations dépendent fortement (98%) du bois de chauffe pour la cuisine comme source d'énergie alternative. La consommation local du bois de service (bois d'échafaudage, construction et menuiserie) serait d'environ 300m<sup>3</sup> par an, et représenterait un chiffre d'affaires d'environ 3 000 000 de F CFA par an.

#### v) Secteur de l'Environnement

Les ressources naturelles quant à elles sont en rapport avec : les sols et les carrières :

- > **Les ressources minières** sont prépondérantes. La Commune dispose de sept carrières :
  - cinq (05) carrières de sables à MAKENENE-Est, KINDING-NDJABI, MBALAM, NYOKON I et NYOKON II,
  - deux (02) carrières de pierres à MBALAM et à KINDING-NDE.

Toutes ces carrières sont exploitées de manière artisanale et gérées par les populations riveraines. Ce pendant aucune taxe d'exploitation n'est reversé à la Commune.

- > **Les sols arables** servent à la pratique de l'agriculture avec des surfaces emblavées estimées à 29 500ha. Tout comme l'agriculture, la chasse permet de subvenir aux besoins alimentaires. Elle concerne essentiellement les hommes et occupe une place de choix dans la vie voire l'activité économique. Toutefois, il faut ajouter, la cueillette des épices et condiments sauvages, des lianes et le ramassage de certains fruits sauvages font le quotidien des populations.
- > **Les sites naturels** quant à eux sont peu nombreux et l'on peut citer à ce titre : le site touristique de MBANDJA (Ecotourisme côtier), les chutes de NFAYANG et la plaine de MOCK-Centre (Aquaculture et Pêche sportive). La présence de grandes zones marécageuses à MBALAM et NYOKON II enrichissent le potentiel de ressources que dispose la Commune pour l'aménagement des zones à caractères synergétiques. A l'exception des trois premières ressources naturelles, toutes les autres sont inexploitées de faits du manque des voix d'accès et l'insuffisance des moyens financiers et logistiques.

#### vi) Secteur des Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat

##### > Les Petites et Moyennes Entreprises :

La Commune de MAKENENE ne dispose pas d'une industrie de transformation ou de services. Les transformations agro-alimentaires ne se retrouvent qu'au niveau artisanal. Ce sont notamment :

- La préparation des beignets de farine, maïs et de manioc,
- La production du couscous de manioc et des bâtons de manioc,
- L'extraction artisanale d'huile de palme.

Dans le secteur cacao, les opérations de préparation pour l'exportation (séchage, calibrage, triage) ont favorisé l'émergence des import-export avec une main d'œuvre locale bon marché. Par ailleurs, trois unités artisanales d'extraction d'huile de palme permettent aux populations d'améliorer la capacité d'extraction d'huile de palme. Le développement des activités à valeur ajoutée significative est limité en raison de l'inefficacité du secteur de distribution de l'eau et l'énergie. Les coupures intempestives, récurrentes et de longue durée en sont une illustration. Le manque d'infrastructures de stockage et de conservation des produits est très souvent à l'origine des ruptures de stocks des produits commercialisés.

##### > Economie sociale et l'Artisanat

Le domaine de l'artisanat reste près qu'en léthargie du fait du désintéressement des jeunes à l'activité. Les artisans opèrent dans le secteur informel. Il s'agit des sculpteurs et des tisserands.

L'encadrement de ce secteur d'activités est absent du fait qu'aucun organisme appuyant l'artisanat local n'intervient à MAKENENE. Toutefois, les artisans sont dans une large majorité des personnes dévouées et appliquées à leurs besoins. Ils sont confrontés aux difficultés d'acquisition des matières premières. Les principaux produits sont :

- La poterie, généralement exercée par un groupe de femmes à MOCK-Sud et les produits sont : les pots, les canaris et les foyers améliorés etc... ;
- La sculpture est principalement le métier des Bamiléké originaires de la Région de l'Ouest. Les produits sont les masques traditionnels, les mortiers, les pilons, les objets d'arts et nattes en raphia, qui sont généralement commercialisés



Photo 14: Fabrication de nattes de raphia

### 3.4. Principales infrastructures par secteur

Tableau 5 : Les principales infrastructures présentes dans la Commune de MAKENENE

SECTEUR	TYPE D'INFRASTRUCTURE	QUANTITE	LOCALISATION	OBSERVATIONS
SANTÉ	Centre Médical d'Arrondissement (CMA) Centres de Santé Intégré (CSI) Centre de Santé Privé (CS Privé)	01 CMA	MAKENENE Hôpital	
		01 CS Privé	MOCK-Centre	-
		01 CS Privé	MOCK-Sud	-
		01 CSI	NYOKON	-
		01 CSI	KINDING NDJABI	-
EDUCATION DE BASE	Nombre d'Ecoles Primaires (EP) et Maternelles (EM)	6 427	Espace communal	-
		10 EP+05 EM	MAKENENE urbain	-
		01 EP	NYOKON II	-
		01 EP+ EM	KINDING NDJABI	-
		01 EP+01 EM	KINDING NDE	-
		01 EP	NYINGO	-
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Lycée d'Enseignement secondaire Général	01 Lycée	MOCK SUD	-
	Collège d'Enseignement Secondaire (CES)	01 CES	NYOKON	
	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial (CETIC)	02 CETIC	MOCK ENTRE CARRIERE	
	Section Artisanal Rural (SAR)	01 SAR-SM	CARRIERE	
EAU	Forages	13	MAKENENE Est	
			TOWN WATER (SAMANFOU)	
			TOWN WATER (SAMANFOU)	
			MOCK-CENTRE (EP PUB)	
			MAK-HOPITAL	
			MOCK SUD (LYCEE)	
			CARRIERE (ECOLE)	
			NYOKON I	
			KINDING NDE (YABASSI)	
			KINDING NDJABI	
			KINDING NDJABI (MINAMOU)	
			KINDING NDJABI (CSI)	
			NYINGO (CHEFFERIE)	
	Puits aménagés	07	MAKENENE- CENTRE (Usine)	
			ECOLE PUBLIQUE	En panne
			ECOLE PUBLIQUE	En panne
			CARRIERE (AXE L)	
			MOCK SUD	
			NYOKON II	En panne
Source aménagée	01	MAKENENE-SAMAFUO		
		NYOKON I	En panne	
Adduction d'Eau Potable (AEP)	01	Espace urbain		
ENERGIE	Réseau Basse Tension (BT)	21 Km	KINDING NDE	--
			KINDING NDJABI	
			NYOKON II	

			MAKENENE-Est	
			MOCK-Centre	
			CARRIERE	
			MOCK-Sud	
			NGOKOP	
			BARRIERE	
			MAKENENE-Centre	
			TOWN WATER	
			NYOKON I	
			NYOKON I	
Réseau Moyenne Tension (MT)	10 Km		KINDING NDE	-
			KINDING NDJABI	
			NYOKON II	
			MAKENENE-Est	
Transformateurs	03 de 160 KVA		MOCK-Centre	-
			MAKENENE-Centre	
	03 de 20 KVA		NYOKON II	
			KINDING-NDE	
TRANSFORT	Réseau routier inter urbain	35 km	<b>Tous les villages</b>	-
	Ponceau en matériaux provisoires	02 points critiques	NYINGO-KINDING NDE	-
	Buses	03	KINDING NDJABI- NYOKON II	
COMMERCE	Complexes marchés	02	KINDING NDE- MAKENENE Est	
			MOCK-Centre	-
	Abattoir	01	MAKENENE-Est	-
	Toilettes publiques	02	BARRIERE	-
AFFAIRES SOCIALES	Foyers communautaires	10	MAKENENE-Est	-
			BARRIERE	-
			NGOKOP	--
			TOWN WATER	-
			CARRIERE	-
			HOPITAL	-
			MOCK SUD	-
			NYOKON	-
			KINDING-NDJABI	-
	KINDING-NDE	-		
Télé centre polyvalent communautaire	01		NYINGO	-
			MAKENENE-Est	

### 3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune

Tableau 6 : Matrice de diagnostic de ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ Utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes/ contraintes	Action à entreprendre
<b>La forêt</b>	Toute la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Variété d'essences forestières</li> <li>- Sol fertile et disponible</li> <li>- Réservoir d'espèces animales</li> <li>- Réservoir ressources phytogénétiques</li> <li>- Sylvio-agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récolte du bois d'œuvre et des PFNL,</li> <li>- Création des plantations cacaoyères et de cultures vivrières,</li> <li>- Pratique de la chasse</li> <li>- Planteurs – MINADER</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MINFOF</li> <li>MINEP</li> <li>MINIMIDT</li> <li>chefs de villages</li> </ul>	Accès réglementé par le MINFOF	En voie de disparition Intensification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitation anarchique (déforestation)</li> <li>- Complaisance des services techniques,</li> <li>- Complicité des autorités traditionnelles</li> <li>- Dégradation des sols</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limitation des feux de brousse</li> <li>- Création des pépinières villageoises,</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Représentations des missions assignées aux services techniques</li> </ul>
<b>La savane</b>	Toute la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de parcours facilement exploitables,</li> <li>- Sols fertiles et disponibles,</li> <li>- Richesse faunique,</li> <li>- Bois de chauffage,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cultures vivrières</li> <li>- Chasse artisanal,</li> <li>- Récolte de la paille,</li> <li>- Petit élevage traditionnel,</li> <li>- Eleveurs et agriculteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MINEP</li> <li>MINIMIDT</li> <li>Populations riveraines</li> </ul>	Accès facile mais réglementé par le chef de 3 <sup>ème</sup> degré	Sous exploités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Feux de brousse</li> <li>- Présence des rongeurs</li> <li>- Absence de pistes de déserte.</li> <li>- Prolifération des maladies et insectes nuisibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limitation des feux de brousse</li> <li>- Pose de pièges</li> <li>- Appui et encadrement des producteurs,</li> <li>- Organisation des populations</li> </ul>
<b>l'eau</b>	Cours d'eau et rivières (Mock, Makénééné, Noun et Ndé) ;  Bas fonds : MBALAM NYOKON II	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pêche artisanale maritime (poisson, crabe et crevette)</li> <li>- Carrières de sable gros</li> <li>- Culture irriguée</li> <li>- L'eau d'abreuvement des animaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récolte du sable gros</li> <li>- Récolte artisanale des produits halieutiques</li> <li>- Cultures maraîchères et de contre saison</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Populations riveraines,</li> <li>MINIMIDT</li> <li>MINEPIA</li> </ul>	Facile mais réglementé par les populations riveraines	<ul style="list-style-type: none"> <li>Envasement des cours d'eau</li> <li>Diminution la biodiversité halieutique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation des produits toxiques (pollution),</li> <li>- Pistes d'accès défectueuses,</li> <li>- Pénibilité du travail,</li> <li>- Inondations récurrentes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation des pêcheurs sur l'impact de la disparition des espèces halieutiques,</li> <li>- Elaboration d'un plan d'aménagement des bas fonds.</li> </ul>
<b>Sols</b>	Toute la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversification des cultures</li> <li>- Production des cultures de rente</li> <li>- Production des cultures vivrières, fruitières et horticoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cultures vivrières,</li> <li>- Cultures de rente,</li> <li>- Cultures maraîchères,</li> <li>- Construction des maisons</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chefs de villages</li> <li>MINDAF</li> <li>MINDUH</li> </ul>	Facile mais sous le contrôle du MINDAF, des autorités administratives compétentes et les Chefs traditionnels	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse de la fertilité de certains sols résultant de la prévalence des feux de brousse et des mauvaises pratiques culturales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des agriculteurs sur les techniques culturales modernes,</li> <li>- Promotion de l'agriculture intégrée à l'élevage,</li> <li>- Application des solutions agro forestières</li> </ul>

<b>Carrières</b>	MAKENENE-EST KINDING-NDJABI MBALAM NYOKON I NYOKON II	- Exploitation minière	- Extraction du sable fin	MINIMIDT MINEP	Facile mais contrôlé par le MINIMIDT	Carrières inexploitées	- Difficultés d'accès dans les zones de carrière, - Insuffisance de moyens financiers, matériels et techniques	- Création et aménagement des voies d'accès, - Aménagement des carrières, - Recherche des partenaires financiers et techniques
	MBALAM KINDING-NDE	- Exploitation minière	- Extraction des matériaux de construction (sable fin et Pierres)					
<b>Sites touristiques</b>	MBANDJA	- Ecotourisme côtier	- Eventuelle utilisation - Pisciculteurs	MINTOUR MINEP	Facile mais contrôlé par la Mairie	Non exploité	- Faible capacité d'investissement de la Commune - Difficultés d'accès dans la zone	- Rechercher des partenaires financiers et techniques, - Création des voies de desserte, - Création des forêts académiques, - Création des zones de chasse sportive,
	MOCK-CENTRE	- Aquaculture - Pêche sportive	- Eventuelle utilisation - Pisciculteurs	MINTOUR MINEP	Facile mais contrôlé par la Mairie	Création et aménagement d'une zone synergétique,		
<b>Environnement urbain</b>	MAKENENE URBAIN	- Main d'œuvre abondante, jeunes hétérogènes et dynamiques - Forte demande de consommation des biens et services - Diversité des espaces aménageables pour l'urbanisation - Opportunités de création d'emplois - Développement des équipements d'éducation et de sensibilisation	- Construction des infrastructures collectives et infrastructures de base  - Activités économiques	MINATD  COMMUNE  MINDAF  MINIMIDT  FEICOM  MINCOM  SECTEUR PRIVE	Facile mais contrôlé par la Mairie	Création des comités et association de quartier  Augmentation de l'assiette fiscale	- Délabrement des infrastructures urbaines - Consommation de l'eau polluée - Insalubrité urbaine - Insuffisance de terrains immatriculés et viabilisés - Occupation et extension anarchique de l'espace urbain - Promiscuité	- Réhabilitation des infrastructures collectives et infrastructures de base - Construction de nouvelles infrastructures - Création des espaces verts dans la ville de MAKENENE, - Elaboration d'un programme de traitement de l'eau dans les puits et sources aménagés

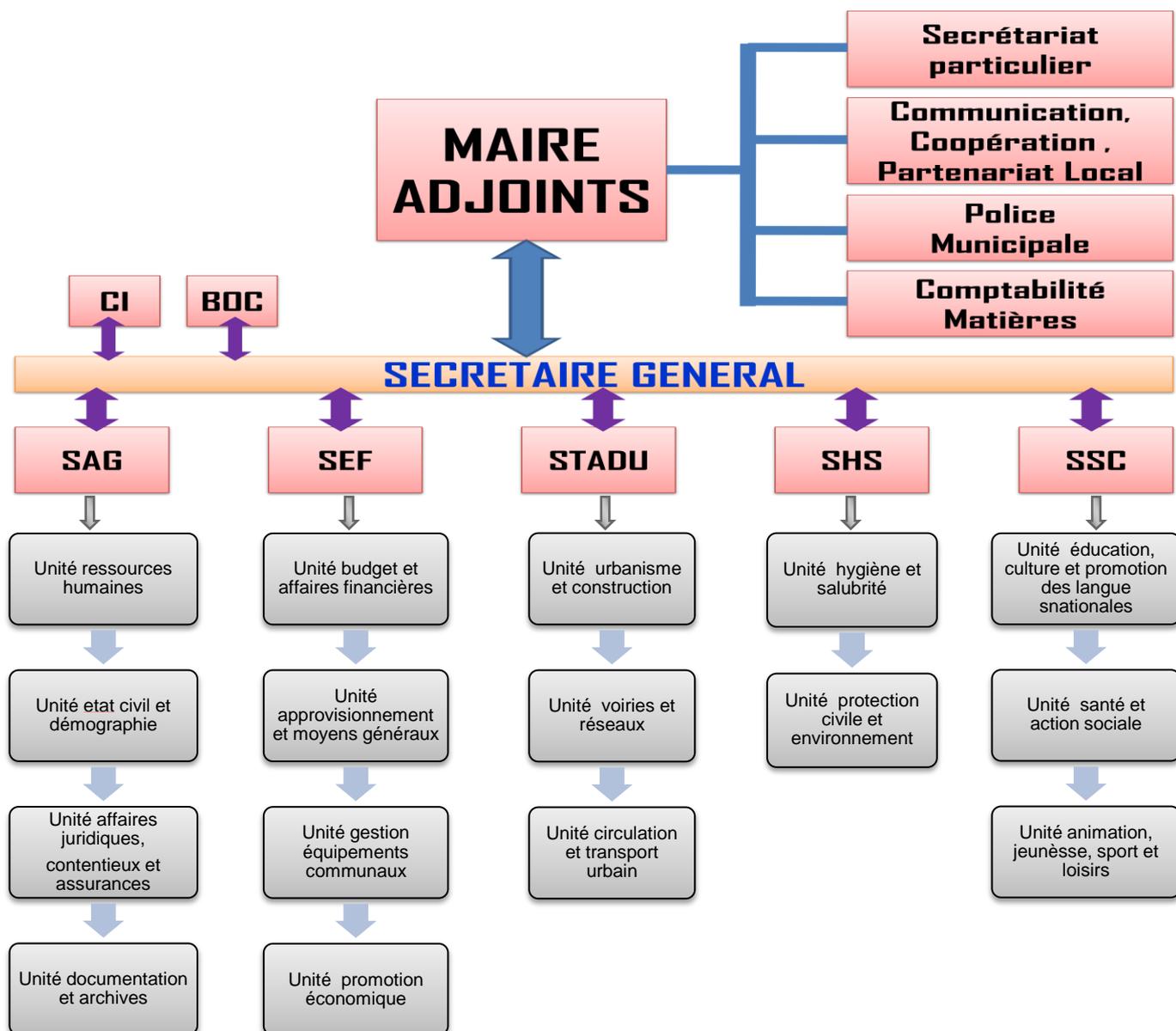
### 3.6. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

#### 3.6.1. Synthèse du DIC

Il est ici question d'identifier ou de relever un certain nombre d'éléments positifs qui constituent les forces de la commune, ainsi que d'identifier des éléments négatifs qui sont considérés comme des faiblesses au niveau de la gestion des ressources humaines et financières, du patrimoine communal et des relations.

##### a. *Gestion des ressources humaines*

L'organigramme des services communaux est le suivant :



La Commune présente les forces et faiblesses ci-après :

Rubriques	Forces
<b>Personnel communal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnel dynamique</li> <li>- Esprit de collaboration et d'entraide</li> <li>- Exécutif au complet</li> <li>- SG a le profil requis (Diplômée du CEFAM)</li> <li>- Tenue d'un état du personnel</li> </ul>
<b>Conseil municipal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne représentation territoriale et clanique</li> <li>- Volonté de développement du maire et de ses adjoints</li> </ul>
	Faiblesses
<b>Personnel communal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le personnel n'a jamais suivi de formation adéquate aussi bien dans leurs domaines d'activités qu'en matière de gestion et d'administration communale</li> <li>- Inexistence de cahier de charges pour faciliter le suivi des agents</li> <li>- Personnel insuffisant, non qualifié et non formé pour les défis de développement de la commune</li> <li>- Absence de sécurité sociale, de profil de carrière, de politique salariale, de matériels de travail pour la motivation au travail</li> <li>- Les réunions du personnel sont absentes ;</li> <li>- Absence d'un organigramme qui structure et organise ses services</li> </ul>
<b>Conseil municipal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commissions techniques peu fonctionnelles</li> <li>- Conseillers municipaux dans le besoin d'échanges avec d'autres communes</li> <li>- Excepté quelques conseillers, tous les autres souffrent d'un manque de formation adéquat en matière d'administration communale et de décentralisation.</li> </ul>

**b. Gestion des ressources financière**

La Commune de MAKENENE présente les forces et faiblesses ci-après :

Rubriques	Forces
	-
	Faiblesses
<b>Gestion financière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un inventaire actualisé du patrimoine de la Commune ;</li> <li>- Absence d'un fichier de contribuables ;</li> <li>- Dépendance financière des CAC ;</li> <li>- Difficultés de mobilisation de recettes fiscales.</li> </ul>

**c. Gestion du patrimoine communal ;**

La Commune de MAKENENE présente les forces et faiblesses ci-après :

Rubriques	Forces
	-
	Faiblesses
<b>Gestion du patrimoine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin en formation</li> <li>- Inexistence de politique environnementale et touristique pour l'exploitation des ressources naturelles disponibles dans la commune</li> <li>- Opportunités limitées pour la rentabilité de la Commune</li> </ul>

**d. Gestion des relations**

La Commune de MAKENENE présente les forces et faiblesses ci-après

Rubriques	Forces
<b>Gestion des relations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perspective d'un accompagnement de la Commune par le PNDP entre 2011 et 2012 ;</li> <li>- Bonnes relations avec les acteurs externes (SDE, tutelle, autorités traditionnelles)</li> <li>- Bonne collaboration avec les services techniques de l'Etat dans l'appréciation</li> </ul>

	des investissements de la Commune, - Nomination d'un responsable de passation des marchés.
	<b>Faiblesses</b>
	- Implication insuffisante des services déconcentrés dans les activités de la commune pour faciliter les conceptions et les résultats

e. **Axes de renforcement de la commune.**

Au regard des forces et faiblesses ci-dessus, des pistes d'actions prioritaires ont été dégagées en terme d'actions et besoins en formation de l'équipe communale.

DOMAINES	ACTIONS
<b>Ressources humaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation du personnel</li> <li>- Organisation des séminaires de renforcement des capacités du conseil municipal sur l'élaboration et le suivi du budget</li> <li>- Organisation formelle des rencontres du personnel pour partager les joies et peines du travail, élaborer des stratégies pour être plus performants, évaluer les activités etc. ...</li> <li>- Organiser des journées d'évaluation de l'équipe communale (personnel, exécutif et conseil municipal)</li> <li>- Impliquer davantage les conseillers municipaux dans l'élaboration et le suivi des activités du budget</li> <li>- Dynamiser les commissions techniques du conseil municipal par la définition des tâches et des rencontres formelles</li> <li>- Responsabiliser les conseillers municipaux par des définitions des tâches avec des résultats à atteindre dans leur localité</li> <li>- Mise en place d'un système de communication formel entre les conseillers, l'équipe communale et la population</li> <li>- Mise en place d'un système de motivation (pas nécessairement pécuniaire) pour plus d'engagement et implication des Conseillers d'une part et du personnel d'autre part, dans la réalisation des objectifs et résultats de la commune</li> <li>- Recrutement d'un personnel qualifié et en nombre suffisant</li> </ul>
<b>Ressources financières</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation les conseillers municipaux dans la lecture et la compréhension du budget et des comptes administratifs</li> <li>- Formation et implication des conseillers municipaux dans l'élaboration du budget</li> <li>- Mise en place d'un système de gestion transparente</li> <li>- recherche des moyens d'impliquer les populations dans l'élaboration et le suivi du budget et des activités de la Commune</li> <li>- Faire une large diffusion du budget et des comptes administratifs</li> </ul>
<b>Ressources patrimoniales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévision des dotations pour les amortissements et mettre en place un système de maintenance.</li> </ul>
<b>Gestion des relations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition des stratégies pour développer des partenariats bénéfiques avec d'autres Communes tant nationales qu'étrangères</li> <li>- Mise en place des politiques d'intéressement pour les ONG, projet et programmes dans la Commune</li> <li>- Meilleure Implication des services déconcentrés dans les activités de la commune pour faire profiter ces compétences disponibles à la collectivité.</li> </ul>

### 3.6.2. Développement de l'économie locale

#### 3.6.2.1. Les défis à relever pour le développement

Le secteur rural est le moteur de la croissance économique dans la Commune de MAKENENE. Les activités dans ce secteur sont prédominées par l'agriculture, le petit élevage traditionnel et la pêche. Malgré les revenus générés par l'intense activité commerciale le long de la nationale N°4, l'agriculture reste le premier employeur avec près de 70,8% de la population active, le petit commerce avec 42% et la pêche avec près de 5%. Malgré d'énormes potentialités que regorge la Commune, le système de production agricole reste extensif. D'autres limites non directement imputables au secteur sont notamment, le manque de structures de financement appropriées ainsi que la déficience des infrastructures de stockage et commercialisation. La production du secteur des Forêts et Faunes quant à elle s'inscrit dans une tendance dormante du fait de la persistance de l'exploitation artisanale du bois et de la faune des forêts naturelles, au détriment de la création de plantations forestières, le développement de l'élevage conventionnel, ainsi que la quasi absence de transformation locale. Le sous secteur Elevage et Pêche est



Photo 15: Cuvette de macabo

caractérisé par le mode en divagation des embarcations rudimentaires, un matériel de pêche artisanal constitué principalement de filets dormants, des hameçons et de barrages, l'inefficacité organisationnelle des populations ainsi que des problèmes liés à l'accessibilité aux financements.

Compte tenu de l'importance du secteur rural quant à sa contribution à l'économie locale et à la sécurité alimentaire, le défi à relever concerne le passage à une production rurale extensive-semi intensive et semi industrielle qui permettra : (i) d'assurer la sécurité et l'autosuffisance au niveau de la consommation locale, (ii) d'approvisionner l'agro industrie de transformation et de créer un marché et une consommation internes pour les filières extraverties et enfin, (iii) de développer les exportations vers les marchés sous régionaux et Européens, en faveur de l'Accord de Cotonou entre l'Union Européenne et les Etats ACP et de l'AGOA (Arica Growth Opportunities Act).

Le secteur de l'industrie est dominé par l'agro-industrie extractive, caractérisée par des activités artisanales dont la plus importante est l'extraction de l'huile de palme. Dans la filière cacao, les opérations liées à la préparation pour l'exportation (séchage, calibrage, triage) ont favorisé l'émergence des import-export avec une main d'œuvre locale bon marché. Le défi que la Commune entend relever est celui favorisant la mise en place des installations de transformation des produits locaux notamment, la création de complexes intégrés dans les filières agricoles et non agricoles.

Dans le secteur minier, les ressources sont prépondérantes et sont en rapport avec les carrières de sable et de pierres. Toutefois, l'exploitation est faite de manière artisanale par les populations riveraines. Le défi à relever est de développer des programmes de formation en faveur de ces petits exploitants locaux dans les métiers de l'industrie minière ainsi que dans le développement des aptitudes de négociation et favoriser la synergie entre les différentes administrations impliquées dans le développement des industries extractives des produits de carrières, ainsi que la coordination de leurs interventions.

Le secteur artisanal reste un vecteur de création de richesses et d'emplois. Cependant, malgré le potentiel naturel et l'importance économique et même touristique que revêt l'activité, le secteur est sous exploité à cause du coût élevé des matières premières inhérent au manque de structures de financement appropriées et au manque d'organisation et d'encadrement rapproché des artisans. A ce titre, le défi est celui d'améliorer la performance et la rentabilité de l'économie sociale à travers des actions d'incitation à l'entrepreneuriat collectif, de groupe, comme l'une des stratégies fiables par la création et l'épanouissement d'organisations, d'entreprises de l'économie sociale viables permettant de lutter efficacement contre la pauvreté, tout en promouvant la croissance économique.

Le développement des activités à valeur ajoutée significative est limité en raison de l'inefficacité du secteur de distribution de l'eau et l'énergie. Les coupures intempestives, récurrentes et de longue durée en sont une illustration. Le manque d'infrastructures de stockage, de conservation et commercialisation des produits agricoles est à l'origine des ruptures de stocks.

Pourtant, les infrastructures fournissent le socle essentiel où se bâtissent le développement et la compétitivité de l'économie. Aussi, elles réduisent les coûts de production et de transaction, facilitent l'activité économique, accroissent le volume de production et impulsent le progrès social. Le défi à relever est celui d'améliorer l'accès des populations aux infrastructures socio-économique de base

En gros, pour la période 2011-2013, il est question de rôder le dispositif de mise en œuvre et de suivi évaluation, de renforcer les capacités organisationnelles des producteurs de manière à pouvoir élargir et mettre en œuvre un ensemble de microprojets spécifiques à partir de 2015.

### 3.6.2.2. Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la Commune

La croissance et l'emploi reste un défi majeur pour la Commune de MAKENENE, avec environ 60 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Toutefois, le diagnostic a révélé que les différentes productions agricoles, animales, halieutiques et forestières concourent à l'autosuffisance et aux revenus des populations. Ce constat oblige la Commune à centrer sa stratégie de réduction de la pauvreté sur le secteur rural. A ce titre, l'analyse des défis et contraintes pour le développement de la Commune a conduit à proposer trois grands axes stratégiques, lesquels doivent être mis en œuvre à court, moyen et long termes afin de programmer le développement humain qui est considéré comme le processus d'élargissement des choix d'invendus en vue d'une meilleure vie notamment :

- les stratégies contribuant à la croissance ;
- les stratégies pour l'amélioration de la gouvernance locale ;
- les stratégies pour l'amélioration du bien être social.

#### 1) Les stratégies contribuant à la croissance

Au regard du potentiel naturel ainsi que le dense réseau de partenaires multisectoriels entretenu par la Commune, le secteur rural devrait arriver à remplir efficacement ses fonctions et garantir un développement humain durable aux acteurs qui y opèrent. Il s'agira principalement pour la Commune de veiller à ; i) la promotion des filières vivrières, ii) au renforcement de la compétitivité à l'exportation et, à iii) l'élargissement de la surface financière des producteurs locaux.

#### a) La promotion des filières vivrières : agricoles, halieutiques, animales

La promotion des filières vivrières envisagée s'articulera autour de trois composantes;

- la modernisation de l'appareil productif,
- le renforcement de l'autosuffisance alimentaire en quantité et en qualité des populations locales ;
- la conquête des marchés locaux, sous-régionaux et Européens.

✚ **La modernisation de l'appareil productif** : Dans le contexte de la modernisation de l'appareil productif, la Commune envisage concentrer son appui aux producteurs dans :

- (i) l'appropriation des innovations à travers le renforcement des capacités des acteurs, un encadrement rapproché et performant afin d'améliorer leurs capacités techniques et par ricochet l'élévation de leur niveau de production,
- (ii) la structuration socio-professionnelle des activités par consolidation des organisations traditionnelles, ou des groupes locaux d'entraide,
- (iii) l'émergence d'exploitations agricoles moyennes et grandes ainsi que le regroupement des exploitations paysannes en coopératives et GIC ayant pignon sur rue, la promotion de l'élevage à cycle court (aviculture, élevage porcin, petits ruminants, etc.), et création de ranches de moyennes pour l'élevage bovin, afin de passer ainsi à une agriculture et un élevage intensifs susceptibles de rapporter des devises à l'exportation.
- (iv) l'extension des superficies de cultures vivrières et horticoles cultivées dans les filières porteuses de croissance, et créatrice d'emplois notamment ;
  - le maïs, dont les débouchés industriels se situent principalement dans les provenderies et les brasseries,

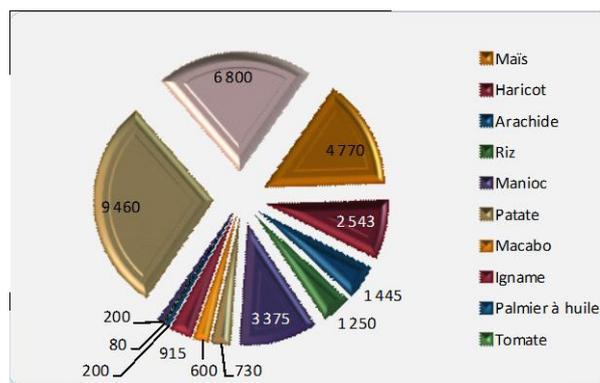


Figure 9 : situation 2010 des surfaces emblavées par les cultures

- la banane dessert (Makossa banana), dont les débouchés se situent sur les marchés sous régionaux et Européens,
- la banane plantain, la patate et le manioc dont la farine entre dans la panification, l'amidon dans le textile, les épiluchures dans le composte et dont les débouchés se situent dans les industries textiles, laitières et dans les boulangeries,
- la canne à sucre, dont les débouchés industriels se situent dans les industries sucrières et de biocarburants ainsi que les laboratoires pour la fabrication de l'alcool,
- Le palmier à huile sans que soient négligées les autres filières émergentes, notamment la pomme de terre, et les légumineuses, ni les produits de niche comme l'horticulture.

✚ En ce qui concerne les cultures de rente notamment de cacao et le café, les actions viseront à améliorer la couverture sanitaire du verger (cacao et café), la régénération de celui-ci et l'extension des superficies cultivées.

Sur la base d'une part des besoins de consommation énergétique et protéique projetés entre 2010-2015, 2015-2020 et 2020-2030 pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire des populations, et d'autre part des niveaux des exportations et d'utilisations industrielles projetées, les objectifs de croissance des productions agricoles, animales et halieutiques en cohérence avec l'évolution des productions ont été calculés comme suit :

**Tableau 10: Objectifs de production agricole à l'horizon 2030**

Spéculations	Superficies cultivées (ha)					Rendements (t/ha)					Productions (Tx100)					Croissance annuelle(en%)			
	2010	2015	2020	2025	2030	2010	2015	2020	2025	2030	2010	2015	2020	2025	2030	2015	2020	2025	2030
CACAO	550	734	1009	1680	3360	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	4,4	5,9	8	14	27	6,7	7,5	13,3	20
CAFE ROBUSTA	200	200	225	250	500	0	0,2	0,4	0,5	0,7	0	0,4	0,9	2,3	5,25	8	25	30	25,7
HUILE DE PALME	100	200	350	700	1500	1,1	1,2	1,3	1,3	1,5	2,32	2,5	5	9,1	22,5	0,7	17,7	20	30
MAIS	1 050	1 050	1 050	3 367	10 000	1,96	2,5	3,5	4,5	5	21	26	37	152	500	5,5	8	63	46
RIZ pluvial	10	15	30	81	400	2,36	2,4	2,5	2,5	2,5	0,24	0,4	0,75	2	10	10	21,7	34	78,5
PATATE	50	62	88	132	238	7,06	8	9	11	12	3,53	5	7,92	15	28,6	8,1	12	16,7	19,3
MANIOC	300	375	563	957	1657	10,8	14	16	18	20	33	53	90,1	172	331	12,3	14,3	18,3	18,5
IGNAME	75	83	112	191	365	11,1	11,5	12	13	13	8,36	9,6	13,4	24	47,5	2,8	8,5	15,5	19,7
MACABO	50	62	87	128	192	10,5	11,5	12	13	13	5,28	7,1	10,4	16	25	7	9,3	10,7	11,2
BANANE PLANTAIN	230	321	482	771	3311	13,6	13,6	13,6	14	14	31	44	65,1	104	450,3	7,9	9,8	12	66,5
POMME DE TERRE	12	12	13	19	30	6,5	9	12	12	12	0,78	1,1	65,1	2,3	3,6	7,7	8,8	9,2	11,6
PIMENT	15	16	24	40	72	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	0,23	0,3	65,1	0,7	1,29	2,6	11,5	15,1	15,8
TOMATE	80	108	140	218	399	17,5	18	21	25	25	14	19	65,1	55	99,8	7,8	11,3	15,8	16,6
HARICOT	20	23	26	43	73	1,24	1,5	2	2	2	0,25	0,4	0,52	0,9	1,46	8	9,7	13	14
CANNE à SUCRE					5000										800				
ARACHIDE	240	245	337	478	530	0,89	1,2	1,3	1,4	2	2,13	2,9	4,38	6,7	10,6	7,6	9,8	10,6	11,7
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>2 982</b>	<b>3 506</b>	<b>4536</b>	<b>9055</b>	<b>27627</b>						<b>126</b>	<b>177</b>	<b>439</b>	<b>575</b>	<b>6417</b>	<b>6,8</b>	<b>12,3</b>	<b>20</b>	<b>27</b>
<b>Objectifs de production animale à l'horizon 2030</b>																			
VOLAILLE											3,65	4,5	8	13	25	4,6	15,6	12,5	18,4
PORC											4,5	8,7	17	28	47,6	18,5	19,2	13	14
CHEVRE											0,28	0,3	0,6	1,1	2,2	1,5	20	18	18,6
MOUTON											0,28	0,3	0,6	1,1	2,2	1,5	20	18	18,6
OLACAUTES											0	0,2	0,3	0,5	1,3	0	20	14	31
BOVIN											0	0	14	30	40	0	0	23	6,7
POISSON											0	9	18	34	58,9	0	20,2	18	14,5
<b>SOUS TOTAL II</b>											<b>8,71</b>	<b>14</b>	<b>40,5</b>	<b>74</b>	<b>118</b>	<b>3,7</b>	<b>16,4</b>	<b>16,7</b>	<b>17,4</b>
<b>TOTAL</b>											<b>135</b>	<b>191</b>	<b>479</b>	<b>649</b>	<b>6535</b>	<b>5,25</b>	<b>14,4</b>	<b>18,4</b>	<b>22,2</b>

Source : Construit à partir des données de la DDA-MINADER et de FAOSTAT (2005)

✚ **Le renforcement de l'autosuffisance alimentaire** : En matière de sécurité alimentaire, La Commune de MAKENENE se situerait parmi les villes du Cameroun les moins performants. La ration alimentaire actuelle (2.260 calories/jour/hab.) y est à peine supérieure à la ration moyenne estimée pour l'Afrique subsaharienne (2.200 calories) et reste bien inférieure à celle calculée pour l'ensemble des pays en voie de développement (2.680 calories).

Du tableau 10 ci-dessus, il vient que le niveau de production 2010 des différentes spéculations avec les hypothèses moyennes sur les rendements et les superficies cultivées à l'horizon 2015, 2020 et 2030 montre que les taux de croissance des productions entre 2010 et 2015 sont inférieurs à ceux des périodes 2015-2020 et 2020-2030. Ceci veut dire que si la tendance actuelle des productions est maintenue, les objectifs de sécurité alimentaire et d'exportation ne sauraient être atteints aux horizons de projection.

Par ailleurs, l'accroissement des productions nécessite cependant d'être complétée par une meilleure circulation des produits, des zones de production vers les marchés locaux et même sous régionaux déficitaires. Cette relance s'oblige un entretien routier permanent pour désenclaver les zones de productions. A cet effet, la Commune entend ouvrir 100Km de piste de collecte et reprofiler 76Km de pistes existantes, et en suite assurer le maintien d'un niveau de service minimum pour faciliter l'évacuation de la production et améliorer la compétitivité de l'économie locale. De même, les opérateurs économiques n'étant pas toujours informés sur les opportunités de marchés, la Commune envisage créer une centrale d'achat et faire un plaidoyer en direction du MINADER en vue de redynamiser le Système d'Information sur les Marchés (SIM). Le renforcement de la sécurité alimentaire passe également par une amélioration de la diète, pour mieux valoriser les différentes productions locales, afin d'améliorer la qualité des régimes alimentaires. Pour ce faire, la Commune envisage faire un plaidoyer auprès du MINSANTE en vue de la relance des activités du Programme d'Education Nutritionnelle (PEN).



Photo 16: Récolte des chenilles dont l'usage est multiple

✚ **La conquête des marchés locaux, sous-régionaux et Européens :** Les analyses des filières et des tendances de flux d'exportations élaborées lors du diagnostic participatif, complétées par les Etudes et Statistiques des rapports d'activités de la BEAC, ont servi de base de mise en œuvre d'une stratégie communale de conquête des parts de marchés non satisfaites par les dynamiques de production en cours dans les zones CEMAC et Union Européenne. Aussi, une attention particulière à également été portée sur les investissements consentis par le Gouvernement, pour l'aménagement des marchés frontaliers de ; **ABANG-MINKO** (Cam.-Gabon), **KENZOU** (Cam.-RCA) et **KIOSSI** (Cam.-Guinée Eq.) en termes d'infrastructures de marché et d'aménagement des voies de desserte.

b) **Le renforcement de la compétitivité des productions locales**

L'objectif visé à ce niveau est un rééchelonnement des exportations, touchant aussi bien leur qualité que leurs coûts. Les actions prioritaires en la matière sont :

- (i) l'accroissement de la valeur ajoutée des produits de base, en assurant leurs transformations, grâce à la promotion des investissements de transformation et de stockage a travers la création de complexes intégrés allant :
- des plantations (canne à sucre, palmier à huile, banane plantain, manioc, maïs, cacao etc...), à la raffinerie de sucre, d'huile de palme et de farines,
  - de la reconstitution du cheptel des parentaux et la mise en place d'unités semi industrielles d'abattage, de conditionnement et de froid.
  - du développement des plantations forestières à la transformation locale des grumes, la fabrication et la commercialisation des meubles. Ces plantations ont été validées comme Mécanismes de développement propre, générateur de crédits carbonés. En plus des bénéfices issus des crédits de carbonés, le projet est générateur de plus values économiques et sociales et s'inscrit dans une démarche de développement local au profit des populations riveraines.
- (ii) le renforcement des capacités en matière de négociations commerciales, par la formation et l'information des producteurs. Ici, un meilleur encadrement des producteurs requiert leur regroupement.

Au-delà des productions ci-dessus, le diagnostic a suggéré la nécessité de considérer pour mieux s'inscrire dans une perspective de pérennisation du processus, deux (02) filières non agricoles ou animales supplémentaires jugées porteuses de croissance, disposant d'un potentiel élevé de création d'emplois et susceptibles de contribuer significativement à la diversification des exportations notamment: (i) la valorisation des sites touristiques et (ii) le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). L'approche marketing déployée a retenu l'aménagement des sites touristiques naturels à fort potentiel de développement économique au rang des quels ; la marne aux hippopotames de MBANDJA, la zone marécageuse de MOCK-Centre et la construction autour de ceux-ci des produits touristiques intégrés. Aussi, bien que le tourisme soit une activité nouvelle, la valorisation de ces sites naturels va stimuler l'Ecotourisme côtier, l'Aquaculture, la Pêche sportive et atténuer les effets pervers de la fluctuation de l'offre et de la

demande de services dans la Commune. Quant on y ajoute l'escale gastronomique du marché permanent de *MAKENENE-Est* ; vitrine de la Commune et point d'arrêt pour tous les voyageurs en transit pour les Régions du Centre et de l'Ouest ou du Nord-Ouest (cofinancé par le PNDP), il est loisible d'affirmer que la Commune de MAKENENE dispose des avantages comparatifs suffisants pour booster l'économie locale.

c) **L'élargissement de la surface financière par la promotion de la micro-finance et du crédit d'investissement**

La nécessité de mettre en place de nouvelles institutions et mécanismes de financement correspondant aux aspirations et réalités du monde paysan a été unanimement constatée par les producteurs locaux. A ce titre, le Gouvernement a entrepris des réformes visant à *appuyer toutes les initiatives de développement propices à la croissance économique, y compris* :

- (i) En facilitant le financement de l'investissement privé par un recours accru aux institutions financières spécialisées dans le développement ainsi qu'aux organismes de crédit à l'exportation et d'assurance contre les risques et par le renforcement des institutions équivalentes;
- (ii) En appuyant les initiatives visant à rendre l'épargne nationale et les structures financières efficaces et durables, y compris les programmes de micro-crédit, tout en veillant à ce que les services de crédit et d'aide aux entreprises répondent aux besoins des femmes et des hommes pauvres;
- (iii) Le budget d'investissement public mais aussi les fonds concessionnels de la coopération bilatérale et multilatérale seront davantage mis à contribution.

2) **Stratégiques d'amélioration de la gouvernance locale :**

L'objectif poursuivi par la Commune est l'amélioration de la gouvernance locale, synonyme du renforcement aussi bien du cadre institutionnel que des mécanismes de promotion du monde rural.

a) **Le renforcement du cadre institutionnel :** Pour relever ces défis, la Commune de MAKENENE entend renforcer sa capacité d'intervention à travers un vaste programme de renforcement des capacités de ses ressources humaines et met en place des infrastructures socio-collectives en vue de garantir la sécurité des biens et des personnes, ainsi que la redynamisation de la vulgarisation agricole. Cette dernière permettra aux ruraux de pratiquer une agriculture et un élevage jouant effectivement leurs trois (03) rôles de source d'alimentation des populations, de consolidation de la croissance économique et de contribution à la lutte contre la pauvreté.



Photo 17: Photo : Hôtel de ville de MAKENENE

b) **Les mécanismes de promotion du développement local:**

l'objectif visé par la Commune est le renforcement du pouvoir de décision des populations locales, l'encadrement et l'appui aux initiatives locales à travers une plus grande prise en main des responsabilités en matière d'arbitrage sur le devenir des communautés/villages. Les actions prioritaires à prendre concernent notamment :

- le renforcement des organisations et des associations communautaires ; celui-ci devra permettre aux ruraux de participer effectivement à la prise de décision concernant leur communauté/village ainsi qu'aux différents projets de développement visant la réduction de la pauvreté.
- Le renforcement des capacités des organisations paysannes ainsi que leur mise en réseau, en vue d'améliorer leur efficacité et leur conférer une plus grande autonomie.
- La mise en œuvre d'un cadre incitatif pour les investissements et l'exportation dans le monde rural leur permettra aussi de bénéficier des retombées de la croissance, étant donné que le monde rural contribuera pour une part très importante aux échanges internationaux.
- Le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de communication pour le changement articulé en cinq composantes qui sont :
  - (i) **L'alphabétisation fonctionnelle** : elle permettra aux ruraux analphabètes d'être plus performants dans leurs différentes activités de lutte contre la pauvreté ; notamment l'agriculture, l'élevage et l'artisanat.
  - (ii) **La sensibilisation sur les principaux problèmes du monde rural tels que la santé et l'environnement** : Cette sensibilisation les amènera à des pratiques plus appropriées,

notamment la préservation de l'environnement et l'appropriation de comportements n'exposant pas aux infections telles que les IST et le VIH / SIDA.

(iii) **La communication pour le changement de comportement** : Cette communication sera assurée par les radios communautaires qui connaissent actuellement un grand essor dans certaines Communes et villes du Cameroun. Ces radios devront diffuser des programmes touchant à des domaines relatifs à la vie des paysans : santé, environnement, éducation, agriculture, élevage etc.

(iv) **Le développement des capacités des populations pour la gestion communautaire du développement** : Il permettra une meilleure prise en main, ainsi qu'une plus grande efficacité des actions de lutte contre la pauvreté

(v) **L'instauration d'un système de sécurité sociale** : Un plaidoyer sera engagée auprès du Gouvernement pour la création d'un organisme devant assurer cette sécurité ainsi que son mode de financement. Cela permettra de corriger l'injustice qui exclut les travailleurs ruraux du bénéfice de la sécurité sociale, ainsi que des allocations familiales.

### 3) Stratégies d'amélioration du bien-être des populations

La modernisation de l'appareil productif quoique restant le pilier essentiel de la réduction de la pauvreté dans la Commune de MAKENENE sera accompagnée par un maillon de redistribution fort qui est celle de l'emploi et l'amélioration du bien-être des populations. Celle-ci s'articule sur trois actions prioritaires : (i) le développement des infrastructures ; (ii) le développement social des populations ; (iii) l'amélioration du cadre de vie des populations.

#### a) **Le développement des infrastructures** :

Les retombées indirectes des actions prioritaires envisagées à travers la modernisation de l'appareil productif, permettrons d'améliorer l'accès à chacun des services suivants :

✚ **Le désenclavement des populations** : Une priorité sera accordée à l'amélioration de l'offre en infrastructures routières, en mettant d'abord l'accent sur la réhabilitation et l'entretien du réseau existant, puis sur son extension et son aménagement, ainsi que la mise sur pied d'un projet pilote HIMO. Toutefois, ces infrastructures fourniront le socle essentiel où vont se bâtir le développement et la compétitivité de l'économie. Aussi, elles vont réduire les coûts de production et de transaction, faciliter l'activité économique, accroître le volume de production et impulser le progrès social.

✚ **Le renforcement de l'hydraulique villageoise** : la Commune envisage mettre à disposition une eau accessible, sûre et potable afin d'atteindre à terme, un point d'eau pour 300 habitants soit environ une cinquantaine de ménages, et en suite étendre le réseau d'adduction d'eau vers les zones non couvertes. Nonobstant, l'action envisagée permettra de réduire considérablement le temps consacré par les femmes à l'approvisionnement en eau des ménages. Ce temps sera utilisé pour des activités productives augmentant autant les revenus.

✚ **La promotion de l'accès à l'énergie** : Compte tenu de l'importance de l'énergie électrique dans le développement de l'agro-industrie, la Commune envisage d'améliorer la qualité du service public de l'électricité (la réhabilitation des lignes moyennes tension, le remplacement des supports pourris et des composantes défectueux, l'extension des réseaux et le raccordement de nouveaux abonnés), favoriser la mise en œuvre d'un programme de développement des énergies nouvelles et renouvelables afin d'améliorer sensiblement l'offre en énergie. En effet, l'utilisation de la petite hydroélectricité des foyers améliorés réduira la consommation de l'énergie-bois et son impact négatif sur l'environnement (déforestation, la désertification et l'érosion).

✚ **La sécurisation foncière** : La Commune entend faciliter l'accès au foncier ainsi que les modes de faire-valoir qui pourraient constituer un obstacle au développement de nouvelles exploitations et à la replantation des vergers. Afin d'assurer le passage à une agriculture plus intensive, le système foncier tout comme les autres facteurs de production doivent pouvoir faire l'objet de transactions sécurisées. A cet effet, un cadre des mécanismes d'incitation devra être mis en place pour encourager les producteurs qui réaliseraient des améliorations foncières. A cet effet, une révision et une clarification de la législation foncière s'imposent.



Photo 18: La femme rurale de MAKENENE

### b) Le développement social des populations

Les composantes clés de l'indicateur de développement humain ci-après ; l'espérance de vie, l'alphabétisation et revenu de base sont les maillons essentiels du développement social postulé par la Commune. Les retombées directes des actions prioritaires envisagées à travers la modernisation de l'appareil productif, permettrons de soutenir chacun des services sociaux suivants :

✚ **La santé** : L'accès aux soins de santé est limité dans la Commune en raison de l'insuffisance d'équipements et du personnel qualifié. Pour relever ce défi, la Commune envisage mettre œuvre la stratégie sectorielle de la santé afin d'améliorer la santé des populations notamment, par la mise à disposition de toutes les formations sanitaires de la Commune les médicaments génériques, afin de permettre aux malades de se soigner à moindre coût, la facilitation de l'accès aux ARV et la gratuité des examens liés au VIH/SIDA, et l'équipement des formations sanitaires et l'affectation

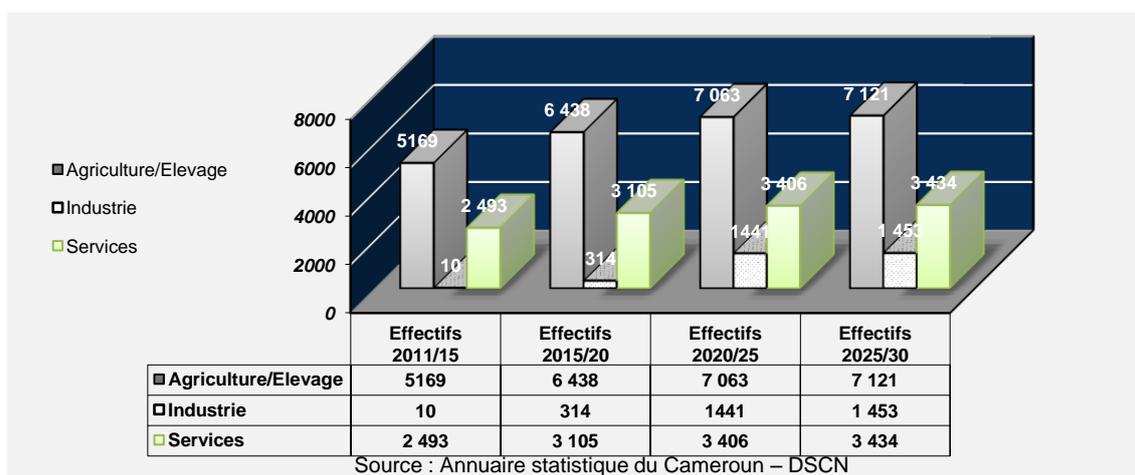


Photo 19: CMA de MAKENENE

d'un personnel qualifié.

✚ **L'éducation** : La stratégie communale dans le domaine de l'éducation vise de réaliser les objectifs d'une éducation de base de qualité pour tous d'ici à l'an 2015, tout en insistant particulièrement sur la scolarisation des filles. Les actions requises à cet effet sont les suivantes : la mise en place des infrastructures de qualité notamment les salles de classe en matériaux définitifs et équipement ; la dotation des écoles en matériaux didactiques appropriés l'affectation des enseignants qualifiés en nombre suffisant. En outre, il convient d'assurer un accès à des services de qualité. La généralisation ainsi que la vulgarisation de l'enseignement agricole au niveau des CAP, BP etc.)

✚ **L'emploi** : La Commune compte à travers la mise en œuvre de la présente stratégie générer dans le secteur formel des centaines d'emplois par an entre 2012 et 2030 pour la tranche de populations actives. A ce titre, la mise en œuvre des activités consommatrices de main d'œuvre notamment ; la modernisation de l'appareil de productions agricoles/animales et augmentation de la taille des exploitations familiales, l'incitation des populations rurales à la gestion communautaire, le stockage – transformation – conditionnement va générer un niveau d'emploi accru réparti séquentiellement par secteur tel qu'illustré dans le graphe ci-après :



✚ **La promotion de la femme en milieu rural** : Les femmes à MAKENENE demeurent encore sous l'emprise des manières de penser qui font d'elles non des partenaires au développement, mais plutôt des sujets corvéables, ce qui les excluent plus tard des centres de décisions. Dans l'optique de réduire ces disparités entre les hommes et les femmes de MAKENENE, la Commune entend poursuivre ses activités de promotion de la participation des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux et, à cet effet, elle envisage intégrer une optique sexospécifique dans toutes ses politiques et stratégies, organiser des causeries éducatives afin d'éliminer toutes les formes de

violence et de discrimination à l'égard des femmes et d'améliorer la condition, l'état de santé et le bien-être économique des femmes et des petites filles en leur assurant un plein accès, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux débouchés économiques, au crédit, à l'éducation et aux soins et services de santé

**c) L'amélioration du cadre de vie des populations.**

La pauvreté est la principale cause et la conséquence de la dégradation de l'environnement. Les populations, pour assurer leur subsistance, sont obligées d'exploiter les ressources naturelles de manière non durable. Ces activités sont entreprises par les couches rurales les plus pauvres qui pratiquent l'agriculture traditionnelle et exploitent la diversité biologique pour assurer leur alimentation, leur abri et leur santé. Aussi, le développement humain en milieu rural est corollaire d'une gestion rigoureuse des forêts communautaires et communale projetées, de la lutte contre la désertification et de la gestion de biodiversité.

✚ **La gestion de la biodiversité :** La stratégie Communale dans ce domaine vise à organiser et à encourager les initiatives des particuliers, des associations, des partenaires, etc. en faveur d'un développement durable et rationnel de l'environnement. Il s'agit de mettre en œuvre des actions en faveur de la gestion environnementale des activités rurales, de la gestion de la biodiversité et la valorisation des ressources et du reboisement ainsi que le développement des plantations forestières. La valorisation des ressources forestières et fauniques vise entre autres, le développement des produits forestiers non ligneux, la promotion de la conversion énergétique des déchets forestiers et de l'utilisation des modèles et des technologies d'utilisation efficiente du bois de feu, le développement des zones d'intérêt cynégétique et gestion communautaire (ZICGC) et du game ranching



Photo 20: Parcelle en jachère

### 3.6.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Des consultations participatives réalisées entre Février et Mars 2011 ont permis aux populations de donner leur perception de la pauvreté dans l'espace Communal. La compréhension des contraintes tels que vécus par chaque groupe socioprofessionnel a permis de procéder en plénière à une synthèse et au besoin à une reformulation, et en suite faire une analyse causes/effets. Les principales contraintes ci-après listées, dans leur dynamique représentent des défis réels au développement humain à relever par la collectivité, afin de réaliser son objectif de réduction de la pauvreté.

Pour remédier à ces difficultés, des propositions d'amélioration ont été faites dans divers secteurs d'activités notamment :

#### ✚ **Modernisation de l'appareil de production**

##### **SECTEUR : AGRICULTURE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Faible performance du système et mode de production agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accès difficile aux intrants de qualité</li> <li>▪ Vulgarisation et conseil agricoles déficiente</li> <li>▪ Difficultés d'accès aux techniques agricoles modernes et aux autres innovations de la recherche agronomique</li> <li>▪ Insuffisance des infrastructures/équipements d'appui au développement de l'agriculture</li> <li>▪ Faible niveau d'organisation des OP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Débrouillardise des producteurs</li> <li>▪ Utilisation abusive des feux de brousse</li> <li>▪ Matériel végétal peu performant</li> <li>▪ Pénibilité du travail</li> <li>▪ Augmentation des pertes post-récolte</li> <li>▪ Faibles revenus agricoles</li> <li>▪ Surexploitation des sols</li> <li>▪ Baisse de des rendements</li> <li>▪ Inorganisation des filières</li> <li>▪ Dégradation des sols</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcement des capacités des producteurs</li> <li>▪ Structuration socio-professionnelle des activités par consolidation des organisations des producteurs</li> <li>▪ Appui à l'organisation d'agriculteurs de la Coopérative agricole de MAKENENE</li> <li>▪ Optimisation des rendements des principales cultures vivrières et de rentes cultivées</li> <li>▪ Création de nouvelles plantations dans les filières porteuses de croissance</li> <li>▪ Construction magasins de stockage des produits phytosanitaires de 1<sup>ère</sup> nécessité MAKENENE Est et MAKENENE Centre</li> <li>▪ Construction et équipement d'une centrale d'achat des produits vivriers</li> <li>▪ Construction de 02 magasins de stockage des produits vivriers</li> <li>▪ Construction de 05 Postes agricoles</li> <li>▪ Ouverture des 100 Km de pistes de collecte :</li> <li>▪ Reprofilage de 76 Km de pistes</li> </ul>

##### **SECTEUR : FORET ET FAUNE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Destruction des ressources forestières et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Inexistence de plans de gestion, d'aménagement et d'utilisation durable des ressources naturelles</li> <li>▪ Usage des feux de brousse</li> <li>▪ Pratique du braconnage</li> <li>▪ Exploitation irrationnelle des forêts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ destruction de la biodiversité tellurique</li> <li>▪ rupture des cycles biologiques, accélération de l'érosion</li> <li>▪ dégradation des propriétés physico-chimiques des sols</li> <li>▪ Réchauffement</li> <li>▪ Baisse du régime des cours d'eaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisation d'une session de sensibilisation d'une journée sur la protection de la biodiversité dans les villages et quartiers</li> <li>▪ Création d'un réseau d'aires protégées représentatif de la diversité biologique notamment à NYINGO et KINDING-NDJABI</li> <li>▪ Organisation d'une session de formation de deux jours sur les techniques d'élevage non conventionnel (aullacodes,...etc) dans les villages et quartiers</li> <li>▪ Implantation d'une menuiserie bois à MOCK-Sud</li> </ul>

**SECTEUR : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Faible production et productivité des activités d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Encadrement insuffisant en techniques d'élevage moderne</li> <li>▪ Présence de sources alternatives d'approvisionnement en protéines animales (braconnage)</li> <li>▪ Insuffisance d'appui financier aux éleveurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prolifération des épizooties</li> <li>▪ Faible revenu financier pertes animales</li> <li>▪ la destruction des cultures</li> <li>▪ Conflits sociaux (recrudescence des conflits agriculteurs éleveurs)</li> <li>▪ Accès difficile aux intrants de qualité</li> <li>▪ Faible rendement des élevages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcement des capacités des éleveurs traditionnels</li> <li>▪ Structuration socio-professionnelle des activités par consolidation des organisations des éleveurs</li> <li>▪ Appui à l'organisation d'éleveurs de la Coopérative Pastorale et Halieutique (CPC) de MAKENENE</li> <li>▪ Incitation des groupes socio-professionnels à la production : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction et équipement de 07 fermes avicoles</li> <li>• Construction et équipement de 07 porcheries</li> <li>• Construction et équipement des 07 unités d'élevage des petits ruminants</li> <li>• Aménagement des étangs piscicoles</li> <li>• Construction et équipement des unités de parentaux</li> <li>• Construction d'une chambre froide au centre urbain de MAKENENE</li> </ul> </li> <li>▪ Réhabilitation de l'abattoir municipal</li> <li>▪ Construction du Centre Zootechnique et de contrôle Vétérinaire à MAKENENE</li> <li>▪ Elevage de bovins</li> <li>▪ Construction d'un marché de bétails à MAKENENE-Est</li> </ul>

**SECTEUR : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Dégradation de l'environnement et de la nature	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Systèmes d'exploitation agricoles inadaptés</li> <li>▪ Mauvaise exploitation du potentiel des ressources fauniques et floristique</li> <li>▪ Dégradation de l'environnement urbain</li> <li>▪ Intégration insuffisante des populations dans les programmes environnementaux</li> <li>▪ Précarité de la santé des populations liée au non respect de l'hygiène publique</li> <li>▪ Prise en compte insuffisante des préoccupations de l'environnement dans les secteurs avec infrastructures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accentuation de l'érosion des parcelles cultivées</li> <li>▪ Perte de la fertilité des sols</li> <li>▪ Diminution des surfaces arabes</li> <li>▪ Destruction de la biodiversité floristique réchauffement climatique</li> <li>▪ Absence de bacs à ordures et d'une décharge publique</li> <li>▪ Bouchage des rigoles</li> <li>▪ Pollution</li> <li>▪ Zone inhospitalière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Incitation à la création d'associations œuvrant dans l'environnement</li> <li>▪ Organisation de campagnes de sensibilisation et formation des populations de l'espace communal sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>→ l'importance de la gestion rationnelle du terroir</li> <li>→ l'identification des indices de dégradation</li> </ul> </li> <li>▪ Achèvement de la construction des toilettes publiques dans l'espace urbain</li> <li>▪ Acquisition de 20 bacs à ordures</li> <li>▪ Réactivation des contrôles périodiques de l'hygiène publique dans l'espace communal</li> <li>▪ Aménagement d'une décharge publique à MBALAM, respectant les normes standard de protection de la nature</li> <li>▪ Mettre en place d'une pépinière communale</li> <li>▪ Reboiser 02 hectares de forêt à NYINGO</li> <li>▪ Reboisement de l'espace urbain communal</li> <li>▪ Création d'une forêt communale intégrée à un système d'informations à référence spatiale à KINDING-NDE</li> <li>▪ Création d'une zone d'intérêt synergétique à NYINGO</li> <li>▪ Création des unités de collecte et de vente des produits dérivés des plantes médicinales</li> </ul>

**SECTEUR : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE ET ARTISANAT**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Difficultés d'accès aux PME de transformation des produits locaux (farines locales, huile de palme, banane plantain, maïs, cacao etc...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés d'accès aux financements de l'investissement privé, afin que celui-ci puisse effectivement jouer son rôle moteur dans la croissance de l'économie locale</li> <li>• Absence de plans de développement des PME</li> <li>• Présence de présence de petites unités de transformation artisanale à l'échelle familiale</li> <li>• Désintéressement des jeunes pour le métier d'artisan</li> <li>• Potentiel énergétique faible dans la ville (480 KVA)</li> <li>• Faible capacité de la recherche des financements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les produits de récoltes sont bradés</li> <li>• Pertes poste récolte élevées</li> <li>• Développement de la transformation artisanale</li> <li>• Non compétitivité des produits sur le marché</li> <li>• Rendements des produits d'extraction faible</li> <li>• Longues files d'attente auprès des petites unités locales de transformation</li> <li>• Destruction de l'environnement résultant du déversement des déchets d'huile de palme dans la nature</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appui à la recherche des financements extérieurs (publics ou privés)</li> <li>▪ Vulgariser les textes et Lois en la matière au Cameroun</li> <li>▪ Appui aux artisans au niveau local</li> <li>▪ Création de 01 unité de l'artisanat de production moderne</li> <li>▪ Création de 03 unités semi industrielle de transformation de sucre, d'huile de palme et de farine locale</li> <li>▪ Création de 01 PME du secteur des assurances</li> <li>▪ Création de 02 établissements de microfinance</li> </ul>

**SECTEUR : MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Exploitation irrationnelle des ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Exploitation non contrôlée des ressources minières (carrières de sable, de pierre et de gravier)</li> <li>▪ Connaissances limitées du potentiel minier</li> <li>▪ Données de bases insuffisantes</li> <li>▪ Conditions de développements des activités minières inadéquats</li> <li>▪ Absence d'une politique incitative au développement d'une industrie minière</li> <li>▪ Inorganisation des artisans</li> <li>▪ Insuffisance des voies d'accès et infrastructures de communication</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Débrouillardise</li> <li>▪ pénibilité du travail et découragement</li> <li>▪ faibles revenus des exploitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcement des capacités organisationnelle et managériale des exploitants de carrières de la commune</li> <li>▪ Organisation d'une session de formation des exploitants en terme de procédures d'exploitation des carrières</li> <li>▪ Organisation des voyages et visites d'échange vers d'autres groupes pour un partage d'expérience</li> <li>▪ Equipement de la Commune en matériel d'exploitation de carrières</li> </ul>

**SECTEUR : TOURISME**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Faible valorisation des ressources touristiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence de carte des potentialités touristiques des villages</li> <li>▪ Enclavement des sites</li> <li>▪ Absence de promoteurs de la filière dans l'espace communal</li> <li>▪ Tourisme en léthargie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Perte de devises afférentes</li> <li>▪ Sous exploitation des infrastructures hôtelières en place</li> <li>▪ Utilisation non rationnelle des infrastructures hôtelières</li> <li>▪ Maintenance des infrastructures hôtelières défailante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aménagement des sites du site touristique de BANDJA vers le fleuve Noun</li> <li>▪ Aménagement d'une zone d'intérêt synergétique à MOCK Centre par la construction, ensemencement de 10 étangs piscicoles et gazonnement</li> <li>▪ Organisation des journées de pêche sportive</li> </ul>

**SECTEUR : COMMERCE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Difficulté de commercialisation des produits	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence de marché construit</li> <li>▪ Faible niveau d'organisation des populations</li> <li>▪ Absence d'un magasin de stockage</li> <li>▪ Absence d'une chambre froide</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mévente des produits agricoles</li> <li>▪ Pertes post récoltes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Construction de 02 marchés: 01 à MAKENENE Est et 01 à MOCK Centre et aménagement des aires pour activités informelles</li> <li>▪ Construire un magasin polyvalent de stockage et de conservation des denrées alimentaires à MAKENENE-Est</li> <li>▪ Extension et expansion des activités commerciales (construction de 04 hangars de commercialisation : 01 à MOCK-Centre, 01 à KINDIG NDJABI, KINDING NDE et 01 à NYOKON)</li> <li>▪ Création des magasins spécialisés (phyto, intrants agricoles, équipements agricoles, électronique, etc.)</li> <li>▪ Réhabilitation hangar marché MAKENENE Est</li> <li>▪ Organisation d'une foire promotionnelle annuelle à MAKENENE</li> </ul>

**SECTEUR : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Valorisation insuffisante des résultats de la recherche et des innovations techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence de structures de production de semences de qualité</li> <li>▪ Forte propension à l'utilisation des semences locales en agriculture</li> <li>▪ Utilisation des sujets de races locales en élevage</li> <li>▪ Conservatisme des valeurs traditionnelles</li> <li>▪ Système de production inadéquat (traditionnel)</li> <li>▪ Protection de l'environnement non prioritaire pour les producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faible production des exploitations</li> <li>▪ Revenus faibles des producteurs</li> <li>▪ Faible capacité d'investissement des producteurs</li> <li>▪ Paupérisation des populations</li> <li>▪ Exode des populations</li> <li>▪ Destruction de l'environnement résultant des mauvaises techniques culturales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser des journées de sensibilisation des producteurs dans les villages</li> <li>▪ Plaidoyer auprès des structures de recherche et d'innovations en vue de la vulgarisation des résultats de la recherche</li> </ul>

**SECTEUR : CULTURE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Faible promotion des activités culturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence d'une bibliothèque municipale</li> <li>▪ Foyers communautaires inachevés</li> <li>▪ Absence d'activités de promotion de la culture locale</li> <li>▪ Difficulté de transmission de la culture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dévalorisation de la tradition et de la culture</li> <li>▪ Acculturation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sensibilisation des populations</li> <li>▪ Construction de 02 foyers communautaires dans l'espace urbain</li> <li>▪ Finalisation de la construction de 04 foyers communautaires</li> <li>▪ Construction d'une bibliothèque communale et équipement</li> <li>▪ Construction d'un musée communal</li> <li>▪ Construction d'une maison de la culture Recrutement de 02 personnels</li> <li>▪ Organisation des foires d'exposition et des journées portes ouvertes rotatives dans l'espace communal</li> </ul>

✚ **Développement des infrastructures****SECTEUR : EAU ET ENERGIE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Gestion irrationnelle des ressources énergétiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Utilisation non optimale de l'hydroélectricité</li> <li>▪ Insuffisance du réseau de distribution existant</li> <li>▪ Faible potentiel du réseau électrique AES SONEL</li> <li>▪ Coupures intempestives fréquentes-</li> <li>▪ Valorisation insuffisante des énergies renouvelables</li> <li>▪ Coût de branchement au réseau élevé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Recours aux sources d'énergies alternatives (torche, lampe, groupe électrogène)</li> <li>▪ Augmentation des dépenses d'éclairage</li> <li>▪ Accès difficile aux TIC</li> <li>▪ Impossibilité d'utiliser certains appareils électroménagers</li> <li>▪ Mauvaise conservation des denrées alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Extension du réseau BT et MT sur 23,5 et 06 KM, pose de 03 transformateurs</li> <li>▪ Remplacement et renforcement des 05 transformateurs existants par de nouveaux de puissance supérieurs</li> <li>▪ Création de stations d'essence</li> </ul>
Difficulté d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Couverture insuffisante du réseau d'adduction du centre urbain</li> <li>▪ Coupures intempestives fréquentes-</li> <li>▪ Insuffisance de points d'eau potable</li> <li>▪ Démobilisation des comités locaux de gestion</li> <li>▪ Points d'eau en panne</li> <li>▪ Absence de bornes fontaines publique dans la ville</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Longues distances à parcourir à la recherche de l'eau</li> <li>▪ Surcharge dans le calendrier des femmes et des enfants</li> <li>▪ Prolifération des maladies hydriques</li> <li>▪ Augmentation des dépenses de santé</li> <li>▪ Baisse du revenu des ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réhabilitation de 02 points d'eau en panne</li> <li>▪ Achèvement de la construction de 02 points d'eau</li> <li>▪ Entretien des 12 points d'eau fonctionnels existants</li> <li>▪ Construction de 08 nouveaux points d'eau potable Extension du réseau d'adduction d'eau sur 04 Km vers la zone de lotissement</li> </ul>

**SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Délabrement des infrastructures de transport	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les pistes ne sont pas remises en état/ réhabilités (ni améliorées)</li> <li>▪ Investissement pauvre dans les infrastructures de transport</li> <li>• Ouvrages de franchissement en majorité fait en matériaux provisoires</li> <li>• Absence de comités locaux d'entretien des pistes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Difficultés de circulation des biens et des personnes</li> <li>▪ Frein aux activités de développement dans les villages</li> <li>▪ Les produits agricoles perdent leur valeur marchande</li> <li>▪ Biens de plus en plus chères sur les marchés urbains</li> <li>▪ Gain d'écoulement des produits agricoles réduit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bitumage de 1,5 Km de route dans la voirie urbaine (MAKENENE CENTRE-BARRIERE)</li> <li>▪ Ouverture des 44,5 Km de pistes</li> <li>▪ Reprofilage de 11 Km de pistes</li> <li>▪ Construction de 11 ponceaux semi définitifs Equipement de la Commune pour les travaux HIMO</li> </ul>

**SECTEUR : TRANSPORT**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Difficulté de circulation des biens et des personnes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mauvais état des pistes et ouvrages de franchissement</li> <li>▪ Moyens de transport limités aux motos</li> <li>▪ Entretien irrégulier du réseau routier</li> <li>▪ Faible niveau de ressources financières</li> <li>▪ Recrudescence des accidents de circulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Difficulté d'évacuation des produits agricoles</li> <li>▪ coûts de transport élevés</li> <li>▪ Zone inhospitalière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création d'un syndicat des transporteurs routiers</li> <li>▪ Construction de la gare routière à MAKENENE-EST</li> </ul>

**SECTEUR : POSTE ET TELECOMMUNICATION**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Faible valorisation des atouts et potentialités offerts par les réseaux mobiles de télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Centre multimédia CAMTEL (MAKENENE-EST) non fonctionnel</li> <li>▪ Absence d'un centre multimédia communal</li> <li>▪ Absence de télé centres communautaires</li> <li>▪ Couverture partielle de l'espace communal par les réseaux mobiles</li> <li>▪ Débit de transfert des données et indice d'accès numérique faibles (100 Mb/s et 0,16)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Longues attentes devant les ordinateurs</li> <li>▪ Démotivation suite à une communication entrecoupée</li> <li>▪ Coût élevé des frais de communication</li> <li>▪ Sous information</li> <li>▪ Orientation vers les jeux du hasard</li> <li>▪ Oisiveté ; alcoolisme, tabagisme et délinquance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plaidoyer auprès des opérateurs de téléphonie mobile : ORANGE, MTN, CAMTEL</li> <li>▪ Création des secrétariats bureautiques</li> <li>▪ Création des cybers café</li> <li>▪ Création des centres TIC en milieu rural</li> </ul>

**SECTEUR : COMMUNICATION**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Absence de masses média	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Eloignement des différentes chaînes de radio et télévision</li> <li>▪ Absence d'une chaîne de radio communautaire et communale</li> <li>• Manque d'information des populations sur les activités de la Commune,</li> <li>• Faible valorisation de la langue locale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous information</li> <li>• Les informations sur la Commune sont diffusées en d'autres langues (Bafia ou Yambassa) sur la chaîne Régionale (CRTV-Centre)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création et construction une chaîne de radio communale</li> </ul>

**SECTEUR : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Dégradation de l'environnement urbain	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Occupation anarchique de l'espace urbain</li> <li>▪ Développement de l'habitat spontané</li> <li>▪ Non respect des règles d'hygiène</li> <li>▪ Insuffisance d'eau potable</li> <li>▪ Inexistence d'un schéma directeur d'aménagement de la ville</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Promiscuité en milieu urbain</li> <li>▪ Laideur du paysage urbain</li> <li>▪ Recrudescence des maladies hydriques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aménagement de la voirie (bitumage) :</li> <li>▪ Création d'un lotissement communal</li> <li>▪ Aménagement d'un espace vert dans le centre urbain</li> <li>▪ Aménagement du point d'arrêt de MAKENENE Est</li> </ul>

**SECTEUR : DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Méconnaissances des procédures en matière foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ignorance des mécanismes d'obtention de titre foncier</li> <li>▪ Terrains hérités du droit coutumier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mauvais climat des affaires</li> <li>▪ Précarité de l'habitat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ organisation d'une journée de sensibilisation dans chaque village et quartier de l'espace communal sur les procédures foncières dans les villages</li> <li>▪ Facilitation à la mise en œuvre la réforme du régime foncier et domanial (plaidoyer)</li> </ul>

 **Développement humain**
**SECTEUR : SANTE PUBLIQUE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Accès difficile aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Insuffisance en qualité et en quantité du personnel soignant</li> <li>▪ Insuffisance criarde d'équipements et de matériels sanitaires</li> <li>▪ Insuffisance de formations sanitaires (CS)</li> <li>▪ Faible niveau de suivi dans les CS</li> <li>▪ Insuffisance et rareté des médicaments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prolifération des maladies endémiques</li> <li>▪ Evacuations sanitaires</li> <li>▪ Augmentation des dépenses en soins de santé</li> <li>▪ Automédication</li> <li>▪ Aggravation de l'état de santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création de pharmacies</li> <li>▪ Viabilisation du CSI de KINDING NDJABI</li> <li>1. <i>Construction et équipement de 01 logements d'astreinte pour infirmier chef</i></li> <li>2. <i>Recrutement du personnel soignant:</i></li> <li>→01 Infirmier Diplôme d'Etat,</li> <li>→01 Technicien Adjoint de Laboratoire</li> <li>→01 Aide Soignant</li> </ul>

	génériques dans les formations sanitaires		<ul style="list-style-type: none"> <li>→01 commis</li> <li>→01 vigile (nuit)</li> <li><b>3. Equipement du CSI en :</b></li> <li>→Médicaments</li> <li>→01 microscope complet</li> <li>→02 trousse de petite chirurgie</li> <li>→02 trousse d'accouchement</li> <li>→01 table d'accouchement</li> <li>→01 poupinelle</li> <li>→01 réfrigérateur</li> <li>→01 Plaque solaire</li> <li>→Carburant (stérilisateur)</li> <li>→01 groupe électrogène (10KVA)</li> <li><b>4. Raccordement /branchement au réseau AES SONEL</b></li> <li><b>5. Réhabilitation du bâtiment</b></li> <li>▪ Viabilisation du CMA de MAKENENE</li> <li><b>6. Construction morgue (10 places) avec chapelle et coffret au CMA</b></li> <li><b>7. Equipement morgue du CMA</b></li> <li><b>8. Extension des bâtiments du CMA</b></li> <li><b>9. Réhabilitation 04 bâtiments et 02 blocs latrines du CMA</b></li> <li><b>10. Construction et équipement de 01 logement d'astreinte pour médecin</b></li> <li><b>11. Recrutement du personnel soignant qualifié</b></li> <li>→6 IDE</li> <li>→01 morguez</li> <li>→05 AS</li> <li>→02 TAL</li> <li>→02 TMS</li> <li>→02 vigiles (1 jour, 1 nuit)</li> <li>→01 chauffeur</li> <li><b>12. Equipement du CMA de MAKENENE :</b></li> <li>→Dotation en médicaments d'urgence</li> <li>→01 ambulance médicalisée</li> <li>→Bloc opératoire complet (scialytique)</li> <li>→04 trousse multiples (Hernie, Grossesse extra utérine, chirurgie abdominale, traumatologie)</li> <li>→02 microscopes</li> <li>→02 réfrigérateurs</li> <li>→30 lits</li> <li>→02 tables d'accouchement</li> </ul>
--	---	--	---

			<ul style="list-style-type: none"> <li>→03 chariots</li> <li>→03 poupinelles</li> <li>→05 chaises roulantes</li> <li>→03 ordinateurs complets</li> <li>→01 groupe électrogène (type Caterpillar, 40 KVA)</li> <li>→01 couveuse (carburant + lubrifiant)</li> <li>→Incinérateur</li> <li>→Imagerie médicale (radiographie, échographie)</li> <li>→Dotation carburant plus lubrifiant</li> <li>→Inverseur</li> <li>→Construction de 01 forage <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Viabilisation du CSI de NYOKON</li> </ul> </li> <li><b>13. Recrutement du personnel soignant qualifié</b></li> <li>→02 IDE</li> <li>→04 AS</li> <li>→02 TAL</li> <li>→01 vigile (nuit)</li> <li><b>14. Equipement</b></li> <li>→Dotation médicament</li> <li>→02 microscopes</li> <li>→02 réfrigérateurs</li> <li>→02 tables d'accouchement</li> <li>→02 poupinelles</li> <li>→Trousse de chirurgie : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Petite chirurgie (05)</li> <li>✓ Accouchement (05)</li> </ul> </li> <li>→20 lits</li> <li>→01 extincteur</li> <li>→Clôture</li> <li>→Maison d'astreinte pour infirmier chef</li> <li>→Réhabilitation du bâtiment avec château d'eau</li> <li>→Groupe électrogène (10 KVA) 10 millions</li> <li>→Dotation carburant : 500 mille <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mobilisation du CSI KINDING NDE</li> </ul> </li> <li><b>14. Création du CSI (plaidoyer),</b></li> <li><b>15. Construction et équipement</b></li> </ul>
Prévalence des IST/VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Infidélité, Rapports sexuels non protégés, Vagabondage sexuel, Alcoolisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Augmentation des risques de transmission, Taux de prévalence élevé, Taux de morbidité élevé</li> <li>▪ Diminution de la force de travail, Cas de décès élevés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisation des journées de sensibilisation et de campagnes de dépistage VIH/SIDA</li> <li>▪ Création d'un UPEC des PVVS (plaidoyer)</li> <li>▪ Recyclage du personnel (plaidoyer)</li> <li>▪ Construction et équipement d'un centre de dépistage et de prise en charge des malades à VIH/SIDA</li> </ul>

**SECTEUR : EDUCATION DE BASE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Insuffisance du personnel enseignant qualifié l'école primaire</li> <li>▪ Insuffisance des salles de classe et matériels didactiques</li> <li>▪ Mauvaise répartition de la carte scolaire</li> <li>▪ Irresponsabilité parentale résultant de la mauvaise volonté</li> <li>▪ Absence d'école maternelle dans les localités à forte démographie infantile</li> <li>▪ Insuffisance de points d'eau potable dans les établissements scolaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Recrutement des maîtres de parents</li> <li>▪ Mauvais encadrement des élèves</li> <li>▪ Faible confort intellectuel des enfants</li> <li>▪ Echecs scolaires</li> <li>▪ Exode des élèves hors de la commune</li> <li>▪ Déperdition scolaire</li> <li>▪ scolarité tardive</li> <li>▪ prolifération des maladies hydriques</li> <li>▪ Augmentation des dépenses en soins de santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création d'une Ecole Publique à MBALAM</li> <li>▪ Construction de 04 blocs de 02 salles de classe</li> <li>▪ Construction de 06 blocs de trois latrines (enseignants, garçons, filles)</li> <li>▪ Construction de 03 blocs maternels de 02 salles de classe</li> <li>▪ Construction de 06 blocs administratifs</li> <li>▪ Construction et équipement de 10 logements d'astreintes pour enseignants dans les écoles</li> <li>▪ Réhabilitation de 40 salles de classe</li> <li>▪ Réhabilitation de 06 logements d'astreinte existants</li> <li>▪ Equipement de 07 établissements en bureau de maître</li> <li>▪ Equipement en mobilier tables bancs, tableaux sur le chevalet les EM de CARRIERE et KINDING NDJABI</li> <li>▪ Equipement des écoles en tables bancs (480)</li> <li>▪ Equipement des 14 écoles primaires (04 par école) et 08 EM (02 par école) en bacs à ordures</li> <li>▪ Plaidoyer pour l'affectation de 22 enseignants qualifiés</li> <li>▪ Dotation des écoles en matériel didactique : EP de KINDING NDE, EP CARRIERE et EP de NGOKOP</li> <li>▪ Construction de 04 points d'eau dans les écoles</li> <li>▪ Réhabilitation de 05 points d'eau en panne</li> </ul>

**SECTEUR : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Déperdition scolaire des élèves après obtention du Baccalauréat	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Coût élevé des frais de scolarité</li> <li>▪ Revenu faible des parents</li> <li>▪ Manque de professionnalisation des enseignements dispensés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Insuffisance d'élites intellectuelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création d'un fonds de solidarité à l'intention des jeunes bacheliers dans les établissements supérieurs/dans les enseignements professionnalisant</li> </ul>

**SECTEUR : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Difficulté d'accès aux études secondaires de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Insuffisance du personnel enseignant qualifié</li> <li>▪ Insuffisance des salles de classe et de matériels didactiques</li> <li>▪ Présence des établissements sans salles de classe</li> <li>▪ Absence de suivi parental des élèves</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Recrutement des enseignants vacataires</li> <li>▪ Augmentation des frais de l'APE</li> <li>▪ mauvais encadrement des élèves</li> <li>▪ Faible confort intellectuel des élèves</li> <li>▪ Baisse du niveau des élèves</li> <li>▪ Echecs aux examens officiels, Exode des élèves hors de la commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création de 01 CETIC à KINDING NDJABI</li> <li>▪ Construction de 05 blocs de 02 salles de classe</li> <li>▪ Construction de 05 blocs administratifs :</li> <li>▪ Construction de 04 blocs de trois latrines (enseignants, garçons, filles)</li> <li>▪ Construction d'ateliers (menuiserie, couture, maçonnerie et ESF) à la SAR/SM et au CETIC de MAKENENE</li> <li>▪ Construction de 04 salles multimédia</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cas d'abandon élevés</li> <li>▪ Déperdition scolaire</li> <li>▪ Délinquance juvénile</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Construction d'une clôture dans les 06 établissements</li> <li>▪ Construction et équipement de 06 infirmeries dans les établissements</li> <li>▪ Construction de 06 bibliothèques</li> <li>▪ Réhabilitation de 18 salles de classe:</li> <li>▪ Equipement d'ateliers (menuiserie, couture, maçonnerie et ESF) à la SAR/SM et au CETIC de MAKENENE</li> <li>▪ Equipement de 10 salles de classe en tables bancs (300)</li> <li>▪ Equipement de 04 blocs administratifs</li> <li>▪ Equipement de 06 bibliothèques</li> <li>▪ Affectation de 14 enseignants qualifiés dans les établissements</li> <li>▪ Approvisionnement en matériel didactique</li> <li>▪ Construction de 03 points d'eau</li> <li>▪ Achèvement de la construction de 01 FO à MOCK Sud-Lycée</li> </ul>
--	--	--	--

**SECTEUR : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Difficulté d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faible développement des activités économiques</li> <li>▪ Faible développement des filières professionnelles</li> <li>▪ Accès difficile à l'information</li> <li>• Absence de coordination spécifique sur le marché local du travail</li> <li>• Prédominance des emplois précaires dans le secteur informel</li> <li>• Difficulté d'insertion des jeunes diplômés</li> <li>• Absence d'un centre de formation professionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Exode de la main d'œuvre active</li> <li>▪ Diminution de la population rurale</li> <li>▪ Développement des comportements à risque</li> <li>▪ Oisiveté ; alcoolisme, tabagisme, délinquance, vols</li> <li>▪ Insécurité des personnes et des biens</li> <li>▪ Exode des jeunes</li> <li>▪ Taux élevé de chômeurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création d'un Centre d'information et de documentation en matière d'emploi et de formation professionnelle</li> <li>▪ Création d'un journal d'information en matière d'emploi et de formation professionnelle</li> <li>▪ Plaidoyers ver les opérateurs économiques et l'Etat en vue de leur installation dans la Commune de MAKENENE</li> </ul>

**SECTEUR : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Faible encadrement social de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Eloignement des structures d'encadrement</li> <li>▪ Ignorance des procédures administratives</li> <li>▪ Ignorance des droits de la femme et de la famille</li> <li>▪ Faible niveau d'organisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Développement des unions libres, Cas d'abandon des enfants et divorces</li> <li>▪ Analphabétisme</li> <li>▪ Sous information</li> <li>▪ Cas élevés de concubinage et d'enfants sans acte de naissance élevés</li> <li>▪ Enfants fragilisés et vulnérables, Exposition aux IST /VIH/ SIDA</li> <li>▪ Procréations incontrôlées, Avortements provoqués</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisation des sessions de sensibilisation et formation de deux jours, sur les questions liées à la promotion de la femme et famille ainsi que l'autopromotion des femmes</li> <li>▪ Organisation des causeries éducatives sur le bien fondé du mariage à l'état civil, la planification des naissances au sein des ménages et diversification des activités génératrices de revenus</li> <li>▪ Création d'une maison de la femme à MAKENENE</li> <li>▪ Construction d'une maison de la femme à MAKENENE</li> <li>▪ Equipement de la maison de la femme</li> </ul>

**SECTEUR : AFFAIRES SOCIALES**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables (OEV du fait du VIH/SIDA et grabataires)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Non accès aux examens et soins médicaux</li> <li>▪ Absence d'une politique locale de prise en charge</li> <li>▪ Manque d'assistance</li> <li>▪ Méconnaissance des prestations des Services Sociaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Marginalisation sociale</li> <li>▪ Aggravation des maladies de sénilité et autres</li> <li>▪ Mort précoce</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li><b>1. (OEV) fait du SIDA : Petite Enfance</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organisation des rencontres mensuelles d'information et d'animation en faveurs de la Petite Enfance</li> <li>▪ Assurer l'inscription des enfants dans les écoles</li> <li>▪ S'assurer de la présence effective des enfants à l'école par le contrôle des cahiers une fois par semaine</li> <li>▪ Organisation d'une séance de contrôle de l'hygiène du corps et du milieu par semaine</li> <li>▪ Une consultation médicale par mois</li> <li>▪ Organisation des activités de loisir, sport et culture</li> <li>▪ Organisation des activités sociales (journée de l'enfant africain)</li> </ul> </li> <li><b>2. Personnes handicapées</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faciliter le placement des personnes handicapées dans les institutions spécialisées (plaidoyer)</li> <li>▪ Acquisition de l'appareillage pour personnes handicapées</li> <li>▪ Organisation des activités sociales (Journée Internationale le 03 Décembre)</li> <li>▪ Renforcement des capacités des handicapés en matière associatif</li> </ul> </li> <li><b>3. Personnes âgées</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser des activités récréatives en faveur des personnes âgées (Ludo, Damier, Cartes, etc)</li> <li>▪ Faciliter leur traitement médical</li> <li>▪ Apporter une assistance à domicile (une fois par mois) : visite</li> </ul> </li> </ol>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser des activités sociales (journée Internationale 25 Octobre)</li> <li>▪ Organisation des séances de contrôle de l'hygiène du corps et du milieu par semaine</li> <li>▪ Construction, équipement du centre social avec logement d'astreinte pour le chef de centre social</li> <li>▪ Affectation de personnels : 21 Assistants Adjoints, tous le centre social</li> <li>▪ Création de 2 postes sociaux pourvu chacun d'un ASA à KINSLING NDE (NYNGO) et construction, équipement en zone rurale – NYOKON (KINDING NDJABI)</li> <li>▪ Dotation du centre social et des postes sociaux en moyen de locomotion : 4 motos</li> <li>▪ Revoir à la hausse le montant alloué aux aides et secours et appareillage (plaidoyer)</li> <li>▪ Favoriser les séminaires de remise à niveau du personnel social</li> <li>▪ Documentation du centre social et poste sociaux</li> <li>▪ Créer et construire un centre de rééducation des enfants inadaptés sociaux</li> </ul>
--	--	--	---

**SECTEUR : JEUNESSE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Faible structuration des jeunes aux activités associatives et d'initiation aux métiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence de structures d'accueil pour en enfants défavorisés</li> <li>▪ Absence d'un centre de formation multifonctionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Recours aux formations sur le tas (couture, coiffure), transport (conduite de moto-taxi),</li> <li>▪ Orientation vers les jeux du hasard et le petit commerce ambulancier</li> <li>▪ Insécurité des personnes et des biens</li> <li>▪ Oisiveté ; alcoolisme, tabagisme, délinquance, vols</li> <li>▪ Développement des comportements à risque</li> <li>▪ Exode des jeunes</li> <li>▪ Taux élevé de chômeurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Création et construction d'un espace de loisirs à MAKENENE</li> <li>▪ Organisation des œuvres de vacances (championnats et colonies de vacances)</li> <li>▪ Financement des projets jeunes</li> <li>▪ Facilitation de l'emploi jeune</li> <li>▪ Plaidoyer en vue du recrutement des jeunes</li> <li>▪ Construction d'un Centre multifonctionnel de promotion des jeunes</li> <li>▪ Plaidoyer pour la création de 07 Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle</li> </ul>

**SECTEUR : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Difficultés liées à l'exercice des activités sportives résultant de l'absence d'infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Insuffisance d'aires de jeux</li> <li>▪ Manque de promoteurs dans la filière</li> <li>▪ Manque de sponsors locaux et de compétitions</li> <li>▪ Manque d'initiative</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Evolution en marge de la réglementation sportive</li> <li>▪ Frein au développement sportif</li> <li>▪ Perte de devises</li> <li>▪ Blocage des talents sportifs</li> <li>▪ pertes des génies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser une session de sensibilisation à l'attention des intervenants (jeunes et experts)</li> <li>▪ Construction d'une plate forme multisports</li> <li>▪ Aménagement de 05 aires de jeux (football, terrain handball) dans les établissements secondaires</li> <li>▪ Construction de 01 stade municipal</li> <li>▪ Equipement en matériel sportif</li> <li>▪ Aménagement de 04 aires de jeux existants dans les villages</li> <li>▪ Organisation de championnats annuels inter village dans différentes disciplines</li> </ul>

**SECTEUR : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Gestion irrationnelle des dispositions prévues par code de travail et le régime de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence d'une politique d'atténuation des risques de maladies des employeurs</li> <li>▪ Contrats non formalisés</li> <li>▪ Licenciements abusifs fréquents</li> <li>▪ Horaire hebdomadaire légal de travail (40 heures par semaine) non respecté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Surcharge du programme journalier</li> <li>▪ Vieillesse précoce et mis à la retraite</li> <li>▪ Paupérisation</li> <li>▪ Décès</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sensibilisation sur la connaissance du code du travail</li> <li>▪ Rencontre des structures compétentes</li> <li>▪ Sensibilisation sur la nécessité de formaliser les emplois</li> </ul>

**SECTEUR : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE**

Problèmes reformulés	Principales Causes	Principaux Effets	Besoins/idées de projets
Faible capacité d'intervention des autorités de l'administration territoriale et décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Banditisme</li> <li>▪ Absence d'éclairage public</li> <li>▪ Absence de moyens logistiques</li> <li>▪ Faible niveau d'imprégnation des autorités traditionnelles sur les enjeux de la décentralisation</li> <li>▪ Insuffisance du personnel d'appui</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Insécurité sociale</li> <li>▪ Délinquance accrue</li> <li>▪ Ville inhospitalière</li> <li>▪ Surcharge dans le calendrier du personnel communal permanent</li> <li>▪ Retard dans le traitement des dossiers</li> <li>▪ Laxisme de la part des autorités traditionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Acquisition d'un véhicule tout terrain pour les interventions de sécurité publique</li> <li>▪ Construction d'un commissariat de sécurité publique</li> <li>▪ Construction de la sous-préfecture</li> <li>▪ Recrutement d'un personnel d'appui</li> </ul>

# CHAPITRE 4

## PLANIFICATION STRATEGIQUE

- 4.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD
- 4.2. CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR
- 4.3. COUT ESTIMATIF DU PCD
- 4.4. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL

## 4. PLANIFICATION STRATEGIQUE

### 4.1. Vision et objectifs du PCD

Pour renforcer l'économie locale et l'asseoir durablement, la Commune de MAKENENE s'oblige à inscrire ses politiques de développement dans une perspective plus lointaine. C'est ainsi qu'est apparue la nécessité d'une Vision Prospective de nature volontariste, préalable à toute stratégie de développement.

A la suite d'une démarche participative, l'élaboration du diagnostic participatif dans la Commune a fait intervenir plusieurs types d'acteurs aux rôles complémentaires et les engagements internationaux souscrits par le Gouvernement, il s'est dégagé une vision partagée du Développement de la Commune de MAKENENE à l'horizon 2035. Elle se formule ainsi qu'il suit : « **A l'horizon 2035, le cadre et les conditions de vie des populations sont améliorées, les ressources naturelles valorisées et durablement gérées** ».

L'analyse des défis et contraintes pour le développement de l'économie locale a amené à proposer un ensemble d'axes stratégiques, lesquels doivent être mis en œuvre à court, moyen et long termes afin de programmer le développement humain qui est considéré comme le processus d'élargissement des choix d'individus en vue d'une meilleure vie. Les trois axes stratégiques se définissent ainsi que suit :

- les stratégies contribuant à l'accroissance et l'emploi ;
- les stratégies pour l'amélioration de la gouvernance ;
- les stratégies pour l'amélioration du bien être.

#### 4.1.1. les stratégies contribuant à l'accroissance et l'emploi ;

Les préoccupations à ce niveau concernent les possibilités de la Commune à :

- accroître les productions dans le secteur rural aux fins d'assurer durablement l'autosuffisance alimentaire et approvisionner la sous-région,
- développer davantage le circuit de distribution et faciliter les échanges par la construction des infrastructures marchands sur la Nationale N°4, afin de favoriser des rencontres entre l'offre et la demande des produits et d'apporter une valeur ajoutée significative aux productions du secteur rural,
- utiliser les ressources naturelles suivant les méthodes de gestion durable : les ressources naturelles sont convenablement exploitées et contribuent au bien être des populations locales
- garantir l'emploi et un développement humain durable.

#### 4.1.2. les stratégies pour l'amélioration du bien être ;

Les préoccupations à ce niveau s'articulent au tour de trois actions prioritaires :

- désenclavement des populations à travers la création et l'aménagement des pistes. A ce titre, les plantations situées dans les directions Nord, Sud, Centre et Est sont accessibles et le périmètre urbain est tracé et bitumé de manière à couvrir les 85% des ménages à l'horizon de cette vision,
- amélioration de l'offre d'énergie électrique et l'accès aux populations de base par la poursuite des travaux d'extension des lignes d'énergie électrique MT vers les ménages avec conversion en BT,
- amélioration de l'offre d'eau potable et l'accès aux populations : 75% de la population est approvisionné en eau potable

#### 4.1.3. les stratégies pour l'amélioration de la gouvernance locale ;

L'amélioration de la gouvernance locale est synonyme du renforcement aussi bien du cadre institutionnel que des mécanismes de promotion du monde rural. Les préoccupations à ce niveau s'articulent au tour de trois actions prioritaires :

- renforcement des capacités des ressources humaines de la Commune,
- mise en place des infrastructures socio-collectives en vue de garantir la sécurité des biens et des personnes,
- renforcement de l'encadrement et l'appui aux initiatives locales de développement.

## 4.2. Cadre logique par secteur

## SECTEUR : AGRICULTURE

PROBLEME : Faible performance du système et mode de production agricole

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<p><b>Objectif Global/</b></p> <p>- Assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire des ménages et de la Commune ;</p> <p>- Contribuer à la croissance économique et notamment à la croissance des échanges extérieurs et à l'emploi à l'horizon 2035;</p> <p>- Accroître les revenus des producteurs, assurer une meilleure utilisation et une gestion durable du capital naturel, base de la production.</p>	<p>- Quantité des exportations agricoles passée de 300 à 700 mille tonne en 2035</p> <p>- Prix des produits agricoles (aliments de base et légumes) sur les marchés urbains diminués de 10% en 2035</p> <p>- Prêts bancaires destinés aux investissements privés accrus de 20% en 2015 et de 45% en 2035</p> <p>- La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 60% en 2011 à 20% en 2025</p>	<p>- Statistiques du MINADER, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post</p> <p>- Enquête sur le marché local et sous régional</p> <p>- Statistiques relatives à l'exportation</p>	<p>- Redynamisation les activités du PNVRA,</p> <p>- Redynamisation des activités des postes agricoles,</p> <p>- Relance des activités du Programme d'Education Nutritionnelle (PEN),</p> <p>- Redynamisation du Système d'Information sur les Marchés (SIM).</p>	<p>- Le nombre d'encadreurs disponibles</p>	<p>- MINEPIA</p> <p>- MINSANTE</p> <p>- MINADER</p>
<p><b>Objectif de développement</b></p> <p>Améliorer le système d'exploitation agricole</p>	<p>- Le nombre de producteurs ayant amélioré la gestion de leur exploitation agricole</p> <p>- Nombre de grandes exploitations agricoles créées (plus de 100 ha)</p> <p>- Pools local de location d'engins agricoles installés: volume de parc disponible</p> <p>- En 2035, les pertes de valeur marchande des produits agricoles durant le transport vers les marchés urbains sont réduites de 30% pour les cultures destinées à l'exportation et de 40% pour les denrées périssables produites par les femmes</p>	<p>- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013</p>	<p>Conjoncture favorable :</p> <p>- Stabilité sociale maintenue ;</p> <p>- Programme de relance économique poursuivi.</p> <p>« Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.</p>	<p>- PCD, instrument exploitable, objet d'approbation par toutes les parties prenantes pour éligibilité aux financements par les partenaires de développement externes.</p> <p>- Redéploiement de l'activité socio-économique.</p> <p>- Constat fait sur rapport des Sectoriels.</p>	<p>- Enquêtes auprès des ménages</p> <p>- Rapports obtenus auprès des sectoriels</p> <p>- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement</p>
<p><b>Objectif spécifique</b></p> <p>L'appareil de production agricole répond à la demande alimentaire locale et sous régionale</p>	<p>- Quantité accrue des produits agricoles exportés dans la Commune de 17 700 en 2015 à 641 700 tonnes d'ici 2030</p> <p>- Frais de fonctionnement de véhicules réduits pour les acheteurs de produits, la société coopératives des producteurs, et des propriétaires privés de 10% d'ici 2015 et de 15% d'ici 2020</p> <p>- 60% de la population active en 2015 s'est approprié des innovations techniques</p> <p>- Taille des exploitations agricoles destinées aux marchés urbains accrus de 2 982 en 2011 à 27 627 d'ici 2030</p>	<p>Enquête par échantillonnage des groupes cibles réalisée et analysée durant la 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année</p> <p>- Banque des données de la Commune, Rapports de Suivi/Evaluation ;</p> <p>- Accords formalisés consécutifs à la sollicitation des partenaires de Développement ;</p> <p>- Rapports des Sectoriels.</p>	<p>- Réseau de routes étendu, remis en état et entretenu</p> <p>- Intérêt pour les produits de la Commune au moins stables</p> <p>- Entreprises de construction de routes sont contrôlées de manière adéquate</p> <p>- Redynamisation des postes agricoles</p>	<p>Le nombre de postes agricoles fonctionnels</p>	<p>MINADER</p>

<p><b>Résultat</b> R.1. 02 magasins de stockage des produits phytosanitaires de 1<sup>ère</sup> nécessité sont construits/équipés à MAKENENE Est et MAKENENE Centre</p>	<p>-Nombre de magasins de stockage des produits phytosanitaires de 1<sup>ère</sup> nécessité construits/équipés -Les équipements et intrants agricoles vendus au producteurs d'ici 2015, sont conformes aux normes et qualité homologuées par le MINADER</p>	<p>-Rapport d'inspection final des travaux de construction</p>	<p>- l'afflux des ouvriers est susceptible d'entraîner une augmentation de l'insécurité ainsi qu'une profonde modification des mœurs (apparition de la prostitution aux abords des chantiers, arrivée des escrocs en provenance des grandes agglomérations telles que YAOUNDE, BAFOUSSAM et BAMENDA</p>	<p>-Confirmation par les Sectoriels à travers des rapports Suivi/Evaluation.</p>	<p>MINSANTE</p>
<p>R.2. 05 Postes agricoles sont construits et équipés dans la Commune:</p>	<p>-Nombre d'actifs agricoles couverts par chaque poste agricole -Nombre d'infrastructures de développement rural réalisées dans la Commune</p>				
<p>R.3. 02 magasins de stockage des produits vivriers construits dans la Commune</p>	<p>-Nombre de magasins de stockage des produits vivriers construits et fonctionnels -Capacité de stockage des magasins</p>				
<p>R.4. Le réseau de pistes de collecte est étendu sur 100Km</p>	<p>-100Km de pistes de collectes prioritaires sont construites d'ici 2035 conformément aux normes agréées par le MINTP -Entre 2011 et 2013, 20,5 Km sur le tronçon reliant NYINGO - KINDING NDJABI – MAKENENE sont ouverts</p>	<p>-Rapport d'inspection final des travaux de construction et de réhabilitation -Rapport d'enquête sur les conditions des routes mené par le MINTP -Contrats avec les entreprises privées</p>	<p>-Les limitations de poids des chargements sont respectées par les camions</p>	<p>-Durabilité du réseau routier communal</p>	<p>MINTP</p>
<p>R.5. Le réseau de pistes existantes est réhabilité sur 76 Km</p>	<p>-76Km de pistes de collectes prioritaires sont reprofilées d'ici 2035 conformément aux normes agréées par le MINTP -Les produits agricoles sont écoulés à moindre coût -Frais de fonctionnement de véhicules réduits pour les acheteurs de produits</p>				
<p>R.6. Performance de l'entretien routier améliorée</p>	<p>-Normes de qualité pour l'entretien, la réhabilitation et la construction des routes contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2012 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2012</p>	<p>-Rapport de suivi sur le terrain produit par le MINTP -Procès verbaux des réunions avec le sectoriel du MITP</p>			
<p>R.7. Les capacités techniques et organisationnel des acteurs agricoles de la Commune sont renforcées</p>	<p>-Les productions des principales cultures vivrières ont augmentés de 71% en 2015 -La croissance annuelle de la production agricole est améliorée de 6,8% en 2015 et 27% entre 2015-30</p>	<p>- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINADER; - Rapport d'activités de la Commune</p>	<p>- Meilleur nutrition au foyer grâce à une alimentation équilibrée ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières</p>	<p>- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins</p>	
<p>R.8. Les acteurs de la Commune sont organisés en coopérative agricole</p>	<p>-Nombre d'actifs agricoles impliqués dans les activités coopératives -En 2015 les producteurs sont organisés en filaires agricoles</p>	<p>- Enquête de satisfaction des clients, réalisée chaque année -Rapports de suivi, analysé</p>		<p>Appréciation du taux de couverture et confirmation par</p>	

	-Capacité nominale de la société coopérative -Pourcentage de financement des activités productives	chaque trimestre			complémentaires des Partenaires de Développement	les Sectoriels à travers des rapports Suivi/Evaluation.	
R.9.Les activités agricoles sont intensives dans les zones de production de la Commune	-Nombre de visite de l'AVZ par organisation socio professionnelle - Les exploitations familiales ont émergé vers des exploitations agricoles moyennes en 2015 et grandes exploitations en 2020 -En 2025, 06 nouvelles plantations sont implantées en culture intensive dans les filières porteuses de croissance notamment ; → 3 360 hectares de cacao, → 20 000 hectares de maïs, → 3 311 de banane plantain, → 3 500 hectares de manioc, → 2 000 hectares de palmier à huile						
R.10. Performance des exploitations agricoles améliorée	-Normes de qualité pour la préparation du terrant, la mise en place des cultures et l'entretien des champs contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux à partir de 2012						
Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse		
	H	M	F				
1.1. Construction de 01 magasin de stockage des produits phytosanitaires de 1 <sup>ère</sup> nécessité MAKENENE Centre				3 500	- Les fonds nécessaires sont effectivement mobilisés		
1.2. Construction de 01 magasin de stockage des produits phytosanitaires de 1 <sup>ère</sup> nécessité MAKENENE Est				3 500			
2.1. Construction d'un poste agricole à MAKENENE-Est				10 000			
2.2. Construction d'un poste agricole à NYOKON				10 000			
2.3. Construction d'un poste agricole à KINDING NDJABI				10 000			
2.4. Construction d'un poste agricole à KINDING NDE				10 000			
2.5. Construction d'un poste agricole à NYINGO				10 000			
3.1. Construction de 01 magasin de stockage des produits vivriers à MOCK-Sud				40 000			
4.1. Reprofilage du tronçon Carrefour LYCEE- Palmeraie- MOUTCHOUO 12 Km				35 000			
4.2. Reprofilage du tronçon NYOKON II- KINDING-NDJABI 04 Km				10 000			
4.3. Reprofilage du tronçon Carrefour KINDING NDE- YAKA 12 Km				15 000			
4.4. Reprofilage du tronçon BANTOUM - MANTOUM II - MANTOUM III 22 Km,				20 000			
4.5. Reprofilage route MOCK CENTRE-MORO 10 km,				25 000			
4.6. Reprofilage route MOCK Centre-MORO 10 km				20 000			
4.7. Reprofilage du tronçon Mosquée- NGOKOP 4 km				10 000			
5.1. Ouverture du tronçon MAKENENE Est- NGOYA-fleuve Noun 20 km				15 000			
5.2. Ouverture du tronçon NGOKOP- NGOYA 11km				70 000			
5.3. Ouverture du tronçon KINDING NDJABI – MAKENENE 15 Km				90 000			
5.4. Ouverture du tronçon NYINGO – Fleuve NDE (vers TONGA) 04 Km				24 000			- Le MINADER maintient le financement au niveau pré-

5.5. Ouverture du tronçon KINDING NDJABI – NYINGO 5,5 Km				33 000	projet en terme réel
5.6. Ouverture du tronçon NYOKON II – TEUH MOUAH 05 Km				30 000	
5.7. Ouverture du tronçon NYOKON – MOUTCHOUO 04 Km				24 000	
5.8. Ouverture du tronçon KINDING NDJABI – limite YABASSI 51Km				306 000	
6.1. Amélioration du dispositif organisationnel, y compris la répartition des responsabilités au niveau des villages				1 000	
6.2. Développement d'un système de contrôle de qualité				1 000	
6.3. Formation du personnel nécessaire à la planification, la gestion, l'entretien, aux questions d'environnement et à l'EIE				2 500	
6.4. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur routier, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de chargement				3 000	
6.5. Effectuer l'EIE requise et mettre en pratique les recommandations				1 500	
6.6. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs comptant ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				3 000	- Le MINADER met en œuvre la Loi sur la décentralisation : les DRA peuvent rationaliser la dotation en personnel
7.1. Organisation d'une session de formation sur la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs				3 000	
7.2. Structuration socio-professionnelle des activités par consolidation des organisations des producteurs				1 000	
7.3. Organisation d'une session de formation sur les techniques culturelles modernes				2 500	
8.1. Appui à l'organisation d'agriculteurs de la Coopérative agricole communale				3 000	
9.1. Création d'une pépinière communale				20 000	
9.2. Appuis au GIC GAPIMI à la production du maïs semencier				14 000	
9.3. Appuis au GIC AGRINY à la production du maïs semencier				14 000	
9.4. Appuis au GAEMAK à la production du maïs de consommation				14 000	
9.5. Création de 40 Ha de palmier à huile dans les Communes de MAKENENE et NDIKINIMEKI				20 000	
9.6. Création de 3 360 hectares de cacao dans la zone de production				100 000	
9.7. Création de 20 000 hectares de maïs dans la zone de production				20 000	
9.8. Création de 3 311 de banane plantain dans la zone de production				75 000	
9.9. Création de 3 500 hectares de manioc dans la zone de production				75 000	
9.10. Création de 1960 hectares de palmier à huile dans la zone de production				1 000	
10.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500	
10.2. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement et à l'EIE				1 000	
10.3. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur agricole, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable des ressources naturelles				1 500	
10.4. Effectuer l'EIE requise et mettre en pratique les recommandations				3 000	
10.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				50 000	
<b>TOTAL</b>				<b>1 219 500</b>	

**SECTEUR : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE****PROBLEME : Faible production et productivité des activités d'élevage**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> - Assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire des ménages et de la Commune ; - Contribuer à la croissance économique et notamment à la croissance des échanges extérieurs et à l'emploi à l'horizon 2035; - Accroître les revenus des producteurs, assurer une meilleure utilisation et une gestion durable du capital naturel, base de la production.	-Le système d'élevage est passé du type traditionnel à l'élevage intensif d'ici 2035 -Quantité des productions animales et halieutiques destiné à l'exportation est passée de 2290T en 2015 à 17700T en 2035 -Prix des produits d'élevage sur les marchés urbains diminués de 05% en 2035 -Prêts bancaires destinés aux investissements privés accrus de 20% en 2015 et de 45% en 2035 -La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 60% en 2011 à 20% en 2025	- Statistiques du MINEPIA, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Enquête sur le marché local et sous régional	-Redynamisation du service vétérinaire -Relance des activités du Programme d'Education Nutritionnelle (PEN) -Redynamisation du Système d'Information sur les Marchés (SIM)	-Le nombre d'encadreurs disponibles	-MINEPIA -MINSANTE -MINADER
<b>Objectif de développement</b> Améliorer la production et productivité des activités d'élevage	-Le nombre de producteurs ayant amélioré la gestion de leur élevage -Nombre de grandes fermes avicoles créées (plus de 5 000 têtes) -En 2035, les pertes de valeur marchande des produits d'élevage durant la conservation sont réduites de 70% pour les productions animales destinées à l'exportation et de 60% pour le poisson frais produit par les femmes	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2030	Conjoncture favorable : - Stabilité sociale maintenue ; - Programme de relance économique poursuivi. « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-PCD, instrument exploitable, objet d'approbation par toutes les parties prenantes pour éligibilité aux financements par les partenaires de développement externes.	- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement
<b>Objectif spécifique</b> Infrastructures Collectives nécessaires au soutien à la croissance économique et au Développement endogène sont implantées/ réalisées	- Volume des produits d'élevage exportés accrue dans la Commune de 10 800 en 2020 à 17 700 tonnes d'ici 2030 -Niveau d'organisation des éleveurs et de gestion des installations -40% de la population active en 2015 s'est approprié des innovations techniques -Taille du cheptel amélioré de 26,1% en 2015 à 122% d'ici 2030 - les devises à l'exportation générées par l'élevage intensif sont améliorées de 23% en 2025	- Rapports des Sectoriels. - Enquête par échantillonnage des groupes cibles réalisée et analysée durant la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année	-l'afflux des ouvriers est susceptible d'entraîner une augmentation des risques sanitaires, en particulier le développement des MST/SIDA, l'apparition de pathologies d'urgence liées aux chantiers et l'augmentation de la population vulnérable	-Confirmation par les Sectoriels à travers des rapports Suivi/Evaluation.	MINSANTE
<b>Résultat</b> R.1.L'abattoir municipal est mieux entretenu	-01 abattoir municipal réhabilité et fonctionnel d'ici 2013 -Taux d'investissement pour la réhabilitation et l'entretien de l'abattoir municipal	-Rapport d'inspection final des travaux de construction	-Abattoir municipal remis en état et entretenu -Intérêt pour les produits d'élevage de la Commune au moins stables -Les entreprises de	- Redéploiement de l'activité socio-économique. - Constat fait sur rapport des Sectoriels.	-Rapports obtenus auprès des sectoriels - Rapports de suivi du PNDP et d'autres
R.2.Le Centre Zootechnique et de contrôle Vétérinaire est construit	-01 Centre Zootechnique et de contrôle Vétérinaire est construit et fonctionnel d'ici 2015				

R.3.Le marché à bétails est construit à MAKENENE-Est	-01 marché à bétail est construit et fonctionnel à MAKENENE-Est d'ici 2020		construction et d'entretien des ouvrages contrôlés de manière adéquate		organismes de développement
R.4. Les fermes avicoles sont Construites et équipées dans les villages 07	-07 fermes avicoles sont construites dans les villages d'ici 2015, conformément aux normes d'élevage moderne -En 2020, les conflits sociaux entre agriculteurs éleveurs sont réduits de 70%				
R.5.Les porcheries modernes sont Construites et équipées dans les villages de la Commune	-07 porcheries modernes construites et équipées dans les villages de la Commune -En 2020, les conflits sociaux entre agriculteurs éleveurs sont réduits de 70%				
R.6. Les unités d'élevage des petits ruminants sont construites et équipées dans les villages de la Communes	-07 unités d'élevage des petits ruminants sont construites et équipées conformément aux normes d'élevage moderne -En 2020, les conflits sociaux entre agriculteurs éleveurs sont réduits de 70%				
R.7. Les étangs piscicoles sont aménagés à MBALAM et KINDING-NDE	-10 étangs piscicoles aménagés dans les zones marécageuses de MBALAM et KINDING-NDE, dont 05 d'ici 2015 et 05 d'ici 2020				
R.8.05 unités de parentaux construits et équipées dans la Commune	-En 2025, 05 unités de parentaux sont implantées et équipées dans les filières porteuses de croissance notamment ; → 01 centre d'alevinage, → 01 centre de production des poussins d'un jour, → 01 centre de production des porcelets de race, → 01 centre de multiplication de petits ruminants et bovins -D'ici 2025, les unités de parentaux sont équipées de : → 01 unité industrielle d'abattage et de conditionnement → 01 chaîne froide -La conservation des denrées alimentaires est augmentée de 50% en 2010	-Rapport de suivi sur le terrain produit par le MINTP et MINEPIA -Procès verbaux des réunions avec le sectoriel du MITP et MINEPIA	-Intérêt pour les produits d'élevage de la Commune au moins stables -Les entreprises de construction et d'entretien des ouvrages contrôlés de manière adéquate	-PCD, instrument exploitable, objet d'approbation par toutes les parties prenantes pour éligibilité aux financements par les partenaires de développement externes.	- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement
R.9.Cheptel des parentaux reconstitué et diffusé dans les villages de la Commune	- Les exploitations familiales ont émergé vers des exploitations avicoles moyennes en 2015 et grandes exploitations en 2020 -Nombre d'emplois permanents générés par l'élevage à l'horizon 2030 -Nombre de visite de l'AVZ par organisation socio professionnelle	-Rapport de suivi sur le terrain produit par le MINEPIA -Procès verbaux des réunions avec le sectoriel du MINEPIA	-La densité de peuplement est respectée par les éleveurs -Les contrôles vétérinaires sont respectés par les éleveurs	- Constat fait sur rapport des Sectoriels	-Rapports obtenus auprès des sectoriels
R.10.Performance de la construction, l'entretien des infrastructures d'élevage améliorée	-Normes de qualité pour la réhabilitation, la construction des infrastructures d'élevage et la gestion des fermes contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de				

2012 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées par le MINTP-MINEPIA, dans les délais prévus 2015	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse
	H	M	F		
<b>Activités</b>					
1.1. Réhabilitation de l'abattoir municipal				100 000	- Les fonds nécessaires sont effectivement mobilisés  - Le MINEPIA met en œuvre la Loi sur la décentralisation : les DRA peuvent rationaliser la dotation en personnel
2.1. Construction du Centre Zootechnique et de contrôle Vétérinaire à MAKENENE				25 000	
3.1. Construction d'un marché de bétails à MAKENENE-Est				60 000	
4.1. Construction et équipement de 01 ferme avicole à MBALAM				14 000	
4.2. Construction et équipement de 01 ferme avicole à KINDING-NDJABI				14 000	
4.3. Construction et équipement de 01 ferme avicole à KINDING-NDE				14 000	
4.4. Construction et équipement de 01 ferme avicole à NYINGO				14 000	
4.5. Construction et équipement de 01 ferme avicole à NYOKON I				14 000	
4.6. Construction et équipement de 01 ferme avicole à NYOKON II				14 000	
4.7. Construction et équipement de 01 ferme avicole à NYOKON IV				14 000	
5.1. Construction et équipement de 01 porcherie a MBALAM				14 000	
5.2. Construction et équipement de 01 porcherie a KINDING-NDJABI				14 000	
5.3. Construction et équipement de 01 porcherie a KINDING-NDE				14 000	
5.4. Construction et équipement de 01 porcherie a NYINGO				14 000	
5.5. Construction et équipement de 01 porcherie a NYOKON I				14 000	
5.6. Construction et équipement de 01 porcherie a NYOKON II				14 000	
5.7. Construction et équipement de 01 porcherie a NYOKON IV				14 000	
6.1. Construction et équipement des 01 unité d'élevage des petits ruminants à MBALAM				14 000	
6.2. Construction et équipement des 01 unité d'élevage des petits ruminants à KINDING-NDJABI				14 000	
7.1. Construction et équipement des 01 unité d'élevage des petits ruminants à KINDING-NDE				14 000	
7.2. Construction et équipement des 01 unité d'élevage des petits ruminants à NYINGO				14 000	
7.3. Construction et équipement des 01 unité d'élevage des petits ruminants à NYOKON I				14 000	
7.4. Construction et équipement des 01 unité d'élevage des petits ruminants à NYOKON II				14 000	
7.5. Construction et équipement des 01 unité d'élevage des petits ruminants à NYOKON IV				14 000	
8.1. Aménagement de 05 étangs piscicoles à MBALAM				5 000	
8.2. Aménagement de 05 étangs piscicoles à KINDING-NDE				5 000	
9.1. Construction et équipement de 01 centre d'alevinage à KINDING-NDJABI				50 000	
9.2. Construction et équipement 01 centre de production des poussins d'un jour à KINDING-NDJABI				50 000	
9.3. Construction et équipement de 01 centre de production des porcelets de race à KINDING-NDJABI,				75 000	
9.4. Construction et équipement de 01 centre de multiplication de petits ruminants et bovins à KINDING-NDJABI				100 000	
9.5. Construction et équipement de 01 unité industrielle d'abattage et de conditionnement à KINDING-NDJABI				500 000	

9.6. Construction d'une chambre froide au centre urbain de MAKENENE				100 000		
9.7. Construction et équipement d'une mini provenderie à KINDING-NDJABI				10 000		
10.1. Organisation des séances de sensibilisation et information des dans tous les villages				90	- Le MINEPIA maintient le financement au niveau pré-projet en terme réel	
10.2. Organisation d'une session de formation sur la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs				10 000		
10.3. Structuration socio-professionnelle des activités par consolidation des organisations des producteurs				200		
10.4. Organisation d'une session de formation sur les techniques culturelles modernes				2 000		
10.5. Appui à l'organisation des éleveurs de la Coopérative agricole communale				1 000	- Le MINEPIA maintient le financement au niveau pré-projet en terme réel	
10.6. Appui à l'élevage de la volaille (poulet et canard)				224 000		
10.7. Appui à l'élevage des petits ruminants (mouton et chèvres)				224 000		
10.8. Appui à l'élevage porcin				224 000		
10.9. Appui à la pisciculture				224 000		
10.10. Aménagement des parcours à NYINGO				500 000		
10.11. Appui à l'élevage bovin intensif				300 000	- Les fonds nécessaires sont effectivement mobilisés	
10.12. Développement d'un système de contrôle de qualité				1 000		
10.13. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement et à l'EIE				500		
10.14. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur agricole, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable des ressources naturelles				1 000		
10.15. Effectuer l'EIE requise et mettre en pratique les recommandations				1 500		
10.16. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétant ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				3 000		
<b>TOTAL</b>				<b>3 090 290</b>		

**SECTEUR : FORET ET FAUNE****PROBLEME : Destruction des ressources forestières et fauniques**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Réduire et / ou arrêter la perte de la diversité biologique et la dégradation des écosystèmes et inversé la tendance actuelle de la dégradation des écosystèmes et de la perte de la diversité biologique, à l'horizon 2035	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le respect des prescriptions environnementales est requis dans toutes les réalisations publiques et privées à l'horizon-2035</li> <li>- En 2025, 60% de la population de la Commune est intégré dans les programmes de création des plantations forestières</li> <li>- La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 60% en 2011 à 20% en 2025</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques du MINFOF, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post</li> <li>- Commune</li> </ul>	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Limiter la destruction des ressources forestières et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation sensible de la biodiversité des aires protégées alors que la superficie globale de celles-ci reste stable</li> <li>- L'incidence de gaz à effet de sert sur le régime des cours d'eau est réduite de 03% d'ici 2025</li> <li>- En 2025, les activités de braconnage et la coupe illicite du bois conduits au mépris de la Loi par les populations riveraines sont réduites de 65%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013</li> </ul>			
<b>Objectifs spécifiques</b> Les ressources forestières et fauniques répondent aux besoins alimentaires et de services	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stabilisation des volumes exploités de grumes, autour de 50 milles m3 par an d'ici 2025</li> <li>- Les propriétés physico-chimiques des sols sont améliorées de 10% par les petits exploitants d'ici 2025</li> <li>- Le taux d'incorporation de la matière organique dans les exploitations familiales agricoles est amélioré dans la Commune d'ici 2013</li> <li>- Niveau d'organisation et de gestion pour la préservation de la biodiversité tellurique, faunique et floristique</li> <li>- La capacité nominale des infrastructures/équipements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Banque des données de la Commune,</li> <li>- Rapports de Suivi/Evaluation ;</li> <li>- Accords formalisés consécutifs à la sollicitation des partenaires de Développement ;</li> <li>- Rapports des Sectoriels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les sites à planter n'ont pas été boisés depuis 1989</li> <li>- les sites à planter ne sont pas des forêts (définition de la forêt adoptée au Cameroun en octobre 2008)</li> <li>- pas de conflit d'usage sur le site de plantation</li> </ul>	Conjoncture favorable : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stabilité sociale maintenue ;</li> <li>- Programme de relance économique poursuivi.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes auprès des ménages</li> <li>-Rapports obtenus auprès des sectoriels</li> <li>- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement</li> </ul>
<b>Résultat</b> <b>R.1</b> : Capacités des populations riveraines renforcées en matière de planification, mise en œuvre et suivi des	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'aires protégées représentatif de la diversité biologique locale, créées par les populations à NYINGO et KINDING-NDJABI</li> <li>- Le nombre d'associations et d'entreprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête auprès des femmes et des enfants</li> <li>- Rapport d'activités du sectoriel MINFOF ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget Communal ;</li> <li>- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité</li> </ul>	

programmes et des projets de biodiversité	d'éco développement se développe - Le nombre de personnes vivant - au-dessous du seuil de pauvreté et qui souffrent de la faim dans la Commune à diminué de 09% en 2011 à 05% en 2025 - les actions anthropiques des populations sur la biodiversité faunique sont réduites de 50% d'ici 2025	- Rapport d'activités de la Commune	- Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement	- Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.		
<b>R.2</b> : 02 réseau d'aires protégées représentatif de la diversité biologique sont créés à NYINGO et à KINDING-NDJABI	- Nombre de réseau d'aires protégées opérationnelles et gérées par les populations des villages NYINGO et à KINDING-NDJABI - Le volume de CO2 absorbé quotidiennement à augmenté de 03% en 2013 et 07% en 2025 - CDMT et budget annuel préparés conformément aux normes énoncées par le Sectoriel-MINFOF, dans les délais prévus pour 2013					
<b>R.3</b> : 01 menuiserie bois implantée à MOCK-Sud afin d'assurer aux populations, une gestion durable des essences forestières	- Capacité nominale des équipements - Frais d'achat du bois d'œuvre réduit pour les menuisiers, les charpentiers et les artisans de 15% d'ici 2013 et de 25% d'ici 2025.					
<b>R.4</b> . Performance des technologies d'utilisation efficiente du bois, le développement des zones d'intérêt cynégétique et gestion communautaire améliorée	- Normes de qualité pour l'utilisation efficiente du bois, le développement des zones d'intérêt cynégétique et gestion communautaire contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 - Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PGE, dans les délais prévus 2015	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINFOF ; - Rapport d'activités de la Commune				
	<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Hypothèse</b>
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>	<b>(x1000 Fcfa)</b>	
1.1 Organisation des séances de sensibilisation et information des dans tous les villages et l'espace urbain					0	-Les populations adhèrent à la politique de gestion participative
1.2. Création d'un réseau d'aires protégées représentatif de la diversité biologique notamment à NYINGO et KINDING-NDJABI					10 000	
1.3. Organisation d'une session de formation d'une journée sur la gestion durable des terres dans les villages et quartiers					1 000	-La collaboration internationale est effective
1.4. Organisation d'une session de formation de deux jours sur les techniques d'élevage non conventionnel (aullacodes,... etc)					1 000	
2.1.1. Implantation d'une menuiserie bois à MOCK-Sud						
2.2.1. Amélioration du dispositif organisationnel, y compris la répartition des responsabilités au niveau des villages					1 000	
2.2.2. Développement d'un système de contrôle de qualité					1 000	

2.2.2. Formation du personnel nécessaire à la planification, la gestion, l'entretien, aux questions d'environnement				2 500		
2.3.3. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière conservation et gestion selon les méthodes durables de la biodiversité				3 000		
2.3.4. Effectuer l'EIE requise et mettre en pratique les recommandations				1 500		
2.3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs comptant ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				3 000		
<b>TOTAL</b>				<b>24 000</b>		

**SECTEUR : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE****PROBLEME** : Dégradation de l'environnement et de la nature

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<p><b>Objectif Global/</b> -Exploiter ou utiliser rationnellement et durablement les ressources biologiques naturelles pour satisfaire des besoins en développement et le bien-être des populations, -Préserve l'équilibre de son écosystème, et -Transmet aux générations futures les richesses de sa biodiversité à l'horizon 2035</p>	<p>-60% des villages dans lesquels fonctionnent les comités de gestion environnementale présentent un état de propreté irréprochable et une diminution sensible des impacts négatifs sur l'environnement -Incidence des maladies liées au non respect de l'hygiène publique réduite de 50% d'ici 2013 et 80% d'ici 2035 -Le respect des prescriptions environnementales est requis dans toutes les réalisations publiques et privées à l'horizon-2035 -En 2025, 60% de la population de la Commune est intégré dans les programmes de création des plantations forestières</p>	<p>- Statistiques du MINEP, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune</p>	-	-	-
<p><b>Objectif de développement</b> Réduire l'impact des activités quotidiennes des populations de la Commune de MAKENENE sur l'environnement</p>	<p>-Amélioration des indicateurs économiques du secteur environnement alors que le potentiel est maintenu -Taux d'Intégration des hommes et les femmes de la Commune dans les programmes environnementaux amélioré de 30% d'ici 2013 et 79% d'ici 2025</p>	<p>- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013</p>			
<p><b>Objectif spécifique</b> Les activités quotidiennes des populations répondent aux normes de gestion environnementale</p>	<p>- Incidence des maladies liées au non respect de l'hygiène publique réduite de 50% d'ici 2013 et 80% d'ici 2035 -Taux d'Intégration des hommes et les femmes de la Commune dans les programmes environnementaux amélioré de 30% d'ici 2013 et 79% d'ici 2025 -L'utilisation des feux de brousse et l'abattage/élagage en agriculture par la population, est réduites de 40% d'ici 2013 et 80% d'ici 2025</p>	<p>- Budget communal - Comptes administratifs - Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement - Enquête par</p>	<p>Conjoncture favorable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Stabilité sociale maintenue ;</li> <li>o Programme de relance économique poursuivie.</li> <li>o « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.</li> </ul>	<p>-PCD, instrument exploitable, objet d'approbation par toutes les parties prenantes pour éligibilité aux financements par les partenaires de développement externes. -Redéploiement de</p>	<p>-Enquêtes auprès des ménages -Rapports obtenus auprès du sectoriel MINEP - Rapports de suivi du PNDP et</p>

	-Taille des plantations forestières destinées aux marchés urbains accrus de 1000 hectares en 2015 à 10 000 hectares d'ici 2030	échantillonnage des groupes cibles réalisée et analysée durant la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année		l'activité socio-économique. -Constat fait sur rapport Sectoriel MINEP	d'autres organismes de développement
<b>Résultat</b>					
<b>R.1.</b> 10 000 hectares de plantations forestières sont installés dans la Commune	-Diversification des produits forestiers à forte valeur ajoutée alors que la biodiversité floristique et l'équilibre des écosystèmes forestiers sont maintenus -Accroissement de 02% à moyen terme du couvert végétal alors que l'on note une amélioration de la satisfaction en bois de chauffage		- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ; -Contribution des communautés des gouvernance	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins  - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.2.</b> La construction de la toilette publique payante est achevée à CARRIERE	-Nombre de toilette publique viabilisée et fonctionnelle dans la Commune d'ici 2020 -Taux d'investissement pour l'amélioration du système d'assainissement de l'espace urbain				
<b>R.3.</b> 20 bacs à ordures installés dans l'espace urbain	-Nombre de décharge aménagée et fonctionnelle dans la Commune d'ici 2020 -Nombre de bacs à ordures installés et fonctionnels dans l'espace urbain -Périodicité de collecte des ordures ménagères dans la ville de MAKENENE d'ici 2013	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINEP; - Rapport d'activités de la Commune ;			
<b>R.4.</b> La zone marécageuse de MAKENENE-CENTRE est reboisée	-En 2020, la zone marécageuse de MAKENENE-CENTRE est reboisée sur une superficie de 3 hectares -Taux de couverture des activités de sensibilisation des populations de la commune d'ici 2013				
<b>R.5.</b> Les abords des axes prioritaires de la Commune sont reboisés	-20 Km d'abords de routes prioritaires reboisés dans l'espace urbain communal d'ici 2020 -60% de la population active en 2015 s'est approprié des innovations techniques				
<b>R.6.</b> Performance des techniques d'utilisation et de gestion efficiente des ressources naturelles améliorée	-Normes de qualité pour l'utilisation efficiente des ressources, le développement des zones d'intérêt cynégétique et gestion communautaire contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PGE, dans les délais prévus 2015 -Les populations participent activement aux émissions radio et aux programmes éducatifs en matière d'hygiène et de salubrité -Nombre de décharge aménagée et fonctionnelle				
	<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>			
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>	<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>
	1.1. Mise en place d'une pépinière communale				30 000
	1.2.. Reboisement de 02 hectares de forêt à NYINGO				50 000
					<b>Hypothèse</b>
					-Les populations adhèrent à la politique de gestion

1.3. Création d'une forêt communale intégrée à un système d'informations à référence spatiale à HOUNG				20 000	participative -Large diffusion des projets -Aléas climatiques -La collaboration est effective entre les différents intervenants -La protection intégrale des ressources en eau est une priorité de la Commune
1.4. Création de 02 forêts communautaires à KINDING NDE et à NYOKON II				10 000	
1.5. Création d'une zone d'intérêt synergétique à gestion communautaire à NYINGO				5 000	
2.1. Achèvement de la construction de la toilette publique payante à CARRIERE				15 000	
3.1. Acquisition de 20 bacs à ordures et installation				4 000	
3.2. Collecte quotidienne des ordures ménagères				10 000	
3.3. Réactivation des contrôles périodiques de l'hygiène publique dans l'espace communal				1 200	
3.4. Aménagement une décharge publique respectant les normes standard de protection de la nature				8 000	
4.1. Reboisement de la zone marécageuse de MAKENENE-CENTRE				5 000	
5.1. Reboisement de 20Km sur les abords des axes prioritaires de l'espace communal				15 000	
6.1. Amélioration du dispositif organisationnel, y compris la répartition des responsabilités au niveau des villages riverains				1 000	
6.2. Développement d'un système de contrôle de qualité				1 000	
6.3. Formation du personnel nécessaire à la planification, la gestion, le déroulement technique de l'installation ou de lancement de l'activité, aux questions environnementales				2 500	
6.4. Sensibilisation et formation des populations aux questions environnementales, à leur rôle et contribution au développement du secteur, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière conservation et gestion selon les méthodes durables de la biodiversité				3 000	
6.5. Incitation à la création des associations œuvrant dans la protection de l'environnement et de la nature				1 000	
6.6. Effectuer l'EIE requise et mettre en pratique les recommandations				1 500	
6.7. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs comptant ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				3 000	
<b>TOTAL</b>				<b>186 200</b>	

**SECTEUR : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE ET ARTISANAT****PROBLEME :** Difficultés d'accès aux PME de transformation des produits locaux (farines locales, huile de palme, maïs, cacao etc)

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<p><b>Objectif Global/</b> -Développer l'emploi salarié, à travers l'appui à l'éclosion et à la compétitivité des PME -Rééchelonner les exportations, touchant aussi bien leur qualité que leurs coûts à l'horizon 2035</p>	<p>-Augmentation du taux de création des PME, à travers la simplification radicale des procédures administratives requises -Prix des produits agricoles (aliments de base et légumes) sur les marchés sous régionaux augmentés de 10% en 2025 -Prêts bancaires destinés aux investissements privés accrus de 20% en 2015 et de 45% en 2035</p>	<p>- Statistiques nationales - Analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune</p>	-	-	-
<p><b>Objectif de développement</b> Promouvoir l'installation des PME de transformation des produits locaux</p>	<p>-Taux d'installation des PME de transformation entre 2011 et 2013 -Pools local de transformation des produits agricoles installés: volume de parc disponible -Les rendements de produits d'extraction sont améliorés de 40% en 2011 à 70% en 2020</p>	<p>- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013</p>			
<p><b>Objectif spécifique</b> Les productions locales répondent aux normes de transformation et commercialisation</p>	<p>-En 2025, les échanges commerciales sont entretenus au moment nécessaire conformément aux normes agréées par l'AGOA dont un minimum de 40% par les coopératives des exploitants agricoles et 60% par les agro industries -60% de la population active en 2015 s'est approprié des innovations techniques -Taille des exploitations agricoles destinées aux marchés urbains accrue de 2 982 en 2011 à 27 627 d'ici 2030</p>	<p>- Budget communal - Comptes administratifs - Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNPD et d'autres organismes de développement</p>	<p>Conjoncture favorable : o Stabilité sociale maintenue ; o Programme de relance économique poursuivie. o « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.</p>	<p>PCD, instrument exploitable, objet d'approbation par toutes les parties prenantes pour éligibilité aux financements par les partenaires de développement externes.</p>	<p>-Enquêtes auprès des ménages -Rapports obtenus auprès du sectoriel</p>
<p><b>Résultat</b> R.1. La compétitivité des productions locales est améliorée</p>	<p>-En 2025, 06 unités semi industrielles de transformation des productions locales dans les filières porteuses de croissance sont implantées notamment ; → 01 huilerie semi industrielle d'huile de palme, → 02 raffineries semi industrielles de farine locale (manioc, banane plantain, maïs) et de sucre, → 01 unité de l'artisanat de production moderne - Les petites transformations artisanales locales</p>	<p>- Rapport d'activités du sectoriel ; - Rapport d'activités de la Commune</p>	<p>- Budget Communal ; - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;</p>	<p>- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.</p>	

	ont émergé vers des agro industries de taille moyenne en 2025 -Capacité nominale du groupe de PME locales				
R.2.Les capacités des acteurs locaux sont renforcées en matière de négociations commerciales	-Les prix des produits agricoles (aliments de base) et artisanales sur les marchés sous régionaux ont augmenté de 10% en 2025 - En 2020, les acteurs communaux sont regroupés en coopérative agricole par filière de production et bénéficient d'un encadrement rapproché,	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel; - Rapport d'activités de la Commune	- Meilleur nutrition au foyer grâce à une alimentation équilibrée ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins complémentaires des Partenaires de Développement et confirmation par les Sectoriels à travers des rapports Suivi/Evaluation.	
R.3.Performance de la transformation et la commercialisation des productions locales améliorée	-Normes de qualité pour l'entretien, la réhabilitation et la construction des routes contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2012 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2012	- Enquête de satisfaction des clients, réalisée chaque année -Rapports de suivi, analysé chaque trimestre			
Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse
	H				
1.1. Appui à la recherche des financements extérieurs (publics ou privés)				0	-Les ressources financières nécessaires sont disponibles
1.2. Vulgariser les textes et Lois en la matière de développement des PME au Cameroun				1 000	
1.3. Installation de 01 huilerie semi industrielle d'huile de palme,				60 000	
1.4. Installation de 01 raffinerie semi industrielle de farine locale (manioc, banane plantain, maïs)				70 000	
1.5. Installation de 01 raffinerie semi industrielle de sucre				100 000	
1.6. Création de 01 unité de l'artisanat de production moderne				50 000	
1.7. Création de 02 établissements de microfinance				150 000	
2.1. Organisation d'une session de formation en matière de négociations commerciales et d'intérêt des mouvements associatifs				3 000	
2.2. Structuration socio-professionnelle des activités par consolidation des organisations des producteurs				1 000	
2.3. Organisation d'une session de formation sur les techniques de transformation moderne				2 500	
2.4. Appui aux artisans locaux				250	-La coordination effective des différents intervenants est acquise
3.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500	
3.2. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement et à l'EIE				1 000	
3.3. Sensibilisation des producteurs aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur des PME et Artisanat, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux règlementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500	
3.4. Effectuer l'EIE requise et mettre en pratique les recommandations				3 000	
3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				50 000	
<b>TOTAL</b>				<b>493 750</b>	

**SECTEUR : MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL****PROBLEME :** Exploitation irrationnelle des ressources minières

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Favoriser et encourager la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales nécessaires au développement économique et social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 60% des carrières exploitées et transformées contribuent de 0% en 2011 à 30% en 2035 au développement économique et social de la Commune</li> <li>-Augmentation du taux de création des PMI, à travers la simplification radicale des procédures administratives requises</li> <li>-Prêts bancaires destinés aux investissements privés accrus de 20% en 2015 et de 45% en 2035</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post</li> <li>- Commune</li> <li>- Statistiques nationales</li> </ul>		-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Exploiter rationnellement les ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les villages dans lesquels fonctionnent les comités de gestion de l'environnement présentent un bilan d'exploitation des ressources minières positif</li> <li>-La proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 60% en 2011 à 20% en 2025</li> <li>-Pools local de location d'atelier installés: volume de parc disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013</li> </ul>		-Conjoncture favorable : <ul style="list-style-type: none"> <li>o « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.</li> </ul>	-Constat fait sur rapport Sectoriel MINIMIDT	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Renforcer les capacités des populations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau d'imprégnation des populations dans les métiers de l'industrie Minière</li> <li>-Le nombre de petits exploitants ayant amélioré la gestion de leur carrière</li> <li>-Nombre de carrières aménagées et exploitées suivant les méthodes de gestion durable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités de la Commune</li> <li>- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement</li> </ul>		-	-	-
<b>Résultat</b> Les capacités des populations sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Taux d'employabilité des intervenants</li> <li>-Le nombre de petits exploitants ayant amélioré la gestion de leur carrière</li> <li>- Nombre de carrières aménagées et exploitées suivant les méthodes de gestion durable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête auprès des femmes et des enfants</li> <li>- Rapport d'activités du sectoriel MINIMIDT</li> <li>- Rapport d'activités de la Commune</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs</li> <li>- Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;</li> </ul>	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité	
	<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
1.1. Adresser une demande aux autorités compétentes en vue du renforcement					10	La coordination effective

des capacités organisationnelles et managériales des exploitants artisans des carrières					des différents intervenants est acquise
1.2. Suivi de la demande				50	
1.3. Renforcement des capacités organisationnelle et managériale des exploitants de carrières de la commune				1 000	
1.4. Organisation d'une session de formation des exploitants en terme de procédures d'exploitation des carrières				1 000	-Une politique soutenue de valorisation des carrières est une priorité pour la Commune
1.5. Organisation des voyages et visites d'échange vers d'autres groupes pour un partage d'expérience				8 000	
1.6. Equipement de la Commune en matériel d'exploitation de carrières				100 000	
<b>TOTAL</b>				<b>110 060</b>	

**SECTEUR : TOURISME****PROBLEME** : Faible promotion des activités touristiques

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Développer les activités touristiques dans la Commune à l'horizon 2035	- 60% de sites touristiques à fort potentiel de développement sont aménagés et contribuent de 0% en 2011 à 30% en 2035 au développement économique et social de la Commune -Taux de fréquentation des sites touristique -Prêts bancaires destinés aux investissements privés accrus de 20% en 2015 et de 45% en 2035	- Statistiques du MINTOUR, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Promouvoir les activités touristiques dans la Commune de MAKENENE	-Augmentation sensible des activités touristiques dans la commune -Qualité de la gouvernance -Pourcentage de financement des activités touristiques dans la Commune	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013	- Conjoncture favorable : o « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel MINTOUR	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Valoriser les principaux sites touristiques de la Commune	-Taux de couverture des activités de promotion du tourisme dans la commune -Taux de conservation de la biodiversité floristique et touristique -D'ici 2015, les infrastructures hôtelières sont entretenues au moment nécessaire conformément aux normes agréées par le MINTOUR	- Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNPD et d'autres organismes de développement	-	-	-
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : Les principaux sites touristiques sont aménagés et entretenus	-Accroissement des sites et circuits écologiques gérés par les collectivités dans le secteur touristique alors que les écosystèmes forestiers et l'habitat de la faune sont préservés -Nombre de Zone d'intérêt synergétique à gestion	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINTOUR ; - Rapport d'activités de la	- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;	-Evaluations conformes aux normes Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Appréciation du taux	

	communautaire réalisée fonctionnels	Commune			- Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ; -Contribution des populations -Qualité de gouvernance	de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.		
<b>R2</b> : la qualité des infrastructures hôtelières existantes est améliorée	-D'ici 2015, les infrastructures hôtelières sont entretenues au moment nécessaire conformément aux normes agréées par le MINTOUR dont, un minimum de 30% par la Commune et 20% par les promoteurs privés							
<b>R.3</b> : Performance de l'aménagement des sites et des activités touristiques améliorée dans la Commune	-Normes de qualité pour l'aménagement des sites touristiques contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2015							
Activités		Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse		
		H	M	F				
1.1. Plaidoyer auprès des autorités pour l'ouverture de la route MAKENENE-Centre BANDJA					0	- La volonté politique est assurée		
1.2. Recherche des financements					200			
1.3. Aménagement du cite touristique de BANDJA					100 000			
1.4. Aménagement d'une zone d'intérêt synergétique à MOCK Centre par la construction, ensemencement de 10 étangs piscicoles et gazonnement					100 000			
1.5. Organisation des journées de pêche sportive					3 000			
2.1. Revoir et améliorer l'approche d'entretien des infrastructures et équipements					500	-Les conditions socio-politiques sont favorables aux investisseurs étrangers		
2.2. Améliorer les compétences de toutes les équipes d'entretien (formation, équipement, suivi, planification, etc.)					2 000			
2.3. Soutenir les adaptations organisationnelles des équipes d'entretien					1 000			
2.4. Superviser et soutenir tous les types de travaux d'entretien					400			
2.5. Renforcer l'égalité homme et femme au sein des équipes d'entretien et dans le processus de prise de décision					300			
3.1. Développement d'un système de contrôle de qualité					500			
3.2. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement et à l'EIE					1 000			
3.3. Sensibilisation des producteurs aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur du tourisme, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement					1 500			
3.4. Effectuer l'EIE et les Etudes de faisabilité requises pour l'aménagement des sites touristiques et mettre en pratique les recommandations					3 000			
3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)					50 000			
<b>TOTAL</b>					<b>263 400</b>			

**SECTEUR : COMMERCE****PROBLEME** : Difficulté de commercialisation des produits

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Développer davantage le circuit de distribution et faciliter les échanges par la création et construction des marchés ; afin de favoriser des rencontres entre l'offre et la demande d'ici 2035	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Flux d'exportation des biens dans la Commune</li> <li>- Taux d'accès aux infrastructures socio économiques communales de base et aux services publics</li> <li>- Prêt bancaires destinés aux investissements privés accrus de 30% en 2035 dans le secteur du commerce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques du MINCOMMERCE, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post</li> <li>- Commune</li> </ul>	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer la commercialisation des produits agricoles sur les marchés locaux, sous régionaux et Européens	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le tonnage des produits écoulés</li> <li>- Satisfaction des consommateurs sur la disponibilité des denrées alimentaire en toutes saisons sur le marché local et régional</li> <li>- Taux d'employabilité des membres de comités opérationnels assurant la gestion et l'entretien du marché</li> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration des infrastructures marchands</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Redynamiser le Système d'Information sur les Marchés (SIM)</li> <li>-Relancer les activités du Programme d'Education Nutritionnelle (PEN)</li> </ul>	-	MINADER MINSANTE
<b>Objectif spécifique</b> Conquérir les marchés locaux, sous-régionaux et Européens	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration du système de commercialisation des produits</li> <li>- Taux de satisfaction des besoins de consommation alimentaire courante</li> <li>- Point de collecte des ordures du marché</li> <li>- Taux d'employabilité des membres de comités opérationnels assurant la gestion et l'entretien du marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget communal</li> <li>- Comptes administratifs</li> <li>- Rapports d'activités de la Commune</li> <li>- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement</li> </ul>	Conjoncture favorable : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Stabilité sociale maintenue ;</li> <li>o Programme de relance économique poursuivie.</li> <li>o « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redéploiement de l'activité socio-économique.</li> <li>- Constat fait sur rapport Sectoriel MINCOMMERCE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Enquêtes auprès des ménages</li> <li>-Rapports obtenus auprès du sectoriel</li> <li>- Rapports de suivi du PNDP</li> </ul>
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : 02 marchés implantés/ réalisés à MAKENENE Est et MOCK Centre équipés d'aires pour activités informelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Marchés construits et fonctionnels</li> <li>- Taux d'accès aux infrastructures marchands communales d'ici 2013</li> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration des infrastructures marchands</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête auprès des femmes et des enfants</li> <li>- Rapport d'activités du sectoriel MINCOMMERCE;</li> <li>- Rapport d'activités de la Commune ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs</li> <li>- Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;</li> <li>- Contributions techniques et financières complémentaires des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité</li> <li>- Références aux normes Sectorielles en termes de coûts et de couverture des besoins</li> <li>- Appréciation du taux de couverture et</li> </ul>	
<b>R2</b> : Un magasin de stockage et de conservation des denrées alimentaires implanté/ réalisé à MAKENENE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre magasin de stockage et de conservation des denrées alimentaires</li> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration des infrastructures marchands</li> </ul>				
<b>R3</b> : 04 hangars de commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de hangar construit</li> </ul>				

implantés/ réalisés à MAKENENE Est, KINDIG NDJABI, KINDING NDE et NYOKON	- Point de collecte des ordures du marché - Structuration du comité de gestion		Partenaires de Développement ;	confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.4</b> : 01 centrale d'achat des produits vivriers construite et équipée à MAKENENE-Est	- Nombre de centrale d'achat construite et fonctionnelle - Flux annuel des transactions de produits vivriers destinés à l'exportation				
<b>R.5</b> : la qualité des infrastructures marchandes est améliorée	- D'ici 2015, les infrastructures marchandes sont entretenues au moment nécessaire conformément aux normes agréées par le MINCOMMERCE dont, un minimum de 30% par la Commune et 20% par les populations - Nombre de hangar réhabilité et fonctionnel à MAKENENE-Est				
<b>R.6</b> : Les capacités des producteurs sont renforcées en matière de négociations commerciales, par la formation et l'information	- Les prix des produits agricoles (aliments de base) et artisanales sur les marchés régionaux ont augmenté de 10% en 2025 - En 2020, les acteurs communaux sont regroupés en coopérative par filière de production et bénéficient d'un encadrement rapproché,	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINCOMMERCE ; - Rapport d'activités de la Commune ;	- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs  - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en termes de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.7</b> : Performance de la construction et réhabilitation des infrastructures marchandes améliorée dans la Commune	- Normes de qualité pour la réhabilitation et la construction des infrastructures marchandes contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 - Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 20(5				
<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>				
	<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
1.1. Construction d'un marché à MAKENENE EST équipés d'aires pour activités informelles		-			
1.2. Construction d'un marché à MOCK Centre équipés d'aires pour activités informelles				110 850	-Les conditions socio-politiques sont favorables aux investisseurs étrangers  - La volonté politique est assurée
1.3. Création d'un point de collecte des ordures du marché				500	
1.4. Choix des membres du comité de gestion du marché				0	
1.5. Renforcement des capacités techniques des membres en gestion et entretien du marché				200	
1.6. Pose de 04 bacs à ordures				0	
1.7. Collecte quotidienne des ordures				0	
1.8. Reboisement des espaces					
2.1. Construire un magasin de stockage et de conservation des denrées alimentaires à				40 000	

MAKENENE						
3.1. Construction d'un hangar de commercialisation des produits agricoles à MAKENENE-Est				20 000	-La collaboration est effective entre les administrations  -Une politique soutenue d'insertion des producteurs sur le marché local est une priorité pour la Commune	
3.2. Construction d'un hangar de commercialisation des produits agricoles à KINDIG NDJABI				20 000		
3.3. Construction d'un hangar de commercialisation des produits agricoles à NYOKON				20 000		
3.4. Construction d'un hangar de commercialisation des produits agricoles à KINDING NDE				20 000		
3.5. Création de 04 points de collecte des ordures				2 000		
3.6. Choix des membres des comités de gestion				0		
3.7. Renforcement des capacités techniques des membres en gestion et entretien des marchés				800		
4.1. Construction et équipement d'une centrale d'achat des produits vivriers à MOCK-Centre				75 000		
5.1. Réhabilitation hangar de commercialisation au marché de MAKENENE-Centre				18 000		
5.2. Revoir et améliorer l'approche d'entretien des infrastructures et équipements				500		
5.3. Améliorer les compétences de toutes les équipes d'entretien (formation, équipement, suivi, planification, etc.)				2 000		
5.4. Soutenir les adaptations organisationnelles des équipes d'entretien				1 000		
5.5. Superviser et soutenir tous les types de travaux d'entretien				400		
5.6. Renforcer l'égalité homme et femme au sein des équipes d'entretien et dans le processus de prise de décision				300		
6.1. Organisation d'une session de formation en matière de négociations commerciales et d'intérêt des mouvements associatifs				3 000		
6.2. Structuration socio-professionnelle des activités par consolidation des organisations des producteurs				1 000		
7.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500		
7.2. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement				1 000		
7.3. Sensibilisation des commerçants aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur du Commerce, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500		
7.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la réhabilitation et la construction des infrastructures de commercialisation et mettre en pratique les recommandations				6 000		
7.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur du Commerce (populations riveraines)				50 000		
<b>TOTAL</b>				<b>283 700</b>		

**SECTEUR : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION****PROBLEME** : Valorisation insuffisante des résultats de la recherche et des innovations techniques

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> A l'horizon 2013, promouvoir, vulgariser et valoriser les résultats de la recherche	-% de vulgarisation de résultats de la recherche dans la commune à l'horizon 2035 -	- Statistiques du MINRES, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune		-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer les techniques la vulgarisation des résultats de la recherche et innovations	Augmentation sensible des activités de vulgarisation des résultats de la recherche et innovations	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013		Conjoncture favorable : o Programme de relance économique poursuivie. o « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	PCD, instrument exploitable, objet d'approbation par toutes les parties prenantes pour éligibilité aux financements par les partenaires de développement externes.	-Enquêtes auprès des ménages -Rapports obtenus auprès du MINRES
<b>Objectifs spécifiques</b> Promouvoir la diffusion des innovations dans la localité	-Taux de couverture des activités de production des semences améliorées -Taux de conservation des semences de base	- Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement		-	-	-
<b>Résultat</b> Les Innovations technologiques sont diffusées ai niveau des producteurs de la commune	-Accroissement de la productivité des exploitations paysannes dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage	- Rapport d'activités de la Commune		- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
	<b>Activité</b>	<b>Moyens</b>		<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>	
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
	1.1. Plaidoyer auprès du MINRES et des structures de recherche				0	-La coordination effective des différents intervenants est acquise
	1.2. Organiser des journées de sensibilisation des producteurs dans les villages				1 000	
	<b>TOTAL</b>				<b>1 000</b>	

**SECTEUR : CULTURE****PROBLEME : Insuffisance d'activités socio culturelles**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Valoriser la culture des populations de la Commune à l'horizon 2035	-Pourcentage de financement des activités culturelles -Taux d'accès aux infrastructures socio culturelles. -Taux d'accès aux infrastructures socio économiques et culturelles de base et aux services publics	- Statistiques du MINCULTURE, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune		-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Promouvoir les activités culturelles dans la Commune de MAKENENE	Augmentation sensible des activités culturelles dans la commune -Qualité de la gouvernance -Pourcentage de financement des activités culturelles dans la Commune	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013		-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel MINCULT	-Enquêtes auprès des ménages -Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> implanter/ réaliser les infrastructures collectives nécessaires au soutien a la croissance économique et au développement de la culture locale	-Taux de participation aux activités de sensibilisation et formation - D'ici 2015, les infrastructures socio culturelles sont implantées et entretenues au moment nécessaire conformément aux normes agréées par le MINCULT	- Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement		-	-	-
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : Capacités des populations renforcées	-Nombre de personnes formées -En 2015, les acteurs communaux sont regroupés en coopérative et bénéficient d'un encadrement rapproché,	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINCULT ; - Rapport d'activités de la Commune		- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ; -Contribution des populations -Qualité de gouvernance	-Evaluations conformes aux normes Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R2</b> : infrastructures collectives nécessaires au soutien a la croissance économique et au développement de la culture locale implantées/ réalisées	- Nombre de maison communautaire construite et viabilisé -Nombre de bibliothèque municipale construite et viabilisé					
<b>R.3</b> : Performance de la construction et réhabilitation des infrastructures mise en place améliorée dans la Commune	-Normes de qualité pour la construction et entretien des infrastructures contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2035					
<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>	
	<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>			

1.1. Sensibilisation des populations				0	-La coordination effective des différents intervenants est acquise  -Une politique soutenue de promotion des valeurs culturelles locales est une priorité pour la Commune  -Les ressources financières nécessaires sont disponibles
2.1. Mobilisation des fonds de propres				0	
2.2. Construction une maison communautaire à MAKENENE-Est				10 000	
2.3. Finalisation de la construction du foyer communautaire de NYINGO				10 000	
2.4. Finalisation de la construction du foyer communautaire de KINDING-NDJABI				10 000	
2.5. Finalisation de la construction du foyer communautaire de KAMENA				10 000	
2.6. Finalisation de la construction du foyer communautaire de BALOUA				10 000	
2.7. Construction d'une bibliothèque communale et équipement				80 000	
2.8. Construction d'un musée communal à MAKENENE Centre				70 000	
2.9. Construction d'une maison de la culture à MAKENENE				20 000	
2.10. Recrutement de 02 personnels				5 000	
2.11. Organisation des foires d'exposition et des journées portes ouvertes rotatives dans l'espace communal				3 000	
3.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500	
3.2. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement				1 000	
3.3. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur de la culture, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500	
3.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la réhabilitation et la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations				6 000	
3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur de la Culture (populations riveraines)				5 000	
<b>TOTAL</b>				<b>242 000</b>	

**SECTEUR : SANTE PUBLIQUE****PROBLEME : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Réduire d'un tiers la charge morbide chez les populations de la commune les plus vulnérables ; de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans et de 50% la prévalence du VIH/SIDA d'ici 2035	-Taux de couverture sanitaire améliorée de 30% d'ici 2035 - En 2020, la charge morbide chez les pauvres et les populations les plus vulnérables est réduite de 1/3 -80% de formations sanitaires de la Commune sont viabilisées d'ici 2020 -La mortalité est réduite de 2/3 chez les enfants de moins de 05 ans et ¾ chez les femmes enceintes d'ici 2035	- Statistiques du Ministère de la Santé, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'accès des populations de la Commune aux soins de santé de qualité	-Incidence des infections post et néo-natales dans les centres hospitaliers réduite de 2/3 d'ici 2035 -Taux de prévalence des maladies infectieuses (polio, rougeole et tétanos) chez les enfants en dessous de 5 ans réduits de 60 à 90% d'ici 2035 -Taux de prévalence du VIH/SIDA (par sexe et tranche d'âge)	-Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages en 2011 et 2035	-Incidence réduite des maladies infectieuses à domicile	-Constat fait sur rapport Sectoriel MINSANTE	-Rapports obtenus auprès du sectoriel MINSANTE
<b>Objectif spécifique</b> Construire / réhabiliter /équiper les infrastructures de santé et renforcer les effectifs du personnel soignant dans les formations sanitaires	- Augmentation du nombre de complications à la naissance diagnostiquées et assistées avec succès d'ici 2013 -Augmentation de la satisfaction des patients quant à la qualité des soins -Taux d'utilisation d'une méthode de protection quelconque par les femmes et hommes de 15-49 ans -100% des structures de santé de niveau stratégique et intermédiaire sont amenées à jouer leur rôle d'appui et d'orientation-recours	-Registres des formations sanitaires publiques et privées, analysées ex-ante, à moyen terme et ex-post - Enquête par échantillonnage réalisée et analysée durant la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année -Rapports d'activités de la Commune -Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement	-Absence d'arrêt de création de CSI à KINDING NDE	-	-
<b>R.1</b> : 38 personnels qualifiés recrutés dans les formations sanitaires	- Nombre de personnel médical disponible dans les formations sanitaires - Espérance de vie accrue de 40 ans en 2011 à 60 ans en 2035 -Taux de couverture vaccinale est amélioré de 78,7% en 2011 à 95% en 2035	- Analyse trimestrielle des registres des formations sanitaires - Registres de vaccination des cliniques analysés chaque trimestre - Enquête de satisfaction	- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture	
<b>R.2</b> : 03 logements d'astreinte	-La capacité d'accueil de la morgue				

construits dans les formations sanitaires <b>R.3</b> : 01 bloc maternité et 01 morgue construits au CMA de MAKENENE	-Niveau d'utilisation des services de la morgue - La qualité des soins fournis aux femmes enceintes et en post partum améliorée de 30% d'ici 2020 dans la Commune -L'accès à des soins obstétricaux et néonataux de qualité est accru dans la Commune d'ici 2015 ; -En 2010, l'accès aux services de planification familiale accru de 20%	des clients, réalisée chaque année - Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du secteur MINSANTE; - Rapport d'activités de la Commune ;	financières complémentaires des Partenaires de Développement ;	des besoins - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.4</b> : 01 CSI construit et équipé à KINDING NDE	- l'offre des soins et services d'immunisation améliorée dans la Commune avec une couverture vaccinale (DTC3, VAR, VPO3, BCG) de 92% d'ici 2020 - Nombre de consultations médicales par an				
<b>R.5</b> : Les structures de santé de niveau stratégique et intermédiaire de la Commune sont viabilisées	-06 bâtiments et 02 blocs latrines sont réhabilités dans les formations sanitaires de la Commune - l'offre des soins et services d'immunisation améliorée dans la Commune avec une couverture vaccinale (DTC3, VAR, VPO3, BCG) de 92% d'ici 2020 -La qualité des soins fournis aux femmes enceintes et en post partum améliorée de 30% d'ici 2020 dans la Commune				
<b>R.6</b> : Performance de la construction/réhabilitation et entretien des infrastructures collectives de santé améliorée dans la Commune	- Nombre de sensibilisation sur le VIH SIDA - Nombre de CLLS existants et fonctionnels -Normes de qualité pour la construction et entretien des infrastructures collectives de santé contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2035	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel; - Rapport d'activités de la Commune - Rapports de suivi, analysé chaque trimestre			
<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>
	<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
1.1 Recrutement de 01 IDE au CSI de KINDING-NDJABI				3 600	
1.2. Recrutement de 01 TAL au CSI de KINDING-NDJABI				3 000	
1.3. Recrutement de 01 Aide Soignant au CSI de KINDING-NDJABI				2 700	
1.4. Recrutement de 01 commis au CSI de KINDING-NDJABI				2 400	
1.5. Recrutement de 01 vigile (nuit) au CSI de KINDING-NDJABI				2 250	
1.6. Recrutement de 06 IDE au CMA de MAKENENE				21 600	
1.7. Recrutement de 01 morgier au CMA de MAKENENE				3 000	

1.8. Recrutement de 05 AS au CMA de MAKENENE				13 500	
1.9. Recrutement de 02 TAL au CMA de MAKENENE				6 000	
1.10. Recrutement de 02 TMS au CMA de MAKENENE				6 000	
1.11. Recrutement de 02 vigiles (1 jour, 1 nuit) au CMA de MAKENENE				4 500	
1.12. Recrutement de 01 chauffeur au CMA de MAKENENE				3 600	
1.13. Recrutement de 02 IDE au CSI de NYOKON				7 200	
1.14. Recrutement de 04 AS au CSI de NYOKON				10 800	
1.15. Recrutement de 02 TAL au CSI de NYOKON				6 000	
1.16. Recrutement de 01 vigile (nuit) au CSI de NYOKON				2 250	
2.1. Construction et équipement de 01 logement d'astreinte pour infirmier chef au CSI de NYOKON				30 000	
2.2. Construction et équipement de 01 logement d'astreinte pour infirmier chef au CSI de KINDING-NDJABI				30 000	
2.3. Construction de 01 logement d'astreinte pour Médecin du CMA de MAKENENE				25 000	
3.1. Extension des bâtiments du CMA de MAKENENE				40 000	
3.2. Construction morgue (10 places) avec chapelle et coffret au CMA de MAKENENE				30 000	
4.1. Construction et équipement CSI de KINDING NDE				50 000	
5.1. Réhabilitation 04 bâtiments et 02 blocs latrines du CMA				35 000	
5.2. Réhabilitation du bâtiment au CSI de KINDING-NDJABI				20 000	
5.3. Réhabilitation du bâtiment avec château d'eau du CSI de NYOKON				30 000	
5.4. Raccordement /branchement du CSI de KINDING-NDJABI au réseau AES SONEL				2 000	
5.5. Raccordement /branchement du CSI de NYOKON au réseau AES SONEL				3 000	
5.1. Equipement de la morgue du CMA de MAKENENE				25 000	
5.2. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI de 01 plaque solaire				15 000	
5.3. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en Médicaments				1 500	
5.4. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en 01 microscope complet				1 500	
5.5. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en 02 trousse de petite chirurgie				1 000	
5.6. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en 02 trousse d'accouchement				1 000	
6.7. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en 01 table d'accouchement				1 000	
5.8. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en 01 poupinelle				2 000	
5.9. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en 01 réfrigérateur				600	
5.10. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en 01 Plaque solaire				1 500	
5.11. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en Carburant (stérilisateur)				500	
5.12. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI en 01 groupe électrogène (10KVA)				10 000	
5.13. Dotation du CMA en médicaments d'urgence				10 000	
5.14. Equipement du CMA de MAKENENE en 01 ambulance médicalisée				120 000	
5.15. Equipement de 01 Bloc opératoire complet (scialytique) au CMA de MAKENENE				10 000	
5.16. Equipement du CMA de MAKENENE en 04 trousse multiples (Hernie, Grossesse extra utérine, chirurgie abdominale, traumatologie)				3 550	
5.17. Equipement du CMA de MAKENENE en 02 microscopes				2 000	
5.18. Equipement du CMA de MAKENENE en 02 réfrigérateurs				2 000	
5.19. Equipement du CMA de MAKENENE en 30 lits				10 000	
5.20. Equipement du CMA de MAKENENE en 02 tables d'accouchement				1 000	

- Ministère Santé  
maintient financement au  
niveau pré-projet en  
termes réels

-Capacité des  
populations à se procurer  
de l'argent pour payer les  
traitements

-Meilleure fréquentation  
des dispensaires par les  
mères

-Meilleure nutrition au  
foyer grâce à un meilleur  
accès saisonnier aux  
aliments riches en  
protéines et à l'aliment

5.21. Equipement du CMA de MAKENENE en 03 chariots				1 500	maternel plus répandu
5.22. Equipement du CMA de MAKENENE en 03 poupinelles				6 000	
5.23. Equipement du CMA de MAKENENE en 05 chaises roulantes				2 500	-Capacité des femmes enceintes et des jeunes mères à se procurer de l'argent pour payer les traitements
5.24. Equipement du CMA de MAKENENE en 03 ordinateurs complets				5 000	
5.25. Equipement du CMA de MAKENENE en 01 groupe électrogène (type Catarpillar, 40 KVA)				15 000	
5.26. Equipement du CMA de MAKENENE en 01 couveuse (carburant + lubrifiant)				120 000	
5.27. Equipement du CMA de MAKENENE en Incinérateur				10 000	
5.28. Equipement du CMA de MAKENENE en Imagerie médicale (radiographie, échographie)				500 000	
5.29. Dotation du CMA de MAKENENE en carburant plus lubrifiant				1 500	
5.30. Equipement du CMA de MAKENENE en inverseur				500	
5.31. Equipement du CSI de NYOKON en 02 microscopes				2 000	
5.32. Dotation médicament du CSI de NYOKON				1 500	
5.33. Equipement du CSI de NYOKON en 02 réfrigérateurs				2 000	- Le Ministère de la Santé met en œuvre la loi sur la décentralisation
5.34. Equipement du CSI de NYOKON en 02 tables d'accouchement				1 000	
5.35. Equipement du CSI de NYOKON en 02 poupinelles				4 000	
5.36. Equipement du CSI de NYOKON en Trousse de chirurgie : Petite chirurgie (05) et Accouchement (05)				5 000	
5.37. Equipement du CSI de NYOKON en 20 lits				6 000	
5.38. Equipement du CSI de NYOKON en 01 extincteur				10 000	
5.38. Equipement du CSI de NYOKON en Clôture				20 000	
5.40. Equipement du CSI de NYOKON en Groupe électrogène (10 KVA)				10 000	
5.41. Dotation du CSI de NYOKON en carburant				500	
5.42. Elaboration d'une demande de création de 01 CSI à KINDING NDE				10	
5.43. Suivi de la demande				50	
5.44. Création de 01 CSI à KINDING NDE				0	
5.45. Création de 01 pharmacie à MAKENENE-Est				60 000	
5.46. Création de 01 pharmacie à MOCK-Centre				60 000	
6.1. Création d'un UPEC des PVVS (plaidoyer)				0	
6.2. Recyclage du personnel soignant (plaidoyer)				0	
6.3. Développement d'un système de contrôle de qualité				500	
6.4. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement				1 000	
6.5. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur de la santé, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500	
6.6. Effectuer les études de faisabilités requises pour la réhabilitation et la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations				6 000	
6.7. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur de la Santé (populations riveraines)				5 000	
<b>TOTAL</b>				<b>1 407 010</b>	

**SECTEUR : EDUCATION DE BASE****PROBLEME** : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> D'ici à 2035, donner à tous les enfants, garçons et filles de la Commune, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	-Taux net de scolarisation au primaire dans la Commune d'ici 2035 - Entre 2011 et 2025, le taux net de scolarisation primaire est de 87,3% à 96% - Le rapport filles/garçons est passé de 0,89 en 2011 à 0,96 en 2030 : ratio fille/garçon dans l'enseignement	- Statistiques du MINEDUB, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'accès à une éducation de base de qualité	- Proportion d'écoliers commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième -% d'alphabétisation des 15 à 24 ans -Incidence de l'affectation du personnel enseignant qualifié dans les écoles sur le confort intellectuel des enfants -Taux d'accès aux infrastructures socio économiques communales de base et aux services publics	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages en 2011 et 2035	-	-	-
<b>Objectif spécifique</b> Implanter/ construire les infrastructures socio collectives d'Education de base nécessaire au soutien et à la croissance économique dans la Commune	-Part du budget de l'éducation par rapport au budget d'investissement global de la Commune -Taux de satisfaction des besoins en eau potable dans les écoles de la Commune -le niveau de satisfaction des populations par les services sociaux éducatives de base. -Taux d'accès aux Etablissements Scolaires ; Niveau de satisfaction -Taux de réussite aux examens	- Budget communal - Comptes administratifs - Rapports d'activités de la Commune - Enquête par échantillonnage des groupes cibles réalisée et analysée durant la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année	-Absence de décret de création d'une école à MBALAM	-Constat fait sur rapport Sectoriel MINEDUB	MINEDUB
<b>Résultat</b> <b>R.1</b> : 01 école publique créée à MBALAM	-Nombre d'EP créée à MBALAM	- Enquête auprès des femmes et des enfants	-Absence de décret de création d'une école à MBALAM	-Constat fait sur rapport Sectoriel MINEDUB	MINEDUB
<b>R.2</b> : 03 blocs maternels de 02 salles de classe construits	-Nombre de blocs maternels construits - Environ 22 % d'enfants de 36 à 59 mois fréquentent un établissement préscolaire d'ici 2015 -Nombre d'élèves inscrits à chaque rentrée scolaire	- Rapport d'activités du sectoriel MINEDUB ; - Rapport d'activités de la Commune ;	- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs  - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;  - Contributions techniques et financières complémentaires	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux	
<b>R.3</b> : 04 blocs de 02 salles de classe construits dans les écoles de la Commune	-Nombre de blocs de salles de classe construits - En 2015, le taux net de scolarisation à l'école primaire est passé de 70 à 80 % dont 82 % chez les garçons et 77 % chez les filles				

	-Nombre de maladies liées à pollution et l'insalubrité durant une année (diarrhéique, épidermique)		des Partenaires de Développement	de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.4</b> : 06 blocs administratifs construits	-Nombre de blocs administratifs construits et fonctionnels -Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement				
<b>R.5</b> : 10 logements d'astreintes pour enseignants construits et équipés dans les écoles	-Nombre de logements construits et fonctionnels -Nombre d'enseignants bénéficiaires assurant la gestion et l'entretien des infrastructures				
<b>R.6</b> : la qualité des infrastructures et équipements d'éducation de base est améliorée	-D'ici 2015, 40 salles de classe et 06 logements d'astreinte existants sont réhabilités au moment nécessaire conformément aux normes agréées par le MINTP dont, un minimum de 30% par la Commune et 20% par les opérateurs privés -Nombre de salles de classe réhabilitées et fonctionnel à MAKENENE-Est -05 points d'eau réhabilités et fonctionnels d'ici 2015				
<b>R.7</b> : 07 bureaux de maître équipés dans les établissements	-Nombre de bureaux de maître équipés -Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;				
<b>R.8</b> : EM de CARRIERE et KINDING NDJABI équipées en mobilier tables bancs, tableaux sur le chevalet	-Nombre d'EM équipé en mobilier tables bancs -Nombre d'élèves inscrits à chaque rentrée scolaire -Taux de fréquentation scolaire	- Enquête auprès des femmes et des enfants	- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;	-Evaluations conformes aux normes Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins	
<b>R.9</b> : 480 tables bancs équipées dans les EP de la Commune	-Nombre de tables bancs équipés dans les EP de la Commune -Taux de réussite aux examens	- Rapport d'activités du sectoriel MINEDUB ; - Rapport d'activités de la Commune ;	- Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ; -Contribution des communautés -Qualité de gouvernance	Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.10</b> : 14 écoles primaires (04 par école) et 08 EM (02 par école) équipées en bacs à ordures	-Nombre d'EP et EM équipé en bacs à ordures - Nombre de maladies liées à l'insalubrité durant une année				
<b>R.11</b> : EP de KINDING NDE, EP CARRIERE et EP de NGOKOP dotées en matériel didactique	-Taux d'accès au matériel didactique dans les EP de KINDING NDE, EP CARRIERE et EP de NGOKOP -Taux de réussite aux examens				
<b>R.12</b> : 03 forages construits dans les écoles publiques	-Nombre de forages construits - Nombre de maladies liées à l'insalubrité de l'eau durant une année (diarrhéique, épidermique) - Distance à parcourir pour atteindre le point d'eau potable	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINEDUB - Rapport d'activités de la Commune	- Meilleure santé grâce à une alimentation en eau potable ; - Meilleure éducation scolaire grâce à une disponibilité en quantité et en qualité du personnel enseignant ; - Document et confirmation	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins	
<b>R.13</b> : 22 enseignants qualifiés affectés dans les établissements	-Ratio Enseignants/Elèves -Nombre d'enseignants disponibles	- Enquête de satisfaction des parents, réalisée chaque année			

R.14 : Performance de la construction/réhabilitation et entretien des infrastructures collectives d'éducation améliorée dans la Commune	-Normes de qualité pour la construction et réhabilitation des infrastructures collectives d'éducation contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2035	-Rapports de suivi, analysé chaque trimestre			formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement	Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels à travers des rapports Suivi/Evaluation.
		Moyens				
		H	M	F		
1.1. Elaboration de la demande					10	- La volonté politique est assurée
1.2. Suivi de la demande					50	
1.3. Création d'une école publique à MBALAM					0	
2.1. Construction de 01 bloc maternel à l'EM de MAKENENE-Est					25 000	- Le MINEDUB met en œuvre la loi sur la décentralisation  -Coopération internationale efficace
2.2. Construction de 01 bloc maternel à l'EM de KINDING-NDJABI					25 000	
2.3. Construction de 01 bloc maternel à l'EM de CARRIERE					25 000	
2.4. Construction de 01 bloc latrines à EM de MAKENENE-Est,					3 500	
2.5. Construction de 01 bloc latrines à EM de KINDING-NDJABI					3 500	
2.6. Construction de 01 bloc latrines à EM de CARRIERE					3 500	
2.7. Construction de 01 bloc latrines à EP de NGOKOP					3 500	
2.8. Construction de 01 bloc latrines à l'EM de NYOKON					3 500	
2.9. Construction de 01 bloc latrines à l'EP de CARRIERE					3 500	
3.1. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de NGOKOP					16 000	- MINEDUB maintient financement au niveau pré-projet en termes réels
3.2. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EP CARRIERE					16 000	
3.3. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de MBALAM					16 000	
3.4. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à GBS of BALOUA					16 000	
4.1. Construction de 01 bloc administratif à l'EP de KINDING NDE					15 000	-Les conditions socio-politiques sont favorables aux investisseurs étrangers  -La collaboration est effective entre les administrations  -Meilleur fréquentation des écoles par les élèves
4.2. Construction de 01 bloc administratif à l'EP de NYOKON					12 000	
4.3. Construction de 01 bloc administratif à l'EP CARRIERE					12 000	
4.4. Construction de 01 bloc administratif à l'EP de NGOKOP					12 000	
4.5. Construction de 01 bloc administratif à l'EP de MOCK Sud					12 000	
4.6. Construction de 01 bloc administratif à l'EP de MAKENENE G II					12 000	
5.1. Construction et équipement de 10 logements pour enseignants à l'EP de NYOKON					150 000	
6.1. Réhabilitation de 06 salles de classe à l'EP de MAKENENE G I					24 000	
6.2. Réhabilitation de 06 salles de classe à l'EP de NYOKON					24 000	
6.3. Réhabilitation de 02 salles de classe à l'EP de KINDING NDE					8 000	
6.4. Réhabilitation de 02 salles de classe à l'EP de KINDING NDJABI					8 000	
6.5. Réhabilitation de 06 salles de classe au CEBEC					24 000	
6.6. Réhabilitation de 06 salles de classe à l'EP de MAKENENE G II					24 000	
6.7. Réhabilitation de 12 salles de classe à l'Ecole privée Catholique ST Joseph					48 000	
6.8. Réhabilitation de 06 logements d'astreinte existants					24 000	
6.9. Réhabilitation de 01 point d'eau en panne à l'EP MAK. G I					3 500	
6.10. Réhabilitation de 01 point d'eau en panne à l'EP NGOKOP					3 500	

6.11. Réhabilitation de 01 point d'eau en panne à l'EP CARRIERE				3 500		
7.1. Equipement de GBS of BALOUA en bureau de maître				250	- Le MINEDUB met en œuvre la loi sur la décentralisation	
7.2. Equipement de l'EP CARRIERE en bureau de maître				250		
7.3. Equipement de l'EP de KINDING NDE en bureau de maître				250		
7.4. Equipement de l'EP de NYOKON en bureau de maître				250		
7.5. Equipement de l'EP NGOKOP en bureau de maître				250		
7.6. Equipement de l'EP de MOCK SUD en bureau de maître				250		
7.7. Equipement de l'EP de MAKENENE G II en bureau de maître				250		
8.1. Equipement de l'EM CARRIERE en mobilier tables bancs et tableaux sur chevalet				2 500		
8.2. Equipement de l'EM de KINDING-NDJABI en mobilier tables bancs et tableaux sur chevalet				2 500		
9.1. Equipement de 02 salles de classe en tables bancs à l'EP NGOKOP				1 800		
9.2. Equipement de l'EP de KINDING NDE en 30 tables bancs				1 250		
9.3. Equipement de l'EP MAKENENE Groupe II en 90 tables bancs				3 750		
9.4. Equipement de l'EP MAKENENE Groupe I en 90 tables bancs				3 750		
9.5. Equipement de l'EP de NGOKOP en 60 tables bancs				2 500		
9.6. Equipement de l'EP de CARRIERE en 120 tables bancs				5 000		
9.7. Equipement de l'EP MOCK Sud en 30 tables bancs				1 250		
9.8. Equipement de l'EP KINDING NDJABI en 30 tables bancs				1 250		
9.9. Equipement de l'EP NYOKON en 30 tables bancs				1 250		
10.1. Equipement des 14 écoles primaires (04 par école) et 08 EM (02 par école) en bacs à ordures				800	-La coordination effective des différents intervenants est acquise	
11.1. Dotation des écoles en matériel didactique : EP de KINDING NDE, EP CARRIERE et EP de NGOKOP				1 500		
12.1. Construction de 01 forage à l'EP de KINDING NDE				9 500		
12.2. Construction de 01 forage à l'EP de NYOKON II				9 500		
12.3. Construction de 01 forage à l'EP de NGOKOP				9 500	Une politique soutenue de l'accès à l'éducation pour tous est une priorité pour l'Etat	
13.1. Plaidoyer pour l'affectation de 22 enseignants qualifiés donc 02 à l'EP de KINDING NDE, 06 à l'EP BALOUA, 02 à l'EP CARRIERE, 02 à l'EP de MAKENENE Groupe II, 03 à l'EP de MOCK SUD, 02 à l'EP de MAKENENE Groupe I, 02 à l'EP NGOKOP, 01 à l'EM NGOKOP et 02 à l'EM NYOKON				1 800		
14.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500		
14.2. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement				1 000		
14.3. Sensibilisation des parents et élèves aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution dans le suivi et encadrement des élèves, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500		
14.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la réhabilitation et la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations				6 000		
14.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur de la Santé (populations riveraines)				5 000		
<b>TOTAL</b>				<b>627 210</b>		

**SECTEUR : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE****PROBLEME : Difficulté d'accès aux études secondaires de qualité**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Assurer un enseignement secondaire cycle de qualité préparant aux études supérieures dans les filières prioritaires pour le développement d'ici 2035	- Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire - Proportion d'établissements commençant la première année d'études dans l'enseignement secondaire et achevant la septième d'ici 2035,	-Statistiques du MINESEC, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post -Commune	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'accès à un enseignement secondaire de qualité	- Taux net de scolarisation au secondaire dans la Commune à l'horizon 2035 - Nombre d'élèves par ordinateur au secondaire d'ici 2035 - Taux de réussite aux examens entre 2011 et 2025	-Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages en 2011 et 2035	Conjoncture favorable : - Stabilité sociale maintenue ; - Programme de relance économique poursuivi.	PDC, instrument exploitable, objet d'approbation par toutes les parties prenantes pour éligibilité aux financements par les partenaires de développement externes.	- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement
<b>Objectif spécifique</b> Créer/Construire / réhabiliter les infrastructures d'Enseignement Secondaire et renforcer les effectifs enseignants dans les établissements	- Taux d'accès aux infrastructures sociaux éducatives de base d'ici 2035 - Ratio élèves / salle de classe / enseignant - Ratio élèves / table banc - Proportion d'élèves ayant accès de façon durable à l'eau potable d'ici 2025	-Rapports d'activités de la Commune --Enquête par échantillonnage des groupes cibles réalisée et analysée durant la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année	-	-	-
<b>Résultat</b> <b>R.1 : 01 CETIC créée à KINDING NDJABI</b>	- Nombre de CETIC créée à KINDING NDJABI et fonctionnel - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires au développement - Ratio élève par salle de classe au secondaire	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINESEC; - Rapport d'activités de la Commune	- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.2 : 05 blocs de 02 salles de classe construits dans les établissements</b>	- Surface totale en m <sup>2</sup> de blocs de salles de classe construit - Nombre de blocs de 02 salles de classe construits - Taux de réussite aux examens - Taux de scolarisation dans la Commune à l'horizon 2025				
<b>R.3 : 05 blocs administratifs construits dans les établissements</b>	- Nombre de blocs administratifs construits - Nombre de personnel enseignant disponible	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINESEC;	-Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité	
<b>R.4 : 04 blocs de trois latrines</b>	- Nombre de blocs latrines construits et				

(enseignants, garçons, filles) construits dans les établissements	fonctionnelles - Proportion d'établissement ayant accès à un meilleur système d'hygiène	- Rapport d'activités de la Commune	-Comptes Administratifs ; -Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; -Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;	- Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins -Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.5</b> : 08 ateliers (menuiserie, couture, maçonnerie et ESF) construits à la SAR/SM et au CETIC de MAKENENE	- Surface totale en m <sup>2</sup> de chaque atelier construit - Nombre d'ateliers construits				
<b>R.6</b> : L'enceinte de 06 établissements clôturés	- Nombre de clôtures construites - Taux de fréquentation des élèves				
<b>R.7</b> : 04 salles multimédia construites dans les établissements	- Nombre de salles médiat construites - % d'élèves ayant accès aux technologies de l'information et de la communication				
<b>R.8</b> : 06 infirmeries construites et équipées dans les établissements	- % d'élèves ayant accédées aux soins de santé - Nombre d'infirmeries construites et équipées				
<b>R.9</b> : 06 bibliothèques construites dans les établissements d'enseignement secondaire de la Commune	- Nombre de bibliothèques construites et équipées - Surface totale en m <sup>2</sup> de chaque bibliothèque construite				
<b>R.10</b> : 18 salles de classe réhabilitées dans les établissements	- Nombre de salles de classe réhabilitées dans les établissements - Taux de scolarisation dans la Commune				
<b>R.11</b> : 08 ateliers (menuiserie, couture, maçonnerie et ESF) équipés à la SAR/SM et au CETIC de MAKENENE	- Nombre d'ateliers équipés dans les établissements d'enseignement technique de la Commune entre 2011 et 2025 - Taux de réussite aux examens	- Enquête auprès des femmes et des enfants	-Budget Communal ; -Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité	
<b>R.12</b> : 10 salles de classe équipées en 300 tables bancs dans les établissements	- Nombre de salles de classe équipées en 10 tables bancs - Nombre d'élèves inscrits à chaque rentrée scolaire	- Rapport d'activités du sectoriel MINESEC ; - Rapport d'activités de la Commune	-Comptes Administratifs ; -Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; -Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;	- Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.13</b> : 04 blocs administratifs équipés aux CES de NYOKON, CETIP, CETIC de KINDING NDJABI et CETIC de MAKENENE	- Nombre de blocs administratifs équipés dans les établissements				
<b>R.14</b> : 06 bibliothèques équipées dans les établissements	- Capacité nominale des équipements - Taux de fréquentation des bibliothèques par les élèves/enseignants				
<b>R.15</b> : 14 enseignants qualifiés affectés dans les établissements	- Nombre de personnel enseignants disponible - Ratio Enseignants/Elèves	- Enquête auprès des femmes et des enfants	- Meilleur santé grâce à une alimentation en eau potable ;	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité	
<b>R.16</b> : matériel didactique doté dans les établissements	- Taux de réussite aux examens	- Rapport d'activités du sectoriel MINESEC	- Meilleur éducation scolaire grâce à une disponibilité en quantité et en qualité du	- Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des	
<b>R.17</b> : 03 forages construits dans les	- Nombre de points d'eau construits - Nombre de maladies liées à l'insalubrité	- Rapport d'activités de la Commune - Enquête de satisfaction des			

établissements	de l'eau durant une année (diarrhémique, épidermique)	parents, réalisée chaque année	personnel enseignant ;	besoins	
<b>R.18</b> : 01 forage achevé à MOCK-Sud LYCEE	- Association des bénéficiaires opérationnelle assurant la gestion et l'entretien de l'infrastructure - Nombre de forage achevé et fonctionnel	-Rapports de suivi, analysé chaque trimestre	- Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement	Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels à travers des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.19</b> : 04 établissements électrifiés	- Nombre d'établissement connecté au réseau AES SONEL - Longueur en m/l des lignes de branchements - Associations des bénéficiaires opérationnelles assurant la gestion et suivi de l'infrastructure				
<b>R.20</b> : Performance de la construction/réhabilitation et entretien des infrastructures collectives d'éducation améliorée dans la Commune	- Normes de qualité pour la construction et réhabilitation des infrastructures collectives d'éducation contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 - Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2035				
Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse
	H	M	F		
1.1. Plaidoyer pour la création de 01 CETIC à KINDING NDJABI				0	-Non implication des parents d'élèves
2.1. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe au CETIC de MAKENENE				16 000	
2.2. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à la SAR/SM				16 000	
2.3. Construction de 01 blocs de 02 salles de classe au CES de NYOKON				16 000	
2.4. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe au CETIC à KINDING NDJABI				16 000	
2.5. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe au CETIP				16 000	
3.1. Construction de 01 bloc administratif au CES de NYOKON				12 000	
3.2. Construction de 01 bloc administratif au CES Bilingue de MAKENENE				12 000	
3.3. Construction de 01 bloc administratif au CETIP				12 000	
3.4. Construction de 01 bloc administratif au CETIC de KINDING NDJABI				12 000	
3.6. Construction de 01 bloc administratif au CETIC de MAKENENE				12 000	
4.1. Construction de 01 bloc de trois latrines (enseignants, garçons, filles) au CETIC MAKENENE				3 500	-Coopération internationale efficace
4.2. Construction de 01 bloc de trois latrines (enseignants, garçons, filles) à la R/SM				3 500	
4.3. Construction de 01 bloc de trois latrines (enseignants, garçons, filles) au CES de NYOKON				3 500	
4.4. Construction de 01 bloc de trois latrines (enseignants, garçons, filles) au CES Bilingue				3 500	
4.5. Construction de 01 bloc de trois latrines (enseignants, garçons, filles) au				3 500	

LYCEE de MAKENENE							
5.1. Construction de 01 atelier (menuiserie, couture, maçonnerie et ESF) à la SAR/SM					160 000	- MINESEC maintient financement au niveau pré-projet en termes réels	
5.2. Construction de 01 atelier (menuiserie, couture, maçonnerie et ESF) au CETIC de MAKENENE					160 000		
6.1. Construction clôture au CES de NYOKON					30 000		
6.2. Construction clôture au Lycée de MAKENENE					30 000		
6.3. Construction clôture au CETIC de MAKENENE					30 000		
6.4. Construction clôture à la SAR/SM					30 000		
6.5. Construction clôture au CETIP					30 000		
6.6. Construction clôture au CES Bilingue de MAKENENE					30 000		
7.1. Construction de 01 salle multimédia au Lycée de MAKENENE					80 000		
7.2. Construction de 01 salle multimédia au CETIC de MAKENENE					80 000		
7.3. Construction de 01 salle multimédia au CES Bilingue de MAKENENE					80 000	-Les conditions socio-politiques sont favorables aux investisseurs étrangers	
7.4. Construction de 01 salle multimédia au CES de NYOKON					80 000		
8.1. Construction et équipement de 01 infirmerie au Lycée de MAKENENE					15 000		
8.2. Construction et équipement de 01 infirmerie au CES de NYOKON					15 000		
8.3. Construction et équipement de 01 infirmerie au CETIC de MAK					15 000		
8.4. Construction et équipement de 01 infirmerie à la SAR/SM					15 000		
8.5. Construction et équipement de 01 infirmerie au CETIP					15 000		
8.6. Construction et équipement de 01 infirmerie au CES Bilingue					15 000		
9.1. Construction de 01 bibliothèque au Lycée de MAKENENE					10 000		
9.2. Construction de 01 bibliothèque au CES de NYOKON					10 000		
9.3. Construction de 01 bibliothèque au CETIC de MAKENENE					10 000	-La collaboration est effective entre les administrations	
9.4. Construction de 01 bibliothèque à la SAR/SM					10 000		
9.5. Construction de 01 bibliothèque au CETIP					10 000		
9.6. Construction de 01 bibliothèque au CES Bilingue de MAKENENE					10 000		
10.1. Réhabilitation de 14 salles de classe au LYCEE de MAKENENE					56 000		
10.2. Réhabilitation de 04 salles de classe au CES de NYOKON					16 000		
11.1. Equipement d'ateliers (menuiserie, couture, maçonnerie et ESF) à la SAR/SM					80 000		
11.2. Equipement d'ateliers (menuiserie, couture, maçonnerie et ESF) au CETIC de MAKENENE					80 000		
12.1. Equipement du CETIC de MAKENENE en 60 tables bancs					2 500		-Meilleur fréquentation des écoles par les élèves
12.2. Equipement de à la SAR/SM en 60 tables bancs					2 500		
12.3. Equipement du CES de NYOKON en 60 tables bancs					2 500		
12.4. Equipement du CETIC à KINDING NDJABI en 60 tables bancs					2 500		
12.5. Equipement du CETIP en 60 tables bancs					2 500		
13.1. Equipement de 01 bloc administratif au CES de NYOKON					250		
13.2. Equipement de 01 bloc administratif au CETIC de KINDING NDJABI					250		
13.3. Equipement de 01 bloc administratif au CETIC de MAKENENE					250		
13.4. Equipement de 01 bloc administratif au CETIP					250		
14.1. Equipement de 01 bibliothèque au Lycée de MAKENENE					5 000		
14.2. Equipement de 01 bibliothèque au CES de NYOKON					5 000		

14.3. Equipement de 01 bibliothèque au CETIC de MAKENENE				5 000		
14.4. Equipement de 01 bibliothèque à la SAR/SM				5 000		
14.5. Equipement de 01 bibliothèque au CES Bilingue				5 000		
15.1. Plaidoyer pour l'affectation de 14 enseignants qualifiés dans les établissements : 03 au CES de NYOKON, 04 au CETIC de MAKENENE, 06 au GBSS of MAKENENE et 01 en ESF à la SAR/SM				800		
16.1. Approvisionnement en matériel didactique les établissements (CES de NYOKON, CES Bilingue, LYCEE de MAKENENE, CETIC de MAKENENE, GBSS of MAKENENE, CETIP et le Collège Privé Bilingue)				9 450		
17.1. Construction de 01 forage au CETIC de MAKENENE				9 500		
17.2. Construction de 01 forage au GBSS OF MAKENENE				9 500		
17.3. Construction de 01 forage à la SAR/SM				9 500		
18.1. Achèvement de la construction de 01 point d'eau à MOCK Sud-Lycée				3 500		
19.1. Electrification du LYCEE de MAKENENE				500		
19.2. Electrification du CETIC de MAKENENE				500		
19.3. Electrification de GBSS of MAKENENE				500		
19.4. Electrification de la SAR/SM				500		
20.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500		
20.2. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement				1 000		
20.3. Sensibilisation des parents et élèves aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution dans le suivi et encadrement des élèves, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500		
20.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la réhabilitation et la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations				6 000		
29.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur de la Santé (populations riveraines)				5 000		
<b>TOTAL</b>				<b>1 376 250</b>		

**SECTEUR : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE****PROBLEME** : Difficulté d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Résorber complètement le sous emploi visible et de maintenir le taux de chômage élargi à moins de 7% à l'horizon 2035	-le taux de chômage des jeunes a baissé entre 2011 et 2035, passant de 65,3% à moins de 48,2% - Taux de chômage élargi dans la Commune d'ici 2020	- Statistiques nationales - analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des populations	-Pourcentage des enfants de plus de 14 ans exerçant une activité économique entre 2012 et 2035 -le niveau de satisfaction des populations par les services sociaux éducatifs de base. -Taux d'accès aux Etablissements de formation ; Niveau de satisfaction -Taux de réussite aux examens	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013	Conjoncture favorable : o « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	PCD, instrument exploitable, objet d'approbation par toutes les parties prenantes pour éligibilité aux financements par les partenaires de développement externes.	-Enquêtes auprès des ménages -Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Générer dans le secteur formel des centaines d'emplois par an entre 2012 et 2030 pour la tranche de populations actives	-Réduction des facteurs de blocage à la création d'emplois -Taux d'activité salariale dans le secteur non agricole	- Budget communal - Comptes administratifs - Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP	Absence de création d'un Centre d'information	Arrêté de création et d'ouverture du Centre de formation	MINEFOPRA
<b>Résultat</b> <b>R.1</b> : Capacités des populations développées en matière de gestion communautaire du développement (production-stockage- transformation - conditionnement)	-Le niveau d'emploi généré par les activités consommatrices de main d'œuvre est accru dans les secteurs de l'agriculture, industrie et service respectivement de 59,3%, 12,1 et 28,6% entre 2012 et 2030 - En 2020, les acteurs communaux sont regroupés en coopérative par filière de production et bénéficient d'un encadrement rapproché,	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINESEC - Rapport d'activités de la Commune	- Meilleure formation professionnelle grâce à une disponibilité en quantité et en qualité du personnel enseignant ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement - Meilleure prise en main, ainsi qu'une plus grande efficacité des actions de lutte contre la pauvreté	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels à travers des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>R.2</b> : Enseignement agricole/élevage vulgarisé au niveau des CAP, BP	-Taux d'employabilité de la population active de la Commune d'ici 2030 - Nombre de Centre d'information et de documentation en matière d'emploi et de formation professionnelle créée et fonctionnel	- Enquête de satisfaction des parents, réalisée chaque année -Rapports de suivi, analysés chaque trimestre			
<b>R.3</b> : Performance des formations professionnalisantes et de la gestion communautaire du développement	-Normes de qualité pour la formation professionnelle et la gestion communautaire contrôlées au minimum 01 fois durant la				

améliorée dans la Commune	formation et pendant la mise en œuvre des activités consommatrices de main d'œuvre à partir de 2012 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans la stratégie sectorielle du MINEFOP, dans les délais prévus pour 2035					
<b>Activité</b>		<b>Moyens</b>				
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
1.1. Structuration socio-professionnelle des activités par consolidation des organisations des producteurs						-La coordination effective des différents intervenants est acquise
1.2. Plaidoyers ver les opérateurs économiques et l'Etat en vue de leur installation dans la Commune de MAKENENE				0		
2.1. Création d'un Centre de formation, d'information et de documentation en matière d'emploi et de formation professionnelle					30 000	
2.2. Création d'un journal d'information en matière d'emploi et de formation professionnelle					10 000	
3.1. Développement d'un système de contrôle de qualité					500	
3.2. Formation du personnel nécessaire aux questions d'environnement					1 000	
3.3. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement					1 500	
3.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la création d'un Centre de formation, d'information et de documentation en matière d'emploi et de formation professionnelle et mettre en pratique les recommandations					1 500	
3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur du Commerce (populations riveraines)					2 000	
<b>TOTAL</b>					<b>46 500</b>	

**SECTEUR : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR****PROBLEME : Déperdition scolaire des élèves après obtention du Baccalauréat**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Impliquer davantage l'élite locale dans la formation et l'insertion des diplômés de grandes écoles à l'horizon 2035	- Taux de contribution des parties prenantes pour la formation et l'insertion des jeunes diplômés dans le tissu économique local en 2035 - Nombre d'élite intellectuelle disponible dans la Commune et inséré dans le tissu économique en 2035	- analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune - Statistiques nationales		-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Réduire le taux de déperdition scolaire des élèves après l'obtention du Baccalauréat	- le taux de déperdition scolaire des élèves après le BACC est réduit de 50% à l'horizon 2013 dans la Commune de MAKENENE - Nombre de bacheliers du supérieur pris en charge par la caisse de solidarité locale	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013		-Conjoncture favorable : o « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Enquêtes auprès des ménages -Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectifs spécifiques</b> Prendre en charge les études des bacheliers au supérieur	- Taux de contributions financières complémentaires du budget communal et des élites entre 2012 et 2035 - Nombre de bacheliers du supérieur pris en charge par la caisse de solidarité locale	- Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement		-	-	-
<b>Résultat</b> R.1 : Les études des bacheliers au supérieur sont prises en charge	- Nombre de bacheliers du supérieur pris en charge - Les élites intellectuelles sont accrues de 05% annuellement parmi les bacheliers de la Commune - 60% des charges académiques des étudiants sont pris en compte par la caisse de solidarité locale	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel ; - Rapport d'activités de la Commune		- Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ; -Contribution des populations -Qualité de gouvernance	- Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
<b>Activités</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
1.1. Plaidoyer auprès des élites de la commune en vue de soutenir les charges liées aux études supérieures des étudiants					0	-La collaboration est effective entre les administrations
1.2. Création et approvisionnement de la caisse de solidarité					10 000	
<b>TOTAL</b>					<b>10 000</b>	

**SECTEUR : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE****PROBLEME : Faible encadrement social de la femme et de la famille**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<p><b>Objectif Global/</b> - Donner aux femmes un pouvoir égal d'intervention dans les décisions qui influent sur leur vie, du sein de la famille aux instances les plus élevées du gouvernement d'ici à 2035,</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux d'analphabétisation des femmes à l'horizon 2013</li> <li>- % des femmes ayant accédées à un poste électif dans la Commune à l'horizon 2035</li> <li>- La préservation de l'environnement et l'appropriation de comportements n'exposant pas aux infections telles que les IST et le VIH / SIDA sont améliorées de 50% en 2025</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques du MINPROFF, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post</li> <li>- Commune</li> </ul>	-	-	-
<p><b>Objectif de développement</b> Améliorer l'encadrement social de la femme et de la famille</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'infrastructures sociales d'encadrement</li> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration des activités de promotion de la femme et la famille dans la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013</li> </ul>	-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<p><b>Objectifs spécifiques</b> implanter/réaliser les infrastructures collectives de service public nécessaires au soutien des activités de promotion de la femme et la famille dans la Commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux d'intégration des populations dans les activités de promotion et l'autopromotion de la femme et la famille</li> <li>- Taux d'accès aux formations; niveau de satisfaction des populations par le service socio éducatif</li> <li>- Taux d'achèvement des formations professionnalisant entre 2015 et 2035</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités de la Commune</li> <li>- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement</li> </ul>	-Absence de création d'un Centre de Promotion de La Femme et de la Famille	Arrêté de création du Centre de Promotion de La Femme et de la Famille	MONPROFF
<p><b>Résultat</b> <b>R1</b> : Capacités des populations renforcées sur les questions liées à la promotion de la femme et famille ainsi que l'autopromotion des femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de participation aux activités de sensibilisation et formation</li> <li>- Pourcentage des femmes de plus de 14 ans exerçant une activité économique formelle entre 2012 et 2035</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête auprès des femmes et des enfants</li> <li>- Rapport d'activités du sectoriel MINPROFF ;</li> <li>- Rapport d'activités de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;</li> <li>-Contribution des communautés</li> <li>-Qualité de gouvernance</li> </ul>	-Evaluations conformes aux normes Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité	- Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins.
<p><b>R2</b> : Infrastructures collectives de service public nécessaires au soutien des activités de promotion de la femme et la famille implantées/ réalisées dans la Commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de maison de la femme crée</li> <li>- Nombre de maison de la femme construite et fonctionnelle</li> <li>- Taux de d'investissement en infrastructures sociales d'encadrement et de promotion de la femme et la famille dans la Commune</li> </ul>				
<p><b>R.3</b> : Performance des formations professionnalisantes et de la gestion communautaire du développement améliorée dans la Commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Normes de qualité pour la formation professionnelle et la gestion communautaire contrôlées au minimum 01 fois durant la formation et pendant la mise en œuvre des activités consommatrices de main d'œuvre à partir de 2012</li> </ul>				

Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse
	H	M	F		
- Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans la stratégie sectorielle du MINEFOP, dans les délais prévus pour 2035					
1.1. Organisation des sessions de sensibilisation et formation de deux jours, sur les questions liées à la promotion de la femme et famille ainsi que l'autopromotion des femmes				500	-La pression foncière est élevée dans l'espace urbain communal -Conservatisme des valeurs culturelles
1.2. Organisation des causeries éducatives sur le bien fondé du mariage à l'état civil, la planification des naissances au sein des ménages et diversification des activités génératrices de revenus				500	
2.1. Choix du site de construction d'une maison de la femme à MAKENENE				0	
2.2. Plaidoyer auprès du MINPROFF pour la création d'une maison de la femme à MAKENENE				0	
2.3. Construction d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille à MAKENENE				25 000	-La collaboration est effective entre les administrations  -Meilleur fréquentation du centre de Promotion de la Femme et de la Famille par les populations
2.4. Equipement de la maison de la femme				10 000	
3.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500	
3.2. Formation du personnel nécessaire aux questions sociales et environnementales				1 000	
3.3. Sensibilisation et formation des populations aux questions de genre et d'environnement, à leur rôle et contribution au développement socio économique, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500	
3.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations				6 000	
3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur du Commerce (populations riveraines)				10 000	
<b>TOTAL</b>				<b>55 000</b>	

**SECTEUR : AFFAIRES SOCIALES****PROBLEME** : Dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables (OEV du fait du VIH/SIDA et grabataires)

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> - Augmenter de deux tiers entre 2011 et 2035 la prise en charge et l'insertion des personnes vulnérables	- Nombre total de personnes vulnérables prise en charge et inséré dans la vie active augmenté de 15% en 2035 - Taux d'accès aux infrastructures d'encadrement social amélioré de 30% en 2020 - % d'amélioration des maladies de sénilité dans la Commune	- Statistiques nationales	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> - Améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables : OEV – personnes handicapées – personnes âgées	En 2013 l'espérance de vie des personnes vulnérables est augmentée de : o 15% pour les personnes âgées o 30% pour les OEV et personnes handicapées	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013	- Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	- Constat fait sur rapport Sectoriel	- Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Implantées/ réalisées les infrastructures sociales nécessaires au soutien des couches vulnérables de la Commune et assurer leur encadrement	- En 2015, au moins 50% des personnes vulnérables de la commune de MAKENENE reçoivent un encadrement des services sociaux locaux et 78% en 2035 - Taux de d'investissement en infrastructures psycho sociales d'encadrement	- Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement	- Absence de création des postes sociaux à KINDING NDE et KINDING NDJABI	- Arrêté de création des postes sociaux	- MINAS
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : Les conditions de vie des personnes vulnérables : OEV – personnes handicapées – personnes âgées sont améliorées	- Taux de scolarité net pour le primaire des OEV - % d'adultes handicapés alphabétisés - % des OEV âgés de moins de 5 ans sous-nourris - Taux de mortalité des personnes âgées - Nombre ou % des personnes handicapées à un haut niveau dans les organisations communales	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINAS; - Rapport d'activités de la Commune ;	- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Nombre de réunions avec les sectoriels - Nombre de rencontres entre conseil municipal, élites, et les populations.	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINAS; - Rapport d'activités de la Commune
<b>R2</b> : Infrastructures sociales nécessaires au soutien des couches vulnérables de la Commune Implantées/ réalisées/équipées	- Nombre d'infrastructures construites et équipés - Taux de d'investissement en infrastructures sociales d'encadrement dans la Commune - % d'amélioration des maladies de sénilité dans la Commune				
<b>R.3</b> : Performance de la construction des Infrastructures sociales nécessaires au soutien des couches vulnérables améliorée dans la Commune	- Normes de qualité pour la construction et la maintenance des Infrastructures sociales contrôlées au minimum 01 fois durant la formation et pendant la mise en œuvre des activités consommatrices de main d'œuvre à partir de 2015 - Planification sectorielle et budgétaire annuelle				

Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse
	H	M	F		
de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans la stratégie sectorielle du MINAS, dans les délais prévus pour 2035					
1.1 Organisation régulière des rencontres d'information et d'animation des (OEV) fait du SIDA				500	- Le MINAS met en œuvre la Loi sur la décentralisation : les Délégations Régionales peuvent rationaliser la dotation en personnel  -Les conditions socio-politiques sont favorables aux investisseurs étrangers
1.2. Assurer l'inscription des enfants dans les écoles				500	
1.3. S'assurer de la présence effective des enfants à l'école par le contrôle des cahiers une fois par semaine				10	
1.4. Organisation d'une séance de contrôle de l'hygiène du corps et du milieu par semaine				10	
1.5. Une consultation médicale par mois				500	
1.6. Organisation des activités de loisir, sport et culture				1 500	
1.7. Organisation des activités sociales (journée de l'enfant africain)				1 000	
1.8. Faciliter le placement des personnes handicapées dans les institutions spécialisées (plaidoyer)				1 000	
1.9. Acquisition de l'appareillage pour personnes handicapées				1 500	
1.10. Organisation des activités sociales (Journée Internationale le 03 Décembre)				1 000	
1.11. Renforcement des capacités des handicapés en matière associatif				50	
1.12. Organiser des activités récréatives en faveur des personnes âgées (Ludo, Damier, Cartes, etc)				3 000	
1.13. Faciliter leur traitement médical en leur apportant une assistance à domicile (une fois par mois) : visite				3 000	
1.14. Organisation des séances de contrôle de l'hygiène du corps et du milieu par semaine				1 500	
1.15. Organisation des activités sociales à l'intension des Personnes âgées (journée Internationale 25 Octobre)				30	
1.16. Appui à l'insertion ou à la réinsertion socioéconomique				2 000	
1.17. Aides et secours de première nécessité aux personnes handicapées				1 050	
2.1. Construction, équipement du centre social avec logement d'astreinte pour le chef de centre social				75 000	
2.2. Plaidoyer pour la création de 01 poste social pourvu d'un ASA à KINSLING NDE (NYNGO)				0	
2.3. Plaidoyer pour la création de 01 poste social pourvu d'un ASA à NYOKON (KINDING NDJABI)				0	
2.4. Construction de 01 poste social à NYOKON (KINDING NDJABI)				12 000	
2.5. Construction de 01 poste social de KINSLING NDE (NYNGO)				12 000	
2.6. Equipement du poste social à KINSLING NDE (NYNGO)				250	
2.7. Equipement du poste social de NYOKON (KINDING NDJABI)				250	
2.8. Affectation de personnels : 21 Assistants Adjoints pour tous le centre social (plaidoyer)				0	
2.9. Dotation du centre social et des postes sociaux en moyen de locomotion : 4 motos				1 600	
2.10. Revoir à la hausse le montant alloué aux aides et secours et appareillage (plaidoyer)				0	
2.11. Favoriser les séminaires de remise à niveau du personnel social (plaidoyer)				0	
2.12. Documentation du centre social et poste sociaux				1 500	-Une politique soutenue de réduction de la pauvreté des populations défavorisées et

2.13. Créer un centre de rééducation des enfants inadaptés sociaux				50	vulnérables est une priorité pour la Commune
2.14. construire un centre de rééducation des enfants inadaptés sociaux				150 000	
3.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500	
3.2. Formation du personnel nécessaire aux questions sociales et 'environnementales				1 000	
3.3. Sensibilisation et formation des populations aux questions de genre et d'environnement, à leur rôle et contribution au développement socio économique, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500	
3.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations				6 000	
3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur du Commerce (populations riveraines)				6 000	
<b>TOTAL</b>				<b>285 800</b>	

**SECTEUR : JEUNESSE****PROBLEME** : Faible structuration des jeunes aux activités associatives et d'initiation aux métiers

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Promouvoir le développement des activités ludiques et d'initiation aux métiers à l'horizon 2035	<ul style="list-style-type: none"> <li>- % de la population ayant accédées aux activités ludiques et d'initiation aux métiers</li> <li>- Taux d'accès aux infrastructures socio collectives d'encadrement des jeunes amélioré de 30% en 2020</li> <li>- le taux de pauvreté dans la Commune est passé de 60% en 2011 à 35,2% en 2015 et 25% en 2035</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques du MINJEUN, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post</li> <li>- Commune</li> </ul>	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'encadrement des jeunes de la Commune de MAKENENE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation sensible de l'encadrement des jeunes dans la commune</li> <li>- Taux d'accès aux infrastructures socio collectives d'encadrement des jeunes amélioré de 30% en 2020</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.</li> </ul>	- Constat fait sur rapport Sectoriel	- Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Mettre en place des infrastructures collectives nécessaires à la promotion de la jeunesse dans la Commune et renforcer les capacités des intervenants (jeunes et experts)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de participation des jeunes aux activités de formation</li> <li>- Nombre de jeunes appuyés dans l'exercice de leurs activités</li> <li>- Coût des financements octroyés</li> <li>- Taux de couverture des activités du Centre d'Animation Polyvalent pour les jeunes de MAKENENE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget communal</li> <li>- Comptes administratifs</li> <li>- Rapports d'activités de la Commune</li> <li>- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement</li> </ul>	-	-	-
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : Les capacités des intervenants sont renforcées en vue de la	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de jeunes formés</li> <li>- Niveau d'implication des populations dans les activités de promotions de la jeunesse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête auprès des femmes et des enfants</li> <li>- Rapport d'activités du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget Communal ;</li> <li>- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des</li> </ul>	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses	-

promotion de la jeunesse dans la Commune	- 2500 emplois formels sont créés par an à travers des formations techniques notamment dans la pratiques des activités agropastorales	sectoriel MINJEUN ; - Rapport d'activités de la Commune	comptes Administratifs - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;	réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins			
<b>R2</b> : Les initiatives des intervenants sont appuyées dans les domaines prioritaires pour leur éclosion	- Nombre d'initiatives appuyées - Coût des financements reçus - 2500 emplois formels sont créés par an à travers des formations techniques notamment dans la pratiques des activités agropastorales						
<b>R3</b> : Infrastructures collectives nécessaires à la promotion de la jeunesse implantées et réalisées	- Nombre de Centre d'Animation Polyvalent pour les jeunes à MAKENENE construit et opérationnel						
<b>R.4</b> : Performance des de la construction des Infrastructures sociales nécessaires au soutien des couches vulnérables améliorée dans la Commune	- Normes de qualité pour la construction et la maintenance des Infrastructures contrôlées au minimum 01 fois durant la formation et pendant la mise en œuvre des activités consommatrices de main d'œuvre à partir de 2015 - Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans la stratégie sectorielle du MINJEUN, dans les délais prévus pour 2035						
<b>Activités</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>	
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>			
1.1 Organisation d'une session de formation des activités des jeunes sur le plan associatif, loisirs et économique					1 000	-La coordination effective des différents intervenants est acquise	
1.2. Identification des groupes existants					500		
1.3. Structuration des groupes					1 000		
1.4. Renforcement des capacités					1 000		
2.1. Financement des projets jeunes					100 000		
2.2. Facilitation de l'emploi jeune					1 000		
2.3. Plaidoyer en vue du recrutement des jeunes					250		
3.1. Création et construction d'un espace de loisirs à MAKENENE					20 000		
3.2. Construction d'un Centre multifonctionnel de promotion des jeunes					40 000		
3.3. Plaidoyer pour la création de 07 Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle					250		
4.1. Développement d'un système de contrôle de qualité					500	-Une politique soutenue de promotion des activités ludiques et d'initiation aux métiers est une priorité pour la Commune	
4.2. Formation du personnel nécessaire aux questions sociales et 'environnementales					1 000		
4.3. Sensibilisation et formation des populations aux questions de genre et d'environnement, à leur rôle et contribution au développement socio économique, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement					1 500		
4.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations					6 000		
4.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur du Commerce (populations riveraines)					6 000		
<b>TOTAL</b>					<b>180 000</b>		

**SECTEUR : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE****PROBLEME :** Difficultés liées à l'exercice des activités sportives

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Assurer l'exercice des activités sportives de qualité préparant aux compétitions dans les disciplines prioritaires pour le développement du secteur d'ici 2035	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de couverture en infrastructures sportives accru dans la Commune de 05% d'ici 2035</li> <li>- Prêts bancaires destinés aux investissements privés accrus de 20% en 2015 et de 45% en 2035</li> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration de l'accès aux infrastructures sportives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques du MINSEP, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post</li> <li>- Commune</li> </ul>	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'exercice aux activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux net de participation aux activités à caractère sportif</li> <li>- Nombre d'infrastructures sportives et d'éducation physique en place et fonctionnelles</li> <li>- Le budget communal est amélioré de 10% annuel à travers les recettes générées par l'exercice des activités sportives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'enquêtes menées auprès des jeunes et experts entre 2011 et 2035</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Constat fait sur rapport Sectoriel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports obtenus auprès du sectoriel</li> </ul>
<b>Objectif spécifique</b> Construire/ équiper les infrastructures sportifs et d'éducation physique dans la Commune et renforcer les capacités des populations sur la dynamique de groupe	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de couverture des activités de sensibilisation</li> <li>- Nombre de jeunes actifs dans les mouvements associatifs sportifs</li> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration de l'accès aux infrastructures sportives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'inspection finale du sectoriel MINSEP</li> <li>- Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement</li> </ul>	-	-	-
<b>Résultat</b> <b>R1 :</b> Populations sensibilisées sur la dynamique de groupe et l'intérêt des	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux brut de participation aux activités de sensibilisation</li> <li>- Nombre de mouvements associatifs sportifs créés et fonctionnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'activités du sectoriel;</li> <li>- Rapport d'activités de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget Communal ;</li> <li>- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs</li> <li>- Comptes Administratifs ;</li> <li>- Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;</li> <li>- Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité</li> <li>- Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins</li> <li>- Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.</li> </ul>	-
<b>R2 :</b> Offre en infrastructures sportives et d'éducation physique facilitée dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'infrastructures sportives et d'éducation physique en place et fonctionnelles</li> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration de l'accès aux infrastructures sportives</li> </ul>				
<b>R.3 :</b> Performance de la construction des Infrastructures sociales nécessaires au soutien des couches vulnérables améliorée dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Normes de qualité pour la construction et la maintenance des Infrastructures sportifs contrôlées au minimum 01 fois durant la formation et pendant la mise en œuvre des activités consommatrices de main d'œuvre à partir de 2015</li> <li>- Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans la stratégie sectorielle du MINSEP, dans les délais prévus pour 2035</li> </ul>				

Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse
	H	M	F		
1.1 Sensibilisation et information à l'attention des intervenants (jeunes et experts)				90	- Le manque de dynamisme du comité de suivi communal  -Faible mobilisation des intervenants (jeunes et experts)  -Les conditions socio-politiques sont favorables aux investisseurs étrangers
1.2 Organisation d'une session de formation sur nécessité de la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs sportifs dans tous les villages et l'espace urbain				1 000	
2.1. Construction d'une plate forme multisports				30 000	
2.2. Aménagement de 01 aire de jeux (football, terrain handball) au Lycée de MAKENENE				3 000	
2.3. Aménagement de 01 aire de jeux (football, terrain handball) au CETIC de MAKENENE				3 000	
2.4. Aménagement de 01 aire de jeux (football, terrain handball) 0 la SAR/SM de MAKENENE				3 000	
2.5. Aménagement de 01 aire de jeux (football, terrain handball) au CES de NYOKON				3 000	
2.6. Aménagement de 01 aire de jeux (football, terrain handball) au CES Bilingue de MAKENENE				3 000	
2.7. Construction de 01 stade municipal				60 000	
2.8. Equipement en du stade municipal en matériel sportif				2 000	
2.9. Aménagement de l'aire de jeux existants à KINDING NDJABI				3 000	
2.10. Aménagement de l'aire de jeux existants à NYOKON II				3 000	
2.11. Aménagement de l'aire de jeux existants à KINDING NDE				3 000	
2.12. Aménagement de l'aire de jeux existants à MOCK Sud				3 000	
2.13. Organisation de championnats annuels inter village dans différentes disciplines				30 000	
3.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500	-La collaboration est effective entre les administrations
3.2. Formation du personnel nécessaire aux questions sociales et 'environnementales				1 000	
3.3. Sensibilisation et formation des populations aux questions de genre et d'environnement, à leur rôle et contribution au développement socio économique, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de gestion durable de l'environnement				1 500	
3.4. Effectuer l'EIE et les études de faisabilités requises pour la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations				12 000	
3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur du Commerce (populations riveraines)				6 000	
<b>TOTAL</b>				<b>171 090</b>	

**SECTEUR : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE****Problème :** Gestion irrationnelle des dispositions prévues par code de travail et le régime de la sécurité sociale

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Intégrer progressivement l'ensemble des catégories sociales jusqu'ici en marge du système de sécurité sociale	- Taux d'intégration des catégories sociales jusqu'ici en marge du système de sécurité sociale	- Statistiques nationales - Analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune		-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'application des dispositions prévues par code de travail et le régime de la sécurité sociale	- Respect rigoureux des procédures établies par le code de travail et le régime de la sécurité sociale	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013		-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Faciliter/appuyer/ renforcer les capacités des intervenants sur l'application des dispositions prévues par code de travail et le régime de la sécurité sociale	- - Proportion des employeurs appliquant les dispositions prévues par code de travail et le régime de la sécurité sociale dans leur unité de production	- Rappports d'activités de la Commune - Rappports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement		-Absence de création d'une structure de sécurité sociale des producteurs	-Arrêté de création d'une structure de sécurité sociale des producteurs	Ministère du Travail
<b>Résultat</b> R.1.Dispositions prévues par code de travail et le régime de la sécurité sociale promue	- Nombres de personnes couvertes par la sécurité sociale	- Rapport d'activités du sectoriel; - Rapport d'activités de la Commune		-Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;	- Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.	
R.2.Une structure de sécurité sociale créée	- Proportion des acteurs ruraux bénéficiaires de la sécurité sociale, ainsi que des allocations familiales d'ici 2035	- Rappports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement		Redressement de l'injustice excluant les travailleurs ruraux du bénéfice de la sécurité sociale, ainsi que des allocations familiales		
	<b>Activité</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Hypothèse</b>
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
	1.1. Plaidoyer auprès des autorités locales compétentes				0	-La collaboration est effective entre les administrations
	1.2. Sensibilisation des travailleurs et employeurs sur la connaissance du code du travail				500	
	1.3. Sensibilisation sur la nécessité de formaliser les emplois				500	
	2.1. Plaidoyer auprès du Gouvernement pour la création d'un organisme devant assurer la sécurité sociale des ruraux ainsi que son mode de financement				500	
	<b>TOTAL</b>				<b>1 500</b>	

**SECTEUR : MINATD****PROBLEME** : Faible capacité d'intervention des autorités de l'administration territoriale et décentralisée

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Installer les autorités administratives locales au cœur du développement et la sécurisation des biens et des personnes	- Niveau d'implication des autorités administratives de MAKENENE dans les initiatives de développement d'ici 2035	- Analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune		-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer les capacités d'intervention des autorités de l'administration territoriale et décentralisée	Niveau d'implication des autorités administratives de MAKENENE dans les initiatives de développement et la sécurisation des biens	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013		-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Construire et équiper les infrastructures abritant les services de l'administration territoriale et décentralisée	- Taux d'investissement du budget communal	- Budget communal - Comptes administratifs - Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP		-	-	-
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : 01 véhicule tout terrain pour les interventions de sécurité publique est acquis	- Le niveau d'adéquation entre l'effectif du personnel communal et la charge de travail	- Rapport d'activités du sectoriel; - Rapport d'activités de la Commune		- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en termes de coûts et de couverture des besoins	
R.2 : 01 sous-préfecture construite	-Nombre de sous-préfecture construite et fonctionnelle - Taux d'investissement du budget communal					
<b>R.2</b> : Performance de la construction des Infrastructures améliorée dans la Commune	-Normes de qualité pour la construction et la maintenance des Infrastructures sportifs contrôlées au minimum 01 fois durant la formation et pendant la mise en œuvre des activités consommatrices de main d'œuvre à partir de 2015 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans la stratégie sectorielle du MINSEP, dans les délais prévus pour 2035					
<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>	
	<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>			
1.1 Mobilisation des fonds				0	-La coordination effective des différents intervenants est acquise	
1.2. Acquisition d'un véhicule tout terrain pour les interventions de sécurité publique				25 000		
1.3. Construction d'un commissariat de sécurité publique				80 000		
1.4. Recrutement d'un personnel d'appui				1 200		

1.5. Construction de la sous-préfecture				30 000		
3.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				500		
3.4. Effectuer les études de faisabilités requises pour la construction des infrastructures et mettre en pratique les recommandations				2 000		
3.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétents ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				2 000		
<b>TOTAL</b>				<b>140 700</b>		

**SECTEUR : INSTITUTION COMMUNALE****PROBLEME : Faible capacité d'intervention de la commune**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> - Installer la Commune au cœur du Développement local d'ici 2035	- Niveau d'implication de la Commune de MAKENENE dans les initiatives de développement	- Analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer les capacités d'intervention des autorités administratives et de la décentralisation	- Respect rigoureux des procédures établies dans la loi de 2004 relatives au fonctionnement des Communes. - La satisfaction des besoins des populations de la Commune - Cohérence entre les membres de l'exécutif communal	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013	- Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	- Constat fait sur rapport Sectoriel	- Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Renforcer le cadre institutionnel ainsi que les mécanismes de promotion du monde rural dans la Commune	- La qualité du service rendu par le personnel et les membres du Conseil municipal - Le niveau d'adéquation entre l'effectif du personnel communal et la charge de travail - taux de recouvrement des taxes - Réseau des relations conforté et amélioré de 70% - Nombre d'engins fonctionnels - Nombre de bâtiments fonctionnels...	- Budget communal - Comptes administratifs - Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement	-	-	-
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : Les compétences du personnel communal sont en adéquation avec l'effectif, et la charge de travail et les postes à pouvoir	- Le niveau d'adéquation entre l'effectif du personnel communal et la charge de travail	- Rapport d'activités du sectoriel; - Rapport d'activités de la Commune	- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs ; - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins	-
<b>R2</b> : La commune a atteint 80% du taux de recouvrement	- Le taux de recouvrement des taxes				
<b>R3</b> : 70% des relations de la Commune sont confortées et étendues	- Niveau des relations de la Commune				

R4 : 60% du patrimoine de la commune est réhabilitée et valorisé	- % du patrimoine effectivement réhabilité et valorisé par rapport aux prévisions				Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse
		Moyens				
Activités		H	M	F		
1.1. Recrutement de 01agent à la recette municipale					2 000	Les conditions socio-politiques sont favorables aux investisseurs étrangers
1.2. Recrutement de 01agent au service d'assiette					0	
1.3. Recrutement de 01agent à la comptabilité					0	
1.4. Recrutement de 06 agents permanents					7 841	
1.5. Recrutement de 20 agents temporaires					0	
1.6. Organisation d'une session de formation en informatique au bénéfice du secrétaire et du comptable de la Commune					6 500	
1.7. Organisation des rencontres d'échanges et de partage entre le personnel et l'exécutif communal					1 500	
1.8. Implication des conseillers municipaux dans l'élaboration et le suivi des activités du budget					0	
1.9. Elaboration et mise en œuvre des moyens d'information et de communication					100	
1.10. Responsabilisation des C.M dans certaines tâches dans leur localité avec des objectifs à atteindre					6 000	
1.11. Renforcement des capacités du personnel communal en adéquation avec les postes à pourvoir et la charge de travail					1 000	
1.12. Mise en application de l'organigramme du personnel et le plan de carrière en vigueur					300	
2.1. Formation des C.M dans la lecture et la compréhension des budgets de comptes administratifs					50 000	
2.2. Informatisation des documents comptables (logiciels)					22 000	
2.3. Acquisition de 4 ordinateurs complets pour une gestion rapide voire transparente					4 000	
2.4. Renforcer le personnel de recouvrement des recettes					3 000	
2.5. Organisation de campagnes de sensibilisation des agents de recouvrement pour un changement de comportement					100	
2.6. Actualiser le fichier des contribuables					500	-La collaboration est effective entre les administrations
2.7. Organisation de la gestion des carrières de sable et pierres en sensibilisant les personnes qui exercent dans cette activité					8 000	
3.1. Renforcement du partenariat avec le PNDP, le FEICOM et l'Union Européenne, IDA (Inter Développement Association)					1 000	
3.2. Création des relations de jumelage avec des communes étrangères					20 000	
3.3. Recherche des nouveaux partenaires					500	
4.1. Prévoir l'amortissement des véhicules et mettre en place un système de maintenance					0	
4.2. Construction d'un Hôtel de ville					200 000	
4.3. Construction d'une cité communautaire					40 000	-Une politique soutenue de réduction de la pauvreté des populations surtout les plus défavorisées et vulnérables est une priorité pour la Commune
4.4. Acquisition d'un camion pour le ramassage des O.M					70 000	
4.5. Acquisition d'un véhicule Pick up tout terrain					30 000	
4.6. Achat de 50 bacs à ordures règlementaires en plastique					10 000	
4.7. Construction d'une auberge municipale					50 000	

4.8. Création d'un site de traitement des ordures ménagères (O.M)				8 000		
4.9. Délimitation et immatriculation des lots urbains et de la ville				0		
4.10. Création d'un lotissement communal				0		
4.11. Construction d'un logement de fonction du Maire				50 000		
4.12. Construction d'un camp du personnel communal				100 000		
4.13. Construction d'un Hôtel équipé				400 000		
<b>TOTAL</b>				<b>1 092 341</b>		

**SECTEUR : ENERGIE (SOUS SECTEUR ELECTRICITE)****PROBLEME : Gestion irrationnelle des ressources énergétiques**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Etat des pénuries d'électricité qui entravent le Développement économique de la Commune réduits à l'horizon 2035	- Taux de couverture en énergie électrique accru dans la Commune de 35% d'ici 2035 - La distance moyenne entre les ménages et un poteau électrique est passé de 3 Km en 2011 à 0, 5 Km en 2035	- Statistiques du MINEE, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer la qualité du service public de l'électricité (la réhabilitation des lignes moyennes tension, remplacement des composantes défectueux, l'extension des réseaux et le raccordement de nouveaux abonnés).	- Nombre d'habitants desservis par le réseau AES SONEL - Taux de couverture de l'éclairage public dans la ville - Le potentiel énergétique dans la Commune est accru de 540 KVA en 2011 à 880KVA en 2025	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages (abonnés) en 2011 et 2035 - Enquête par échantillonnage réalisée et analysée durant la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année	Conjoncture favorable : o Stabilité sociale maintenue ; o Programme de relance économique poursuivie.	o Redéploiement de l'activité socio-économique. Constat fait sur rapport Sectoriel MINEE.	-Rapports obtenus auprès du sectoriel MINEE
<b>Objectif spécifique</b> Implanter/ réhabiliter les infrastructures d'énergie nécessaires au soutien à la croissance économique et au Développement endogène	- Proportion des ménages ayant accès à l'électricité - Incidence des pannes dues au mauvais suivi des ouvrages réduite de 2/3 d'ici 2013 - Taux d'employabilité des membres de comités opérationnels assurant la gestion et l'entretien de l'infrastructure - Le taux de couverture du réseau électrique est passé de 40% à 90% entre 2011 et 2013	- Budget communal - Comptes administratifs - Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement	-	-	-
<b>Résultat</b> <b>R.1</b> : offre d'énergie électrique et accès aux communautés de base (assurer le transport d'énergie en ligne MT vers les communautés avec conversion en BT.) facilitée	- La longueur du réseau AES SONEL étendu au moment nécessaire est augmentée de 50% entre 2011 et 2013 dont 20% par les populations et 30% par les partenaires de la Commune - Nombre de transformateurs remplacés et renforcés - Nombre d'association des bénéficiaires opérationnelle assurant la gestion et le suivi des	- Enquête de satisfaction des populations bénéficiaires, réalisée chaque année - Rapport d'activités du sectoriel MINEE; - Rapport d'activités de la Commune ; - Rapport d'inspection finale des travaux d'extension et	- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs  - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;  - Contributions techniques	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux	

	infrastructures - Longueur en m/l de lignes MT et BT - Nombre de ménages connectés à l'issue de la campagne promotionnelle de branchements - Le nombre d'association des bénéficiaires opérationnelle assurant la gestion et l'entretien de l'infrastructure	entretien du réseau - Contrats passé avec AES SONEL	et financières complémentaires des Partenaires de Développement ; -	de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation. - Nombre de réunions avec les sectoriels - - Nombre de rencontres entre conseil municipal, élites, et les populations.	
<b>R 2:</b> 01 station essence implantée dans la Commune	- Nombre de station implantée et fonctionnelles dans la Commune - Nombre d'emplois créés par activités - Taux d'investissement pour l'amélioration de la fourniture en énergie				
Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse
	H	M	F		
1.1. Organisation des lobbyings auprès d'AES-SONEL pour organisation de campagne promotionnelle de branchement				10	-Le développement du secteur de l'énergie maintient au moins le niveau de priorité  -Les normes de qualité pour le réseau électrique sont définies  -Les conditions socio-politiques sont favorables aux investisseurs étrangers  -La collaboration est effective entre les administrations
1.2. Mise en place d'un comité de vigilance dans les différents villages				700	
1.3. Organisation de manière régulière des séances d'élagage et d'abattage des corridors sur l'emprise des lignes de transport et de distribution de l'énergie électrique				1 500	
1.4. Extension du réseau AES-SONEL sur 01 km à MOCK Sud (Brigade de Gendarmerie de l'EP MOCK Sud)				5 000	
1.5. Extension du réseau AES-SONEL sur 03 km à MOCK Centre (de MAKENENE à BALOUA)				15 000	
1.6. Extension du réseau AES-SONEL sur 01 km à MOCK Sud (brigade de gendarmerie au Lycée)				5 000	
1.7. Extension du réseau AES-SONEL sur 0,5 km à NGOKOP (Foyer DITCHA à la limite barrière)				2 500	
1.8. Extension du réseau AES-SONEL sur 01 km à BARRIERE (stade municipal à limite EP CARRIERE)				5 000	
1.9. Extension du réseau AES-SONEL sur 01 km à CARRIERE (foyer MANDJO à site EP CARRIERE)				5 000	
1.10. Extension du réseau AES-SONEL sur 02 km à MAKENENE Est (usine CASSALAFAM. EB)				10 000	
1.11. Extension du réseau AES-SONEL sur 02 km à KINDING – NDJBI				10 000	
1.12. Extension du réseau AES-SONEL sur 02 km à KINDING – NDE				10 000	
1.13. Extension du réseau sur 01 km à SAMENFOU – CHATEAU				5 000	
1.14. Extension du réseau sur 01 km à l'Ecole publique G1 – NDENGUE				5 000	
1.15. Extension du réseau AES-SONEL sur 06 km à KINDING NDE-NYINGO				30 000	
1.16. Remplacement et renforcement des 05 transformateurs existants				2 500	
2.1. Création d'une seconde station essence				75 000	
<b>TOTAL</b>				<b>180 710</b>	

**SECTEUR : EAU (SOUS-SECTEUR HYDRAULIQUE)****PROBLEME : Difficulté d'accès à l'eau potable**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Porter le taux d'accès aux infrastructures d'hydraulique et assainissement de 15 à plus de 60% à l'horizon 2035	- L'accès à l'eau potable accrue de 30% en 2011 à 75% d'ici 2035 -% des foyers ayant accès à l'eau potable - Nombre de maladies liées à l'insalubrité de l'eau -La préservation de l'environnement et l'appropriation de comportements n'exposant pas aux infections telles que les IST et le VIH / SIDA sont améliorées de 50% en 2025	- Statistiques du MINEE, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune	Le sous sol inadéquat pour la construction des ouvrages hydrauliques Le nombre d'échecs de construction	Le sous sol inadéquat pour la construction des ouvrages hydrauliques Le nombre d'échecs de construction	MINEE Commune Populations
<b>Objectif de développement</b> Amélioration de l'accès à l'eau potable dans la Commune d'ici 2013	- Nombre de points d'eau dans la Commune a augmenté de 21 en 2011 à 37 en 2025 -La longueur du réseau d'AEP de la ville est passée de 12 Km en 2011 à 20 Km en 2035 -Ratio nombre de personnes par point d'eau dans la Commune en 2025	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages en 2011 et 2013 - Enquête par échantillonnage réalisée et analysée durant la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année	- Le sous sol inadéquat pour la construction des ouvrages hydrauliques Le nombre d'échecs de construction	- Le sous sol inadéquat pour la construction des ouvrages hydrauliques Le nombre d'échecs de construction - Constat fait sur rapport Sectoriel MINEE.	--Enquêtes auprès des ménages -Rapports obtenus auprès du sectoriel MINEE
<b>Objectif spécifique</b> Implanter les infrastructures d'hydraulique et réhabiliter les infrastructures existantes réalisées dans leur très grande majorité depuis plus de 10 ans	-Incidence des pannes dues au mauvais suivi des ouvrages réduite de 2/3 d'ici 2013 -Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural accru de 30% en 2011 à 40% en 2013 -En 2013, le nombre de maladies liées à l'insalubrité de l'eau (diarrhéique, épidermique) est réduit de 25% -la distance moyenne à parcourir à la recherche de l'eau est réduite de 2 Km en 2011 à 1 Km en 2025 -Longueur en m/l des réseaux d'AEP	- Budget communal - Comptes administratifs - Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement			
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : 21 comités locaux d'entretien des points d'eau mis en place	-Nombre de comités locaux d'entretien mis en place autour de chaque point d'eau -Taux de contribution des bénéficiaires en prévision du financement de renouvellement	- Enquête de satisfaction des populations bénéficiaires, réalisée chaque année - Rapport d'activités du sectoriel MINEE;	- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité	
<b>R2</b> : 05 points d'eau en panne réhabilités	-Nombre de points d'eau réhabilités et fonctionnels - le taux d'accès direct des ménages à l'eau potable -Nombre d'habitants desservis par les puits -Qualité de l'eau (présence des maladies dans les points d'eau)	- Rapport d'activités de la Commune ;	- Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de	- Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les	

<b>R3</b> : Les bénéficiaires sont formés sur les techniques de potabilisation de l'eau	-Nombre de comité de gestion opérationnelle -Incidence de maladies liées à l'insalubrité de l'eau durant une année (diarrhée, épidermique) sur la santé des bénéficiaires				Développement ;	Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation. - Nombre de réunions avec les sectoriels - Nombre de rencontres entre conseil municipal, élites, et les populations.
<b>R4</b> : 08 forages construits à MBALAM, KINDING-NDE, MAKENENE Est, Sous préfecture, KINDING NDJABI, MOCK Sud et MOCK Centre	-Le nombre de forages construits et fonctionnel -Profondeur des forages -Nombre d'association des bénéficiaires opérationnelle assurant la gestion et l'entretien de ces infrastructures					
<b>R5</b> : 04 Km d'extension de réseau d'AEP dans la ville	-Longueur en m/l du réseau -Nombre d'habitants desservis par l'AEP					
<b>R.6</b> : Performance de la réhabilitation et la construction des points d'eau améliorée	-Normes de qualité pour l'entretien, la réhabilitation et la construction des points d'eau contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2020 -Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le Plan Stratégique du MINEE, dans les délais prévus pour 2020				-Rapport de suivi sur le terrain produit par le MINEE -Procès verbaux des réunions avec le sectoriel du MINEE	
Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse	
	H	M	F			
1.1. Mise en place de 21 comités de gestion, formation des artisans réparateurs et fourniture d'une caisse à outils				900		
1.2. Plaidoyer auprès de CAMWATER/CDE pour le ravitaillement permanent du château d'eau				0		
2.1. Réhabilitation du point d'eau en panne à EP MAKENENE Groupe I				600		
2.2. Réhabilitation du point d'eau en panne à EP NGOKOP				600		
2.3. Réhabilitation du point d'eau en panne à EP MAKENENE carrière				600		
2.4. Réhabilitation du point d'eau en panne à NYOKON I				600		
2.5. Réhabilitation du point d'eau en panne à NYOKON II				600		
2.6. Réhabilitation du point d'eau en panne au MAKENENE CMA				600		
3.1. Organisation d'une session de formation d'un jour sur les techniques de potabilisation de l'eau				1 600		
4.1. Construction de 01 forage à KINDING-NDE				9 500		
4.3. Construction de 02 forages à MAKENENE Est				19 000		
4.4. Construction de 01 forage à KINDING NDJABI				9 500		
4.5. Construction de 01 forage à la Sous préfecture				9 500		
4.6. Construction de 01 forage à MOCK-SUD				9 500		
4.7. Construction de 01 forage à MOCK-CENTRE				9 500		
4.8. Construction de 01 forage à MBALAM				9 500		
5.1. Extension du réseau d'adduction d'eau sur 04 Km vers la zone de lotissement				12 000		
6.1. Développement d'un système de contrôle de qualité				1 000		

6.2. Formation du personnel nécessaire à la planification, la gestion, l'entretien, aux questions d'environnement et à l'EIE				2 500		
6.3. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur routier, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de chargement				3 000		
6.4. Effectuer l'EIE requise et mettre en pratique les recommandations				1 500		
6.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs comptant ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				3 000		
6.6. Mise en place de 01Comité d'entretien dans chaque village				0		
6.7. Equipement des comités locaux d'entretien routier pour les travaux HIMO				1 000		
<b>TOTAL</b>				<b>94 100</b>		

**SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS****PROBLEME : Difficulté de circulation des biens et des personnes**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Porter la proportion actuelle de 5% du réseau routier praticable en toute saison à plus de 15% grâce notamment à la réhabilitation et le bitumage du réseau existant à l'horizon 2035.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux d'accès aux infrastructures socio économiques communales de base et aux services publics</li> <li>- Prix des produits agricoles (aliments de base et légumes) sur les marchés urbains diminués de 10% en 2035</li> <li>- La préservation de l'environnement et l'appropriation de comportements n'exposant pas aux infections telles que les IST et le VIH / SIDA sont améliorées de 50% en 2025</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistiques du MINTP, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post</li> <li>- Enquête sur le marché local et sous régional</li> </ul>	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'offre en infrastructures routières communales, en mettant d'abord l'accent sur la réhabilitation et l'entretien du réseau existant, puis sur son extension et son aménagement (aussi bien en ce qui concerne le réseau bitumé que celui de desserte)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Linéaire des routes périurbaines prioritaires entretenues sur 44,5Km d'ici 2020</li> <li>- Linéaire des routes existantes réhabilitées</li> <li>- En 2035, les pertes de valeur marchande des produits agricoles durant le transport vers les marchés urbains sont réduites de 30% pour les cultures destinées à l'exportation et de 40% pour les denrées périssables produites par les femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'enquêtes menées auprès des usagés entre 2011 et 2035</li> </ul>	-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Ouvrir et réhabiliter les routes périurbaines et urbaines nécessaires au soutien à la croissance économique et au développement endogène de la Commune de MAKENENE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais de fonctionnement de véhicules réduits pour les acheteurs de produits, la société coopératives des producteurs, et des propriétaires privés de 10% d'ici 2015 et de 15% d'ici 2020</li> <li>- Taux d'investissement pour l'amélioration du réseau routier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Banque des données de la Commune,</li> <li>- Rapports de Suivi/Evaluation ;</li> <li>- Accords formalisés consécutifs à la sollicitation des partenaires de Développement ;</li> </ul>	-	-	-

		- Rapports des Sectoriels. - Enquête sur le marché local			
<b>Résultat</b> <b>R.1</b> : Le réseau de pistes interurbaines existantes est réhabilité sur 11Km	- 11Km de pistes de collectes prioritaires sont reprofilées d'ici 2013 conformément aux normes agréées par le MINTP - Satisfaction des populations sur la circulation des biens et personnes en toutes saisons - Taux d'investissement pour l'amélioration du réseau routier				
<b>R.2</b> : 44,5 Km de pistes interurbaines créées et aménagées	- 44,5Km de routes interurbaines prioritaires sont construites d'ici 2020 conformément aux normes agréées par le MINTP - Entre 2011 et 2013, 20,5 Km sur le tronçon reliant NYINGO - KINDING NDJABI – MAKENENE sont ouverts - Taux d'investissement pour l'amélioration du réseau routier	- Rapport d'inspection final des travaux de construction et de réhabilitation - Rapport d'enquête sur les conditions des routes mené par le MINTP - Contrats avec les entreprises privées	-Les limitations de poids des chargements sont respectées par les camions	-Durabilité du réseau routier communal	MINTP
<b>R.3</b> : Les routes urbaines communales existantes sont bitumées	- 1,5Km de routes interurbaines prioritaires sont bitumées d'ici 2012 et 2,5Km d'ici 2020 - Satisfaction des populations sur la circulation des biens et personnes en toutes saisons - Taux d'investissement pour l'amélioration du réseau routier				
<b>R.4</b> : 11 ponceaux semi définitifs construits sur les axes périurbains et urbains prioritaires de la Commune	- Ponts fonctionnels en 2013 - Nombre de ponts construits - 11 ponts construits en sémi définitif sur les principaux axes à viabiliser dans le Commune d'ici 2020 - Taux d'investissement pour l'amélioration du réseau routier				
<b>R.5</b> : Performance de l'entretien routier améliorée	- Normes de qualité pour l'entretien, la réhabilitation et la construction des routes contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2012 - Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2012	- Rapport de suivi sur le terrain produit par le MINTP - Procès verbaux des réunions avec le sectoriel du MITP			
	<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>		<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>	
	1. 1.Reprofilage du tronçon NYOKON II- KINDING-NDJABI 04 Km				10 000
	1.2. Reprofilage du tronçon NYINGO-KINDING NDE 7 Km				20 000
	2.1. Ouverture du tronçon KINDING NDJABI – MAKENENE 15 Km				90 000

2.2. Ouverture du tronçon KINDING NDJABI – NYINGO 5,5 Km				33 000		
2.3. Ouverture du tronçon MAKENENE Est- BANDJA 14 km				20 000		
3.1. Bitumage de 1,5 Km de route dans la voirie urbaine de MAKENENE				100 000		
3.2. Bitumage de 2,5 Km de route sur le tronçon MAKENENE CENTRE-MOCK SUD				200 000		
4.1. Construction de 04 ponceau semi définitifs sur le cours d'eau Mock				80 000		
4.2. Construction de 02 ponceau semi définitifs sur l'axe KINDING NDE-NYINGO				40 000		
4.3. Construction de 03 ponceaux semi définitifs sur l'axe KINDING NDJABI – MAKENENE				60 000		
4.4. Construction de 02 ponceau semi définitifs sur l'axe KINDING NDJABI – NYINGO				40 000		
5.1. Amélioration du dispositif organisationnel, y compris la répartition des responsabilités au niveau des villages				1 000		
5.2. Développement d'un système de contrôle de qualité				1 000		
5.3. Formation du personnel nécessaire à la planification, la gestion, l'entretien, aux questions d'environnement et à l'EIE				2 500		
5.4. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, à leur rôle et contribution au développement du secteur routier, au rôle/impact du VIH/SIDA, aux réglementations en matière de chargement				3 000		
5.5. Effectuer l'EIE requise et mettre en pratique les recommandations				1 500		
5.6. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs comptant ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations riveraines)				3 000		
6.7. Mise en place de 01 Comité d'entretien dans chaque village				0		
6.8. Equipement des comités locaux d'entretien routier pour les travaux HIMO				1 000		
<b>TOTAL</b>				<b>706 000</b>		

**SECTEUR : TRANSPORT****Problème :** Gestion irrationnelle des infrastructures de transport (gares routières)

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Eliminer les entraves à la circulation de manière à réduire les coûts de transaction et les délais de circulation	- Incidence des délais de circulation et coûts de transaction réduits à l'horizon 2035 - En 2020 les coûts de transport sont réduits de 10% pour les produits destinés à la commercialisation	- Analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer la circulation des biens et des personnes dans la Commune	- Les infrastructures/équipements de transport répondent aux normes de gestion prescrite - En 2020 les coûts de transport sont réduits de 10% pour les produits destinés à la commercialisation	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages en 2011 et 2013	-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Construire une gare routière à	- Syndicat des transporteurs routiers - Nombre de gare routière construite et	- Rapports d'activités de la Commune	-	-	-

MAKENENE Est	fonctionnelle	- Rapports de suivi du PNDP			
<b>Résultat</b> <b>R1</b> : 01 gare routière construite et équipée à MAKENENE-Est	- Un syndicat des transporteurs routiers est crée et opérationnel dans la gare routière - Nombre de gare routière construite et fonctionnelle - En 2020 les coûts de transport sont réduits de 10% pour les produits destinés à la commercialisation	- Rapport d'activités de la Commune		- Budget Communal ; - Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ;	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.
<b>R.2</b> : Performance de la construction et du transport des biens et des personnes améliorée	- Normes de qualité pour la construction et du transport des biens et des personnes contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2012 - Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PST, dans les délais prévus pour 2012	- Rapport de suivi sur le terrain produit par le MINTP - Procès verbaux des réunions avec le sectoriel du MITP			
	<b>Activités</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>	<b>Hypothèse</b>
1.1. Construction de la gare routière à MAKENENE-EST					200 000
2.1. Amélioration du dispositif organisationnel, y compris la répartition des responsabilités (mise en place d'un syndicat des transporteurs routiers)					50
2.2. Développement d'un système de contrôle de qualité					500
2.3. Formation du personnel nécessaire à la planification, la gestion et l'entretien					2 500
2.4. Organisation des intervenants et sensibilisation aux questions d'environnement, au rôle/impact du VIH/SIDA et à la réglementation en matière de transport					200
2.5. Effectuer les études de faisabilité requise					1 500
2.6. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs compétant ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations)					3 000
<b>TOTAL</b>					<b>207 750</b>

**SECTEUR : POSTE ET TELECOMMUNICATION****PROBLEME** : Faible valorisation des atouts et potentialités offerts par les réseaux mobiles de télécommunication

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES		
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources	
<b>Objectif Global/</b> - Densifier les réseaux télécommunication dans la Commune à l'horizon 2035, - Organiser et de rendre significative à l'horizon 2020 l'offre publique et privée de service postal de manière à satisfaire pleinement la demande en quantité et en qualité	- % de densification des réseaux de télécommunication mobile à l'échelle communal en 2035 contre 26% en 2011 - L'indice d'accès au numérique estimé à 0,16 en 2011 est amélioré de 0,5% en 2035 - En 2025, la télé densité fixe est portée à 45%, la télé densité mobile à 65% et le débit de transfert des données à 3800 Mb/s dans la Commune	- Statistiques nationales - Analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune		-	-	-	
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'offre de services de télécommunication en quantité, en qualité et à des prix abordables	- Augmentation sensible de la couverture des réseaux mobiles de télécommunication - En 2025, la télé densité fixe est portée à 45%, la télé densité mobile à 65% et le débit de transfert des données à 3800 Mb/s dans la Commune - Le nombre d'emplois directs et indirects est multiplié par 50 en 2025	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013		-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Rapports obtenus auprès du sectoriel	
<b>Objectif spécifique</b> Promouvoir la couverture totale de l'espace communal par les réseaux de télécommunication	- Taux de couverture des réseaux de télécommunication mobiles - Taux de satisfaction de la demande en quantité et en qualité à des prix abordables de la demande des services postaux - En 2025, l'utilisation des TIC dans la Commune est accrue de 10% en 2011 à 40%	- Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement		-	-	-	
<b>Résultat</b> R.1.Le réseau de télécommunication moderne couvre l'ensemble de l'espace communal R.2.Tissu industriel des entreprises de TIC densifié dans l'espace communal	- 16 villages sont entièrement couverts par les réseaux de communication en 2025 - En 2025, la télé densité fixe est portée à 45%, la télé densité mobile à 65% et le débit de transfert des données à 3800 Mb/s dans la Commune - 01 entreprise de TIC est installée et fonctionnelle dans la Commune en 2025 - Le nombre d'emplois directs et indirects est multiplié par 50 en 2025	- Rapport d'activités du sectoriel; - Rapport d'activités de la Commune		- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs et financières complémentaires des Partenaires de Développement	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins		
	<b>Activité</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>	
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>			
1.1. Plaidoyer auprès des opérateurs de téléphonie mobile : ORANGE, MTN, CAMTEL					0	- La collaboration est effective entre les administrations	
1.2. Sensibilisation des populations pour ce qui concerne le domaine postal et des services financiers postaux					100		
2.1. Création d'une entreprise de TIC dans l'espace communal					100 000		
<b>TOTAL</b>					<b>100 100</b>		

**SECTEUR : COMMUNICATION****PROBLEME : Faible couverture de masses média**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Organiser et de rendre significative à l'horizon 2035 l'offre publique et privée des services de communication de manière à satisfaire pleinement la demande en quantité et en qualité	- % de la population ayant accédées aux informations locales - Prêts bancaires destinés aux investissements privés accrus de 20% en 2015 et de 45% en 2035 - La préservation de l'environnement et l'appropriation de comportements n'exposant pas aux infections telles que les IST et le VIH / SIDA sont améliorées de 50% en 2025	- Statistiques nationales - Analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune		-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer l'offre en quantité et en qualité des services de communication	- % de densification du réseau à l'échelle communal en 2013 contre 26% en 2011 - 80% de la population active est sensibilisée sur les principaux problèmes du monde rural tels que la santé et l'environnement	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013		-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Promouvoir la création de la masse média Créer une chaîne de radio communale	- Nombre de chaîne de radio créée - 80% de la population active est sensibilisée sur les principaux problèmes du monde rural tels que la santé et l'environnement	- Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP et d'autres organismes de développement		-	-	-
<b>Résultat</b> R.1.01 chaîne de radio communale est créée	- Nombre de radio communautaire créée et fonctionnelles dans la Commune en 2025 - 100% des thèmes diffusés portent sur la communication pour le changement de comportement des populations de la Commune	- Rapport d'activités du sectoriel; - Rapport d'activités de la Commune		- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins	
R.2. Performance des activités de communication améliorée dans la Commune	- Normes de qualité pour l'installation des radios communautaires contrôlées au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux - Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le PSC, dans les délais prévus pour 2035					
	<b>Activité</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
1.1. Elaboration d'une demande de création d'une radio communale					10	-La collaboration est effective entre les
1.2. Suivi de la demande					50	

1.3. Création de 02 radios communautaires à NYOKON et CARRIERE				1 000	administrations
1.4. construction/équipement de 02 radios communautaires à NYOKON et CARRIERE				200 000	
1.5. Recrutement du personnel				15 000	
2.1. Amélioration du dispositif organisationnel, y compris la répartition des responsabilités au niveau des villages				1 000	
2.2. Développement d'un système de contrôle de qualité				1 000	
2.3. Formation du personnel nécessaire à la planification, la gestion, l'entretien, aux questions d'environnement, santé, éducation, agriculture, élevage etc				2 500	
2.4. Sensibilisation des populations aux questions d'environnement, santé, éducation, agriculture, élevage etc. aux ravages du VIH/SIDA				3 000	
2.5. Assurer régulièrement la coordination avec les autres acteurs comptant ainsi que les parties prenantes dans le secteur (populations)				3 000	
2.6. Mise en place de 01 Comité de gestion dans chaque village				0	
<b>TOTAL</b>				<b>226 560</b>	

**SECTEUR : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT****PROBLEME** : Dégradation de l'environnement urbain

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES		Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Développer un espace économique communal intégré.	- Taux d'urbanisation de 47,3% en 2035 - 60% de la population urbaine vivent à l'horizon 2013 dans des quartiers structurés - Taux d'investissement pour l'amélioration de la voirie urbaine	- Statistiques du MINDUH, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post	-	-	-
<b>Objectif de développement</b> Améliorer le cadre de vie des populations de l'espace urbain communal	- Linéaire de voiries urbaines construites et praticable en toute saison - l'accès aux services urbains de base est amélioré de 15% en 2011 à 35% en 2035 - En 2035, la ville de MAKENENE joue pleinement son rôle de moteur de la croissance économique	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013	-Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel	-Rapports obtenus auprès du sectoriel
<b>Objectif spécifique</b> Construire 12 km de voies bitumées, aménager 500 parcelles et embellir le paysage urbain communal	- l'accès aux services urbains de base est amélioré de 15% en 2011 à 35% en 2035 - 75% de la population urbaine vivant à l'horizon 2015 dans des quartiers structurés	- Rapports de Suivi/Evaluation ; - Rapports des Sectoriels - Enquête par échantillonnage des groupes cibles réalisée et analysée durant la 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année.	-	-	-

<b>Résultat</b> <b>R1.</b> 01 zone de lotissement aménagé dans l'espace urbain  <b>R.2.</b> réseau routier inter –urbain aménagé (bitumage)  <b>R.3.</b> Paysage urbain communal enjolivé à l'horizon 2013	- Nombre de lotissements collectifs et/ou sociaux aménagés et viabilisés en 2015 - Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement - 60% de la population urbaine vivent à l'horizon 2013 dans des quartiers structurés  - 12 Km de routes bitumées dans l'espace urbain - Linéaire des routes bitumées dans la ville - Les charges d'entretien des motos et véhicules sont réduites de 10% pour les transporteurs urbains et les propriétaires d'engins roulants en 2020  - Niveau d'embellissement de la ville en 2013 - Nombre de plans plantés pour l'embellissement de la ville	- Enquête auprès des femmes et des enfants - Rapport d'activités du sectoriel MINDUH ; - Rapport d'activités de la Commune	- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ; - Contributions techniques et financières complémentaires des Partenaires de Développement ; - Contribution des communautés - Qualité de gouvernance	- Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Evaluations conformes aux normes Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Appréciation du taux de couverture et confirmation par les Sectoriels des rapports Suivi/Evaluation.		
Activités	Moyens			Coût (x1000 Fcfa)	Hypothèse	
	H	M	F			
1.1. Identifier et sensibiliser les ressources humaines devant faire partie de la structure de coordination des projets d'implantation				0	- Ressources humaines disponibles dans la Commune	
1.2. Mobiliser les moyens matériels et financiers nécessaires pour son fonctionnement				0		
1.3. Mettre en place un comité de coordination				0		
1.4. Création d'un lotissement communal				0		
1.5. Extension et aménagement du périmètre urbain				25 000		
2.1. Bitumage du tronçon Gendarmerie – S/Préfecture – Ancienne PTT 1 Km				95 000	- Les entreprises de construction des routes sont contrôlées de manière adéquate - Coopération internationale efficace - Les normes de qualité pour la construction des routes sont définies	
2.2. Bitumage du tronçon Carrefour MAKENENE-Est – Ecole Bilingue 2 Km				19 000		
2.3. Bitumage du tronçon Carrefour Gendarmerie – Carrière 1,5 Km,				142 500		
2.4. Bitumage du tronçon EP NDENGUE 1 Km				95 000		
2.5. Bitumage du tronçon Boucle SAMENFOU – Résidence du Maire – CBC 1 Km				95 000		
2.6. Bitumage du tronçon Jardin d'enfants – NGOKOP – St Joseph 2 Km				190 000		
2.7. Bitumage du tronçon Usine KAMDOUM – BALOUA 1,5 Km				142 500		
2.8. Bitumage du tronçon Station Shell – Mission Catholique 2 Km				190 000		
3.1. Elaboration d'un plan d'urbanisation du centre urbain				4 000		
3.2. Renforcement du contrôle de l'occupation de l'espace				1 200		
3.3. Concevoir les équipements adaptés aux us et coutumes dans l'espace communal				3 000		
3.4. Aménagement du point d'arrêt de MAKENENE Est				100 000		
3.5. Aménagement d'un espace vert dans le centre urbain				40 000		
<b>TOTAL</b>				<b>1 138 000</b>		

**SECTEUR : DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES****PROBLEME : Méconnaissances des procédures en matière foncière**

STRATEGIE DU PLAN	INDICATEURS PAR NIVEAU DE LA STRATEGIE ET SOURCES			Facteurs/Suppositions externes	INDICATEURS DE SUPOSITION ET SOURCES	
	Indicateurs	Sources			Indicateurs	Sources
<b>Objectif Global/</b> Lever la contrainte foncière pour faciliter le développement des infrastructures et améliorer le climat des affaires	le développement des infrastructures et le climat des affaires sont améliorés à l'horizon 2013	- Statistiques du MINDAF, analyses ex-ante, à moyen terme et ex-post - Commune		Redynamisation du service du MINDAF	Le nombre de techniciens disponibles	MINDAF
<b>Objectif de développement</b> Renforcer les capacités des populations sur la connaissance des procédures foncières	-Niveau d'imprégnation des populations sur les réformes de l'arsenal juridique et institutionnel régissant les affaires domaniales et foncières	- Rapport d'enquêtes menées auprès des ménages entre 2011 et 2013		Conjoncture favorable : « Point » d'Aboutissement Plaidoyer et Négociation auprès des Partenaires de Développement.	-Constat fait sur rapport Sectoriel MINDAF	-Rapports obtenus auprès du sectoriel MINDAF
<b>Objectif spécifique</b> Faciliter la mise en œuvre de la réforme du régime foncier et domaniale	-Augmentation du nombre de lotissements selon les demandes des secteurs primaire et secondaire	- Rapports d'activités de la Commune - Rapports de suivi du PNDP		Redynamisation du service du MINDAF	Le nombre de techniciens disponibles	MINDAF
<b>Résultat</b> Mise en œuvre la réforme du régime foncier et domaniale facilitée	-Plan cadastral de la commune disponible en 2015, -Superficie des terres aménagées et immatriculée	- Rapport d'activités du sectoriel MINDAF ; - Rapport d'activités de la Commune		- Disponibilité Budgétaire par provisionnement des comptes Administratifs - Comptes Administratifs ; - Document et confirmation formelle par les Sectoriels ;	-Evaluations conformes aux normes Evaluations conformes aux normes d'éligibilité et hypothèses réalistes de faisabilité - Références aux normes Sectorielles en terme de coûts et de couverture des besoins	
<b>Activités</b>		<b>Moyens</b>		<b>Coût (x1000 Fcfa)</b>	<b>Hypothèse</b>	
		<b>H</b>	<b>M</b>	<b>F</b>		
1.1. Plaidoyer auprès du MINDAF pour la mise en œuvre de la réforme du régime foncier et domaniale					0	-Laxisme des autorités compétentes
1.2. organisation d'une journée de sensibilisation dans chaque village et quartier de l'espace communal sur les procédures foncières dans les villages					1 000	
<b>TOTAL</b>					<b>1 000</b>	

## 4.3. Coût estimatif du PCD

Tableau : Budget estimatif du Plan Communal de Développement (x1000 Fcfa)

SECTEUR	A1	A2	A3	A4+n	TOTAL
AGRICULTURE	19 933	30	10 030	1 209 410	1 219 500
ELEVAGE	30	1 030	10 030	3 079 200	3 090 290
FAUNE ET FORET	0	0	0	0	24 000
ENVIRONNEMENT	8 000	20 000	50 000	108 200	186 200
PME	0	250	0	493500	493 750
MINES ET INDUSTRIES	10	25	25	11000	110 060
TOURISME	0	0	100 000	163 400	263 400
COMMERCE	111 350	18 200	20 000	134 150	283 700
RECHERCHE SCIENTIFIQUES	0	0	0	1000	1 000
CULTURE	0	0	10 000	232 000	242 000
SANTE	60	62 525	25 025	1 319 400	1 407 010
EDUCATION DE BASE	420	27 685	25 910	573 195	627 210
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	360	360	360	1 375 170	1 376 250
EMPLOI ET FORMATION	0	0	0	46500	46 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0	0	0	10 000	10 000
PROMOTION DE LA FEMME	0	0	0	55000	55 000
AFFAIRES SOCIALES	1 360	1 635	1 635	281 170	285 800
JEUNESSE	500	0	0	179500	180 000
SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	90	1 000	0	170 000	171 090
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	0	0	0	1500	1 500
ADMINISTRATION TERRITORIALE	0	0	55 000	85 700	140 700
INSTITUTION COMMUNALE	50	1 300	550	1 090 441	1 092 341
ENERGIE	10	36 000	18 000	126 700	180 710
EAU	106 000	17 000	26 000	50 300	94 100
TRAVAUX PUBLIQUES	1 000	100 000	216 000	317 000	706 000
TRANSPORT	100	100	50	200000	200 250
POSTE ET TELECOMMUNICATION	0	0	0	100 100	100 100
COMMUNICATION	10	25	25	215000	226 560
DEVELOPPEMENT URBAIN	118 000	25 000	0	1 113 000	1 138 000
DOMAINES ET AFFAIRES FONCTIERES	0	0	0	1000	1 000
<b>TOTAL</b>	<b>494 910</b>	<b>312165</b>	<b>568 640</b>	<b>12 742 536</b>	<b>4 630 630</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>4 620 630</b>		

## 4.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Espace	Villages concernés	Potentialités/ atouts	Contraintes/ problèmes	Utilisation/mode de gestion actuelle	Technologies utilisées	Affectation/ utilisation souhaitable	Action à entreprendre
<b>Zones d'habitation</b>	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 25% soit une moyenne 3750 titres fonciers élaborés</li> <li>- Main d'œuvre abondante, jeune, et dynamique</li> <li>- Développement des équipements d'éducation et de sensibilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un plan d'urbanisation</li> <li>- Précarité de l'habitat</li> <li>- Effets négatifs des infrastructures sur l'environnement</li> <li>- Précarité de la santé des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des cases d'habitation et infrastructures socioéconomiques de base</li> <li>- Jardins de cases</li> <li>- Elevage traditionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction anarchique et en matériaux provisoires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de l'habitat et des infrastructures socio collectives nécessaires pour la croissance économique de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des zones synergétiques (étangs piscicoles)</li> <li>- Aménagement des fosses de traitement des déchets</li> <li>- Renforcer l'hygiène et la salubrité</li> <li>- Implantation des infrastructures de développement</li> </ul>
<b>Zones agricoles</b>	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plus de 80 % de terres non encore cultivées</li> <li>- Existence des bas fonds, des plaines et des hauteurs fertiles</li> <li>- Présence de cours d'eau</li> <li>- Disponibilité de parcours facilement exploitables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution sensible de la biodiversité faunique et floristique</li> <li>- Systèmes d'exploitation agricole inadaptés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion anarchique</li> <li>- Zonage inexistant de l'espace</li> <li>- Productions vivrières, fruitières</li> <li>- Production des cultures de rente</li> <li>- Production des semences de maïs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ecobuage et des feux de brousse</li> <li>- Fertilisation à base d'engrais chimique</li> <li>- Jachère</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de l'agriculture intensive et transformation</li> <li>- Développement de l'élevage intensif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension des superficies de cultures vivrières et horticoles cultivées</li> <li>- Création de complexes agro-industriels intégrés allants des plantations à raffineries</li> </ul>
<b>Zones de carrières</b>	CARRIERE KINDING NDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Carrières de sable</li> <li>- Carrières de pierres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacités d'intervention des institutions insuffisantes en matière de gestion et valorisation des ressources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matériaux pour les chantiers de construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques d'exploitation artisanales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des industries extractives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création des unités d'exploitation des carrières</li> <li>- Développer l'utilisation des méthodes et techniques modernes</li> </ul>
<b>Domaine permanent</b>	KINDING NDJABI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sol fertile et disponible</li> <li>- Réservoir d'espèces animales</li> <li>- Réservoir ressources phytogénétiques</li> <li>- Sylvo-agriculture</li> <li>- Présence d'un poste NYINGO forestier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution du potentiel forestier</li> <li>- Mauvaise exploitation du potentiel des ressources fauniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retombées insuffisantes des revenus générés par le secteur au profit des populations</li> <li>- Développement de la foresterie communale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitation forestière sélective</li> <li>- Colonisation des terres forestières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de la sylviculture et transformation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la foresterie communautaire</li> <li>- Création des PMI allant du es plantations forestières à la transformation locale des grumes, la fabrication des meubles.</li> </ul>

# CHAPITRE

## PROGRAMMATION

- 5.1. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES
- 5.2. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT
  - 5.2.1. PRINCIPAUX IMPACTS (POSITIFS ET NEGATIFS) SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX POTENTIELS ET MESURES D'OPTIMISATION OU D'ATTENUATION ENVISAGEABLES
  - 5.2.2 . PLAN SOMMAIRE DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT
- 5.3. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)
  - 5.3.1. RESSOURCES MOBILISABLES ET ECHEANCES
  - 5.3.2. PROGRAMMATION ANNUELLE DES PROJETS PRIORITAIRE
  - 5.3.3 PLAN OPERATIONNEL EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNERABLES
- 5.4. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA

## 5. PROGRAMMATION

## 5.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires (y compris populations marginales) :

TABLEAUX 4 : Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT)

## SECTEUR : AGRICULTURE

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Renforcer les capacités des producteurs sur la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs	Les capacités des producteurs agricoles sont renforcées	-Nombre de groupes de producteurs formalisés	1.1. Organisation des séances de sensibilisation et information des producteurs dans tous les villages et l'espace urbain				90	MINADER	-	90
Renforcer l'encadrement des producteurs agricoles	01 poste agricole construit à MAKENENE-Est	-Nombre de poste agricole construit et fonctionnel	2.1. Construction d'un poste agricole à MAKENENE-Est				-	-	10 000	10 000
<b>TOTAL</b>										<b>10 090</b>

## SECTEUR : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Renforcer les capacités des éleveurs sur la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs	Les capacités des éleveurs sont renforcées sur la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs	-Nombre de groupes de producteurs formalisés -Niveau d'organisation et de gestion des projets associatifs	1.1. Organisation des séances de sensibilisation et information des dans tous les villages et l'espace urbain				90	MINEPIA	-	90
Construire un Centre Zootechnique et de Contrôle Vétérinaire	01 un Centre Zootechnique et de Contrôle Vétérinaire construit	-Nombre de Centre Zootechnique et de Contrôle Vétérinaire construit	2.1. Construction d'un Centre Zootechnique et de Contrôle Vétérinaire				-	-	10 000	10 000

Inciter les activités d'élevage	L'Organisation d'Eleveurs de la Coopérative Pastorale et Halieutique (CPC) est appuyé	-Volume de la production halieutique -Volume de production de la volaille	3.1. Appui à l'Organisation d'Eleveurs de la Coopérative Pastorale et Halieutique (CPC)				-	-	1 000	1 000
<b>TOTAL</b>										<b>11 090</b>

**SECTEUR : FORET ET FAUNE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Renforcer les capacités des populations sur la protection de la biodiversité	Les populations sont sensibilisées sur la protection de la biodiversité	-Accroissement des sites et circuits écologiques gérés par les collectivités	1.1. Organisation des séances de sensibilisation et information des dans tous les villages et l'espace urbain				-	MINFOF	-	0
<b>TOTAL</b>										<b>0</b>

**SECTEUR : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Mettre en place une pépinière communale	01 pépinière communale créée	Diversification des produits forestiers à forte valeur ajoutée	1.1. Mise en place d'une pépinière communale				20 000		-	20 000
Reboiser 02 hectares de forêt à NYINGO	02 hectares de forêt reboisée à NYINGO	Accroissement de 02% à moyen terme du couvert végétal alors que l'on note une amélioration de la satisfaction en bois de chauffage	2.1. Reboisement de 02 hectares de forêt à NYINGO				5 000	-	45 000	50 000
Renforcer les capacités organisationnelles des populations sur la protection de l'environnement et	Les capacités organisationnelles des populations sont renforcées	Nombre croissant de forêts communautaires et privées alors que le domaine forestier permanent est	3.1. Incitation à la création des associations œuvrant dans la protection de l'environnement et de la nature				0	-	-	0

de la nature		maintenu								
Créer une décharge publique	01 décharge publique créée	Nombre de décharge créée et fonctionnelle	4.1. Aménagement d'une décharge publique respectant les normes standard de protection de la nature				8 000	MINEP	-	8 000
<b>TOTAL</b>										<b>78 000</b>

**SECTEUR : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE ET ARTISANAT**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Faciliter/appuyer l'installation des PME dans la Commune	Installation des PME dans la Commune	Nombre de PME installé et viabilisé	1.1. Appui à la recherche des financements extérieurs (publics ou privés)				0		-	0
Inciter les activités des artisans	Les artisans locaux sont appuyés	Nombre d'artisans locaux appuyés	2.1. Appui aux artisans locaux				-		250	250
<b>TOTAL</b>										<b>250</b>

**SECTEUR : MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Renforcer les capacités des populations en dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs	Les capacités des populations sont renforcées	-Taux d'employabilité des intervenants	1.1. Adresser une demande d'animation sur le renforcement des capacités organisationnelles et managériales des exploitants artisanal des carrières de sable et pierre				10	Exploitants	-	10
			1.2. Suivi de la demande				45	-	5	50
<b>TOTAL</b>										<b>60</b>

**SECTEUR : TOURISME**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Aménagement du site touristique de BANDJA vers le NOUN	Site touristique de MBANDJA aménagé	-Accroissement des sites et circuits écologiques gérés par les collectivités	1.1. Plaidoyer auprès des autorités pour l'ouverture de la route MAKENENE-Centre BANDJA				0		-	0
			1.2. Aménagement du site touristique de BANDJA				-		100 000	100 000
<b>TOTAL</b>										<b>100 000</b>

**SECTEUR : COMMERCE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Construire un marché à MAKENENE EST	un marché construit à MAKENENE EST	-Marché construit à MAKENENE EST	1.1. Construction d'un marché à MAKENENE EST				14 100	PNDP	94 000	110 850
Créer un point de collecte des ordures du marché	un point de collecte des ordures du marché crée	-Point de collecte des ordures du marché	2.1. Installation de bacs pour la collecte des ordures du marché				500		-	500
Organiser le comité de gestion et renforcer les capacités techniques des membres en gestion et entretien du marché	comité de gestion organisé et capacités techniques des membres renforcer en gestion et entretien du marché	-Structuration du comité de gestion -Nombre de formations	3.1. Choix des membres du comité de gestion du marché				0		-	0
			3.2. Renforcement des capacités techniques des membres en gestion et entretien du marché				200	-	-	200
Construire un hangar de commercialisation des produits agricoles à MAKENENE-Est	01 hangar de commercialisation des produits agricoles construit à MAKENENE-Est	-hangar de commercialisation des produits	4.1. Construction d'un hangar de commercialisation des produits agricoles à MAKENENE-Est				-	-	20 000	20 000
Réhabiliter hangar marché	01 hangar réhabilité au	-Nombre de hangar réhabilité et	5.1. Réhabilitation hangar de commercialisation au marché de				-	-	18 000	18 000

de MAKENENE- Centre	marché de MAKENENE- Centre	fonctionnel	MAKENENE-Centre							
<b>TOTAL</b>										<b>149 550</b>

**SECTEUR : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Promouvoir la diffusion des innovations dans la localité	Les innovations sont diffusées dans la commune	-Accroissement de la productivité des exploitations paysannes dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage	1.1. Plaidoyer auprès du MINRES et des structures de recherche				0	MINRES	-	0
<b>TOTAL</b>										<b>0</b>

**SECTEUR : CULTURE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Construire une bibliothèque municipale	01 bibliothèque municipale construite	Nombre de bibliothèque municipale construite et viabilisé	1.1. Mobilisation des fonds de propres afin d'assurer la maintenance				0		-	0
Construire une maison communautaire à MAKENENE-Est	01 maison communautaire construite à MAKENENE-Est	Nombre de maison communautaire construite et viabilisé	2.1. Construction une maison communautaire à MAKENENE-Est				-	-	10 000	10 000
<b>TOTAL</b>										<b>10 000</b>

## SECTEUR : EAU ET ENERGIE

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Pérenniser les investissements réalisés en améliorant l'entretien et prévoyant le financement du renouvellement	09 points d'eau fonctionnels existants entretenus	-Nombre de points d'eau entretenus	1.1. Gestion et entretien des 09 points d'eau existants. (Mise en place de comité de gestion et formation des artisans réparateurs) + fourniture d'une caisse à outils				90	-	810	900
Réhabiliter les 05 points d'eau en panne	05 points d'eau en panne réhabilités	-Nombre de points d'eau réhabilités et fonctionnels	2.1. Réhabilitation du point d'eau en panne à EP Makenéné Groupe I				570	-	30	600
			2.2. Réhabilitation du point d'eau en panne à EP Ngokop				570	-	30	600
			2.3. Réhabilitation du point d'eau en panne à EP Makenéné carrière				570	-	30	600
			2.4. Réhabilitation du point d'eau en panne à Nyokon I				570	-	30	600
			2.5. Réhabilitation du point d'eau en panne à Nyokon II				570	-	30	600
			2.6. Réhabilitation du point d'eau en panne au Makenéné CMA				570	-	30	600
Organiser une session de formation d'un jour sur les techniques de potabilisation de l'eau	Les bénéficiaires sont formés sur les techniques de potabilisation de l'eau	-Nombre d'associations des bénéficiaires opérationnelle assurant la gestion et l'entretien de l'infrastructure	3.1. Organisation d'une session de formation d'un jour sur les techniques de potabilisation de l'eau				1 600	MINEE Populations	-	1 600
Construire 13 nouveaux points d'eau potable	13 nouveaux points d'eau potable construits	-Le nombre de points d'eau construits est augmenté de 35% entre 2011 et 2013 dont 15% par les communautés villageoises et 20%	4.1. Construction de 01 forage à l'EP KINDING-NDE				9025	-	475	9 500
			4.2. Construction de 01 forage à l'EP NYOKON II				9025	-	475	9 500
			4.3. Construction de 01 forage à l'EP CARRIERE				9025	-	475	9 500
			4.4. Construction de 01 forage à l'EP NGOKOP				9025	-	475	9 500
			4.5. Construction de 01 forage au				9025	-	475	9 500

		par les partenaires financiers publics et privés	CETIC Makenéné							
			4.6. Construction de 01 forage à la Sar/SM				9025	-	475	<b>9 500</b>
			4.7. Construction de 01 forage à KINDING-NDE				9025	-	475	<b>9 500</b>
			4.8. Construction de 01 forage à l'EP Makenéné Est				-	-	9 500	<b>9 500</b>
			4.9. Construction de 01 forage à Makenéné Est				-	-	9 500	<b>9 500</b>
			4.10. Construction de 01 forage à KINDING NDJABI				-	-	9 500	<b>9 500</b>
			4.11. Construction de 01 forage à la Sous préfecture				-	-	9 500	<b>9 500</b>
			4.12. Construction de 01 forage à MOCK-SUD				-	-	9 500	<b>9 500</b>
			4.13. Construction de 01 forage à MOCK-CENTRE				-	-	9 500	<b>9 500</b>
<b>TOTAL</b>										<b>129 600</b>

**SECTEUR : ENERGIE (SOUS SECTEUR ELECTRICITE)**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES		TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions Partenaire Montant (x1000 Fcfa)	
Organiser des lobbyings auprès d'AES-SONEL pour organisation de campagne de branchement promotionnelle	-Campagne promotionnelle de branchement lancée	-Nombre de ménages connectés à l'issue de la campagne promotionnelle de branchements	1.1. Organisation des lobbyings auprès d'AES-SONEL pour organisation de campagne promotionnelle de branchement				10	MINEE -	<b>10</b>
Pérenniser les investissements réalisés en améliorant l'entretien, sécurisant le financement et prévoyant le financement du renouvellement	-16 comités de vigilances dont 01 par quartier/village sont installés et formé	-Le nombre d'association des bénéficiaires opérationnelle assurant la gestion et l'entretien de l'infrastructure	2.1. Mise en place d'un comité de vigilance dans les différents quartiers				700	-	<b>700</b>
			2.2. Organisation de manière régulière des séances d'élagage et d'abattage des corridors sur l'emprise des lignes de transport et de distribution de l'énergie électrique				500	- 1 000	<b>1 500</b>

Renforcer et étendre le réseau AES-SONEL sur 22 Km	- 20 Km de ligne BT et 02 Km de ligne MT sont installés	- La longueur du réseau AES SONEL étendu au moment nécessaire est augmentée de 50% d'ici 2013	3.1. Extension du réseau AES-SONEL vers Lycée, Baloua, Makenene-Est, Makenene-Centre et Ngokop				23 800	-	214 200	<b>238 000</b>
	-03 transformateurs sont remplacés	- Nombre de transformateurs remplacés et renforcés	3.2. Remplacement des 03 transformateurs existants				-	-	2 500	<b>2 500</b>
<b>TOTAL</b>										<b>242 710</b>

**SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Réhabiliter les routes existantes	-59 Km de pistes réhabilitées -03 buses posées -02 ponceaux construits en matériaux provisoires	-Taux de d'investissement en infrastructures routières	1.1. Reprofilage du tronçon Mock-centre-Moro (10 Km)				-	-	20 000	<b>20 000</b>
			1.2. Reprofilage du tronçon Nyokon-Kinding Ndjabi (04 Km) et pose de 03 buses				10 000	-	-	<b>10 000</b>
			1.3. Reprofilage du tronçon Kinding-Ndé-Nyingo (07Km)				15 000	-	-	<b>15 000</b>
			1.4. construction de 02 ponts semi définitifs sur le tronçon Kinding-Ndé-Nyingo				20 000	-	-	<b>20 000</b>
			1.5. Profilage route MAKENENE-Est – BANDJA (14 Km)				-	-	35 000	<b>35 000</b>
			1.6. Profilage route MAKENENE – NGOKOP – BAMBI (10 Km)				-	-	20 000	<b>20 000</b>
Créer des pistes dans la Commune	39 Km de piste ouverte	-Nombre de km de routes profilé -Qualité des routes	2.1. Ouverture du tronçon EP Nyokon-Moutoum (08 Km)				15 000	-	-	<b>15 000</b>
			2.2. Ouverture du tronçon MAKENENE-Est – NGOYA- fleuve Noun (20 Km)				-	-	70 000	<b>70 000</b>
			2.3. Ouverture de la route NGOKOP-NGOYA (11 Km)				-	-	30 000	<b>30 000</b>
Renforcer les capacités organisationnelles des	Organisation des populations riveraines des tronçons routiers	-Taux de couverture des activités de sensibilisation -Nombre de comités	3.1. Organisation d'une session de formation d'un jour sur les opérations d'entretien des pistes				1 000	<b>Populations</b>	-	<b>1 000</b>
			3.2. Mise en place de 01Comité				-	-	-	<b>0</b>

populations riveraines des tronçons routiers	en comités d'entretien routier	d'entretien constitué	d'entretien dans chaque village							
			3.3. Equipement des comités locaux d'entretien routier pour les travaux HIMO				-	-	1 000	<b>1 000</b>
Construire 04 ponts semi définitifs sur le cours d'eau Mock	04 ponts semi définitifs construits sur le cours d'eau Mock	-Taux de couverture du réseau routier -Nombre de ponts construits	4.1. Construction de 04 ponts semi définitifs sur le cours d'eau Mock				-	-	80 000	<b>80 000</b>
<b>TOTAL</b>										<b>317 000</b>

**SECTEUR : TRANSPORT**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Créer un syndicat des transporteurs routiers	01 syndicat des transporteurs routiers crée	-syndicat des transporteurs routiers crée et opérationnel	1.1 Sensibilisation et organisation des intervenants				200	MIN	-	<b>200</b>
			1.2. Création d'un syndicat des transporteurs routiers				5	-	45	<b>50</b>
<b>TOTAL</b>										<b>250</b>

**SECTEUR : POSTE ET TELECOMMUNICATION**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Promouvoir la couverture totale de l'espace communal par les réseaux de télécommunication mobiles	Les réseaux de télécommunication mobile couvrent l'ensemble de l'espace communal	-Nombre de villages entièrement couverts par les réseaux de communication mobile	1.1. Plaidoyer auprès des opérateurs de téléphonie mobile : ORANGE, MTN, CAMTEL				-	-	-	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>										<b>0</b>

**SECTEUR : COMMUNICATION**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Créer une chaîne de radio communale	01 chaîne de radio communale est créée	radio communale créée	1.1. Elaboration d'une demande d'installation d'une radio communale				10	MINCOM	-	10
			1.2. Suivi de la demande				50	-	-	50
			1.3. Création d'une radio communale				-	-	-	0
<b>TOTAL</b>										<b>60</b>

**SECTEUR : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Créer une structure de coordination des projets en milieu urbain	Une structure de coordination des projets en milieu urbain est créée	-Amélioration des indicateurs développement des infrastructures urbaines	1.1. Identifier et sensibiliser les ressources humaines devant faire partie de la structure de coordination des projets d'implantation				0	MINDUH	-	0
			1.2. Mobiliser les moyens matériels et financiers nécessaires pour son fonctionnement				0	-	-	0
			1.3. Mettre en place ce comité de coordination				0	-	-	0
Etendre le périmètre urbain	01 zone de lotissement aménagé dans l'espace urbain	-Nombre de lotissements collectifs et/ou sociaux aménagés	2.1. Extension et aménagement du périmètre urbain				-	-	25 000	25 000
<b>TOTAL</b>										<b>25 000</b>

**SECTEUR : DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Faciliter la mise en œuvre de la réforme du régime foncier et domanial	Mise en œuvre la réforme du régime foncier et domanial facilitée	Plan cadastral de la commune, -Superficie des terres aménagées	.1. Plaidoyer auprès du MINDAF				-		-	0
<b>TOTAL</b>										<b>0</b>

**SECTEUR : SANTE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Recruter le personnel dans les formations sanitaires	02 TAL recrutés dans les CSI	-Nombre de personnels soignants qualifiés recrutés	1.1. Recrutement de 02 TAL aux CSI de Nyokon et Kinding-Ndjabi				1 200	-	-	1 200
Doter les formations sanitaires en infrastructures/ équipements adéquats	01 morgue construite et équipée au CMA de MAKENENE	-Morgue construite et fonctionnelle	2.1. Construction de 01 morgue au CMA de MAKENENE				-	-	30 000	30 000
		-Morgue équipée	2.2. Equipement de la morgue du CMA de MAKENENE				-	-	25 000	25 000
	-01 CSI équipé de 01 plaque solaire	-Nombre de plaque solaire	2.3. Equipement du CSI de KINDING-NDJABI de 01 plaque solaire				-	-	15 000	15 000
	-01 Bloc opératoire du CMA équipé	-Nombre de bloc opératoire équipé et fonctionnel	2.4. Equipement du Bloc opératoire du CMA				10 000	-	-	10 000
	-Trousses multiples acquises	Nombre de trousse	2.5. Acquisition des trousses multiples acquises				4 300	-	-	4 300
	- 02 microscopes acquis	Nombre de microscope	2.6. Acquisition de 02 microscopes pour les CSI de NYOKON et KINDING-NDJABI				2 000	-	-	2 000
Créer un Centre de santé Intégré à KINDING-NDE	01 CSI créée à KINDING NDE		3.1. Elaboration d'une demande de création de 01 CSI à KINDING NDE				10	MINSANTE	-	10
			3.2. Suivi de la demande				50	MINSANTE	-	50

			3.3. Création de 01 CSI à KINDING NDE				0		-	0
Renforcer les capacités des populations sur les aspects liés au VIH/SIDA	Capacités des populations renforcées sur les aspects liés au VIH/SIDA	Nombre de personnes touchées	4.1 Sensibilisation des populations dans les formations sanitaires sur le VIH/SIDA				0	MINSANTE	-	0
Réhabiliter le CSI de NYOKON	CSI de NYOKON réhabilité	-CSI réhabilité et fonctionnel	5.1. Réhabilitation du CSI de NYOKON				-	Gouv. de la République	20 000	20 000
Construire logement d'astreinte pour Médecin du CMA de MAKENENE	01 logement d'astreinte pour Médecin du CMA construit	-Logement construit et opérationnel	6.1. Construction de 01 logement d'astreinte pour Médecin du CMA construit				-	Gouv. de la République	25 000	25 000
<b>TOTAL</b>										<b>132 560</b>

**SECTEUR : EDUCATION DE BASE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Construire / réhabiliter/ Equiper les infrastructures d'Education de base et renforcer les effectifs enseignants dans les établissements	01 école publique créée à MBALAM	-Acte/arrêté de création	1.1. Elaboration de la demande				10	MINEDUB	-	10
			1.2. Suivi de la demande				50	MINEDUB	-	50
			1.3. Création d'une école publique à MBALAM				-		-	0
	Capacités des parents d'élèves renforcées sur le suivi et l'encadrement des élèves	-Taux de couverture des activités de sensibilisation -Taux d'achèvement des élèves dans le primaire	2.1 Sensibilisation et information des parents d'élèves				-	MINEDUB APEE	90	90
			2.2. Organisation d'une session de formation de un jour des parents sur le suivi et l'encadrement des élèves dans tous les villages et quartiers				900	MINEDUB APEE	90	990
	03 blocs maternels construits dans les EM	-Ratio élèves / salle de classe -Ratio élèves / maître	3.1. Construction de 01 bloc maternel à l'EM de MAKENENE-Est				-	-	25 000	25 000
			3.2. Construction de 01 bloc maternel à l'EM de KINDING-NDJABI				-	-	25 000	25 000
			3.3. Construction de 01 bloc maternel à l'EM de CARRIERE				-	-	25 000	25 000
	04 blocs latrines	- Part du budget de	3.4. Construction de 01 bloc				-	-	3 500	3 500

construits dans les établissements scolaires	l'éducation par rapport au budget d'investissement global de la Commune	latrines à EM de MAKENENE-Est,								
		3.5. Construction de 01 bloc latrines à EM de KINDING-NDJABI				-	-	3 500	<b>3 500</b>	
		3.6. Construction de 01 bloc latrines à EM de CARRIERE				-	-	3 500	<b>3 500</b>	
		3.7. Construction de 01 bloc latrines à EP de NGOKOP				-	-	3 500	<b>3 500</b>	
02 blocs de 02 salles de classe construits dans les EP	-Ratio élèves / salle de classe -Ratio élèves / maître	5.1. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EP de NGOKOP				-	-	16 000	<b>16 000</b>	
		5.2. Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à l'EP CARRIERE				-	-	16 000	<b>16 000</b>	
Equipées en mobilier tables bancs, tableaux sur chevalet des EM	-Ratio élèves / table banc	6.1. Equipement de l'EM CARRIERE en mobilier tables bancs et tableaux sur chevalet				-	-	2 500	<b>2 500</b>	
		6.2. Equipement de l'EM de KINDING-NDJABI en mobilier tables bancs et tableaux sur chevalet				-	-	2 500	<b>2 500</b>	
02 salles de classe équipées en tables bancs	-Ratio élèves / table banc	7.1. Equipement de 02 salles de classe en tables bancs à l'EP NGOKOP				-	-	1 800	<b>1 800</b>	
<b>TOTAL</b>									<b>128 940</b>	

**SECTEUR : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Sensibiliser les parents sur le suivi et l'encadrement des élèves	Capacités des parents d'élèves renforcées sur le suivi et l'encadrement des élèves	-Nombre de parent d'élève touché par les activités de sensibilisation -Taux brut de scolarisation au secondaire	1.1 Sensibilisation et information des parents d'élèves				-	MINESEC APEE	90	<b>90</b>
			1.2 Organisation d'une session de formation des parents sur le suivi et l'encadrement des élèves				900	MINESEC APEE	90	<b>990</b>
<b>TOTAL</b>									<b>1 080</b>	

**SECTEUR : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Encourager/ promouvoir localement l'installation des opérateurs économiques diversifiés	Installation des opérateurs économiques diversifiés	Nombre opérateurs économiques installés	1.1. Plaidoyers ver les opérateurs économiques et l'Etat en vue de leur installation dans la Commune de MAKENENE				0		-	0
<b>TOTAL</b>										<b>0</b>

**SECTEUR : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Prendre en charge les études des bacheliers au supérieur	Les études des bacheliers au supérieur sont pris en charge	-Nombre de bacheliers du supérieur pris en charge	1.1. Plaidoyer auprès des élites de la commune				-	Producteurs	-	0
<b>TOTAL</b>										<b>0</b>

**SECTEUR : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Créer une maison de la femme à MAKENENE	01 maison de la femme créée à MAKENENE	-Nombre de maison de la femme créée	1.1. Choix du site de construction				-	Populations	-	0
			1.2. Plaidoyer auprès du MINPROFF				-		-	0
<b>TOTAL</b>										<b>0</b>

**SECTEUR : AFFAIRES SOCIALES**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Faciliter l'encadrement des personnes vulnérables : OEV – personnes handicapées – personnes âgées	Les conditions de vie des personnes vulnérables : OEV – personnes handicapées – personnes âgées sont améliorées	-Taux de scolarité net pour le primaire des OEV - % des OEV âgés de moins de 5 ans sous-nourris -Taux de mortalité des personnes âgées -Nombre ou % des personnes handicapées à un haut niveau dans les organisations communales	1.1 Organisation régulière des rencontres d'information et d'animation des (OEV) fait du SIDA				500	-	-	500
			1.2. Renforcement des capacités des handicapés en matière associative				50	-	-	50
			1.3. Organisation des activités sociales à l'intension des Personnes âgées (journée Internationale 25 Octobre)				30	MINAS	-	30
			1.4. Appui à l'insertion ou à la réinsertion socioéconomique				-	-	2 000	2 000
			1.5. Aides et secours de première nécessité aux personnes handicapées				-	MINAS	1 050	1 050
<b>TOTAL</b>									<b>3 630</b>	

**SECTEUR : JEUNESSE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Construire et équiper un Centre d'Animation Polyvalent pour les jeunes de MAKENENE	01 Centre d'Animation Polyvalent pour les jeunes construit à MAKENENE	-Nombre de Centre d'Animation Polyvalent pour les jeunes à MAKENENE construit et opérationnel	1.1. Réalisation des études de faisabilité				500	MINJEUN	-	500
<b>TOTAL</b>									<b>500</b>	

**SECTEUR : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Renforcer les capacités des populations sur la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs sportifs	Populations sensibilisées	-Nombre de jeunes et experts touché par les activités de sensibilisation -Taux brut de participation aux activités de sensibilisation -Nombre de mouvements associatifs sportifs crée	1.1 Sensibilisation et information à l'attention des intervenants (jeunes et experts)				90	MINESEP	-	90
			1.2. Organisation d'une session de formation sur nécessité de la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs sportifs dans tous les villages et l'espace urbain				900	-	1 000	1 000
<b>TOTAL</b>										<b>1 090</b>

**SECTEUR : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Faciliter/appuyer l'application des dispositions prévues par code de travail et le régime de la sécurité sociale	Dispositions prévues par code de travail et le régime de la sécurité sociale promues	-Nombres de personnes couvertes par la sécurité sociale	Plaidoyer auprès des autorités locales compétentes				-	-	-	0
<b>TOTAL</b>										<b>0</b>

**SECTEUR : MINATD**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Construire et équiper les infrastructures abritants les services de l'administration territoriale et décentralisée	véhicule tout terrain pour les interventions de sécurité publique est acquis - 01 sous-préfecture construite	- Le niveau d'adéquation entre l'effectif du personnel communal et la charge de travail	1.1. Mobilisation des fonds				0		-	0
			1.2. Acquisition d'un véhicule tout terrain pour les interventions de sécurité publique				25 000	-	-	25 000
			1.3. Construction de la sous-préfecture				30 000	-	-	30 000
<b>TOTAL</b>										<b>55 000</b>

**SECTEUR : INSTITUTION COMMUNALE**

OBJECTIF SPECIFIQUE	RESULTATS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	ACTIVITES	PERIODE			RESSOURCES FINANCIERES			TOTAL (x1000 Fcfa)
				A1	A2	A3	Part Commune (x1000 Fcfa)	Autres contributions		
								Partenaire	Montant (x1000 Fcfa)	
Renforcer les capacités de l'institution Communale pour une meilleure offre de services	Les compétences du personnel communal sont en adéquation avec l'effectif, et la charge de travail et les postes à pouvoir	- Le niveau d'adéquation entre l'effectif du personnel communal et la charge de travail	1.1. Renforcement des capacités du personnel communal en adéquation avec les postes à pourvoir et la charge de travail				1 000		-	1 000
			1.2. Mise en application de l'organigramme du personnel et le plan de carrière en vigueur				300		-	300
Renforcer le système de recouvrement municipal	La Commune a atteint 80% du taux de recouvrement	- Le taux de recouvrement des taxes	2.1. Organisation de campagnes de sensibilisation des agents de recouvrement pour un changement de comportement				100		-	100
			2.2. Actualiser le fichier des contribuables				500		-	500
<b>TOTAL</b>										<b>1 900</b>

## 5.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

### 5.2.1. Principaux impacts (impacts positifs, impacts négatifs) socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Les microprojets programmés dans le CDMT comprennent la construction des points d'eau, l'ouverture et la réhabilitation des routes et pistes, la construction des infrastructures et l'appui aux artisans. Les impacts environnementaux qui découleront de la mise en œuvre de ces infrastructures sont similaires à celles concernant l'ouverture des pistes et des routes rurales. Les tableaux ci-après donnent dans les détails les impacts relevés à chaque phase de la mise en place des différents projets.

**Tableau 5 :** Liste des impacts négatifs, des mesures d'atténuation et des indicateurs de mise en œuvre susceptibles de survenir à chaque phase du micro-projet

Phase du projet	Opérations	Activités	IMPACTS NEGATIFS	Manifestations	Mesures d'atténuation	Indicateurs (IOV)
<b>Phase I :</b> <b>Avant la mise en œuvre des projets</b>		Identification des sites d'installation des infrastructures	-	-	-	-
<b>Phase II :</b> <b>Pendant la mise en œuvre du projet</b>	Mise en œuvre de l'ensemble des micro-projets	Dégagement du site par l'abattage des arbres	- Erosion lors de l'abattage des arbres - Perte des espèces ligneuses - Eloignement de la faune par les bruits des engins - Perte de la biodiversité lors de l'installation des microprojets	- Ruissellement des eaux des pluies - raréfaction de certaines espèces	-Circonscrire le dégagement uniquement sur le site d'installation du microprojet	Superficies érodées
	Production des plants en vue du reboisement des espaces dégradés	Construction des pépinières avec des châssis de propagations, ombrières et motopompe	-Perte de la biodiversité suite à la destruction de certaines espèces d'arbres  -Risque d'érosion du sol lors des remblais; - Pollution des eaux par les produits chimiques utilisés en pépinière	-Abattage des arbres ;  -Ruissellement des eaux souillées dans les cours d'eau	-Installation des pépinières au moins à 30 mètres des abords des points d'eau ; -Munir les travailleurs des équipements appropriés ; -Installer la pépinière dans un site qui ne souffre d'aucune revendication	-Nombre de pépinières installées au-moins à 30m des abords des points d'eau ;
		Production des semences à partir des graines avec d'utilisation des pesticides	-pression sur les ressources en eau ; -Epuisement de la ressource en eau	-Réduction des quantités d'eau disponibles ; -Présence des sacs plastiques qui ne sont pas	-Installation des pépinières au moins à 30 mètres des cours d'eau et des sources	-Nombre de pépinières installées au moins à 30 mètres des points d'eau

			-risque de propagation des maladies hydriques ;	biodégradables ; -Blessures et accidents lors de la construction du hangar		
		Transport des plants pour distribution	-Risque d'accident de transport des plants ; -nuisance sonore lors du transport des plants par voiture ; -Propagation des pathogènes des plants - Pollution de l'eau par les huiles de vidange et les graisses qui y sont déversées	-présence des accidentés dans la localité ; -Bruit ; -destruction du couvert herbacé par les huiles de vidanges ; - Dissémination des maladies du plantain dans les localités où elles étaient absentes	-Utiliser les véhicules ayant fait l'objet d'un contrôle technique ; -Contrôler que les plants sont sains avant toute distribution ; -stocker les huiles de vidange dans un fut approprié	-note de contrôle technique ; -Fiche de contrôle sanitaire de plants ; -Nombre de fût de stockage des huiles de vidange
		Ensachage et suivi des plants sous châssis et ombrière avec utilisation des pesticides	-Pollution de l'eau par les résidus des pesticides;	-Drainage des eaux usées dans les cours d'eau	-Interdiction de consommer de l'eau présente sous ombrière	-Affiches d'interdiction de consommation de l'eau dans les ombrières
	Construction point d'eau	Forage du site	Pollution de l'eau par la boue	Contamination de l'eau par la boue formée autour de l'ouvrage et toutes les autres activités	Evacuer la boue loin de l'ouvrage à mettre en place	-Distance au point de déversement de la boue
			Pollution de l'air lors du transport des matériaux	La poussière est soulevée lors du transport des matériaux	Arroser et limiter la vitesse à moins de 30km/h dans les zones d'habitation	-Existence de ralentisseurs ; - Panneaux de signalisation - Camion d'arrosage
		Installation de la pompe et finition	Risque d'assèchement dû à la baisse de la nappe phréatique	Le débit d'écoulement de l'eau est très faible	Réglementer le puisage pour éviter le gaspillage	Calendrier de puisage
			Inondation autour du forage suite à une mauvaise installation des caniveaux	L'eau du forage se mélange avec l'eau de pluie	Orienter les caniveaux de façon à éviter les inondations	Direction d'orientation des caniveaux
		Maintenance de l'ouvrage	-Insalubrité Prolifération des végétaux envahissants -Accroissement de la compétition sur l'utilisation des ressources	- Pratique de la lessive à proximité des puits et forages - Plusieurs activités exerçant une pression sur la ressource eau sont développées sur les mêmes sites	Réglementer l'utilisation du puits/ forage - Concertation avec les usagers et sensibilisation afin d'éviter les conflits	Règlement d'usage du puits/ Forage - Nombre de concertation entre usagers organisés

Désenclavement des bassins de production	Dégagement des emprises pour piste d'accès	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Pollution de l'air lors du déplacement des camions ;</li> <li>-Nuisance sonore lors du déplacement des camions ;</li> <li>-destruction des cultures lors de l'abattage des arbres ;</li> <li>-Destruction du couvert végétal ;</li> <li>-Destruction des habitats d'espèces menacées d'extinction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Poussière ;</li> <li>-vrombissement des engins ;</li> <li>-compaction du sol ;</li> <li>-champ endommagé</li> <li>-habitat détruit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Pose des d'âne ;</li> <li>-Réglementer les heures de travail ;</li> <li>-Dédommager les champs détruits ;</li> <li>-réduire au minimum la destruction du couvert végétal ;</li> <li>-Contourner les zones d'écologie fragiles et les habitats d'espèces menacées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Nombre de dos d'âne posés ;</li> <li>-Affiche de réglementation des heures de travail ;</li> <li>-nombre de zones d'écologie fragile et d'habitats d'espèces menacées conservées</li> </ul>
	Transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Pollution de l'air lors du déplacement des camions ;</li> <li>-Nuisance sonore lors du déplacement des camions ;</li> <li>-Pollution des sols ;</li> <li>-Fuite des animaux par le bruit des engins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Poussière ;</li> <li>-Augmentation des personnes atteintes de surdité ;</li> <li>-Complainte des paysans</li> <li>-Raréfaction de la faune mammalienne ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Pose des dos d'âne et des panneaux de limitation de vitesse ;</li> <li>-réglementer les heures de circulation des engins ;</li> <li>-Interdire la chasse et le braconnage et effectuer des contrôles fréquents des véhicules</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-nombre de dos d'âne posés</li> <li>-Nombre de dos d'âne posés ;</li> <li>-Affiche de réglementation des heures de travail ;</li> <li>-nombre de zones d'écologie fragile et d'habitats d'espèces menacées conservées</li> </ul>
	Construction des ouvrages de franchissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Destruction de la végétation riveraine et aquatique ;</li> <li>-Erosion des berges</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Obstruction du lit des cours d'eau ;</li> <li>-Déversement de la terre dans les cours d'eau,</li> <li>-Construction des ouvrages de franchissement avec du matériel inapproprié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Eviter de déverser de la terre dans les cours d'eau ;</li> <li>-Construction des ouvrages de franchissement en matériaux définitif ou en espèces de bois appropriés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Nombre de ponts construits en matériaux appropriés ;</li> </ul>
	Construction de marché ou magasin ou d'hangar de stockage	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Enlaidissement de la ville</li> <li>-Pollution acoustique due aux bruits issus de la circulation des engins</li> <li>-Erosion lors de l'exploitation des zones d'emprunts/carrière de graviers ou de sable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Construction sans respect des normes d'architecture et de génie civil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Respect des normes d'architecture et de génie civil ;</li> <li>-Assurer un compactage suffisant des remblais ;</li> <li>-Reboiser ;</li> <li>-Appliquer le formulaire d'examen environnemental ou effectuer une EIE en</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Nombre de fermes construites en respectant les normes d'architecture et de génie civil ;</li> <li>-Nombre d'arbres plantés et survivants</li> </ul>

Construction d'infrastructures de commercialisation					fonction du type d'infrastructure	
	Commercialisation des produits	-pollution du sol et des eaux par les huiles et les graisses -Pollution de l'air par le déplacement des véhicules - Pollution par les déchets organiques et plastiques	-Cours d'eau pollués -Poussières - Le fonctionnement du marché va donner lieu à la production des déchets qui vont traîner dans la nature		-Mise en place d'un comité de gestion -conserver les résidus d'huiles et de graisses dans les fûts - Collecte et dépôt des ordures dans les bacs ; -Incinération des déchets dans les fosses ; tri des déchets ; récupération des objets métalliques, compostage des déchets organiques.	-Nombre des personnes appartement au comité de gestion -Nombre de fut pour conservation des huiles de vidange -Nombre de bac à ordure -Nombre de fosse à incinération d'ordures
	Gestion des déchets	- Destruction de la végétation riveraine; - Pollution des sols	-Destruction du couvert herbacée ; -Déversement des résidus d'huile et de graisse dans les cours d'eau ; -contamination des sols agricoles		-Conserver les résidus d'huile et de graisse dans les fûts appropriés ; -responsabiliser un employé dans le contrôle de la manutention des résidus d'huile et de graisse	-Nombre de fût de stockage des résidus d'huile et de graisse ; -Présence d'un employé responsable de la manutention de ces résidus.
	Les relations sexuelles non protégées entre les employés et les populations environnantes	-Propagation des IST/SIDA	-Dégradation de la santé par les maladies opportunistes -Dégénérescence des globules rouges		Sensibilisation à l'usage des préservatifs et affichage des posters sur le SIDA	-Taux de prévalence des IST/SIDA -Statut sérologique des employés
<b>Phase III :</b> Après la fin du projet	-	-	-	-	-	-
<b>Phase IV :</b> A la fin de l'appui	-	Insalubrité	Pratique de la lessive à proximité des puits et forages	Règlementer l'utilisation du puit/ forage	Règlement d'usage du puit/ Forage	

**Tableau 6** : Liste des impacts positifs, des mesures de bonification et des indicateurs de mise en œuvre susceptibles de survenir à chaque phase du microprojet

Phase du projet	Activités	IMPACTS POSITIFS DES ACTIVITES	Manifestations	Mesures de bonification	Indicateurs (IOV)	
Phase1 : avant les projets		Choix des sites d'installation des pépinières	-	-	-	
Phase 2 : Pendant le projet	<b>Mise en œuvre de l'ensemble des microprojets</b>	Dégagement du site par l'abattage des arbres	-	-	-	
	Production des plants en vue du reboisement des espaces dégradés	Construction des pépinières avec des châssis de propagations, ombrière et motopompe	-	-	-	-
		Production des semences à partir des graines avec d'utilisation des pesticides	-Multiplication de la biodiversité phyto génétique -Diversité biologique conservée	-	-	-Réapparition des espèces rares ou en voie de disparition
		Transport des plants pour distribution	-	-	-	-
		Ensachage et suivi des plants sous châssis et ombrière avec utilisation des pesticides	Création d'emplois nouveaux production du bois-énergie	-	-	-
	Construction point d'eau	Forage du site	-	-	-	-
		Installation de la pompe et finition	-	-	-	-
		Maintenance de l'ouvrage	Qualité de l'eau	-	-	-
	Désenclavement des bassins de production	Dégagement des emprises pour piste d'accès	Assainissement du milieu	-	-	-
		Transport des matériaux et circulation des engins	-	-	-	-
		Construction des ouvrages de franchissement	-	-	-	-
	Construction d'infrastructures de commercialisation	Construction de marché ou magasin ou d'hangar de stockage	Création des emplois temporaires	Utilisation de la main d'œuvre locale par l'entreprise	-	-
			Amélioration urbanistique de la ville	L'architecture du bâtiment ajoute un plus à la beauté de la ville et joue un rôle de stabilisation des populations	-	-
		Commercialisation des produits	-	-	-	-
		Gestion des déchets	-Le milieu est assaini	-	Fourniture de bac et	Nombre de bacs et

		-Production de la matière organique (composte)		réceptif de conservation des déchets	réceptifs de conservation des déchets
	Les relations sexuelles non protégées entre les employés et les populations environnantes	-	-	-	-

### 5.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

**Tableau 7 : PGE : Périodicité, responsables de mise en œuvre des mesures proposées et leurs coûts**

Impacts environnementaux	Mesures	Périodicité de mise en œuvre	Responsable de mise en œuvre	Coût de la mesure (1 000 FCFA)	Observations
<b>Impacts négatifs</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>				
- Erosion et perte des espèces ligneuses lors de l'abattage des arbres	- Circonscrire le dégagement uniquement sur le site d'installation des ouvrages	Pendant chaque mise en œuvre	Commune	1 000	Le comité de suivi devra délimiter les sites avant l'implantation des ouvrages
	- Reboisement et gazonnement	Annuelle	Commune	8 000	
Accroissement de la compétition sur l'utilisation des ressources	- Concertation avec les usagers et sensibilisation afin d'éviter les conflits	Trimestriel	Commune	1 200	-
Pollution de l'eau par la boue	Evacuer la boue loin des forages à mettre en place	-	Prestataire de service	-	Le comité de suivi veillera à son application
Pollution de l'air lors du transport des matériaux	Arroser et limiter la vitesse à moins de 30km/h dans les zones d'habitation	Pendant la mise en œuvre	Prestataire de service	PM	-
Risque d'assèchement dû à la baisse de la nappe phréatique	- Réglementer le paysage pour éviter le gaspillage	02 fois/jour	Comité de gestion	0	-
	- favoriser la réalimentation de la nappe par des aménagements comme les boisements des bassins versants	Annuelle	Commune Comité de gestion	40 000	Rechercher des partenaires financiers
Inondation autour des forages suite à une mauvaise installation des caniveaux	Orienter les caniveaux de façon à éviter les inondations	Pendant chaque mise en œuvre	Prestataire de service	0	Le comité de suivi veillera à son application
Eloignement de la faune lors de l'abattage des arbres et la perturbation du couvert forestier	Réduire au maximum les bruits et l'abattage anarchique des arbres	Pendant chaque mise en œuvre	Prestataire de service	0	Le comité de suivi veillera à son application
<b>Impacts positifs</b>	<b>Mesures de bonification</b>				
- Conservation de la potabilité de l'eau	-Mettre en place un comité d'entretien du forage/ puits	Annuelle	Commune	1 500	-
- Perte de la biodiversité lors de l'abattage des arbres et le défrichement	-Mettre en défens certaines zones d'écologie fragile et d'espèces rares	Annuelle	Commune MINEP	3 000	-
<b>Impacts positifs</b>	<b>Mesures de bonification</b>	-	-	-	-
-		-	-	-	-

### 5.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

#### 5.3.1. Ressources mobilisables et échéances

##### 5.3.1.1. Echéances

No	Sources de financement	Montant (FCFA)	Utilisation	Stratégie de mobilisation
01	PNDP	123 500 000	<b>Eligibilité :</b> ▪ 1 <sup>er</sup> financement ▪ Microprojets	Eligibilité au PNDP
02	FEICOM	106 000 000	<b>Construction de 11 forages :</b> ▪ 01 à NYINGO ▪ 01 au Lycée ▪ 01 à CARRIERE ▪ 01 à BARRIERE ▪ 01 à MAKENENE Est ▪ 01 à NGOKOP ▪ 01 à HOPITAL ▪ 01 à TOWN WATER ▪ 01 à EP MAKENENE Centre ▪ 01 à BALOUA	Subvention
		227 500 000	<b>Achat des engins de génie civil :</b> ▪ 01 Benne à 06 roues ▪ 01 Porte char ▪ 01 Niveleuse ▪ 01 Buldozer ▪ 01 Tractopelle	credit
03	CAC	41 800 000	Fonctionnement : 29 800 000 FCFA	
			Investissements : 12 000 000 FCFA	
04	MINDUH	118 000 000	Bitumage tronçon axe lourd-UEBC- Axe lourd	Dotation
05	RECETTES PROPRES	18 000 000	Fonctionnement : 9 millions	
			Investissements : 9 millions	
06	BIP	2 000 000	CETIC (matériel d'électricité)	Subventions
		18 000 000	Bloc de deux salles de classe au CETIC	
		1 000 000	GIC producteurs maraîchers	
		1 000 000	GIC agriculteurs	
		350 000	Appareillages handicapés	
07	PACA	23 000 000	Appui GIC GAPIMI à la production de semences de maïs	Subventions
		14 000 000	Appui GIC RUFEN (NYOKON) production de maïs	
		14 000 000	Appui GIC AGRINY production semences de maïs	
		15 341 667	Appui GIC GAEMAK maïs de consommation	
<b>TOTAL</b>		<b>681 341 667</b>		

##### 5.3.1.2. Les ressources mobilisables

<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>681 341 667</b>
<b>Ressources affectées</b>	<b>563 791 667</b>
<b>Ressources non affectées</b>	<b>117 550 000</b>
<b>Dotation aux imprévus (10%)</b>	<b>11 755 000</b>
<b>Montants utilisables pour les microprojets</b>	<b>105 795 000</b>
<b>Ressources en cours d'affectation pour électrification</b> (Extension Lycée, BALOUA, MAKENENE Est, MAKENENE Centre, NGOKOP)	<b>238 000 000</b>

## 5.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaire (première année)

TABLEAU 8: Plan d'Investissement Annuel (PIA)

Secteur	Actions	Quantité	Lieu	Financement				Acteurs	Indicateurs
				Partenaires bailleurs		Apport Commune			
				Dénomination	Montant (1 000 fca)	Espèce (1 000 fca)	Nature		
COMMERCE	1. Construction du marché MAKENENE- EST Bloc A	01	MAKENENE- EST	PNDP	58 000	8 700	Contre parti	- PNDP - Commune - Entreprises	- Rapport d'études de faisabilité - Rapport de suivi - PV de réception
	2. Construction du marché MAKENENE- EST Bloc B	01	MAKENENE- EST	PNDP	36 000	5 400	Contre parti	- PNDP - Commune - Entreprises	- Rapport d'études de faisabilité - Rapport de suivi - PV de réception
	3. Installation des bacs de collecte des ordures	02	MAKENENE- EST	-	0	500	Financement	- Commune - Entreprises	- Nombre de bacs à ordures
	4. Choix des membres du comité de gestion du marché	06	MAKENENE- EST	PNDP	0	0		- Commune	- Nombre de membre
EDUCATION DE BASE	5. Elaboration de la demande création d'une école publique	01	MBALAM	MINEDUB	0	10	Matériel	- Commune - CC - Sectoriel	- Copie demande - Accusé de réception
	6. Suivi de la demande	01	Tous les villages	MINEDUB APEE	0	50	Suivi	- Commune	- Rapport de suivi
	7. Sensibilisation et information des parents d'élèves	01	Tous les villages	MINEDUB APEE	0	30	Logistique et suivi	- Commune - EPEE - Sectoriel	- Liste de présence - PV réunion
	8. Organisation d'une session de formation des parents sur le suivi et l'encadrement des élèves	01	Tous les villages	MINEDUB APEE	30	300	Logistique et suivi	- Commune - EPEE - Sectoriel	- TDR formation - Liste de présence
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	9. Construction de salles de classe au CETIC	02	CARRIERE	MINESEC	18 000	0	Suivi	- MINESEC - Commune - APEE	- Nombre de salles de classe construits - PV réception
	10. Equipement de l'atelier d'électricité au CETIC	01	CARRIERE	MINESEC	2 000	0	Suivi		
	11. Sensibilisation des parents d'élèves	01	Espace urbain NYOKON	MINESEC APEE	0	30	Logistique et suivi	- Commune - EPEE	- Lettres d'invitation

	12. Organisation d'une session de formation des parents sur le suivi et l'encadrement des élèves		Espace urbain NYOKON II	MINESEC APEE	30	300	Logistique et suivi	- Sectoriel - Commune - EPEE - Sectoriel	- PV de l'AG de l'APEE
SANTE	13. Création CSI	01	KINDING NDE	MINSANTE	0	60	Suivi	- Commune - CC - Sectoriel	- Copie demande - Acte de création
	14. Sensibilisation des populations dans les formations sanitaires sur le VIH		Espace urbain NYOKON KINDING NDJABI	MINSANTE	0	0	-Suivi	- Formations Sanitaires - CLLS	- Thèmes de sensibilisation
EAU ET ENERGIE	15. Construction de forages	11	NYINGO Lycée CARRIERE BARRIERE MAKENENE Est NGOKOP HOPITAL TOWN WATER MAKENENE Centre BALOUA	Union Européenne	106 000	0	Suivi	- UE - Commune - Sectoriel	- Nombre de points d'eau construits et fonctionnels - Taux d'accès à l'eau potable
	16. Organisation d'une session de formation sur les techniques de potabilisation de l'eau	01	Tous les villages	MINEE Populations	0	800	Perdiemes Logistique Et suivi	- Commune - Comité d'entretien - Sectoriel	- TDR formation - Programme de formation - Fiche de présence de l'atelier
	17. Lobbyings auprès d'AES-SONEL en vue d'obtenir des branchements promotionnels	02	Espace urbain NYOKON KINDING	AES-SONEL	0	10	Suivi	- Commune	- Copie demande d'audience auprès des autorités compétentes
SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	18. Sensibilisation et information à l'attention des intervenants (jeunes et experts)	01	Tous les villages	MINESEP	0	90	Logistique et suivi	- Commune - Sectoriel	- Thèmes de sensibilisation - PV réunions
TRAVAUX PUBLICS	19. Organisation d'une session de formation sur les opérations d'entretien des pistes	01	Tous les villages	Populations	0	1 000	Perdiemes Logistique Et suivi	- Comités de vigilance - Commune - Sectoriel - ONG	- TDR formation - Programme - Liste des formateurs - Modules de

									formation
AGRICULTURE	20. Sensibilisation et information des producteurs sur la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs	01	Tous les villages	MINADER	0	30	Logistique et suivi	- Agent de dev. - Agriculteur - Sectoriel - ONG	- Thèmes de sensibilisation - PV réunions - Nombre d'organisation de producteurs réées et formalisées
	21. Appui au GIC producteurs maraîchers	01		MINADER	1 000	0	Suivi	- Sectoriel	- Pourcentage de financement des activités productives
	22. Appui au GIC agriculteurs	01		MINADER	1 000	0	Suivi	- Sectoriel	- Le tonnage des produits écoulés
	23. Appui au GIC GAPIMI à la production de semences de maïs	01	MAKENENE-Est	PACA	16 100	6 900	Logistique et suivi	- Agriculteur - Sectoriel	- Pourcentage de financement des activités productives - Le tonnage des produits écoulés
	24. Appui au GIC RUFEN production de maïs	01	NYOKON	PACE	9 800	4 200	Logistique et suivi	- Agriculteur - Sectoriel	- Pourcentage de financement des activités productives - Le tonnage des produits écoulés
	25. Appui au GIC AGRINY production semences de maïs	01	NYINGO	PACA	9 800	4 200	Logistique et suivi	- Agriculteur - Sectoriel	- Le tonnage des produits écoulés
	26. Appui au GIC GAEMAK maïs de consommation	01		PACA	10 739	4 603	Logistique et suivi	- Agriculteur - Sectoriel	
ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	27. Sensibilisation et information des producteurs sur la dynamique de groupe et l'intérêt des mouvements associatifs	01	Tous les villages	MINEPIA	0	30	Logistique et suivi	- Agent de dev. - Agriculteur - Sectoriel	- Thèmes de sensibilisation - PV réunions - Nombre d'organisation de producteurs réées et formalisées
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	28. Identifier et sensibiliser les ressources humaines devant faire partie de la structure de coordination des projets	01	Tous les villages	MINDUH	0	0		- Commune	- Constitution du comité de coordination des projets
	29. Bitumage de route prioritaire		axe lourd-UEBC-Axe lourd	MINDUH	118 000	0		-	-
ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	30. Aménagement de la décharge publique	01	MBALAM	MINEP	0	8 000		- Commune - Entreprise	- Rapport d'études de faisabilité - Rapport de suivi - PV de réception

FORET ET FAUNE	31. sensibilisation et information des populations sur la protection de la biodiversité	01	Tous les villages	MINFOF	0	0	-	- Commune	- Thèmes de sensibilisation - PV réunions - Nombre d'associations formées
DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES	32. Plaidoyer auprès du MINDAF	01		MINDAF	0	0	-	- Commune	- Demande d'audience
PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	33. Choix du site de construction du CPFF	01	Espace urbain	MINPROFF	0	0	-	- Commune - Pop.	- Site retenu
TOURISME	34. Plaidoyer auprès des autorités pour le désenclavement du site de BANDJA			MINTP MINTOUR	0	0	-	- Commune	- Copie demande d'audience auprès des autorités compétentes
CULTURE	35. Mobilisation des fonds pour le financement du renouvellement de la bibliothèque municipale	02	Espace urbain		0	0	-	- Commune	- Fonds mobilisés - Contribution du budget communal
MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	36. Elaboration et transmission de la demande de renforcement des capacités des exploitants des carrières	01	Tous les villages	MINIMIDT	0	10	Matériel et suivi	- Commune	- Copie demande - Accusé de réception - Lettre de transmission
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	37. Plaidoyer auprès des élites de la commune	02	Tous les villages		0	0	-	- Commune	- Nombre de réunions - PV réunions
JEUNESSE	38. Elaboration des études de faisabilité en vue de la construction du Centre d'Animation Polyvalent	01	Espace urbain	MINJEUN	0	500	Financement	- Commune - ONG	- Rapport d'études - PV validation du rapport d'études
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	39. Plaidoyers vers les opérateurs économiques et l'Etat en vue de leur installation dans la Commune		Tous les villages		0	0	-	- Commune	- Copie demande d'audience - Compte rendu - Protocoles d'accord
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE ET	40. Appui à la recherche des financements (publics ou privés) des projets	03			0	0	-	- Commune	- Copie demande d'audience - Compte rendu

ARTISANAT									
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	41. Plaidoyer auprès du MINRES et des structures de recherche	03	Tous les villages	MINRES Producteurs	0	0	-	- Commune	- Copie demande d'audience - ompte rendu
POSTE ET TELECOMMUNICATION	42. Plaidoyer auprès des opérateurs de téléphonie mobile	03	Tous les villages	ORANGE MTN CAMTEL	0	0	-	- Commune	- Copie demande d'audience - Compte rendu
COMMUNICATION	43. Elaboration d'une demande d'installation d'une radio communale	01	Espace urbain	MINCOM	0	10	Matériel et suivi	- Commune	- Copie demande - Accusé de réception
	44. Marketing du PCD	01	Tous les villages		0	13 900	-	- Commune	- Rapport de suivi - Plan média
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	45. Plaidoyer auprès des autorités locales compétentes	02	Espace urbain		0	0	-	- Commune	- Copie demande d'audience - Compte rendu
INSTITUTION COMMUNALE	46. Sensibilisation des agents de recouvrement pour un changement de comportement	01	Tous les villages		0	50	Logistique et suivi	- Commune	- Thèmes de sensibilisation - PV réunions
	47. Achat des engins de génie civil	05		FEICOM	227 500	0		- FEICOMM - Commune	- Pool de mécanisation pour l'entretien des pistes
MINATD	48. Mobilisation des fonds pour l'acquisition d'un véhicule tout terrain	01	MINATD		0	0	-	- Commune	- Contribution du budget communal
TRANSPORT	49. Sensibilisation et organisation des transporteurs routiers	03	Tous les villages		0	100	Logistique et suivi	- Agent de dev.	- Thèmes de sensibilisation - PV réunions
AFFAIRES SOCIALES	50. Renforcement des capacités managériales des populations vulnérables	01	Tous les villages	MINAS	0	240	Logistique et Suivi	- Commune - MINAS	- Rapport d'activités sectoriel MINAS
	51. Accompagnement des populations vulnérables de la Commune	01	Tous les villages	MINAS Bailleurs de fonds	2 450	0	Suivi-accompagne ment	- MINAS	- Nombre de personnes bénéficiaires de l'aide
<b>TOTAL</b>					<b>432 107</b>	<b>62 803</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>494 910</b>				

## 5.3.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables (Handicapés, vieillards, oev.)

Résultats	Actions	Tâches	Indicateurs de suivi	Responsables	Partenaires	Périodes	Ressources		Coût indicatif (F CFA)
							Hum	Mat	
Les conditions de vie des personnes vulnérables sont améliorées à travers une mobilisation sociale collective	1. Renforcement des capacités managériales des populations vulnérables	- Identification des personnes ou familles pouvant bénéficier d'un encadrement social	- Nombre de personnes vulnérables identifiées et recensées	Commune Sectoriel MINAS	ONG, OAL, Sectoriel, PNDP	Août 2011	X	X	15 000
		- Sensibilisation des couches vulnérables sur l'importance de la valeur ajoutée des AGR	- Plan d'action - Programme des activités Convocations	Commune Sectoriel MINAS	ONG, OAL, Sectoriel, PNDP	Septembre 2011	X	X	20 000
		- Formation au montage et à la gestion de microprojets	- TDR formation - Plan de formation - Rapport de formation - Fiche de présence	Commune Sectoriel MINAS	ONG, OAL, Sectoriel, PNDP	Septembre 2011	X	X	50 000
		- Plaidoyer pour l'appui du secteur privé, ONG et représentations diplomatiques aux AGR en faveur des populations vulnérables	- Copie demande d'audiences faites auprès des bailleurs de fonds - Lettre de transmission	Commune Sectoriel MINAS	ONG, OAL, Sectoriel, PNDP	Octobre 2011	X	X	20 000
	2. Accompagnement des populations vulnérables de la Commune	- Aides et secours de première nécessité aux personnes handicapées	- Fiches de décharge	Commune Sectoriel MINAS	ONG, OAL, Sectoriel, PNDP				350 000
		- Octroi de micro crédits aux personnes vulnérables	- Protocoles d'accord - Lettre d'engagement	Commune Sectoriel MINAS	ONG, OAL, Sectoriel, PNDP	Octobre 2011	X	X	2 000 000
		- Suivi des actions programmées	-Rapports de suivi	Commune Sectoriel MINAS	ONG, OAL, Sectoriel, PNDP	Octobre 2011	X	X	100 000
<b>Sous total</b>									<b>2 690 000</b>

## 5.4. Plan de Passation des marchés du PIA

TABLEAU 9: Plan de passation de marche (année 2011)

Nature du projet	PERIODE DE PASSATION DU MARCHÉ			Périodes probables d'exécution
	Rédaction des lettres commandées et lancement des appels d'offres et dépôts des offres	Dépouillement et analyse des offres	Attribution des marchés et signature des contrats	
Aménagement de la décharge publique	Du 08 au 29/08/2011	Du 30/08/ au 13/09/2011	27/09/2011	Du 27/09/ au 10/10/2011
Construction du marché MAKENE BLOC A	Du 31/08/ au 27/09/2011	Du 27/09/ au 10/11/2011	25/11/2011	Du 25/11/ au 31/12/2011

# CHAPITRE 6

## MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

- 6.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD
- 6.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA)
- 6.3. DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING
- 6.4. MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD
- 6.5. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

## 6. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Le comité de suivi du PCD de MAKENENE est un organe faisant partie intégrante du processus, créé et mis en place par la Commune en vue de mettre en œuvre le PCD. Ce comité fera également le suivi des travaux relatifs aux projets découlant du PCD.

### 6.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le comité de suivi du Plan Communal de Développement (PCD) est l'organe concret de l'évaluation participative de la planification au niveau de coordination locale. Il a pour rôle de s'assurer de la réalisation des objectifs du Plan et de suivre les activités du Plan d'Investissement Annuel (PIA). C'est un organe consultatif d'appui accrédité au près de l'exécutif communal, pour l'orientation, le suivi et la supervision de l'exécution du PCD. Ce dernier est composé de 06 membres désignées par la Commune et soumis à l'approbation de la tutelle en vue de mettre en œuvre le PCD. Il a mandat de conduire le Plan jusqu'à la fin de la durée inscrite. Les critères de sélection qui ont permis ce choix sont :

- *La disponibilité ;*
- *Avoir une expérience en matière d'organisation d'activité de développement ;*
- *Avoir des connaissances dans les différents centres d'intérêts ;*
- *Maîtriser le processus.*

Tableau 10: Liste des membres du comité de suivi du PCD

N°	Nom et prénom	Fonction
1	<b>BAMY Jacques</b>	Président
2	<b>Agent communal de développement PNDP</b>	Rapporteur
3	<b>TCHAMENI P.</b>	Membre
4	<b>APOUA F.</b>	Membre
5	<b>MBAKOP</b>	Membre
6	<b>NOUNKEU J.M</b>	Membre

Source : Délibération du 25 Juin 2011 du Conseil Municipal de MAKENENE

Ce comité de suivi a pour mission principale d'assurer la coordination et la gestion des actions planifiées et la liaison entre la Commune et les institutions de développement. Pour ce faire, il a pour attributions spécifiques de :

- S'assurer de la mise en œuvre de la programmation des activités communales en veillant sur les respects des engagements et devoirs de chaque acteur impliqué;
- Suivre et évaluer l'exécution des activités PIA afin de disposer des informations fiables au moment de la prise de décision;
- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux ;
- Mesurer et analyser les écarts au vu des objectifs ;
- Prendre des mesures correctives pour rattraper les écarts, modifier ou confirmer les programmes en cours de réalisation.
- Donner son avis sur le déroulement de l'ensemble des activités du PCD sur la base des rapports d'avancement afin d'améliorer la gestion quotidienne des activités de la Commune;
- Proposer à l'exécutif et au Conseil communal toutes mesures susceptibles de rendre facile l'exécution du PCD ;
- Veiller à la mise en œuvre effective des décisions.

Toutefois, le comité doit tenir des réunions, des séances de travail pour s'assurer de la mise en œuvre effective du PCD.

### 6.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Les indicateurs de mise en œuvre du système de suivi-évaluation (en rapport avec le PIA), permettent d'apprécier et de mesurer des changements intervenus dans le temps ou dans l'espace à travers le suivi et/ou la comparaison d'une variable.

Le suivi-évaluation est un ensemble d'informations composées d'acteurs et de données dont la collecte, le traitement et la diffusion sont régis par des procédures et des outils. Ainsi, les indicateurs de suivi des relations entre ces acteurs sont groupés en trois catégories :

- indicateurs de suivi de la performance ;
- indicateur de suivi des effets;
- indicateur de suivi des impacts.

Concernant les indicateurs de suivi du PIA de l'année 2011, le tableau ci-dessous donne toutes les références liées aux activités du cadre logique du PCD.

Indicateurs	Sources de données
1. Marchés construits et fonctionnels à MAKENENE-Est 2. Taux d'accès aux infrastructures marchands communales d'ici 2013 3. Taux d'investissement pour l'amélioration des infrastructures marchands	PCD
4. Les productions des principales cultures vivrières ont augmentés de 71% en 2015 5. Normes de qualité pour la préparation du terrain, la mise en place des cultures et l'entretien des champs contrôlés au minimum 01 fois durant les travaux à partir de 2012 6. Prix des produits agricoles (aliments de base et légumes) sur les marchés urbains diminués de 10% en 2015 7. La croissance annuelle de la production agricole est améliorée de 6,8% en 2015 et 27% entre 2015-30 8. En 2015, les producteurs sont organisés en filiales agricoles	PCD DSCE
9. Nombre de forages construits et fonctionnels est passé de 10 points d'eau en 2011 à 21 points d'eau en 2013 10. Normes de qualité pour la construction et réhabilitation des points d'eau potables contrôlés au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015 11. Planification sectorielle et budgétaire annuelle de la Commune préparée conformément aux normes énoncées dans le Plan Sectoriel du MINEE, dans les délais prévus pour 2035	PCD, rapports MINEE
12. Ratio élève par salle de classe au secondaire 13. Nombre de salles de classe construites 14. Normes de qualité pour la construction et réhabilitation des infrastructures collectives d'éducation contrôlés au minimum 01 fois durant les travaux et à la fin des travaux à partir de 2015	PCD, rapports MINESEC
15. 1,5Km de routes interurbaines prioritaires sont bitumées d'ici 2012 et 2,5Km d'ici 2020 16. Frais de fonctionnement de véhicules réduits pour les acheteurs de produits et des propriétaires privés de 10% d'ici 2015 17. Taux d'investissement pour l'amélioration du réseau routier	PCD

### 6.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

#### 6.3.1. Dispositif de suivi évaluation

Parce que la phase de suivi-évaluation des projets du PIA est d'une importance capitale pour la réalisation, la recherche du succès et de la durabilité des actions planifiées ; des outils de suivi-évaluation ont été présentés et commentés aux acteurs locaux. Il s'agit des tableaux de suivi-évaluation des activités (qui permettra au Comité de pouvoir retracer les actions prévues d'évaluer ceux-ci en fonction des résultats atteints et de justifier les écarts s'il en existe et de recentrer ce qui reste à faire). et du signe du bien être (qui permet d'identifier et mesurer la vision de développement locale à long terme en fonction des ressources de la Commune et son plan de développement)

Tableau : Modèle de Suivi-évaluation des activités du PIA.

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITES	ANNEE 2012			ANALYSE DE L'ECART	MESURES CORRECTIVES (LEÇONS A TIRER)
			PREVISIONS	REALISATIONS	ECART		
1. Construction d'un marché à MAKENENE-Est	Le marché est construit et fonctionnel à MAKENENE-Est	01 bloc	Contacteur PNDP	-	-	-	-
			Réaliser les Etudes de faisabilité	-	-	-	-
			Mobilisation des ressources	-	-	-	-
			Appel d'offre et choix du prestataire	-	-	-	-
			Exécution du micro projet	-	-	-	-

Le tableau de signe de bien être illustre la progression du bien être des populations par rapport à la situation de référence initiale. De même, ce dernier présente l'analyse synthétique de la vision du bien être dans le temps que la population de la Commune se donne. C'est un outil de référence pour mesurer les indicateurs d'impacts et leur appréciation se mesure dans la vision du

développement à court terme. Ces derniers y sont enregistrés relation avec les normes sectorielles et les OMD. Par exemple :

- *indicateur de performance* : on a prévu 10 salles de classe, du point de vue des performances si on atteint 10 salles c'est 100 %.
- *Indicateur d'impact* : 600 personnes ont accès à une éducation de qualité (60 élèves par salle de classe : norme) ce qui renvoie au bien être.

L'exemple ci-dessous représenté ne concerne que quelques microprojets pilotes supposés comme signe de bien être :

Tableau : Tableau du bien être

Période	Passé	Présent	Futur
	progression avec le signe	progression avec le signe	progression avec le signe
Signe de bien être	base de la proportion	base de la proportion	base de la proportion
Tous les établissements secondaires techniques disposent de salles de classe	2 10	6 10	9 10
Tous les villages ont accès à l'eau potable	3 10	5 10	8 10

### 6.3.2. Dispositif de suivi des réunions

Un modèle de tableau de suivi des réunions qui permettra au Comité de Suivi et aux différents mouvements associatifs de la Commune de toujours se concentrer sur l'objectif qui les a réuni, de capitaliser les différents points à l'ordre du jour et de toujours clore les réunions par les résolutions qu'on évaluera à la prochaine réunion.

Tableau : Modèle de Tableau de suivi des réunions

Type de réunion	Date	Ordre du jour	Activités	Résultats attendus
Sensibilisation interne	23 février au 22 mars 2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Restitution des travaux des Ateliers de planification communale ;</li> <li>▪ Plan de sensibilisation par village.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Information porte à porte ;</li> <li>▪ Jeux de questions – réponses ;</li> <li>▪ Recueil des points de vue</li> </ul>	Nombre de personnes sensibilisées et vivants dans la Commune.
Sensibilisation externe	07 mars 2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plan de sensibilisation des forces vives résidant de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rédaction des lettres de transmission ;</li> <li>▪ Expédition des dites lettres.</li> </ul>	Nombre de personnes sensibilisées et vivants à l'extérieur de la Commune

### 6.3.3. Etats et rapports attendus

#### a) Les états :

Les différents états issus des données de suivi évaluation (hors micro projets) sont les suivants :

- Les termes de référence de chaque responsable,
- La liste détaillée des activités (i.e. le rapport d'activité),  
Le chronogramme des activités,
- L'analyse des investissements,
- Les tableaux synthétiques des indicateurs globaux,
- Les tableaux et cartes synthétiques des indicateurs sur la population bénéficiaire.

#### b) Les rapports :

Les rapports seront diffusés selon le schéma ci-après :

Tableau 11 : Schéma des rapports :

Rapports	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Mensuel	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Trimestriel			✓			✓			✓			✓
Annuel												✓
Atelier												

Les rapports attendus (rapports mensuels ; trimestriels et annuels) contiennent ;

### **Contenu du rapport mensuel**

C'est un rapport de travail qui ne concerne principalement que les acteurs directs du Projet. Il comprend les rubriques ci-après :

- *Appréciations générales sur l'avancement du Projet lors du mois précédent,*
- *Grandes réalisations par composante,*
- *Tâches inachevées ou ajournées,*
- *Grandes activités en perspective,*
- *Problèmes majeurs rencontrés,*
- *Solutions et recommandations envisagées,*
- *La liste des tâches par responsable (i.e. les termes de référence de chaque responsable).*

### (i) **Contenu du rapport trimestriel**

Un rapport trimestriel présentant l'état technique et financier du projet sera rédigé. Ce rapport comprendra :

- Un chapitre d'introduction présentant de façon assez détaillée l'avancement du projet en précisant pour le trimestre écoulé :
- Les grandes réalisations par composante
  - *Les tâches inachevées ou ajournées*
  - *Les grandes activités en perspective*
  - *Les problèmes majeurs rencontrés*
  - *Les solutions et recommandations envisagées*
  - *Le bilan détaillé des activités (i.e. le rapport d'activité) ;*
  - *Le tableau de bord des microprojets accompagné d'analyses ad hoc pertinentes ;*
  - *Le tableau d'utilisation des fonds par activité du projet pour le trimestre écoulé ;*
  - *Le tableau global d'avancement des activités pour le trimestre écoulé ;*
  - *Le tableau des contrats passés et en cours ;*
  - *Le tableau de suivi des décaissements des fonds alloués au projet ;*

### (ii) **Contenu du rapport annuel**

Une fois par an, le rapport sera accompagné d'une annexe qui présentera l'ensemble des résultats des enquêtes annuelles sur le terrain. Plus précisément, cette annexe, qui sera élaborée sur la base d'enquêtes sur le terrain, regroupe :

- Un chapitre introductif présentant la situation pour l'année écoulée, les évolutions passées et les perspectives, ainsi que les problèmes majeurs suivants :
  - *évaluation du projet par les bénéficiaires,*
  - *situation sociale et sanitaire des bénéficiaires dans les zones d'intervention*
- Les tableaux présentant les indicateurs sur la population (pauvreté, évaluation du projet)
- Les tableaux et cartes synthétiques présentant les indicateurs de suivi de l'impact social

## **6.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD**

Le comité de suivi avec le Secrétaire Général de la commune élabore un programme annuel et le présente à l'exécutif communal pour approbation. Après l'approbation par le Maire, le plan est proposé au conseil municipal pour adoption et validation. La visibilité pour la mise en œuvre est ainsi précisée pour une échelle temporaire plus courte : un an.

La programmation inclura la dimension physique et spatiale (où les activités et les projets se trouvent concrètement. Du fait du niveau de détail requis pour les estimations des coûts des ressources (pour les activités et les investissements, cette programmation se fera en comité restreint.

L'évaluation du PCD peut se faire par la comparaison du taux de réalisation par rapport aux résultats à atteindre inscrit dans le cadre logique et programmé dans la planification opérationnelle.

## 6.5. Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

La mise en œuvre du plan est la responsabilité de la Commune en partenariat avec les Services Techniques Décentralisés de l'Etat, les bailleurs de fonds, les Projets de Développement, les élites et les ONGs. Celle-ci passe impérativement par le marketing du plan. La stratégie de marketing du PCD comporte plusieurs étapes notamment ;

- a. Une connaissance approfondie du PCD, tant au niveau des résultats de la planification (CDMT et PIA) qu'au niveau du processus de planification participative.
- b. L'identification des cibles du marketing :  
Il importe de savoir auprès de qui l'action de marketing du PCD sera portée. L'éventail des bailleurs et autres personnes susceptibles de soutenir financièrement l'exécution des microprojets du PCD peut se présenter comme suit :
  - Les populations (A travers les associations locales, GIC, groupes de tontines, groupes culturels, chef traditionnel, opérateurs économiques, ...)
  - Les institutions locales (églises, ONG, Comités de développement,...)
  - Les élites et associations de la diaspora
  - Les ministères
  - Les bailleurs multisectoriels
  - Les bailleurs privés
  - Les bailleurs publics
  - Les représentations diplomatiques.

Nonobstant, après la validation du PCD par le Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels (COMES), sa diffusion doit se faire :

- > Lors du Conseil Municipal ;
  - > Dans toute la circonscription communale, à travers une campagne de sensibilisation et d'information. Campagne menée auprès des populations et des organismes d'appui au développement local par les Conseillers Municipaux et les membres du comité de suivi du PCD ;
  - > A l'extérieur par l'exécutif communal pour qui le PCD est un véritable outil pour la recherche des partenaires de financement.
- c. L'identification et la formation des marketeurs  
Il s'agit des personnes devant faire la publicité du PCD à chacun des niveaux ci-dessus
  - d. L'élaboration d'un plan média  
Le plan média a pour but de permettre la publicité du PCD à travers les médias tels que la radio, la télévision et la presse écrite.

La Commune fera large diffusion du PCD dans les créneaux spécialisés. En cohérence avec l'approche participative envisagée, le comité de suivi partagera avec les acteurs du milieu, la parole de diffusion de ce PCD au quel ils auront participé : journaux et WEB, médias régionaux et locaux, colloques et tables-rondes. Durant toute la durée de mise en œuvre du PCD, l'exécutif Communal mettra en onde un site WEB présentant le dynamisme de la Commune, les acteurs et certains types d'activités et de résultats progressifs.

- e. L'estimation du coût de la stratégie de marketing
- f. La mobilisation des fonds nécessaires
- g. L'exécution de la stratégie de marketing
- h. Le suivi – évaluation du marketing.

Il s'agira par cet exercice de susciter l'appropriation et l'engagement des populations à la mise en œuvre du Plan.

**Tableau** : Plan de communication à court terme en vue de rechercher des partenaires de financement

Résultats	Actions	Tâches	Indicateurs de suivi	Responsables	Partenaires	Périodes	Ressources		Coût indicatif 1 000 fcfa
							Hum	Mat	
Une connaissance approfondie du PCD au niveau des résultats de la planification (CDMT et PIA)	Mobilisation des ressources	Collecte des fonds	-Fonds mobilisés	Exécutif communal	OAL	Janvier 2012	X	X	200
	Organisation d'un atelier local de promo du PDC	Mobilisation collective des populations	-Nombre de billets d'invitations ventilés	Exécutif communal Populations Élites	PNDP OAL FEICOM Sectoriels Embrassades	Janvier 2012	X	X	100
		Choix du site				Janvier 2012	X		0
		Choix des articulations				Février 2012	X	X	100
		Invitations auprès d'un public cible				Février 2012	X	X	150
Tenue de l'Atelier	Février 2012	X	X	1 000					
Eventail des bailleurs et autres personnes susceptibles de soutenir financièrement l'exécution des microprojets du PCD sensibilisé et informé	Organisation d'un atelier international de valorisation du PCD à MAKENEN	Mobilisation des ressources	-Qualité des invités à l'atelier	Exécutif communal Populations Élites	PNDP OAL FEICOM Sectoriels Embrassades	Mars 2012	X	X	400
		Choix des invités				Mars 2012	X	X	100
		Préparation du site				Mars 2012	X	X	1 000
		Demande d'aide				Avril 2012	X	X	500
	Tenue de l'Atelier	Avril 2012			3 000				
	Définition d'une politique de marketing du PCD	Rencontre avec les élites	-CV consultant du TDR de la formation des marketeurs -Plan média	Exécutif communal Populations Élites	PNDP OAL FEICOM Sectoriels Embrassades	Avril 2012	X	X	100
		Identification et la formation des marketeurs				Avril 2012	X	X	50
Elaboration du plan média		Avril 2012				X	X	1 000	
Publicité du PCD à travers les médias (radio, télévision, Web et presse écrite) accrue	Mise en œuvre de la politique de marketing envisagée	mobilisation des fonds nécessaires	-Fonds mobilisés	Exécutif communal	PNDP OAL FEICOM Sectoriels Embrassades	Mai 2012	X	X	200
		Exécution de la stratégie de marketing	- Analyses ex-ante, à court/moyen terme et ex-post	Exécutif communal Populations Élites		Mai 2012	X	X	3 000
		Le suivi – évaluation du marketing	-Rapport de suivi			Mai 2012	X	X	3 000
<b>Sous total</b>									<b>13 900</b>



## CONCLUSION GENERALE

Conçu et élaboré suivant une démarche participative systématique qui a associé à chacune de ses étapes, toutes les catégories socioprofessionnelles, les conseillers municipaux, les élites et les représentants des services techniques déconcentrés de l'Etat, le Plan Communal de Développement de MAKENENE à l'horizon 2035 traduit clairement l'ambition des habitants de la Commune à œuvrer pour leur développement social et économique.

L'élaboration du Plan Communal de développement de MAKENENE a permis de faire ressortir les atouts et les potentialités dont dispose la commune ainsi que les insuffisances et les handicaps qui existent et qui sont de nature à compromettre son développement. Des propositions d'actions sont formulées avec un projet de budget et un plan de mise en œuvre sur une période de trois ans.

Plaçant résolument l'amélioration des conditions de vie des populations de la Commune de MAKENENE au centre de ses préoccupations, le Comité de Suivi fait désormais du présent Plan un cadre de référence de sa politique et le lieu de convergence du partenariat avec les acteurs de développement, notamment en matière de lutte contre la pauvreté.

Maintenant que l'exécutif communal de MAKENENE dispose d'un Plan de Développement répondant aux besoins des ses habitants, le défi est sa mise en œuvre. Ainsi il s'attellera à mobiliser les ressources nécessaires, tant internes qu'externes afin de s'assurer de la bonne exécution des actions convenues et planifiées. Ce plan de Développement sera révisé autant que de besoin, pour refléter l'évolution de la situation socio-économique de la Commune et la conjoncture nationale et internationale, à travers un processus itératif et participatif.

## BIBLIOGRAPHIE

- Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)
- Objectifs du Millénaire pour le Développement Rapport 2007 ; fondé sur un ensemble de données compilées par un Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ce Groupe, coordonné par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies,
- Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi(DSCE),
- Document cadre de l'AFEDDEM (version révisée)
- Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC,
- LOI N° 96/12 DU 5 AOUT 1996 PORTANT LOI-CADRE RELATIVE A LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

## ANNEXES

## FICHES DE PROJETS DU PIA

## 1- FICHE DE MICROPROJET

		<b>Date :</b> Juillet 2011	
<b>N° de référence :</b> N° séquentiel : Code du domaine d'intervention : Code du type d'activité :		<b>Désignation du micro-projet :</b> Construction d'un marché Bloc A	
<b>Région :</b> Centre <b>Commune :</b> de MAKENENE <b>Ville :</b> MAKENENE		<b>Domaine d'intervention :</b> Equipement publics marchands	
<b>Agence d'exécution :</b> A désigner par la commission locale de passation des marchés			
<b>Organisme co-intervenant :</b> Délégation Régionale du Centre Délégation Départementale des Travaux Publics du Mbam et Inoubou Délégation Départementale du MINEF du Mbam et Inoubou Espace pour l'Agriculture, l'Environnement et Foresterie (AEF) <b>BP 33814 Yaoundé, Tel : 22 18 01 19 ; Email : aef_1@yahoo.fr</b>			
<b>Objectifs du micro-projet :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'infrastructure de commercialisation des produits agricoles et manufacturés ;</li> <li>- Améliorer les recettes de la commune</li> <li>- Consolider le brassage des populations.</li> </ul>			
<b>Coût total estimé :</b> <b>69 000 000</b>		<b>Financement demandé au programme : 58 000 000</b>	
		<b>Contribution de la Commune :</b>  Espèce : <b>11 000 000</b>	<b>Source de financement :</b> PNDP et Commune
<b>Description sommaire du micro-projet :</b> il s'agit la construction du marché de MAKENENE Est à travers la construction de boutiques. L'infrastructure est fait en matériaux définitifs. <b>Les ouvrages existants sont :</b> 01 bloc de 4 latrines; <b>Les ouvrages à réaliser sont :</b> 01 Bâtiment principal de 30,95x12,00m constitué d'un hall de deux magasins de stockage de produits et d'un bloc à étals ; 01 Bâtiment de 70,00x5,5 m réunissant 12 boutiques et 2 bureaux ; 01 dépôt d'ordures ; 01 borne fontaine à 4 robinets de puisage.			
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Des latrines modernes existent déjà et seront augmentées. La Commune dispose d'une adduction d'eau qui va faire l'objet d'une extension dans ce complexe. Par ailleurs, il est prévu l'aménagement d'une décharge publique pour les déchets qui seront incinérés.			
<b>Durée d'exécution :</b> 03 mois		<b>Date souhaitée de démarrage :</b> Novembre 2011	

Nature du micro-projet

Nouveau micro projet

OUI

NON

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : OUI

Source de financement :

Contactées : PNDP (58 500 000)

Déjà impliquées : Ressources propres en espèces (11 000 000)

**2- FICHE DE MICROPROJET**

		<b>Date</b> : Juillet 2011
<b>N° de référence</b> : N° séquentiel : Code du domaine d'intervention : Code du type d'activité :		<b>Désignation du micro-projet</b> : Construction d'un marché Bloc B
<b>Région</b> : Centre <b>Commune</b> de MAKENENE <b>Ville</b> : MAKENENE		<b>Domaine d'intervention</b> : Equipement publics marchands
<b>Agence d'exécution</b> : A désigner par la commission locale de passation des marchés		
<b>Organisme co-intervenant</b> : Délégation Régionale du Centre Délégation Départementale des Travaux Publics du Mbam et Inoubou Délégation Départementale du MINEF du Mbam et Inoubou Espace pour l'Agriculture, l'Environnement et Foresterie (AEF) <b>BP 33814 Yaoundé, Tel : 22 18 01 19 ; Email : aef_1@yahoo.fr</b>		
<b>Objectifs du micro-projet</b> : - Améliorer l'infrastructure de commercialisation des produits agricoles et manufacturés ; - Améliorer les recettes de la commune - Consolider le brassage des populations.		
<b>Coût total estimé</b> : <b>69 000 000</b>		<b>Financement demandé au programme</b> : <b>41 850 000</b>
		<b>Contribution de la Commune</b> : Espèce : <b>5 850 000</b>
		<b>Source de financement</b> : PNDP et Commune
<b>Description sommaire du micro-projet</b> : il s'agit la construction du marché de MAKENENE Est à travers la construction de boutiques. L'infrastructure est fait en matériaux définitifs. <b>Les ouvrages existants sont</b> : 01 bloc de 4 latrines; 01 Bâtiment principal de 30,95x12,00m constitué d'un hall de deux magasins de stockage de produits et d'un bloc à étals ; 01 Bâtiment de 70,00x5,5 m réunissant 12 boutiques et 2 bureaux ; 01 dépôt d'ordures ; 01 borne fontaine à 4 robinets de puisage. <b>Les ouvrages à réaliser sont</b> : 01 Bâtiment principal de 30,95x12,00m constitué d'un hall de deux magasins de stockage de produits et d'un bloc à étals ; 01 Bâtiment de 35,00x5,5 m réunissant 06 boutiques et 2 bureaux ; 01 dépôt d'ordures ; 01 borne fontaine à 4 robinets de puisage.		
<b>Respect des politiques environnementales</b> : Des latrines modernes existent déjà et seront augmentées. La Commune dispose d'une adduction d'eau qui va faire l'objet d'une extension dans ce complexe. Par ailleurs, il est prévu l'aménagement d'une décharge publique pour les déchets qui seront incinérés.		
<b>Durée d'exécution</b> : 03 mois		<b>Date souhaitée de démarrage</b> : Février 2012

Nature du micro-projet

Nouveau micro projet

OUI

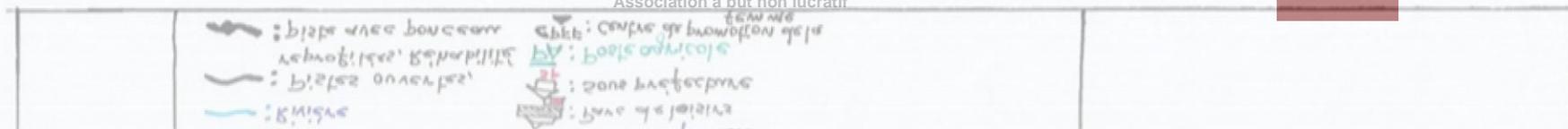
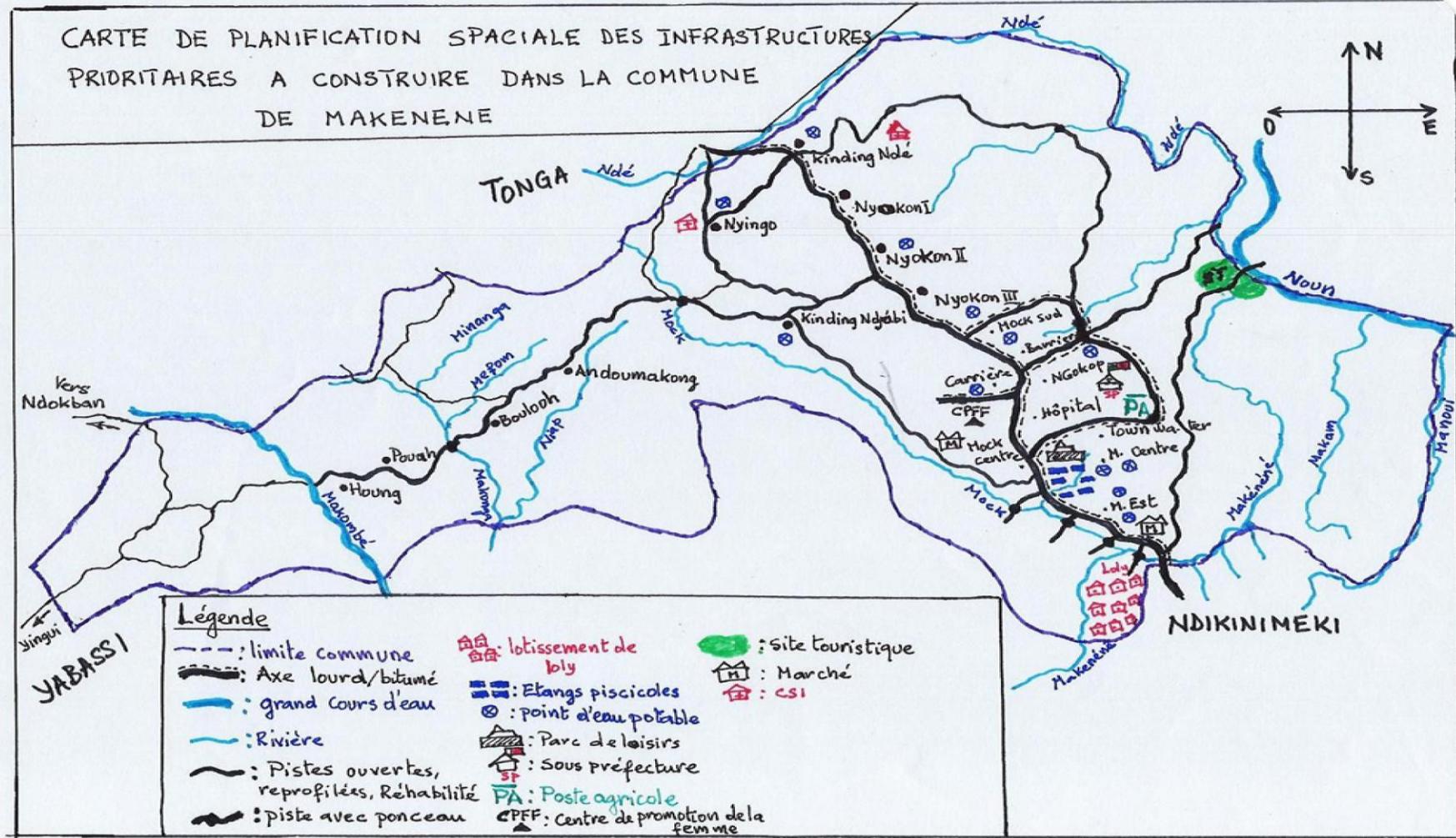
NON

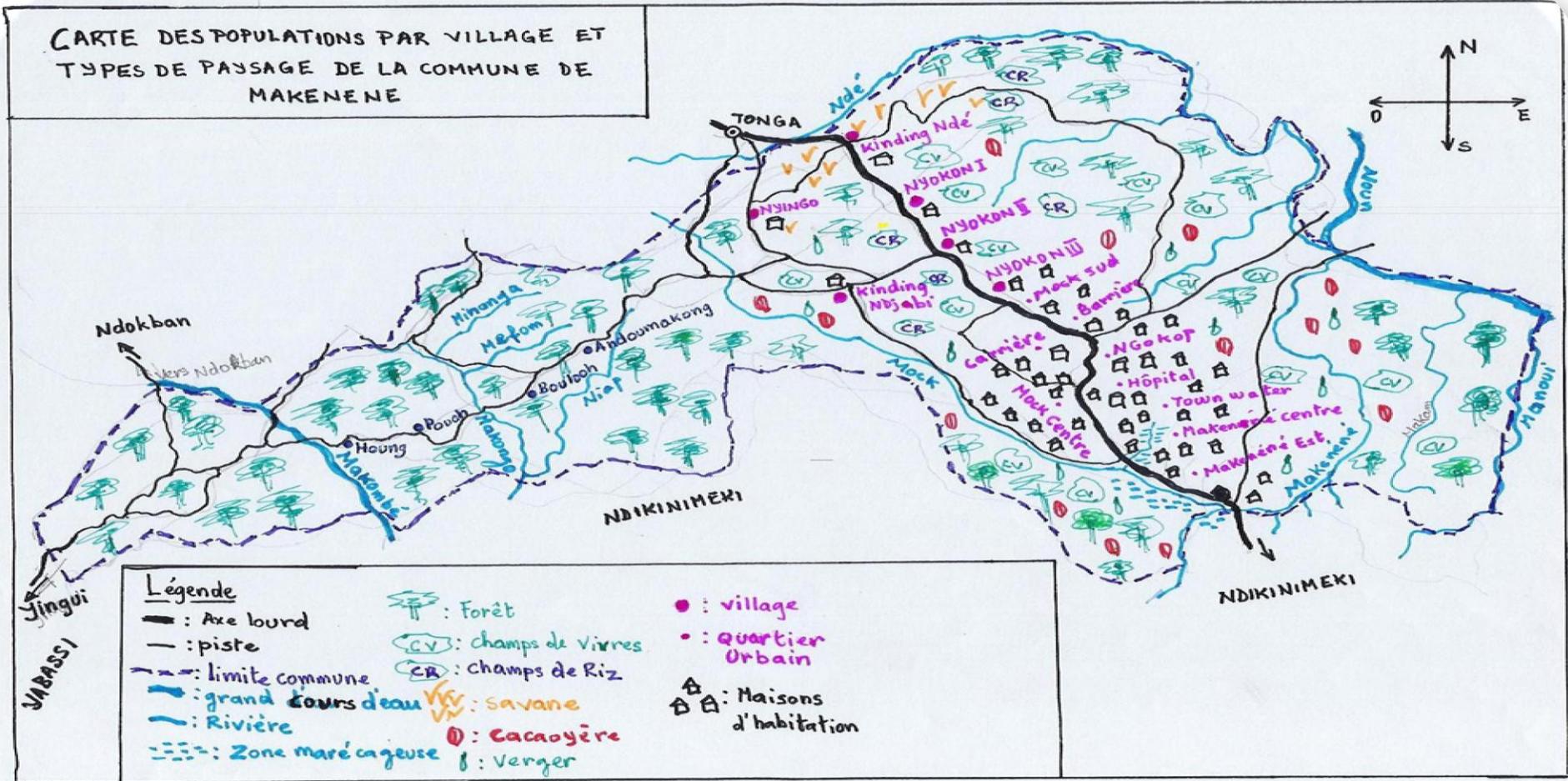
Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : OUI

Source de financement :

Contactées : PNDP (36 000 000)

Déjà impliquées : Ressources propres en espèces (5 850 000)







**Agriculture, Environnement et Foresterie.**

Téléphone :(237) 22 18 01 19 /76 08 31 20 / 97 59 81 58 E-mail: aef\_1@yahoo.fr  
Récepissé N° 00039/RDA/J06/BAPP Association à but non lucratif